

ASSEMBLÉE NATIONALE

№ 532-20061024

Volume 1 de 2

VOLUME

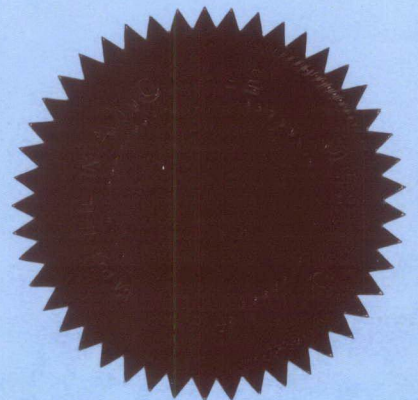
1 Comptes publics

2005 › 2006

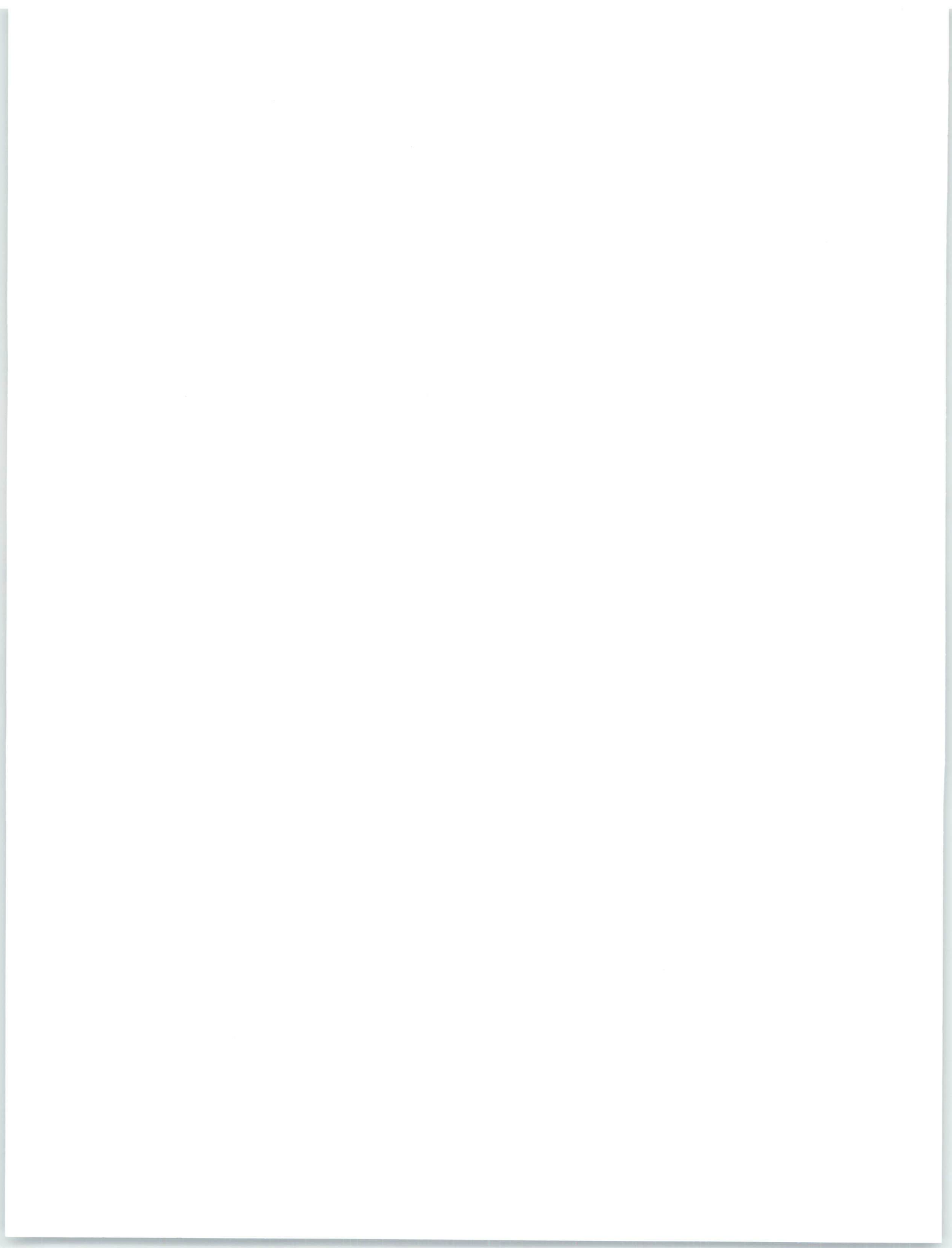


États financiers consolidés du gouvernement du Québec

Année financière terminée le 31 mars 2006



Québec 



COMPTES PUBLICS 2005-2006

VOLUME 1

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Année financière terminée le 31 mars 2006

Publiés conformément aux dispositions de l'article 86
de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001)

Finances
Québec 

ISSN 0706-2869
ISBN 2-550-48162-3
ISBN 978-2-550-48162-1
ISBN 2-550-48163-1(PDF)
ISBN 978-2-550-48163-8


Dépôt légal – 4^e trimestre 2006
Bibliothèque nationale du Québec

À son Excellence le lieutenant-gouverneur du Québec
L'Honorable Lise Thibault
Hôtel du gouvernement
Québec

Excellence,

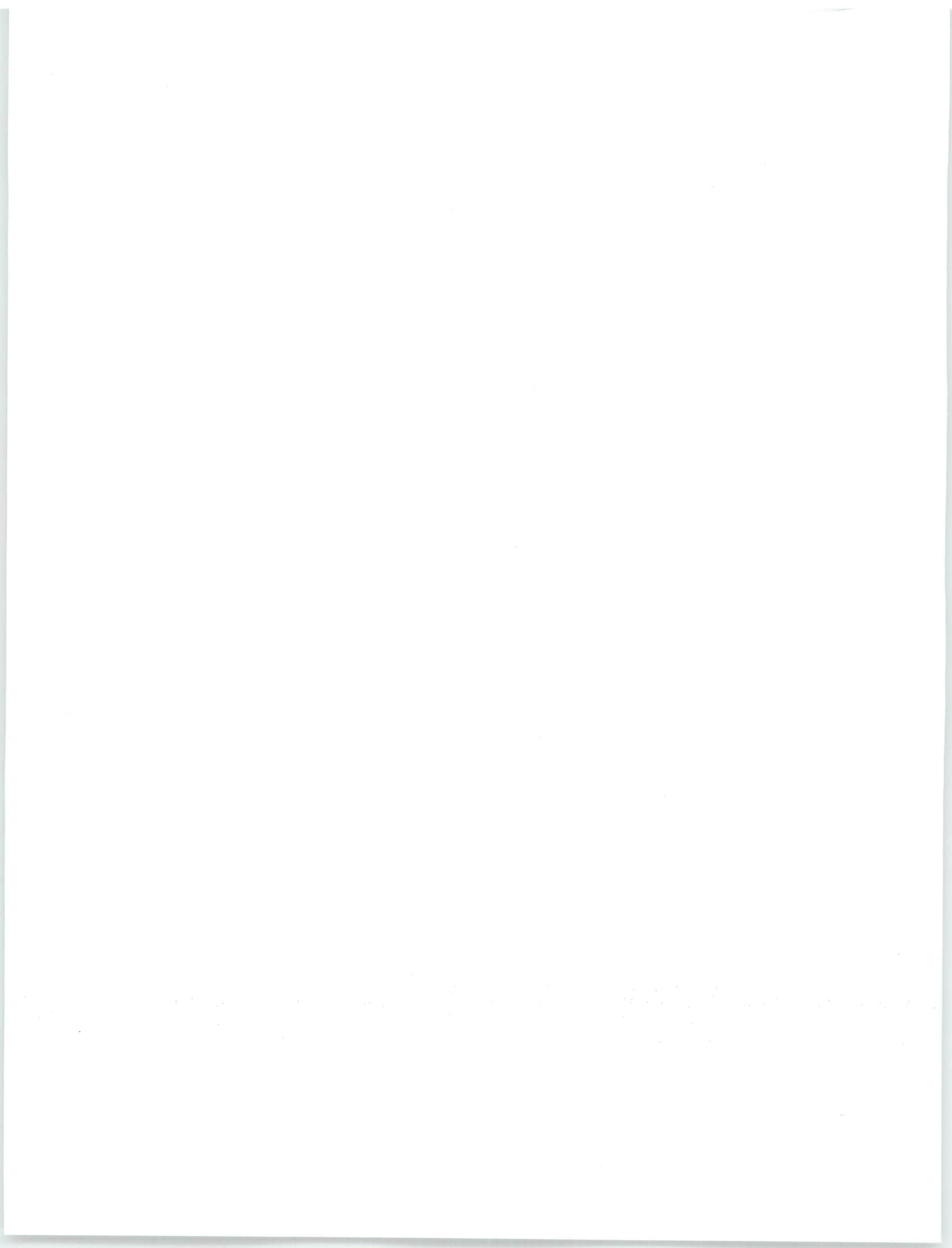
Le soussigné a l'honneur de vous présenter les Comptes publics du gouvernement du Québec de l'année financière terminée le 31 mars 2006.

Le ministre des Finances,



Michel Audet

Québec, Octobre 2006



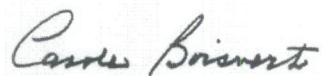
Monsieur Michel Audet
Ministre des Finances
Hôtel du gouvernement
Québec

Monsieur le Ministre,

Conformément au mandat qui m'a été confié, j'ai l'honneur de vous présenter les Comptes publics du gouvernement du Québec de l'année financière terminée le 31 mars 2006, lesquels ont été préparés selon les dispositions de l'article 86 de la *Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001)*, en conformité avec les conventions comptables du gouvernement.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mes sentiments distingués.

Le contrôleur des finances,



Carole Boisvert, CA

Québec, Octobre 2006

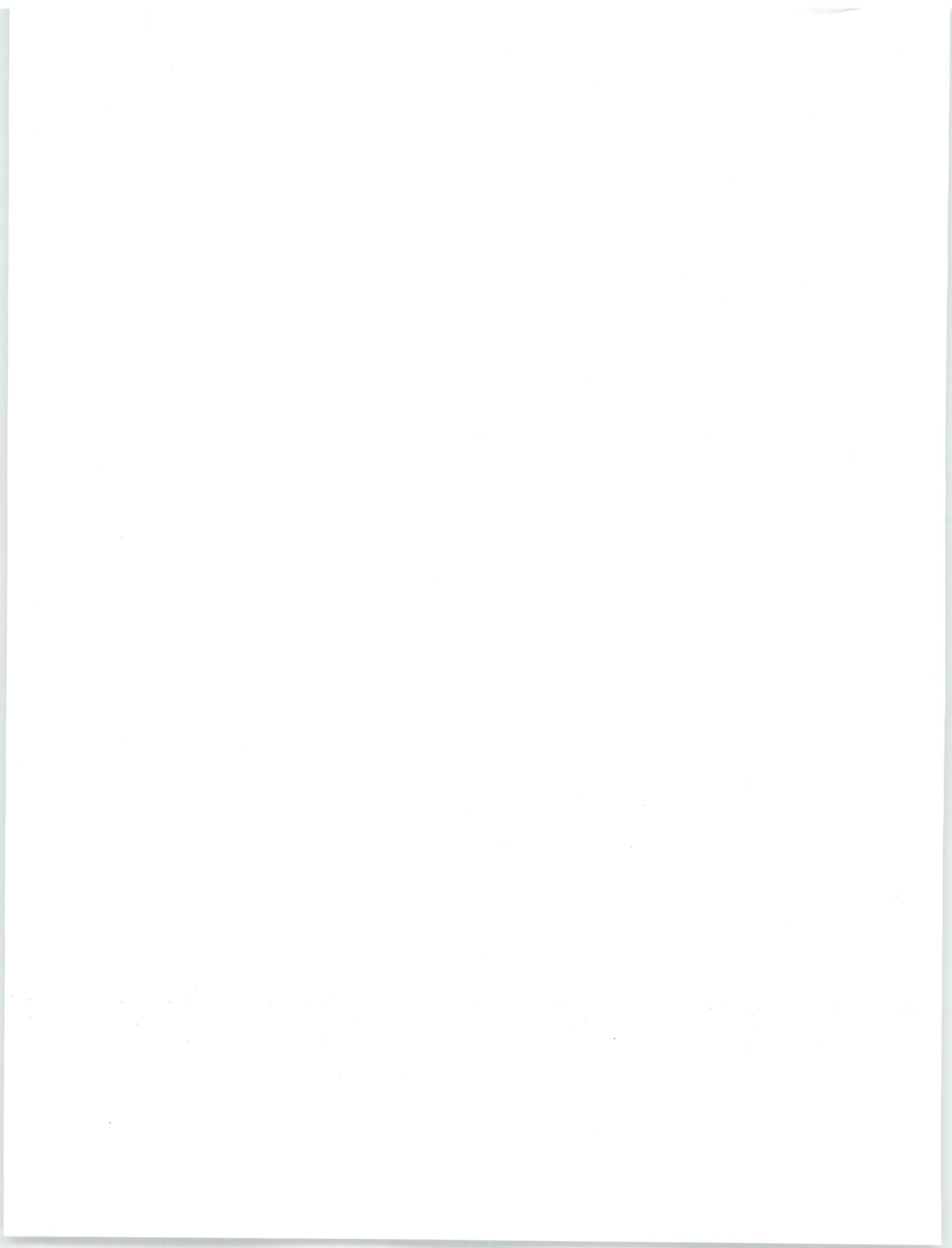


TABLE DES MATIÈRES

PRÉSENTATION DES COMPTES PUBLICS	9
GLOSSAIRE	11
DÉCLARATION DE RESPONSABILITÉ	15
ANALYSE DES ÉTATS FINANCIERS	
1. FAITS SAILLANTS DE L'EXERCICE	19
2. RETOUR SUR LE BUDGET 2005-2006	20
3. RISQUES ET INCERTITUDES	21
4. ANALYSE DES ÉCARTS	22
Sommaire des résultats de fonctionnement consolidés	22
Revenus consolidés	23
Dépenses consolidées	26
Solde budgétaire consolidé	28
Besoins financiers nets consolidés	28
Avoirs financiers et passifs du gouvernement	30
Évolution de la dette totale du gouvernement	31
5. RÉSULTAT DE L'ANALYSE DES INDICATEURS	33
ANNEXE - STATISTIQUES FINANCIÈRES	40
ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS	
RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL	45
ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS DE FONCTIONNEMENT	47
ÉTAT CONSOLIDÉ DES DÉFICITS CUMULÉS	48
ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE	49
ÉTAT CONSOLIDÉ DES BESOINS FINANCIERS ET DE FINANCEMENT	50
NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS	52

ANNEXES

1-	MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT DONT LES OPÉRATIONS FINANCIÈRES ONT ÉTÉ EFFECTUÉES À MÊME LE FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU	79
2-	ORGANISMES ET FONDS SPÉCIAUX DU GOUVERNEMENT QUI ONT LEUR PROPRE ENTITÉ COMPTABLE	82
3-	ENTREPRISES DU GOUVERNEMENT	85
4-	ORGANISMES ET FONDS EXERÇANT DES OPÉRATIONS FIDUCIAIRES EXCLUES DU PÉRIMÈTRE COMPTABLE DU GOUVERNEMENT	86
5-	DÉTAIL DES REVENUS	87
6-	DÉTAIL DES DÉPENSES	88
7-	PLACEMENTS TEMPORAIRES	89
8-	DÉBITEURS	90
9-	PARTICIPATIONS DANS LES ENTREPRISES DU GOUVERNEMENT	91
10-	PLACEMENTS À LONG TERME	99
11-	DÉCOUVERT BANCAIRE	100
12-	CRÉDITEURS ET FRAIS À PAYER	101
13-	DETTES	102
14-	DETTE NETTE	107
15-	IMMOBILISATIONS	108
16-	DÉTAIL DES OBLIGATIONS CONTRACTUELLES	109
17-	ÉVENTUALITÉS	113
18-	SOMMAIRE DES OPÉRATIONS FIDUCIAIRES EXERCÉES PAR DES ORGANISMES ET FONDS DU GOUVERNEMENT	118
19-	INFORMATION FINANCIÈRE SUR LES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX ET DE L'ÉDUCATION EXCLUS DU PÉRIMÈTRE COMPTABLE DU GOUVERNEMENT	120

Présentation des Comptes publics

Les Comptes publics 2005-2006 présentent la situation financière du gouvernement du Québec et ses résultats de fonctionnement. Afin d'accroître l'utilité et la transparence, ils englobent une analyse financière et un glossaire pour en faciliter la compréhension.

Le ministère des Finances est conscient que l'utilisation d'indicateurs est un outil extrêmement efficace pour être en mesure d'observer l'évolution de l'état des finances du gouvernement. C'est la raison pour laquelle sept indicateurs représentatifs sont présentés à la section « Analyse des états financiers ».

La production des Comptes publics requiert la participation et la collaboration d'un nombre important d'employés des différents ministères, organismes ainsi que des entreprises du gouvernement. Nous tenons à les remercier pour leur appui à la publication de ce document.

Préalablement à la publication de ces Comptes publics, le ministère des Finances informe régulièrement la population de l'état des finances du gouvernement et des résultats de ses opérations financières.

Les *Comptes publics 2005-2006* présentent l'information relative aux résultats réels de l'année financière 2005-2006. Les prévisions initiales avaient été présentées au *Budget 2005-2006* du 21 avril 2005 et sont révisées lors de la Synthèse trimestrielle des opérations financières au 30 septembre 2005. Les résultats préliminaires ont été présentés dans le *Budget 2006-2007*.

Les Comptes publics de l'année financière terminée le 31 mars 2006 ont été préparés par le Contrôleur des finances pour le ministre des Finances selon les dispositions de l'article 86 de la *Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001)*, en conformité avec les conventions comptables déterminées par le Conseil du trésor. Ils sont publiés en deux volumes.

Volume 1 – États financiers consolidés du gouvernement du Québec

Le volume 1 présente les états financiers consolidés du gouvernement du Québec ainsi qu'une analyse financière qui permet une meilleure compréhension des opérations survenues au cours de l'année financière 2005-2006.

Les états financiers consolidés se composent principalement des éléments suivants :

- L'état consolidé des résultats de fonctionnement rend compte du surplus ou du déficit annuel découlant des activités de l'exercice. Il expose les revenus du gouvernement, les coûts des services et autres charges courantes et la variation entre l'exercice en cours et le précédent.
- L'état consolidé des déficits cumulés présente l'évolution des déficits cumulés en tenant compte des résultats de l'exercice ainsi que de divers redressements, s'il y a lieu.

- L'état consolidé de la situation financière présente les ressources financières du gouvernement du Québec ainsi que ses obligations. Il montre la dette nette de laquelle il faut soustraire la valeur nette des immobilisations pour déterminer les déficits cumulés.
- L'état consolidé des besoins financiers et de financement fait état de l'évolution des liquidités (espèces et quasi-espèces) et permet de déterminer les besoins financiers nets du gouvernement pour l'exercice.
- Les notes et les annexes fournissent des renseignements additionnels sur des rubriques composant les différents états consolidés et font partie intégrante des états financiers consolidés. Les notes comprennent également un sommaire des principales conventions comptables qui sont retenues dans le cadre de la préparation des états financiers consolidés.

Le rapport du Vérificateur général du Québec présente son opinion sur les états financiers consolidés.

Volume 2 – Revenus, crédits, dépenses et investissements du Fonds consolidé du revenu et informations financières sur les fonds spéciaux du gouvernement du Québec

Le volume 2 est publié en trois sections. Les deux premières sections rendent compte des opérations des entités dont les revenus appartiennent au Fonds consolidé du revenu ou au Fonds des services de santé ainsi que celles dont le fonctionnement est pourvu d'allocations du Parlement provenant de ces fonds. Ces entités sont les ministères, les organismes budgétaires, l'Assemblée nationale et les personnes qu'elle désigne ainsi que les autres portefeuilles. La troisième section présente de l'information financière sommaire sur les fonds spéciaux.

Glossaire

Les termes suivants sont utilisés dans la section « Analyse des états financiers » et dans tous les états financiers contenus dans ce volume.

Avoirs financiers

Les avoirs financiers comprennent principalement les débiteurs, les placements temporaires, les participations dans les entreprises du gouvernement et les placements à long terme.

Avoirs non financiers

Actifs disponibles à la fin de l'exercice qui ne peuvent pas normalement être convertis en argent pour servir au remboursement de la dette sans perturber les opérations de l'État.

Besoins financiers nets

Les besoins financiers nets du gouvernement sont la résultante nette des liquidités requises pour les activités de fonctionnement et les activités d'investissement.

Comptabilité de caisse

Méthode de comptabilisation qui consiste à constater les revenus au moment où ils font l'objet d'un encaissement et à imputer les dépenses aux résultats de l'exercice au cours duquel elles font l'objet d'un décaissement.

Comptabilité d'exercice

Méthode de comptabilisation qui consiste à tenir compte, dans la détermination du résultat net d'une entité, des revenus et des dépenses découlant des opérations d'un exercice lorsque les revenus sont gagnés et les dépenses engagées, sans considération du moment où les opérations sont réglées par un encaissement ou un décaissement ou de toute autre façon.

Conventions comptables du gouvernement

Les conventions comptables du gouvernement définissent la façon d'inscrire les opérations financières à ses livres et d'en rendre compte adéquatement à la population. Celles-ci sont édictées par une décision du Conseil du trésor.

Cycle budgétaire

Le cycle budgétaire se définit par deux grands principes :

- la planification des revenus et des dépenses par la publication du Discours sur le budget et le dépôt du Budget des dépenses;

Glossaire (suite)

- le suivi de l'évolution des revenus et l'exécution du budget de dépenses.

Dettes directes

La dette directe correspond aux emprunts contractés sur les marchés financiers pour les besoins financiers du Fonds consolidé du revenu et des organismes consolidés.

Dettes nettes

La dette nette est constituée des déficits d'opération cumulés et de la valeur nette des immobilisations. Elle correspond à la différence entre les avoirs financiers et les passifs du gouvernement.

Dettes totales

La dette totale du gouvernement comprend la dette directe et le passif net au titre des régimes de retraite. On soustrait du passif des régimes de retraite le Fonds d'amortissement des régimes de retraite, un actif qui sera éventuellement utilisé pour payer les prestations de retraite des employés des secteurs public et parapublic.

Emprunts par anticipation

Emprunts effectués au cours d'un exercice avec contrepartie à l'encaisse pour les besoins de financement de l'exercice suivant.

Fonds consolidé du revenu

Les sommes d'argent perçues ou reçues de diverses sources et sur lesquelles le Parlement a droit d'allocation constituent le Fonds consolidé du revenu. Le Fonds est constitué des ministères ainsi que des organismes budgétaires nommés à l'annexe 1 de la *Loi sur l'administration financière*.

Fonds d'amortissement des régimes de retraite (FARR)

En vertu de la *Loi sur l'administration financière*, le ministre des Finances peut placer à long terme, par dépôt à la Caisse de dépôt et placement du Québec, toute partie du Fonds consolidé du revenu jusqu'à concurrence des sommes qui sont comptabilisées au passif au titre des régimes de retraite, pour former un fonds d'amortissement en vue de pourvoir au paiement d'une partie ou de l'ensemble des prestations de ces régimes de retraite.

Indicateurs

Outils de mesure permettant de suivre et d'apprécier la réalisation d'un objectif, la mise en œuvre d'une stratégie ou l'accomplissement d'un travail ou d'une activité.

Glossaire (suite)

Instruments financiers

Liquidités, titre de participation dans une entité, ou contrat qui est à la fois la source d'un actif financier pour l'un des deux contractants et la source d'un passif financier ou d'un instrument de capitaux propres pour l'autre contractant.

Instruments financiers dérivés

Instruments dont la valeur fluctue en fonction d'un sous-jacent sans nécessiter la détention ou la livraison du sous-jacent lui-même.

Méthodes de consolidation

Méthode de consolidation ligne par ligne

Les comptes du Fonds consolidé du revenu et des autres entités comprises dans le périmètre comptable du gouvernement, à l'exception des entreprises du gouvernement, sont homogénéisés et combinés ligne par ligne selon les conventions comptables du gouvernement.

Méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation

Méthode de consolidation qui prévoit que les participations dans les entreprises du gouvernement sont enregistrées au coût, lequel est, d'une part, ajusté annuellement des quotes-parts du gouvernement dans les résultats de ses entreprises avec contrepartie aux revenus et, d'autre part, réduit de la part des dividendes versés ou déclarés par l'entreprise au gouvernement. Les critères d'établissement d'une entreprise du gouvernement sont définis dans les notes complémentaires aux états financiers.

Missions

Champs d'activité fondamentaux d'un gouvernement qui constituent sa raison d'être. Au Québec, il existe six missions, soit : santé et services sociaux, éducation et culture, économie et environnement, soutien aux personnes et aux familles, gouverne et justice, et le service de la dette.

Paiements de transfert

Sommes transférées par un gouvernement à un particulier, à une organisation ou à un autre gouvernement, au titre desquelles le gouvernement cédant :

- i) ne reçoit directement aucun bien ou service en contrepartie, contrairement à une opération d'achat/vente;
- ii) ne prévoit pas toucher un produit financier, comme ce serait le cas s'il s'agissait d'un placement.

Glossaire (suite)

Périmètre comptable

Le périmètre comptable du gouvernement englobe les ministères, les organismes, les entreprises et les fonds spéciaux qui doivent rendre compte de la gestion de leurs opérations et ressources financières soit à un ministre, soit directement à l'Assemblée nationale et qui appartiennent au gouvernement ou sont sous son contrôle.

Produit intérieur brut (PIB)

Valeur de tous les biens et services produits à l'intérieur des limites géographiques d'un pays ou d'un territoire au cours d'une période donnée.

Revenus autonomes

Les revenus provenant des impôts sur le revenu et les biens, des taxes à la consommation, des droits, des permis, des revenus divers ainsi que les revenus provenant des entreprises du gouvernement constituent le total des revenus autonomes.

Solde budgétaire consolidé

Le solde budgétaire consolidé représente la différence entre les revenus et dépenses budgétaires consolidés en tenant compte de la réserve budgétaire.

Déclaration de responsabilité

Le gouvernement est responsable de l'intégrité et de l'objectivité des états financiers consolidés préparés par le contrôleur des finances pour le ministre des Finances en conformité avec la *Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001, article 86)*. Ces états sont préparés selon les conventions comptables énumérées dans la note complémentaire 1. L'analyse des états financiers contenue dans le volume 1 a aussi été préparée par le gouvernement du Québec.

Pour s'acquitter de ses responsabilités en matière de comptabilité et de présentation de l'information financière, le gouvernement maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne conçus pour fournir une certitude raisonnable que les opérations sont dûment autorisées par le Parlement, réalisées et comptabilisées adéquatement.

Le Contrôleur des finances est responsable de la comptabilité gouvernementale et obtient des ministères, organismes, entreprises et fonds du gouvernement toute l'information nécessaire pour satisfaire aux exigences de la comptabilité.

Le gouvernement soumet ses états financiers consolidés, pour certification, au Vérificateur général qui expose, dans son rapport à l'Assemblée nationale, la nature et l'étendue de sa vérification ainsi que l'expression de son opinion.

Les états financiers faisant partie des Comptes publics sont déposés annuellement à l'Assemblée nationale par le ministre des Finances.

Au nom du gouvernement du Québec,

Le sous-ministre des Finances,



Jean Houde

Le contrôleur des finances,



Carole Boisvert, CA

Québec, le 11 octobre 2006

Intergenerational Support and Well-Being of Older Adults

Barbara A. Hanrahan, University of North Carolina at Charlotte
Linda A. Frisvold, University of North Carolina at Charlotte
Linda A. Frisvold, University of North Carolina at Charlotte

Abstract This study examined the relationship between intergenerational support and well-being of older adults. Data were drawn from the 2002 National Longitudinal Survey of Aging.

Keywords: intergenerational support, well-being, older adults, family support, social support

Older adults are often dependent on family members for support and care. This support can be instrumental, emotional, or financial in nature. The extent to which older adults receive such support is related to their well-being.

Older adults who receive support from family members are more likely to be satisfied with their lives and to have better mental and physical health (e.g., Frisvold & Hanrahan, 2006; Frisvold, Hanrahan, & Frisvold, 2007).

Older adults who receive support from family members are also more likely to be satisfied with their lives and to have better mental and physical health (e.g., Frisvold & Hanrahan, 2006; Frisvold, Hanrahan, & Frisvold, 2007).

Older adults who receive support from family members are also more likely to be satisfied with their lives and to have better mental and physical health (e.g., Frisvold & Hanrahan, 2006; Frisvold, Hanrahan, & Frisvold, 2007).

Older adults who receive support from family members are also more likely to be satisfied with their lives and to have better mental and physical health (e.g., Frisvold & Hanrahan, 2006; Frisvold, Hanrahan, & Frisvold, 2007).

Older adults who receive support from family members are also more likely to be satisfied with their lives and to have better mental and physical health (e.g., Frisvold & Hanrahan, 2006; Frisvold, Hanrahan, & Frisvold, 2007).

Older adults who receive support from family members are also more likely to be satisfied with their lives and to have better mental and physical health (e.g., Frisvold & Hanrahan, 2006; Frisvold, Hanrahan, & Frisvold, 2007).

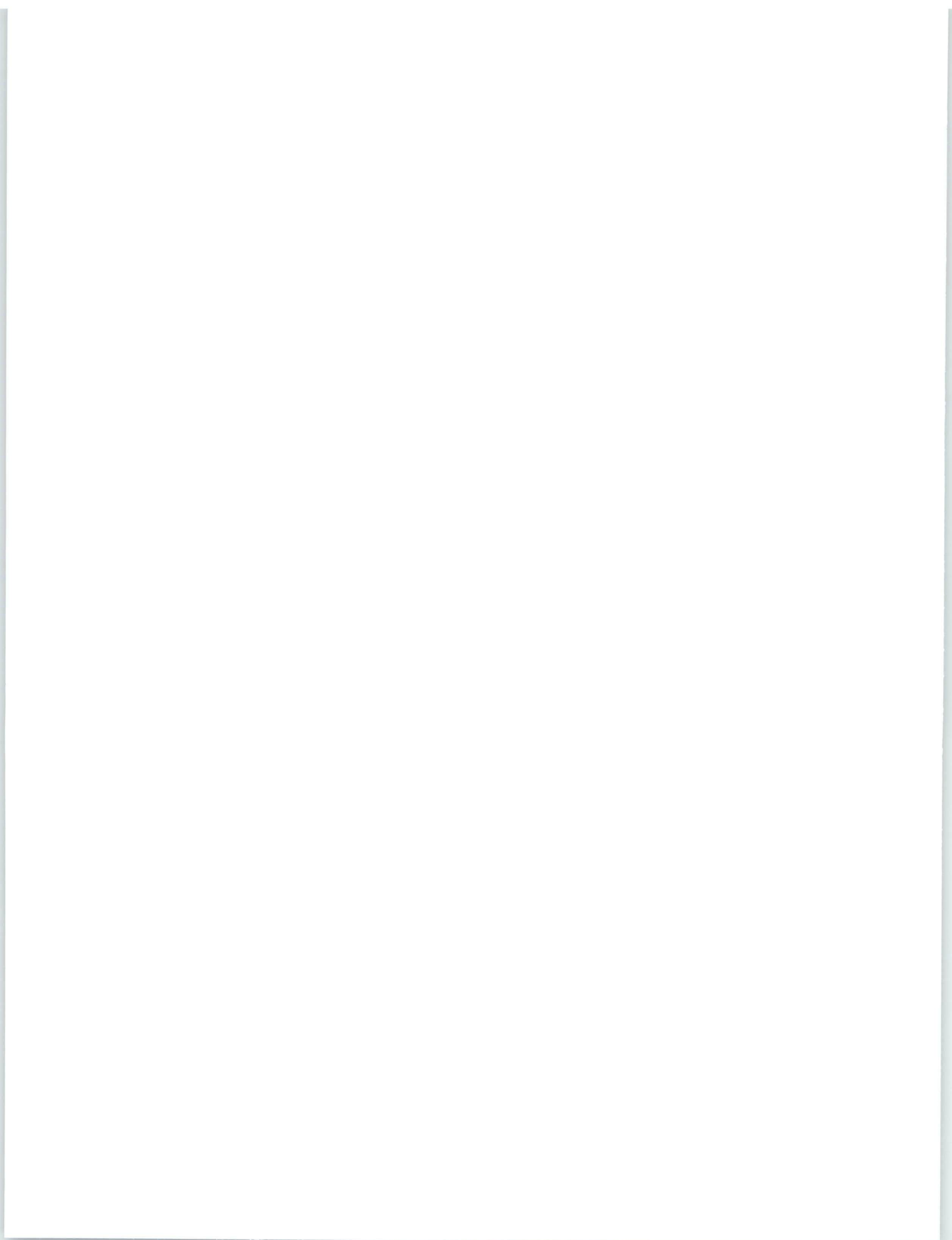
Older adults who receive support from family members are also more likely to be satisfied with their lives and to have better mental and physical health (e.g., Frisvold & Hanrahan, 2006; Frisvold, Hanrahan, & Frisvold, 2007).

Older adults who receive support from family members are also more likely to be satisfied with their lives and to have better mental and physical health (e.g., Frisvold & Hanrahan, 2006; Frisvold, Hanrahan, & Frisvold, 2007).

SECTION

1

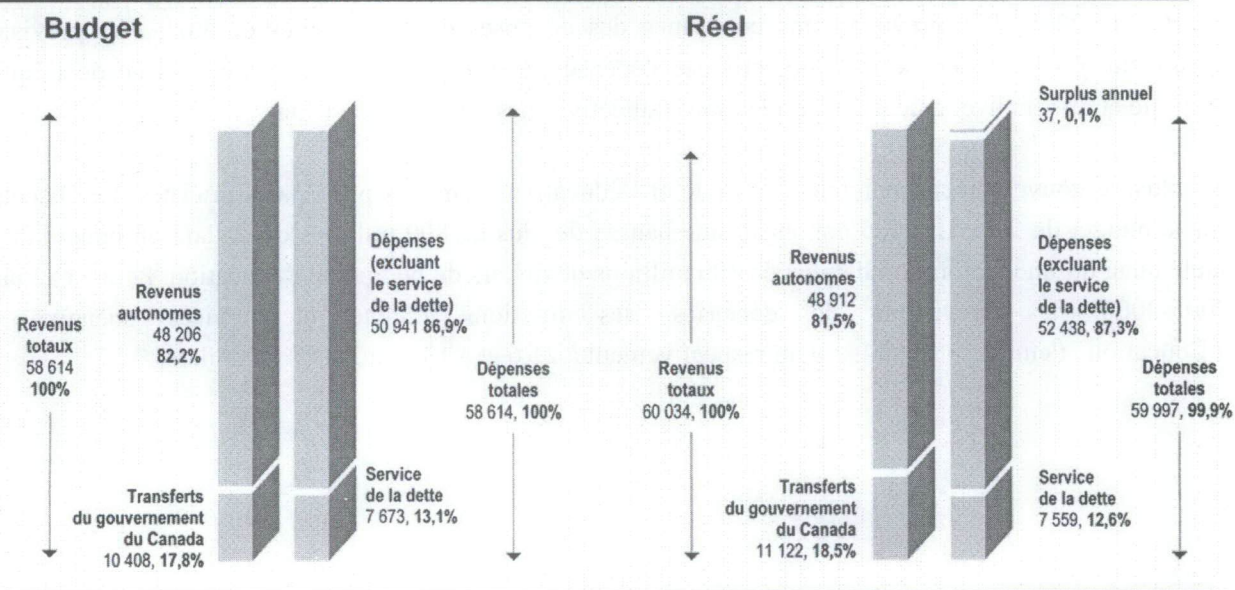
Analyse des
états financiers



1. Faits saillants de l'exercice

- Pour l'année 2005, le produit intérieur brut (PIB) réel s'est accru de 2,2 % alors que la prévision budgétaire faisait état d'une hausse de 2,4 %.
- Les résultats réels montrent un surplus annuel de 37 millions de dollars.
- Les revenus consolidés s'établissent à 60 034 millions de dollars, en hausse de 1 420 millions de dollars par rapport au budget du 21 avril 2005.
- Les dépenses consolidées, quant à elles, s'élèvent à 59 997 millions de dollars, soit une hausse de 1 383 millions de dollars par rapport à la prévision du 21 avril 2005. Elles ont augmenté de 4,3 % par rapport à l'exercice précédent.
- Pour leur part, les besoins financiers consolidés ont été réduits à 209 millions de dollars, soit une diminution de 225 millions de dollars par rapport au Budget 2005-2006.
- Par ailleurs, le niveau de la dette totale du gouvernement a été revu à la hausse de 2 842 millions de dollars depuis le Budget du 21 avril 2005.

2006



2. Retour sur le Budget 2005-2006

Lors du Budget 2005-2006, le gouvernement s'était engagé à maintenir l'équilibre budgétaire.

La croissance anticipée des revenus autonomes, excluant ceux des entreprises du gouvernement, était de 3,0 %. Cette progression tenait compte du plein impact des mesures fiscales annoncées dans les budgets précédents ainsi que de celles du budget 2005-2006. Cette prévision reflétait également les baisses de l'impôt sur le revenu des particuliers.

En ce qui concerne les entreprises du gouvernement, les revenus devaient croître de 3,7 %. Cette augmentation, par rapport aux résultats atteints en 2004-2005, s'appuyait notamment sur la progression attendue des bénéfices de la Société des alcools du Québec qui avaient été affectés l'année précédente par la grève de ses employés.

Les revenus de transferts du gouvernement fédéral du Canada devaient augmenter de 4,1 % en 2005-2006. Cette prévision découlait notamment de la hausse des transferts pour la santé résultant de l'Accord sur la santé de septembre 2004 ainsi que de la contribution fédérale de 165 millions de dollars pour le financement des places en garderie.

Le Budget 2005-2006 prévoyait une croissance des dépenses de programmes de 3,6 %. La prévision faisait état d'un relèvement de l'objectif des dépenses de programmes pour tenir compte de l'équité salariale et du renouvellement des conventions collectives des employés de l'État.

De plus, le gouvernement maintenait la santé et l'éducation parmi ses principales priorités. Le Discours sur le budget du 21 avril 2005 annonçait une hausse de plus de 800 millions de dollars du budget de la santé ainsi qu'une majoration de plus de 300 millions de dollars du budget de l'éducation. Pour l'exercice 2005-2006, les prévisions de dépenses des missions «Santé et services sociaux» et «Éducation et culture» s'établissaient respectivement à 21,6 et à 13,0 milliards de dollars.

3. Risques et incertitudes

Le gouvernement établit son budget annuel en s'appuyant sur des prévisions économiques. Toute variation observée, notamment au niveau de la croissance de l'économie, de l'indice des prix à la consommation ou des taux d'intérêt, peut amener des résultats réels différents de ceux prévus. Par exemple, une variation de 1 % du PIB nominal a un impact de l'ordre de 450 millions de dollars sur les revenus autonomes du gouvernement.

Les transferts du gouvernement fédéral du Canada, qui représentent près de 19 % des revenus totaux du gouvernement en 2005-2006, sont influencés par des révisions de données économiques, fiscales ou démographiques, ou par des négociations avec le gouvernement fédéral du Canada qui s'effectuent sur une base régulière. Ces révisions et ces négociations peuvent modifier le niveau des revenus de transferts du gouvernement fédéral du Canada.

En ce qui concerne les dépenses de programmes, le niveau des dépenses allouées à certains programmes est également lié à la situation économique. Par exemple, l'évolution du marché du travail influence le coût des programmes de mesures d'aide à l'emploi et de sécurité du revenu. De même pour la santé, le vieillissement de la population augmente le risque de dépassement des coûts au chapitre des médicaments et des services à la population.

Par ailleurs, la variation des taux d'intérêt de même que la valeur du dollar canadien par rapport aux autres devises composant la dette ont des effets sur le service de la dette.

Enfin, le gouvernement fait l'objet de certaines réclamations et de causes en instance qui sont présentées à la note 10 des états financiers.

4. Analyse des écarts

Sommaire des résultats de fonctionnement consolidés

ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 2006

(en millions de dollars)

	Discours sur le budget du 21 avril 2005 ⁽¹⁾	Résultats réels au 31 mars 2006	Variation par rapport au budget		Résultats réels au 31 mars 2005	Variation par rapport à l'exercice précédent	
			\$	%		\$	%
Revenus autonomes excluant les revenus provenant des entreprises du gouvernement	43 753	44 358	605	1,4	42 600	1 758	4,1
Revenus provenant des entreprises du gouvernement	4 453	4 554	101	2,3	4 346	208	4,8
Revenus autonomes	48 206	48 912	706	1,5	46 946	1 966	4,2
Transferts du gouvernement du Canada ⁽²⁾	10 408	11 122	714	s.o.	9 939	1 183	s.o.
Total des revenus	58 614	60 034	1 420	s.o.	56 885	3 149	s.o.
Dépenses (excluant le service de la dette)							
Santé et services sociaux	21 647	21 984	337	1,6	20 923	1 061	5,1
Éducation et culture	12 953	13 045	92	0,7	12 538	507	4,0
Autres missions ⁽³⁾	16 341	17 409	1 068	6,5	16 639	770	4,6
	50 941	52 438	1 497	2,9	50 100	2 338	4,7
Service de la dette	7 673	7 559	(114)	(1,5)	7 449	110	1,5
Total des dépenses	58 614	59 997	1 383	2,4	57 549	2 448	4,3
SURPLUS (DÉFICIT) ANNUEL	--	37	37		(664)	701	

(1) Ces données incluent, en plus du Fonds consolidé du revenu, les revenus et dépenses des comptes à fin déterminée et des organismes et fonds spéciaux du gouvernement.

(2) La mise en place de la comptabilité d'exercice pour les revenus de transferts du gouvernement fédéral du Canada a été effectuée à compter de 2005-2006 de manière prospective. Il est donc inapproprié de comparer le niveau des revenus de 2005-2006, qui est sur base de comptabilité d'exercice, par rapport à celui de 2004-2005, qui est sur base de comptabilité de caisse.

(3) Les autres missions comprennent : « Économie et environnement », « Soutien aux personnes et aux familles » ainsi que « Gouverne et justice ».

4. Analyse des écarts (suite)

Revenus consolidés

Comparaison du réel avec le budget

Les revenus autonomes, excluant les revenus provenant des entreprises du gouvernement, sont plus élevés de 605 millions de dollars que la prévision présentée au Budget 2005-2006. Cette augmentation se compose de hausses au chapitre des impôts des sociétés, des revenus divers et des droits et permis, compensées partiellement par une baisse des taxes à la consommation.

Quant aux revenus provenant des entreprises du gouvernement, l'augmentation de 101 millions de dollars est principalement attribuable à une augmentation de 198 millions de dollars des bénéfices attribuables à Hydro-Québec, compensée par une diminution de 25 millions de dollars à la Société des alcools du Québec et de 72 millions de dollars pour les autres entreprises.

En ce qui a trait aux transferts du gouvernement fédéral du Canada, l'augmentation de 714 millions de dollars s'explique notamment par :

- l'adoption de la méthode de la comptabilité d'exercice qui a entraîné une hausse estimée à 219 millions de dollars présentée en détail dans la Synthèse des opérations financières au 30 septembre 2005;
- la baisse de l'impôt fédéral sur le revenu des particuliers, rétroactive au 1^{er} janvier 2005 et qui a produit un effet positif de 181 millions de dollars sur les revenus de transferts du gouvernement fédéral du Canada.

Par ailleurs, cette révision tient également compte d'une contribution fédérale de 200 millions de dollars, au titre des comptes à fin déterminée, affectée à la mise en œuvre du Régime québécois d'assurance parentale.

4. Analyse des écarts (suite)

Comparaison du réel avec l'exercice précédent

La hausse des revenus autonomes de 1 966 millions de dollars ou de 4,2 % est principalement attribuable aux facteurs suivants :

- 534 millions de dollars ou 12,6 % à l'impôt des sociétés résultant de la croissance de leurs bénéfices en 2004 et 2005, entraînant une augmentation des acomptes provisionnels à verser en 2005-2006;
- 477 millions de dollars ou 25,7 % pour les revenus de vente de biens et de services résultant notamment du gain de 133 millions de dollars réalisé par Investissement-Québec sur la vente de son placement dans la Compagnie minière Québec Cartier ainsi que des revenus supplémentaires d'organismes consolidés;
- 384 millions de dollars ou 4,1 % pour la taxe de vente qui s'explique par la vigueur des dépenses des ménages;
- 208 millions de dollars ou 4,8 % pour les revenus provenant des entreprises du gouvernement principalement dus à une hausse des bénéfices de la Société des alcools du Québec et de la Société générale de financement du Québec;
- 132 millions de dollars ou 0,8 % pour les revenus provenant de l'impôt sur le revenu des particuliers qui s'expliquent notamment par la hausse des revenus des particuliers compensée partiellement par l'effet des mesures fiscales annoncées lors des budgets précédents.

La mise en place de la comptabilité d'exercice pour les revenus de transferts du gouvernement fédéral du Canada a été effectuée à compter de 2005-2006 de manière prospective. Il est donc inapproprié de comparer le niveau des revenus de 2005-2006, qui est sur base de comptabilité d'exercice, par rapport à celui de 2004-2005, qui est sur base de comptabilité de caisse.

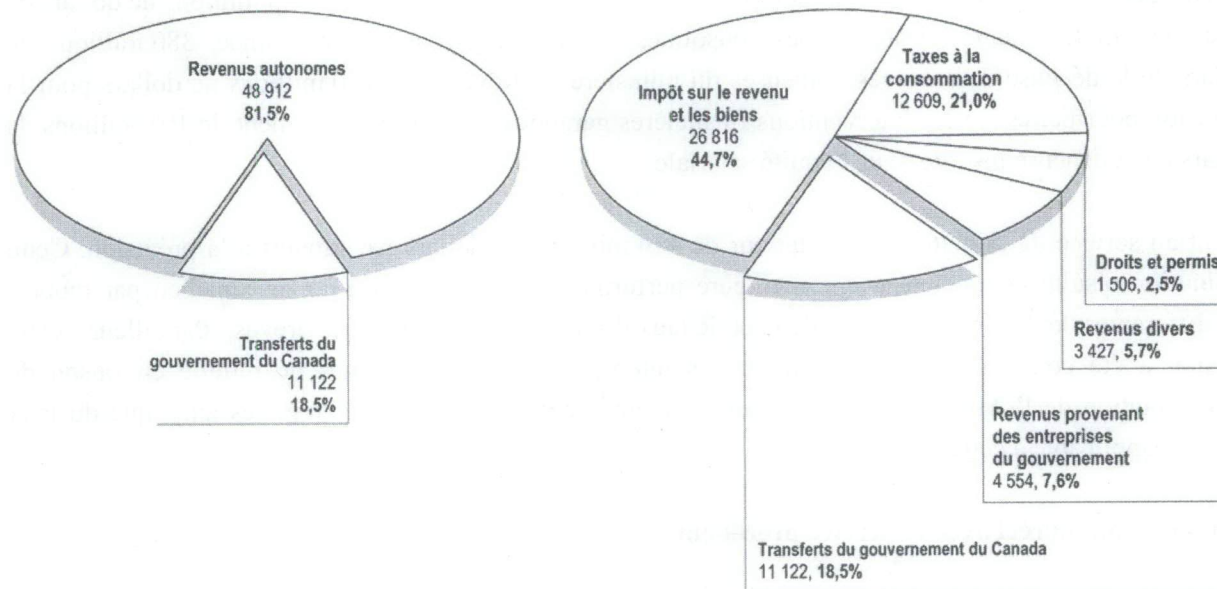
4. Analyse des écarts (suite)

Revenus consolidés

ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 2006
(en millions de dollars)

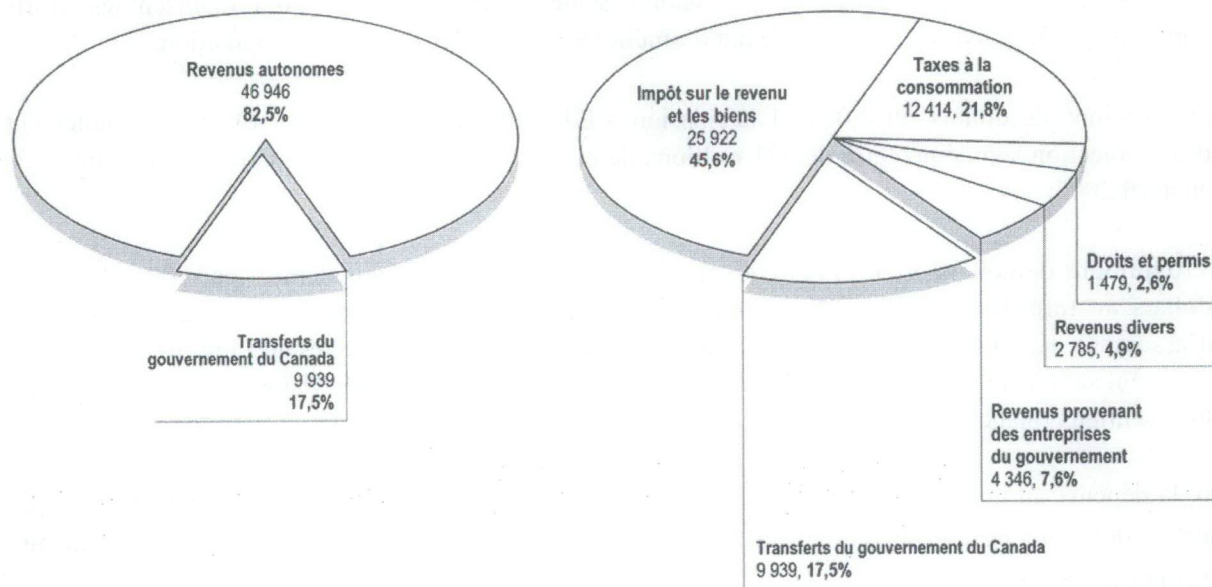
2006

Revenus totaux: 60 034



2005 ⁽¹⁾

Revenus totaux: 56 885



(1) Certains chiffres de 2005 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 2006.

4. Analyse des écarts (suite)

Dépenses consolidées

Comparaison du réel avec le budget

Pour l'exercice 2005-2006, les dépenses consolidées excluant le service de la dette sont plus élevées de 1 497 millions de dollars que la prévision présentée au Budget 2005-2006. Les dépenses de programmes ont été révisées à la hausse pour tenir compte, entre autres, d'une majoration de 648 millions de dollars de dépenses supplémentaires d'organismes consolidés et des comptes à fin déterminée, 380 millions de dollars de la dépense de créances douteuses du ministère du Revenu, de 140 millions de dollars pour la provision pour pertes sur les interventions financières garanties, et d'un rehaussement de 108 millions de dollars de la dépense inscrite pour l'équité salariale.

Quant au service de la dette, il est inférieur de 114 millions de dollars par rapport à la prévision. Cette diminution résulte notamment d'une meilleure performance que prévue du dollar canadien par rapport aux différentes devises composant la dette et de taux d'intérêt moins élevés que prévus. Par ailleurs, cette révision a été compensée par une hausse des intérêts au titre des régimes de retraite en raison de l'augmentation de l'obligation actuarielle du gouvernement à l'égard de ces régimes ainsi que du taux d'intérêt applicable à cette obligation.

Comparaison du réel avec l'exercice précédent

L'augmentation de 2 338 millions de dollars ou de 4,7 % des dépenses excluant le service de la dette est principalement attribuable aux hausses suivantes :

- 1 061 millions de dollars ou 5,1 %, à la mission « Santé et services sociaux » qui traduisent les efforts consentis par le gouvernement dans le but d'améliorer les services directs à la population;
- 507 millions de dollars ou 4,0 %, à la mission « Éducation et culture » découlant essentiellement d'une injection supplémentaire de 321 millions de dollars pour la réussite scolaire telle qu'annoncée en avril 2005;
- 770 millions de dollars ou 4,6 % aux « Autres missions » causée principalement par 200 millions de dollars au titre des comptes à fin déterminée affectés à la mise en œuvre du Régime québécois d'assurance parentale, 167 millions de dollars de contributions additionnelles au Programme canadien de stabilisation du revenu agricole, 140 millions de dollars pour la provision pour pertes sur les interventions financières garanties

Enfin, la dépense au titre du service de la dette est supérieure de 110 millions de dollars ou de 1,5 % par rapport à 2004-2005 principalement attribuable à une augmentation de la dépense d'intérêts afférente aux organismes consolidés.

4. Analyse des écarts (suite)

Dépenses consolidées

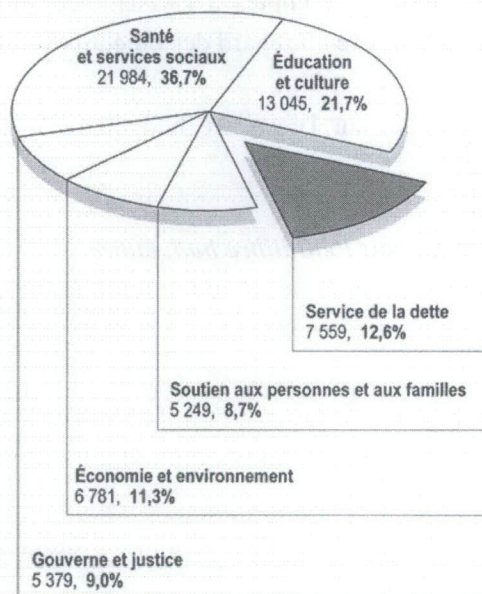
ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 2006

(en millions de dollars)

2006

Dépenses totales: 59 997

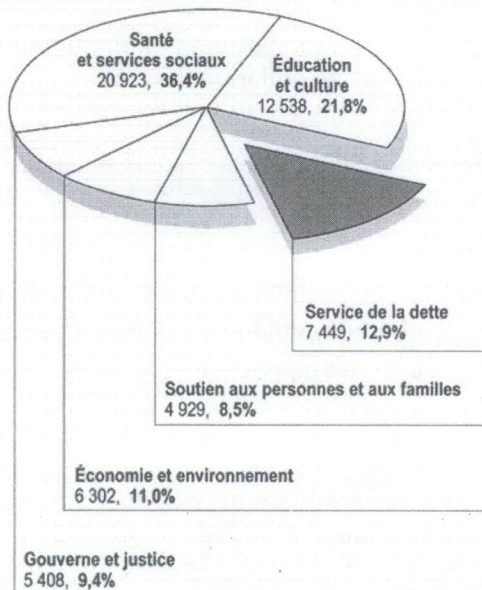
Par missions



2005 ⁽¹⁾

Dépenses totales: 57 549

Par missions



(1) Certains chiffres de 2005 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 2006.

4. Analyse des écarts (suite)

Solde budgétaire consolidé

Les résultats réels pour l'exercice 2005-2006 montrent un surplus annuel de 37 millions de dollars. Conformément aux dispositions de la *Loi sur l'équilibre budgétaire (L.R.Q., c. E-12.00001)*, le ministre des Finances fait une reddition de comptes à l'Assemblée nationale sur l'excédent ou le dépassement réalisé au cours de l'année financière au regard des objectifs visés par la Loi.

L'excédent cumulé selon la Loi sur l'équilibre budgétaire à la fin de l'année financière 2005-2006 se détaille de la façon suivante :

Excédent cumulé selon la *Loi sur l'équilibre budgétaire*

(en millions de dollars)

	2006		2005
	Budget	Données réelles	Données réelles
Excédent cumulé, au début	155	155	819
Excédent (dépassement) déclaré de l'année		37	(664)
Excédent cumulé, à la fin	155	192	155

Besoins financiers nets consolidés

Par rapport au budget 2005-2006, l'amélioration des besoins financiers nets consolidés de 225 millions de dollars s'explique essentiellement par :

- le surplus annuel de 37 millions de dollars.
- la réduction de 188 millions de dollars des besoins financiers nets dus aux opérations non budgétaires consolidées découle :
 - d'une augmentation de 516 millions de dollars à la rubrique « Autres comptes » qui provient pour l'essentiel d'une réduction des créditeurs et frais à payer découlant principalement de l'adoption de la comptabilité d'exercice applicable aux revenus de transfert du gouvernement fédéral du Canada;
 - d'une diminution de 334 millions de dollars à la rubrique « Placements, prêts et avances » découlant d'une valeur moins élevée que prévue de la participation du gouvernement dans ses entreprises et des placements à long terme;

4. Analyse des écarts (suite)

- d'une diminution de 294 millions de dollars à la rubrique « Régimes de retraite » reflétant l'augmentation de la charge de retraite et des intérêts au titre des régimes de retraite qui ne donne pas lieu à des versements.

Besoins financiers nets consolidés

ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 2006

(en millions de dollars)

	Discours sur le budget du 21 avril 2005	Données réelles	Variation par rapport au budget
Surplus annuel		37	37
Opérations non budgétaires consolidées			
Placements, prêts et avances	(1 517)	(1 183)	334
Immobilisations	(1 242)	(1 166)	76
Régimes de retraite	2 016	2 310	294
Autres comptes	309	(207)	(516)
Opérations non budgétaires consolidées	(434)	(246)	188
BESOINS FINANCIERS NETS CONSOLIDÉS	(434)	(209)	225

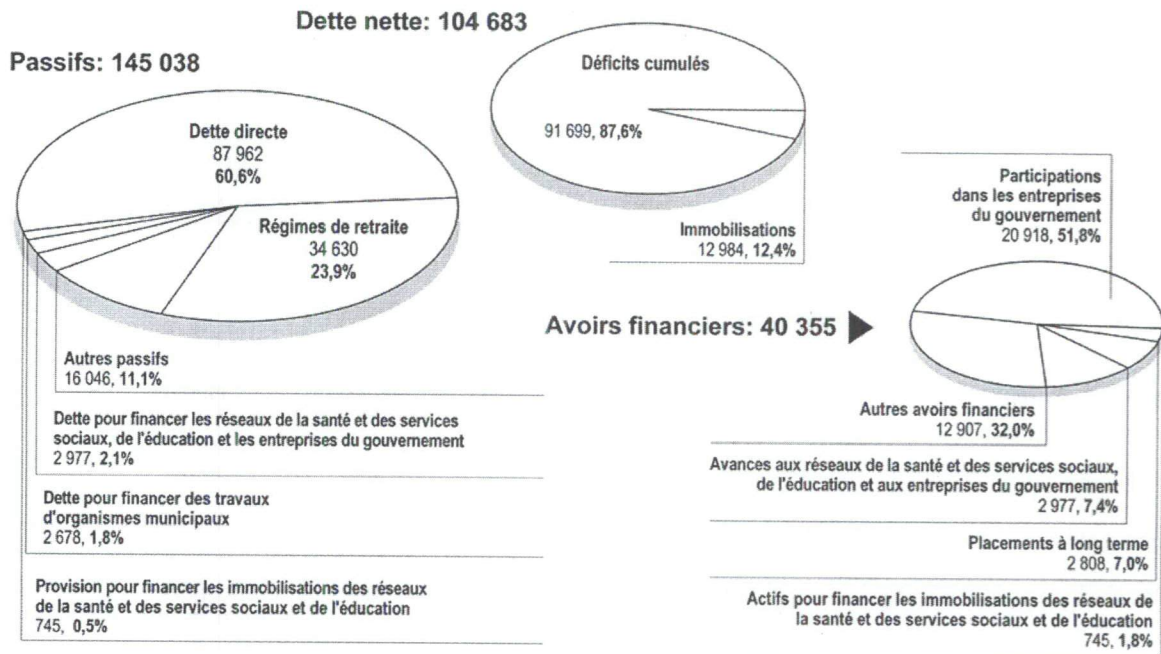
4. Analyse des écarts (suite)

Avoirs financiers et passifs du gouvernement

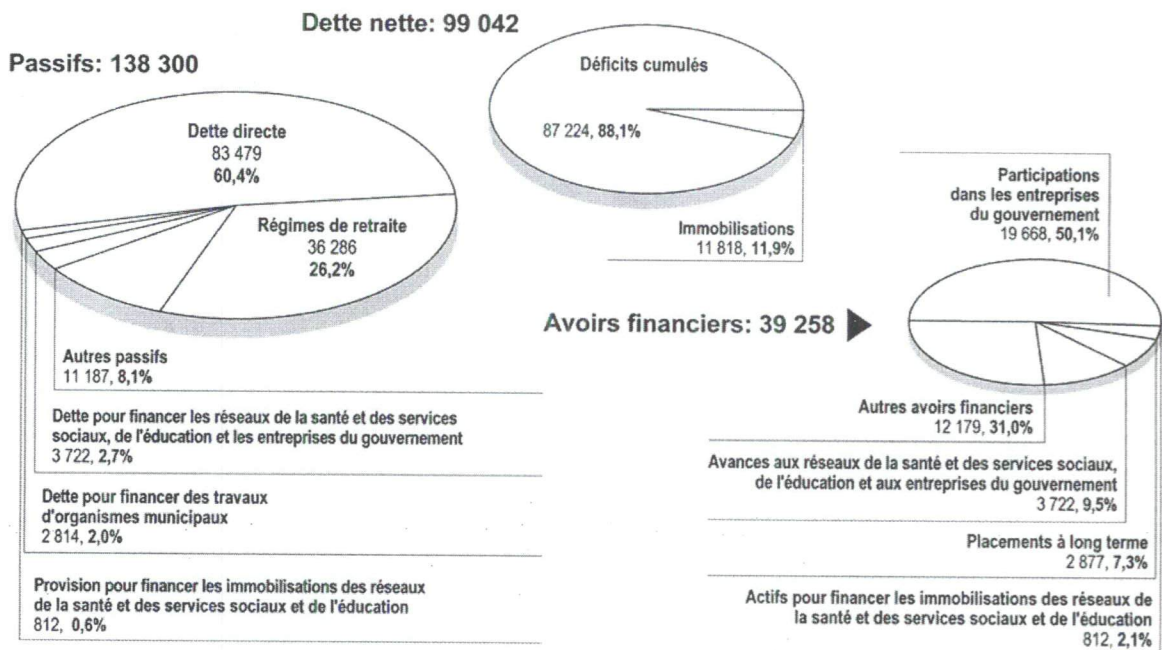
AU 31 MARS 2006

(en millions de dollars)

2006



2005



4. Analyse des écarts (suite)

Comparaison du réel avec l'exercice précédent

La différence entre les avoirs financiers et les passifs du gouvernement correspond à la **dette nette**. Au 31 mars 2006, celle-ci se chiffrait à 104 683 millions de dollars, soit une augmentation de 5 641 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent.

Les **avoirs financiers** ont augmenté de 1 097 millions de dollars au cours de l'exercice 2005-2006. Cela s'explique essentiellement par une augmentation de 1 250 millions de dollars de la participation dans les entreprises du gouvernement et un accroissement de 626 millions de dollars des débiteurs, compensés partiellement par une diminution de 745 millions de dollars des avances consenties aux réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation et aux entreprises du gouvernement. Le détail des avoirs financiers est présenté aux annexes 7 à 10 des états financiers consolidés.

Les **passifs** du gouvernement sont principalement constitués de la dette directe, des régimes de retraite, de la dette pour financer les réseaux et des créditeurs et frais à payer. Au cours de l'exercice 2005-2006, l'accroissement des passifs du gouvernement est principalement dû à l'augmentation des créditeurs et frais à payer, ainsi qu'à l'augmentation de la dette totale du gouvernement.

Le tableau ci-dessous présente la variation de la dette totale du gouvernement par rapport à la prévision du Budget 2005-2006, ainsi que son évolution par rapport à l'année financière précédente.

Évolution de la dette totale du gouvernement

ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 2006

(en millions de dollars)

	Discours sur le budget du 21 avril 2005	Résultats réels au 31 mars 2006	Variation par rapport au budget	Résultats réels au 31 mars 2005	Variation par rapport à l'exercice précédent
Dette directe ⁽¹⁾	82 568	87 962 ⁽²⁾	5 394	83 479 ⁽²⁾	4 483
Passif au titre des régimes de retraite	56 675	57 193	518	54 619	2 574
Fonds d'amortissement des régimes de retraite	(19 493)	(22 563)	(3 070)	(18 333)	(4 230)
Passif net au titre des régimes de retraite	37 182	34 630	(2 552)	36 286	(1 656)
DETTE TOTALE	119 750	122 592	2 842	119 765	2 827

(1) Comprend les pertes (gains) de change reportés.

(2) Comprend les emprunts effectués par anticipation.

4. Analyse des écarts (suite)

Comparaison du réel avec le budget

La révision à la hausse de 5 394 millions de dollars de la dette directe, par rapport au niveau prévu au Budget 2005-2006, s'explique principalement par des emprunts de 3 000 millions de dollars réalisés pour effectuer des dépôts au Fonds d'amortissement des régimes de retraite. Par ailleurs, cette révision tient également compte d'emprunts effectués par anticipation pour un montant total de 2 684 millions de dollars.

L'augmentation de l'actif du Fonds d'amortissement des régimes de retraite de 3 070 millions de dollars est essentiellement due à ces dépôts.

Comparaison du réel avec l'exercice précédent

Ainsi, au 31 mars 2006, la dette totale du gouvernement s'élevait à 122 592 millions de dollars, en hausse de 2 827 millions de dollars depuis le 31 mars 2005. Les facteurs qui font augmenter cette dette totale sont principalement :

- des investissements totaux de 2 127 millions de dollars en immobilisations qui, déduction faite de la dépense d'amortissement et moins-values de 961 millions de dollars, en ont haussé la valeur nette de 1 166 millions de dollars;
- l'accroissement de la participation dans les entreprises du gouvernement de 1 250 millions de dollars essentiellement dû aux bénéfices qu'elles ont réalisés et qui ne sont pas versés en dividendes, notamment Hydro-Québec.

5. Résultat de l'analyse des indicateurs

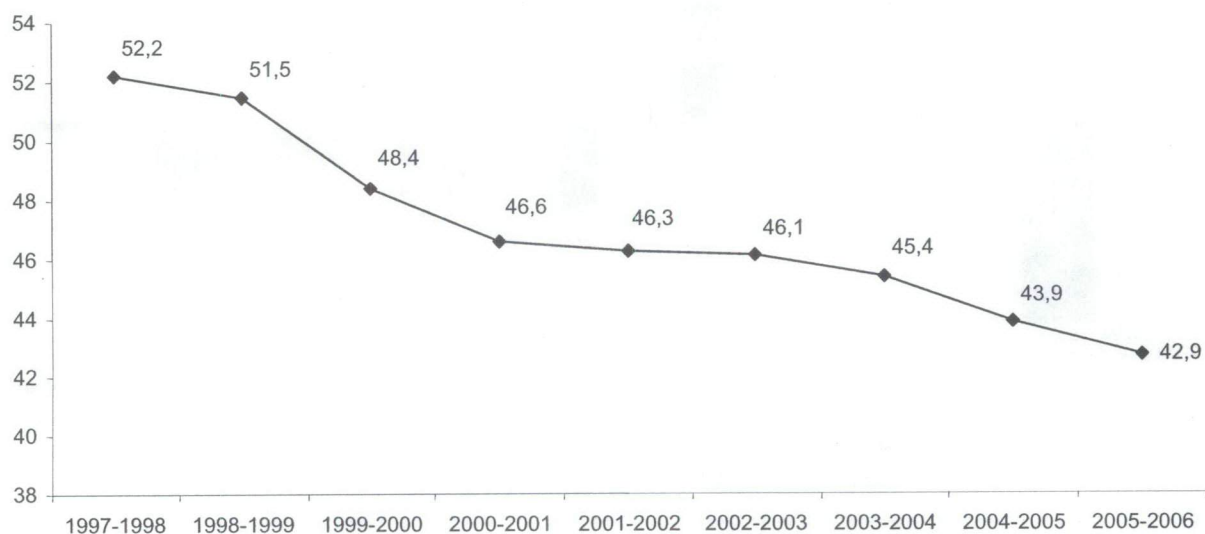
L'analyse des indicateurs financiers montre que l'état des finances du gouvernement s'est amélioré depuis 1997-1998. Ces derniers révèlent une plus grande capacité du gouvernement à faire face à ses engagements. De plus, la politique de gestion des risques financiers a permis au gouvernement d'être moins vulnérable aux variations de taux de change sur les marchés financiers.

Indicateur 1 : La dette totale au produit intérieur brut (PIB)

L'indicateur de la dette totale du gouvernement au PIB illustre le degré d'endettement relatif du gouvernement.

Depuis 1998, l'indicateur de la dette au PIB est en constante amélioration, passant de 52,2 % au 31 mars 1998 à 42,9 % au 31 mars 2006. Cette diminution du poids de la dette dans l'économie découle du respect de l'équilibre budgétaire dans un contexte de croissance économique soutenue au cours de cette période.

DETTE TOTALE DU GOUVERNEMENT⁽¹⁾ (en pourcentage du PIB)



(1) Dette totale excluant les emprunts réalisés par anticipation et les pertes (gains) de change reportés.

5. Résultat de l'analyse des indicateurs (suite)

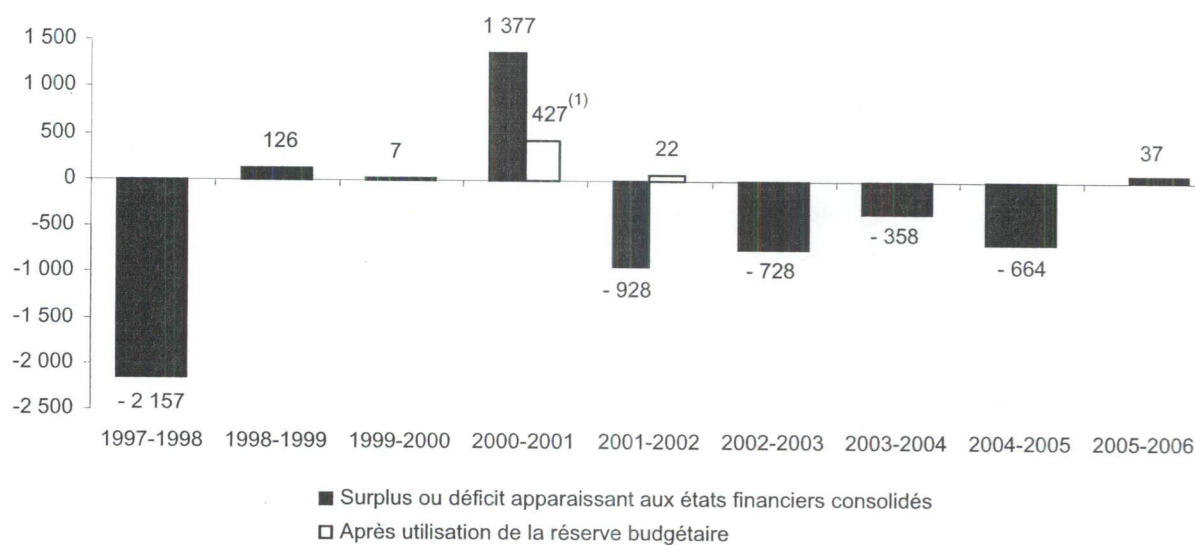
Indicateur 2 : L'évolution du solde budgétaire consolidé

Le solde budgétaire consolidé représente la différence entre les revenus et les dépenses consolidés. Cet indicateur montre la capacité du gouvernement à rencontrer ses obligations financières annuelles à même ses revenus (revenus autonomes et transferts fédéraux). Cet indicateur montre également la capacité du gouvernement à respecter ses prévisions d'équilibre budgétaire.

Depuis son introduction, le gouvernement a respecté la *Loi sur l'équilibre budgétaire (LRQ, c.E-12.00001)*. Les déficits de 2001-2002 à 2004-2005 ont contrebalancé le surplus budgétaire de 2000-2001. Il est à noter que l'article 9 de cette Loi prévoit que « si le gouvernement réalise un excédent pour une année financière, il peut encourir des dépassements pour les années financières suivantes, jusqu'à concurrence de cet excédent ». Pour 2005-2006, le gouvernement a atteint l'équilibre budgétaire.

SOLDE BUDGÉTAIRE CONSOLIDÉ

(en millions de dollars)



(1) Une somme de 950 millions de dollars a été portée à la réserve budgétaire en 2000-2001. Cette somme a été utilisée en totalité en 2001-2002.

5. Résultat de l'analyse des indicateurs (suite)

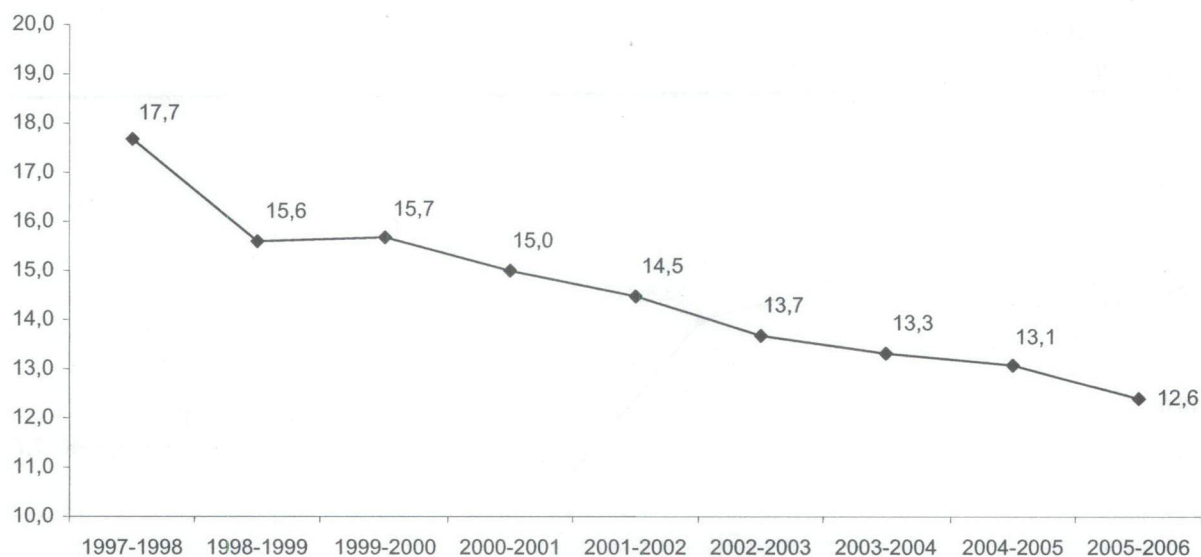
Indicateur 3 : Le service de la dette au total des revenus

L'indicateur du service de la dette au total des revenus mesure la capacité du gouvernement à assumer le coût de ses emprunts à même l'ensemble de ses revenus. Il montre dans quelle mesure les emprunts passés limitent la capacité du gouvernement à faire face à ses engagements.

Au 31 mars 1998, le service de la dette représentait 17,7 % des revenus totaux, alors qu'il en représentait 12,6 % au 31 mars 2006. Cela représente une diminution de près du tiers du ratio en l'espace de huit ans.

SERVICE DE LA DETTE

(en pourcentage des revenus totaux)



5. Résultat de l'analyse des indicateurs (suite)

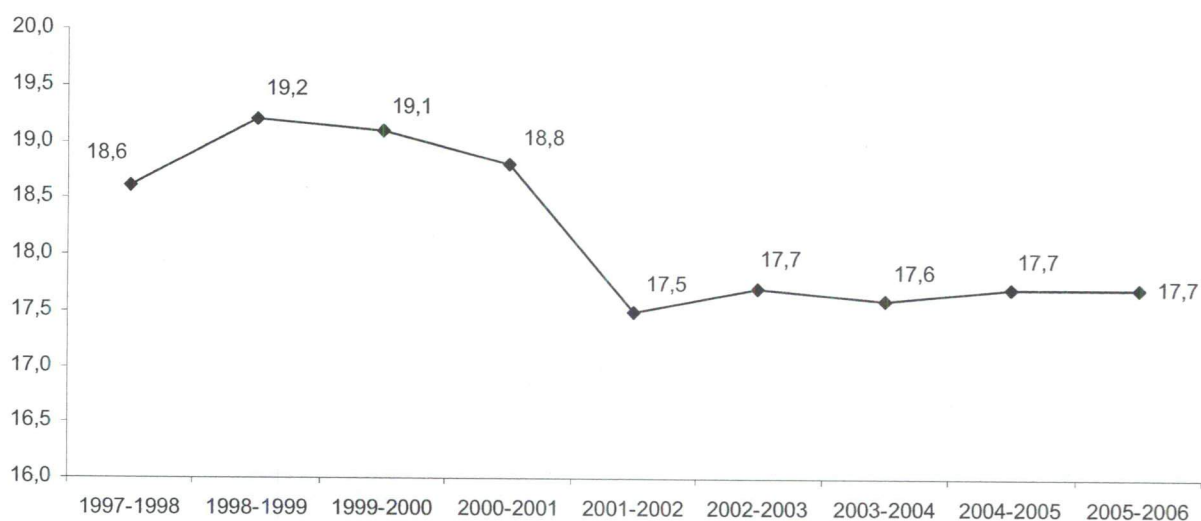
Indicateur 4 : Les revenus autonomes au PIB

L'indicateur des revenus autonomes au PIB mesure la part de la richesse collective que le gouvernement prélève sous forme d'impôts, de taxes et d'autres revenus provenant notamment de ses entreprises. Les revenus autonomes du gouvernement incluent tous les revenus, à l'exception des transferts reçus du gouvernement fédéral du Canada.

De 1998-1999 à 2001-2002, on constate une diminution régulière de ce ratio, passant de 19,2 % du PIB en 1998-1999 à 17,5 % en 2001-2002. L'indicateur est stable depuis 2001-2002 et se situe à 17,7 % en 2005-2006. Cela signifie que le gouvernement prélève maintenant une proportion moins importante de la richesse collective pour financer les services publics.

REVENUS AUTONOMES

(en pourcentage du PIB)



5. Résultat de l'analyse des indicateurs (suite)

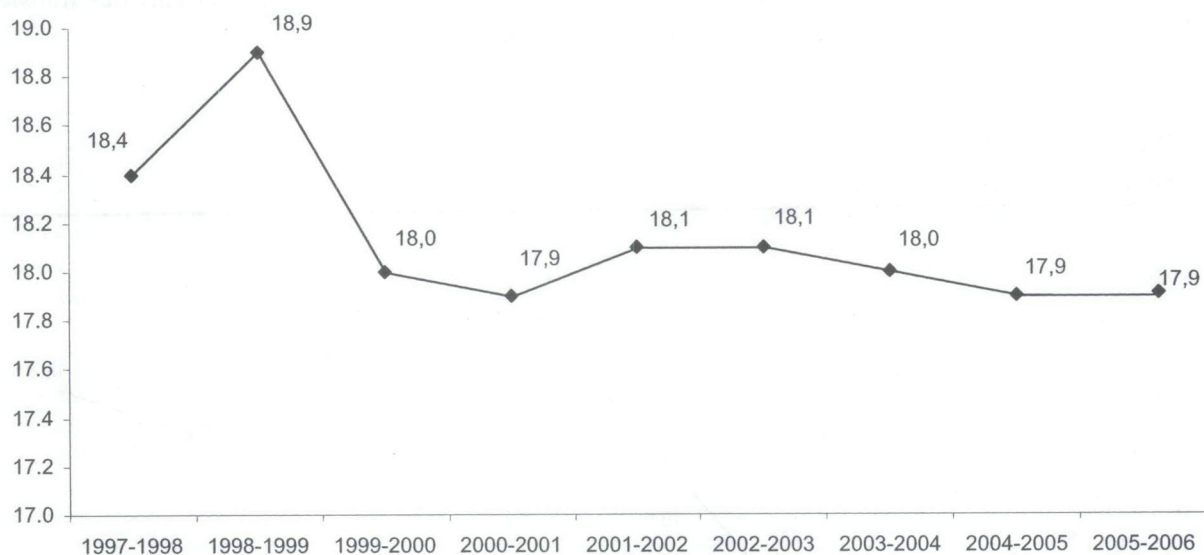
Indicateur 5 : Les dépenses de programmes au PIB

L'indicateur des dépenses du programme au PIB permet d'apprécier l'importance relative du coût des services publics dans l'économie.

De 18,9 % en 1998-1999, les dépenses de programmes en pourcentage du PIB sont passées à 17,9 % en 2005-2006. Cela signifie que la taille du gouvernement a diminué relativement à l'ensemble de la richesse collective.

DÉPENSES DE PROGRAMMES

(en pourcentage du PIB)



5. Résultat de l'analyse des indicateurs (suite)

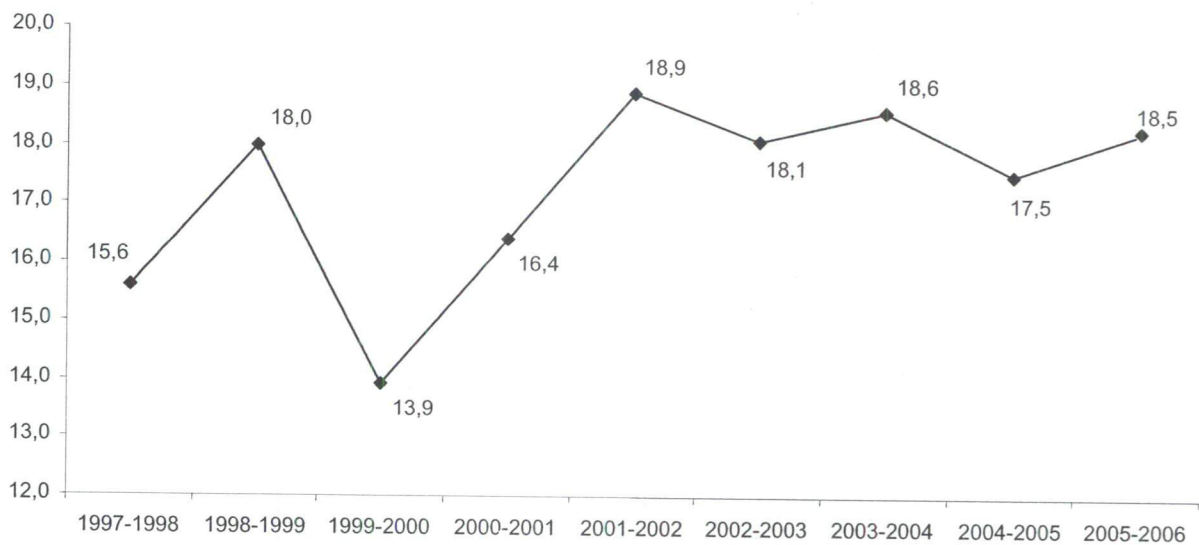
Indicateur 6 : Les transferts reçus du gouvernement fédéral du Canada aux revenus totaux

Les transferts reçus du gouvernement fédéral du Canada sont constitués des paiements de péréquation, des paiements provenant des transferts pour la santé et de ceux pour l'éducation post-secondaire et les autres programmes sociaux ainsi que des montants transférés par le gouvernement fédéral du Canada dans le cadre de diverses ententes à frais partagés. Cet indicateur sert à mesurer la part des revenus du gouvernement du Québec qui provient du gouvernement fédéral du Canada.

Les données du graphique ci-dessous illustrent la grande volatilité des transferts fédéraux. En 1999-2000, la part des transferts fédéraux dans les revenus totaux s'est établie à 13,9 %, soit un creux historique par rapport à près de 29 % en 1983-1984. Pour les années 2000-2001 et 2001-2002, la part des transferts fédéraux s'est accrue de façon significative pour atteindre 18,9 %. Depuis lors, la part des transferts fédéraux est demeurée relativement stable, s'établissant à 18,5 % en 2005-2006.

TRANSFERTS FÉDÉRAUX

(en pourcentage des revenus totaux)



5. Résultat de l'analyse des indicateurs (suite)

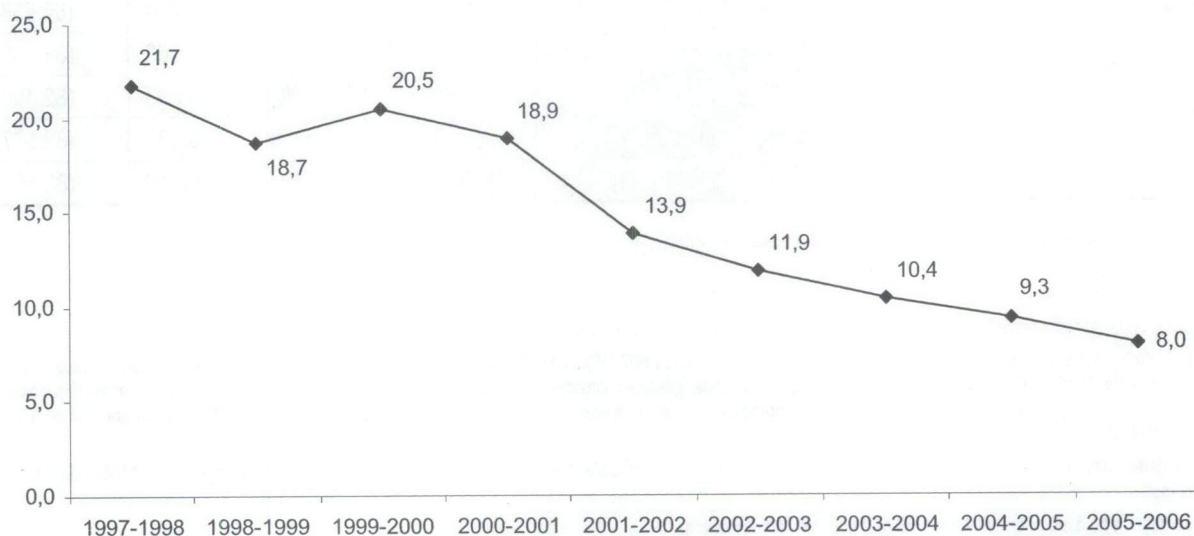
Indicateur 7 : La dette en devises étrangères à la dette totale

L'indicateur de la dette en devises étrangères à la dette totale vise à faire ressortir la vulnérabilité du gouvernement face aux fluctuations du dollar canadien.

Au cours des huit dernières années, la proportion de la dette totale libellée en devises étrangères a fortement diminué passant de 21,7 % en 1997-1998 à 8,0 % en 2005-2006. Cette diminution rend le gouvernement moins vulnérable aux fluctuations du dollar canadien par rapport aux autres devises.

DETTE EN DEVISES ÉTRANGÈRES⁽¹⁾

(en pourcentage de la dette totale)



(1) Incluant les emprunts effectués par anticipation et excluant le solde des pertes (gains) de change reportés et après avoir tenu compte des instruments financiers utilisés par le gouvernement dans la gestion de sa dette.

Statistiques financières (depuis la réforme comptable)

ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 2006

(en millions de dollars)

Ce tableau présente les tendances observées au cours des neuf dernières années pour plusieurs postes des états financiers. Des notes explicatives permettent également d'identifier les modifications apportées aux états financiers antérieurs.

Année financière	Revenus *	Dépenses *	(Déficit) ou surplus	Dettes totale	Dettes nette ⁽¹⁾	Immobilisations	Déficits cumulés
2005-2006	60 034	59 997	37	122 592	(104 683) ⁽¹⁰⁾	12 984	(91 699)
2004-2005	56 885	57 549	(664)	119 765	(99 042) ⁽⁹⁾	11 818	(87 224)
2003-2004	54 530	54 888	(358)	116 214	(97 025) ⁽⁸⁾	10 735	(86 290)
2002-2003	52 225	52 953	(728)	114 578	(95 601) ⁽⁷⁾	9 716	(85 885)
2001-2002	50 011	50 939	(928) ⁽¹¹⁾	107 486	(92 772) ⁽⁶⁾	8 234	(84 538)
2000-2001	50 628	49 251	1 377 ⁽¹¹⁾	104 860	(88 208) ⁽⁵⁾	7 166	(81 042)
1999-2000	46 828	46 821	7	101 281	(89 162) ⁽⁴⁾	6 693	(82 469)
1998-1999	46 034	45 908	126	102 106	(88 810) ⁽³⁾	6 233	(82 577)
1997-1998	41 548	43 705	(2 157)	98 535	(88 597) ⁽²⁾	6 016	(82 581)

* Certains chiffres ont été reclassés pour rendre leur présentation conforme à celle adoptée en 2005-2006.

(M\$: millions de dollars)

(1) La dette nette représente le passif moins les avoirs financiers présentés dans l'état consolidé de la situation financière.

(2) La dette nette de (64 833 M\$) au 1^{er} avril 1997 a été augmentée de (21 607 M\$), soit (13 173 M\$) pour la comptabilisation des obligations non inscrites envers les régimes de retraite, (6 889 M\$) pour la consolidation des fonds spéciaux, organismes et entreprises du gouvernement, (731 M\$) pour la modification de la comptabilisation des emprunts, (461 M\$) pour la comptabilisation des mesures de restructuration du secteur public et (353 M\$) pour la comptabilisation des immobilisations.

(3) La dette nette a été augmentée de (339 M\$), soit (217 M\$) pour les immobilisations, (25 M\$) pour les créiteurs et frais à payer et (97 M\$) pour les autres comptes.

(4) La dette nette a été augmentée de (359 M\$) pour les immobilisations.

(5) La dette nette a été augmentée de (423 M\$), soit (473 M\$) pour les immobilisations, (12 M\$) pour les congés de maladie et vacances et 62 M\$ pour les placements dans les entreprises du gouvernement.

(6) La dette nette a été augmentée d'une part de (1 386 M\$), soit (1 068 M\$) pour les immobilisations, 88 M\$ pour la quote-part du gouvernement dans l'écart de conversion provenant des entreprises, (215 M\$) pour la correction de l'erreur de l'Agence des douanes et du revenu du Canada, (65 M\$) pour la modification de la convention comptable concernant certains revenus de recouvrements, ainsi que (126 M\$) pour l'inscription de la cotisation à titre d'employeur relativement aux obligations découlant des congés de maladie et vacances, pour le changement de statut d'une entreprise du gouvernement et les coûts liés à des améliorations de locaux. D'autre part, des modifications comptables effectuées par des entreprises du gouvernement ont eu pour effet d'augmenter la dette nette de (2 250 M\$), dont (1 338 M\$) pour la conversion des devises étrangères et (912 M\$) pour l'introduction d'une provision pour fluctuation du taux de rendement réel.

(7) La dette nette a été augmentée d'une part de (1 714 M\$), soit (1 482 M\$) pour les immobilisations, (122 M\$) pour la quote-part du gouvernement dans l'écart de conversion provenant des entreprises ainsi que (110 M\$) pour une modification d'application de la convention comptable sur les dettes et une correction apportée aux débiteurs d'un organisme consolidé. D'autre part, des modifications comptables effectuées par des entreprises du gouvernement ont eu pour effet d'augmenter la dette nette de (387 M\$), dont (363 M\$) touchant le mécanisme de plafonnement dans l'établissement des gains et pertes reportés sur l'hypothèse du taux de rendement réel.

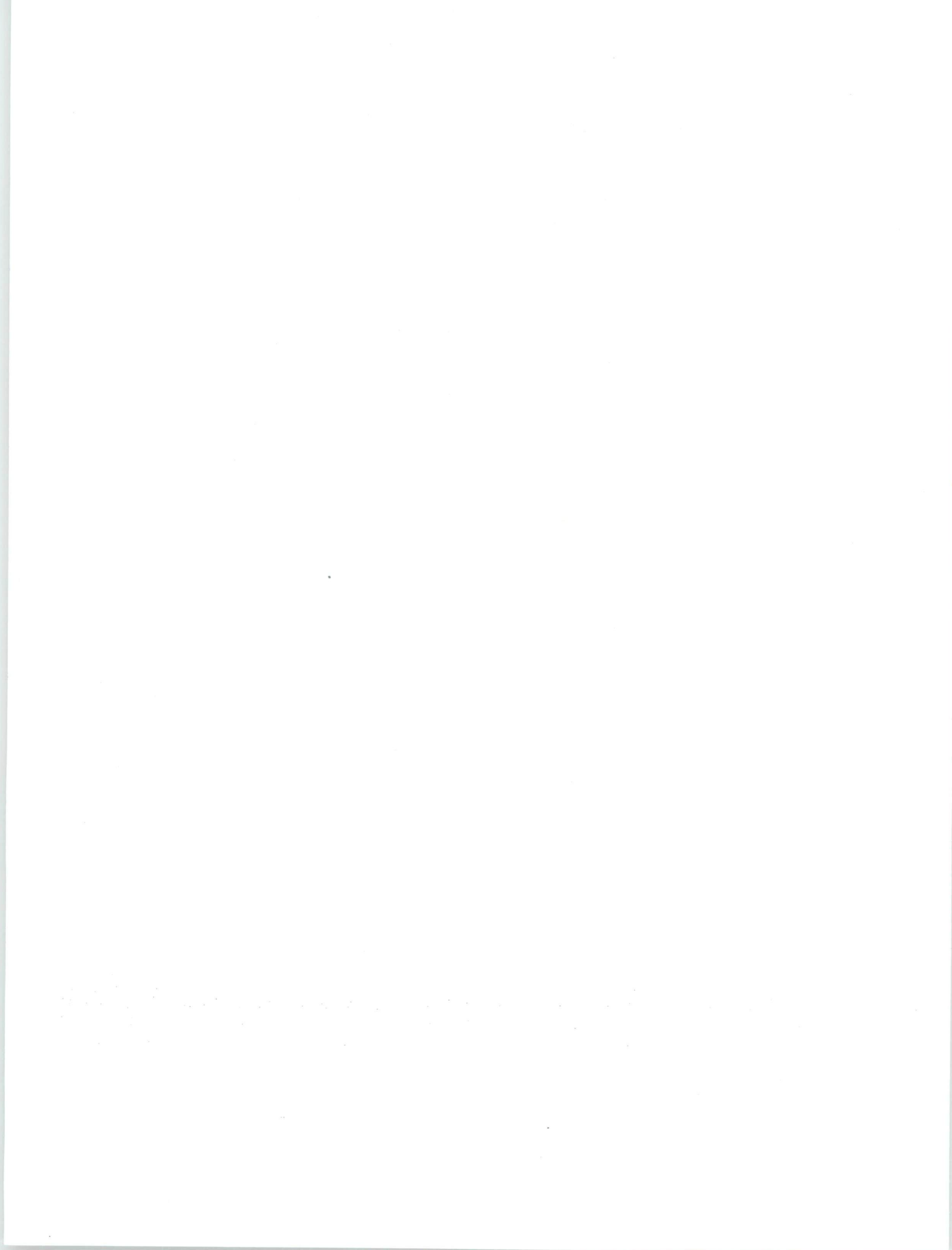
(8) La dette nette a été augmentée d'une part de (1 059 M\$), soit (1 019 M\$) pour les immobilisations et (40 M\$) pour la quote-part du gouvernement dans l'écart de conversion provenant des entreprises. D'autre part, une correction de la provision pour congés de maladie et vacances effectuée par une entreprise du gouvernement a eu pour effet d'augmenter la dette nette de (7 M\$).

(9) La dette nette a été augmentée de (1 353 M\$), soit (1 083 M\$) pour les immobilisations, (126 M\$) suite à une réévaluation des subventions aux commissions scolaires, (147 M\$) pour une correction apportée à la provision pour créances douteuses et 3 M\$ pour la quote-part du gouvernement dans l'écart de la conversion provenant des entreprises.

Statistiques financières (depuis la réforme comptable) (suite)

(10) La dette nette a été augmentée de (5 678 M\$), soit (1 166 M\$) pour les immobilisations, (3 384 M\$) pour la modification de la convention comptable concernant les revenus de transfert du gouvernement fédéral du Canada, (270 M\$) pour une modification d'application de la convention comptable concernant la provision pour pertes sur les interventions financières garanties, (264 M\$) suite à des nouvelles évaluations actuarielles des régimes de retraite, (552 M\$) pour la modification concernant la comptabilisation des revenus de droits d'immatriculation, (41 M\$) pour l'harmonisation des conventions comptables d'organismes consolidés ainsi que 24 M\$ pour la quote-part du gouvernement dans l'écart de convention provenant des entreprises du gouvernement. Des redressements effectués par les entreprises du gouvernement ont eu pour effet d'augmenter la dette nette de (25 M\$).

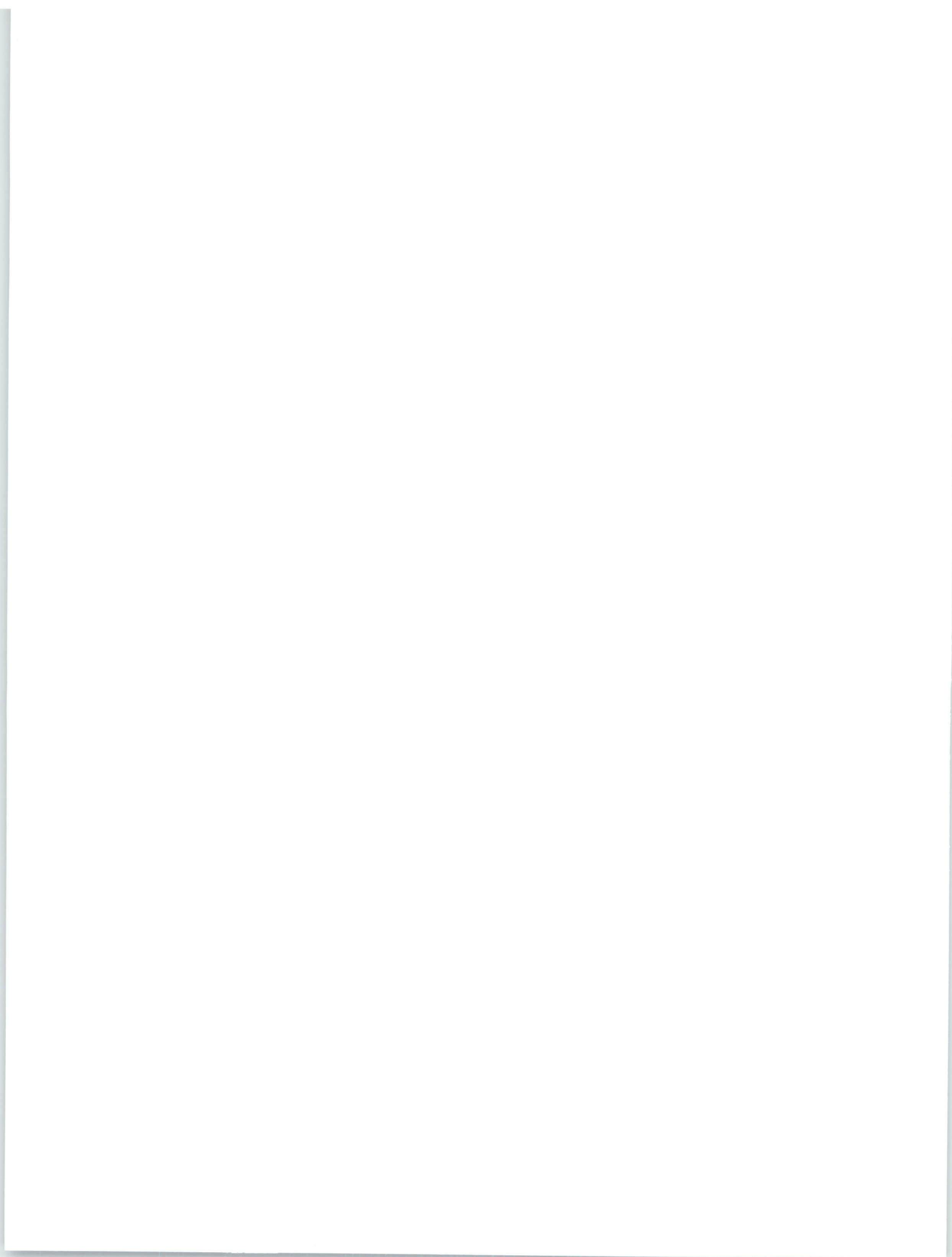
(11) Ne tient pas compte de la réserve budgétaire de (950 M\$).



SECTION

2

États financiers
consolidés



Rapport du Vérificateur général

À l'Assemblée nationale,

J'ai vérifié l'état consolidé de la situation financière du gouvernement du Québec au 31 mars 2006 ainsi que les états consolidés des résultats de fonctionnement, des déficits cumulés et des besoins financiers et de financement de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de la préparation de ces états financiers incombe au ministre des Finances. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

À l'exception de ce qui est mentionné dans les paragraphes ci-dessous, ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par le gouvernement ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Périmètre comptable

Le périmètre comptable du gouvernement, décrit dans la note 1 des états financiers, n'inclut pas les entités du réseau de l'éducation et de celui de la santé et des services sociaux. Le gouvernement devrait inclure ces entités dans son périmètre comptable puisqu'il les contrôle.

Compte tenu du fait que le gouvernement n'a pas colligé toute l'information nécessaire, je n'ai pu déterminer les effets de la non-inclusion des entités du réseau de l'éducation et de celui de la santé et des services sociaux dans les états financiers. Toutefois, selon l'information dont je dispose, l'inclusion de ces entités dans les états financiers consolidés du gouvernement entraînerait des changements significatifs dans les données financières qu'il y présente.

Respect des principes comptables généralement reconnus pour le secteur public

Ces états financiers sont préparés selon des conventions comptables déterminées par le gouvernement. Certaines de ces conventions diffèrent des principes comptables élaborés par l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA) pour le secteur public. L'utilisation de ces principes pourrait modifier à la hausse ou à la baisse les montants du surplus annuel, du passif, de la dette nette et des déficits cumulés présentés dans ces états financiers. Toutefois, n'ayant pas toute

Rapport du Vérificateur général (suite)

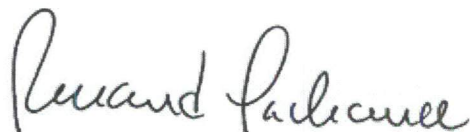
l'information pour évaluer leurs incidences, je n'ai pu établir tous les effets de l'application de ces principes sur les états financiers consolidés.

Compte tenu de l'importance des répercussions que les éléments mentionnés dans les paragraphes ci-dessus sont susceptibles d'avoir sur les états financiers, il m'est impossible d'exprimer une opinion sur la fidélité de l'image donnée par ces états financiers selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

Par ailleurs, conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général*, j'exprime l'opinion que, à l'exception de la non-inclusion dans le périmètre comptable des entités des réseaux dont je n'ai pu évaluer les effets, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière du gouvernement du Québec au 31 mars 2006 et des résultats de ses opérations ainsi que de l'évolution de sa situation financière pour l'année financière terminée à cette date, selon les conventions comptables du gouvernement du Québec qui sont énoncées dans la note 1 afférente aux états financiers consolidés. De plus, je déclare qu'à mon avis, à l'exception de l'application rétroactive des modifications aux conventions comptables expliquées dans la note 2, ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

D'autres informations et commentaires sur les états financiers et sur le présent rapport sont présentés dans mon *Rapport spécial à l'Assemblée nationale concernant la vérification des états financiers consolidés du gouvernement du Québec pour l'année financière terminée le 31 mars 2006*.

Le vérificateur général du Québec,



Renaud Lachance, CA

Québec, le 11 octobre 2006

État consolidé des résultats de fonctionnement

ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 2006

(en millions de dollars)

Annexe	2006		2005	
	Budget ⁽¹⁾	Résultats réels	Résultats réels (note 12)	
5	REVENUS (note 3)			
	Impôt sur le revenu et les biens	26 560	26 816	25 922
	Taxes à la consommation	12 939	12 609	12 414
	Droits et permis	1 303	1 506	1 479
	Revenus divers	2 951	3 427	2 785
9	Revenus provenant des entreprises du gouvernement	4 453	4 554	4 346
	Revenus autonomes	48 206	48 912	46 946
	Transferts du gouvernement du Canada	10 408	11 122	9 939
	Total des revenus	58 614	60 034	56 885
6	DÉPENSES			
	Santé et services sociaux	21 647	21 984	20 923
	Éducation et culture	12 953	13 045	12 538
	Économie et environnement	6 565	6 781	6 302
	Soutien aux personnes et aux familles	5 091	5 249	4 929
	Gouverne et justice	4 685	5 379	5 408
	Sous-total	50 941	52 438	50 100
	Service de la dette	7 673	7 559	7 449
	Total des dépenses	58 614	59 997	57 549
	SURPLUS (DÉFICIT) ANNUEL	--	37	(664)

(1) Sur la base des prévisions de revenus et de dépenses présentées au Budget 2005-2006 du 21 avril 2005.

Les notes complémentaires et les annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

État consolidé des déficits cumulés

ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 2006

(en millions de dollars)

	2006		2005
	Budget ⁽¹⁾	Réel	Réel
DÉFICITS CUMULÉS AU DÉBUT DÉJÀ ÉTABLIS	(86 290)	(87 224)	(86 563)
Redressements (note 2)	--	(4 511)	--
Quotes-parts du gouvernement dans les redressements effectués par des entreprises du gouvernement (annexe 9)	--	(25)	--
Quotes-parts du gouvernement dans l'écart de conversion provenant des entreprises du gouvernement	--	24	3
Surplus (déficit) annuel	--	37	(664)
DÉFICITS CUMULÉS À LA FIN	(86 290)	(91 699)	(87 224)

(1) Sur la base des prévisions de revenus et de dépenses présentées au Budget 2005-2006 du 21 avril 2005.

Les notes complémentaires et les annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

État consolidé de la situation financière

AU 31 MARS 2006

(en millions de dollars)

Annexe	2006	2005
AVOIRS FINANCIERS		
7 Placements temporaires	2 927	2 970
8 Débiteurs	9 575	8 949
9 Participations dans les entreprises du gouvernement	20 918	19 668
10 Placements à long terme	2 808	2 877
Frais reportés liés aux dettes	405	260
Avances aux réseaux de la santé et des services sociaux, de l'éducation et aux entreprises du gouvernement (note 7)	2 977	3 722
Actifs pour financer les immobilisations des réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation (note 8)	745	812
TOTAL DES AVOIRS FINANCIERS	40 355	39 258
PASSIFS		
11 Découvert bancaire	227	216
12 Crédoeurs et frais à payer	13 695	9 660
Revenus reportés	2 124	1 311
Régimes de retraite (note 5)	34 630	36 286
13 Dette avant gain (perte) de change reporté (notes 6 et 7)	86 356	82 972
Gain (perte) de change reporté	1 606	507
13 Dette pour financer les réseaux de la santé et des services sociaux, de l'éducation et les entreprises du gouvernement (notes 6 et 7)	2 977	3 722
13 Dette pour financer des travaux d'organismes municipaux (notes 6 et 7)	2 678	2 814
Provision pour financer les immobilisations des réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation (note 8)	745	812
TOTAL DES PASSIFS	145 038	138 300
14 DETTE NETTE	(104 683)	(99 042)
15 IMMOBILISATIONS (note 4)	12 984	11 818
DÉFICITS CUMULÉS	(91 699)	(87 224)
16 Obligations contractuelles (note 9)		
17 Éventualités (note 10)		
18 Sommaire des opérations fiduciaires exercées par des organismes et fonds du gouvernement		
19 Information financière sur les réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation exclus du périmètre comptable du gouvernement		

Les notes complémentaires et les annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

État consolidé des besoins financiers et de financement

ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 2006

(en millions de dollars)

	<u>2006</u>		<u>2005</u>	
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT				
Surplus (déficit) annuel		37		(664)
Éléments n'affectant pas les liquidités				
Créances douteuses et autres provisions	743		477	
Congés de maladie et vacances	64		128	
Amortissement et moins-values des immobilisations	961		871	
Amortissement des frais reportés liés aux dettes	35		25	
Amortissement du (gain) perte de change reporté	(126)		25	
Amortissement de l'escompte et de la prime	144	1 821	105	1 631
		<u>1 858</u>		<u>967</u>
Variation des avoirs financiers et des passifs reliés au fonctionnement		(1 030)		(556)
		<u>828</u>		<u>411</u>
Activités liées aux régimes de retraite				
Charge de retraite (note 5)	1 682		1 596	
Intérêts au titre des régimes de retraite (note 5)	4 061	5 743	3 714	5 310
Prestations	(3 517)		(3 278)	
Cotisations des salariés et des employeurs autonomes	84	(3 433)	102	(3 176)
		<u>2 310</u>		<u>2 134</u>
Liquidités provenant des activités de fonctionnement		<u>3 138</u>		<u>2 545</u>
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT				
Variation des participations dans les entreprises du gouvernement				
Placements effectués	(46)		(3)	
Placements réalisés	29		80	
Quotes-parts dans les résultats des entreprises inscrites aux revenus nets des dividendes déclarés	(1 234)	(1 251)	(940)	(863)
Variation des placements à long terme				
Placements effectués	(489)		(421)	
Placements réalisés	520	31	275	(146)
Immobilisations				
Acquisitions	(2 224)		(1 985)	
Dispositions	97	(2 127)	31	(1 954)
Liquidités utilisées pour les activités d'investissement		<u>(3 347)</u>		<u>(2 963)</u>
BESOINS FINANCIERS NETS		<u><u>(209)</u></u>		<u><u>(418)</u></u>

État consolidé des besoins financiers et de financement (suite)

ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 2006

(en millions de dollars)

	<u>2006</u>		<u>2005</u>
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT			
Variation des dettes			
Emprunts effectués	11 569		12 404
Emprunts remboursés	<u>(7 179)</u>	4 390	<u>(7 026)</u>
			5 378
Activités liées aux régimes de retraite			
Variation du Fonds d'amortissement des régimes de retraite			
Versements	(3 000)		(3 202)
Réinvestissement des revenus de placement du fonds	<u>(1 230)</u>	<u>(4 230)</u>	<u>(927)</u>
			(4 129)
Liquidités provenant des activités de financement		160	1 249
Variation des liquidités ⁽¹⁾		<u>49</u>	<u>(831)</u>
FINANCEMENT NET		<u>209</u>	<u>418</u>

(1) Les liquidités comprennent les espèces en banque (annexe 11) et les placements temporaires (annexe 7).

	<u>2006</u>	<u>2005</u>
Liquidités au début de l'exercice	3 248	2 417
Variation de l'exercice	<u>(49)</u>	<u>831</u>
Liquidités à la fin de l'exercice	<u>3 199</u>	<u>3 248</u>

Les notes complémentaires et les annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

Notes complémentaires aux états financiers

1. Principales conventions comptables

Le gouvernement du Québec rend compte de ses opérations financières selon les conventions ci-après énumérées. Les renseignements compris dans ses états financiers consolidés sont fondés, lorsque requis, sur les meilleurs jugements et estimations.

Périmètre comptable

Le périmètre comptable du gouvernement englobe les ministères, les organismes, les entreprises et les fonds spéciaux qui doivent rendre compte de la gestion de leurs opérations et ressources financières soit à un ministre, soit directement à l'Assemblée nationale et qui appartiennent au gouvernement ou sont sous son contrôle. Ils sont énumérés aux annexes 1, 2 et 3 des états financiers, ce qui exclut les réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation.

Les opérations fiduciaires exercées par certains organismes et fonds sont exclues du périmètre comptable du gouvernement. Ces organismes et fonds sont énumérés à l'annexe 4 des états financiers.

Méthode de consolidation

Les comptes du Fonds consolidé du revenu et des autres entités comprises dans le périmètre comptable du gouvernement, à l'exception des entreprises du gouvernement, sont homogénéisés et combinés ligne par ligne selon les conventions comptables décrites ci-après, les opérations et les soldes interentités sont éliminés.

Les participations dans les entreprises du gouvernement sont comptabilisées selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation. En conséquence, les participations dans ces entreprises sont enregistrées au coût, lequel est, d'une part, ajusté annuellement des quotes-parts du gouvernement dans les résultats de ces entreprises avec contrepartie aux revenus et, d'autre part, réduit de la part des dividendes versés ou déclarés par l'entreprise qui revient au gouvernement. Une entreprise du gouvernement possède toutes les caractéristiques suivantes :

- a) elle constitue une entité juridique distincte ayant le pouvoir de passer des contrats en son propre nom et d'ester en justice;
- b) elle est investie des pouvoirs financiers et administratifs nécessaires pour mener des activités commerciales;
- c) elle a pour principale activité la vente de biens ou la prestation de services à des particuliers ou à des organismes non compris dans le périmètre comptable du gouvernement;
- d) elle peut, dans le cours normal de ses affaires, poursuivre ses activités et faire face à ses dettes au moyen de revenus tirés de sources non comprises dans le périmètre comptable du gouvernement.

1. Principales conventions comptables (suite)

Incertitude relative à la mesure

Dans le cadre de la préparation de ses états financiers, le gouvernement doit composer avec l'incertitude relative à la mesure sur certains éléments constatés ou présentés aux états financiers. La détermination de leur valeur repose sur des estimations basées sur différentes hypothèses.

Les estimations sont fondées sur les données les plus fiables disponibles au moment de la préparation des états financiers. Elles sont rajustées chaque année en fonction des nouvelles données disponibles.

Les principaux éléments faisant l'objet d'estimations sont les débiteurs, les placements à long terme, les créditeurs et frais à payer ainsi que les régimes de retraite.

Revenus

Les revenus provenant des impôts sur le revenu et les biens, des taxes à la consommation, des droits, des permis, amendes et confiscations sont comptabilisés dans l'année financière au cours de laquelle ils sont reçus, déduction faite des remboursements et des autres montants déductibles en vertu de la législation pertinente. Les cotisations et les comptes émis avant la fin de l'année financière sont portés à ces revenus. Les droits d'immatriculation et de permis de conduire reçus sont toutefois comptabilisés aux revenus en fonction de la période couverte par ces droits exigibles.

Les revenus découlant des transferts du gouvernement du Canada sont comptabilisés suivant la méthode de la comptabilité d'exercice. Ils sont constatés à titre de revenu dans l'année financière au cours de laquelle surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ces derniers ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été rencontrés et une estimation raisonnable des montants en cause est possible. Les sommes reçues ou à recevoir concernant des revenus qui seront gagnés dans une année ultérieure sont reportées et présentées à titre de passif.

Les autres revenus sont comptabilisés suivant la méthode de la comptabilité d'exercice. À l'égard des intérêts créditeurs, la comptabilisation cesse lorsque le recouvrement du capital ou des intérêts n'est pas raisonnablement sûr.

Dépenses

Les transferts sont comptabilisés dans l'année financière au cours de laquelle surviennent les faits qui leur donnent lieu, dans la mesure où les transferts ont été autorisés et lorsque les bénéficiaires ont satisfait aux critères d'admissibilité.

Les dépenses comprennent le coût des biens et services acquis au cours de l'année financière à l'exception des immobilisations pour lesquelles un amortissement annuel est comptabilisé.

1. Principales conventions comptables (suite)

La dépense d'intérêts du service de la dette résultant d'opérations conclues en devises étrangères est convertie en dollars canadiens au cours en vigueur au moment des opérations.

Avoirs financiers

Les placements temporaires sont comptabilisés au coût. Les débiteurs, les prêts et les avances sont comptabilisés initialement au coût et ramenés à la valeur de recouvrement nette au moyen de provisions pour moins-values.

Les participations dans les entreprises du gouvernement sont comptabilisées selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation.

Les autres placements à long terme sont comptabilisés au coût et sont réduits de toute moins-value durable. Cette moins-value est imputée aux opérations de l'année financière où elle est constatée.

Passifs

Créditeurs et frais à payer

Comptes à fin déterminée

La *Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001)* prévoit la création de comptes à fin déterminée dans lesquels peuvent être déposées les sommes reçues en fonction d'un contrat ou d'une entente qui en prévoit l'affectation à une fin spécifique. Ainsi, certains montants encaissables ou payables, reliés à des programmes à frais partagés sans compensation fiscale ou à diverses compensations de tiers, sont inscrits dans des comptes à fin déterminée.

Congés de maladie et vacances

Les obligations découlant des congés de maladie et vacances dus aux employés du gouvernement sont comptabilisées à titre de passif. La variation annuelle de ce compte est portée aux dépenses.

Provision pour pertes sur les interventions financières garanties

Les obligations découlant des emprunts et des autres interventions financières garantis sont comptabilisées sur la base des pertes probables, dès l'autorisation d'une intervention. La variation annuelle de la provision est portée aux dépenses.

1. Principales conventions comptables (suite)

L'évaluation des pertes probables sur les emprunts et les autres interventions financières garantis, qui présentent des caractéristiques similaires, est établie en utilisant un taux moyen basé sur l'expérience passée et la nature des interventions. Toutefois, lorsqu'un risque spécifique est déterminé pour certaines interventions, l'évaluation des pertes probables relatives à ces interventions est effectuée selon une analyse cas par cas. Les pertes probables sont révisées annuellement.

Régimes de retraite

Les régimes de retraite gouvernementaux sont des régimes à prestations déterminées. Dans le cadre de la préparation des états financiers du gouvernement, les obligations au titre des prestations constituées sont évaluées selon la méthode actuarielle de répartition des prestations au prorata des services, selon les hypothèses les plus probables déterminées par le gouvernement concernant notamment l'inflation, l'intérêt et les salaires des employés. La méthode utilisée est toutefois redressée pour tenir compte de la façon dont les prestations sont gagnées par les salariés.

Charge totale relative aux régimes

Le coût annuel des prestations constituées de tous les régimes, y compris le coût des modifications aux régimes ainsi que les amortissements des redressements relatifs aux estimations découlant des gains ou pertes actuariels, sont portés aux dépenses avec contrepartie au compte « Régimes de retraite », soit le passif au titre des régimes. Les modifications des hypothèses actuarielles font partie des redressements relatifs aux estimations découlant des gains ou pertes actuariels.

Dans le cas du Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP), du Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE), du Régime de retraite des fonctionnaires (RRF), du Régime de retraite des enseignants (RRE), du Régime de retraite de certains enseignants (RRCE) et des transferts du RRE et du RRF au RREGOP et au RRPE, les redressements relatifs aux estimations découlant des gains et pertes actuariels sont amortis en ligne droite (méthode linéaire) sur une période correspondant à la durée moyenne estimative du reste de la carrière active des participants à l'ensemble de ces régimes. Les redressements relatifs aux estimations découlant des gains et pertes actuariels des autres régimes de retraite sont toutefois amortis sur une période correspondant à la durée moyenne estimative du reste de la carrière active des participants à chacun des régimes.

La charge totale relative aux régimes comprend également les frais d'intérêts sur les obligations au titre des prestations constituées avec contrepartie au passif du compte « Régimes de retraite ».

1. Principales conventions comptables (suite)

Fonds d'amortissement des régimes de retraite (FARR)

En vertu de la *Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001, article 8)*, le ministre des Finances peut placer à long terme, par dépôt à la Caisse de dépôt et placement du Québec, toute partie du Fonds consolidé du revenu jusqu'à concurrence des sommes qui sont comptabilisées au passif au titre des régimes de retraite, pour former un fonds d'amortissement en vue de pourvoir au paiement d'une partie ou de l'ensemble des prestations de ces régimes de retraite. Les actifs du FARR sont comptabilisés à une valeur basée sur la valeur marchande. Les revenus annuels de placement du FARR sont calculés en appliquant le taux d'intérêt nominal de l'évaluation actuarielle la plus récente au solde du FARR à la fin de l'année financière précédente.

Lors des évaluations actuarielles triennales, les écarts attribuables aux différences de revenus entre ceux comptabilisés depuis les dernières évaluations actuarielles et les revenus de placement évalués à la valeur marchande à la fin de l'année financière sont amortis linéairement sur une période correspondant à la durée moyenne estimative du reste de la carrière active des participants, soit la période applicable aux redressements relatifs aux estimations découlant des gains et pertes actuariels.

Les revenus de placement du FARR ainsi que l'amortissement des écarts constatés lors des évaluations actuarielles sont soustraits dans le calcul des frais d'intérêts sur les obligations au titre des prestations constituées.

Dettes

Les emprunts sont comptabilisés au montant encaissé au moment de l'émission, ajusté de l'amortissement de l'escompte ou de la prime, pour atteindre le montant de capital à rembourser à l'échéance. Cet amortissement est calculé selon le taux effectif de chaque emprunt.

Les frais d'émission liés aux emprunts sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés aux dettes.

Les emprunts en monnaies étrangères sont convertis en dollars canadiens selon les taux de change en vigueur au 31 mars.

Les gains ou les pertes de change résultant de la conversion des emprunts sont reportés et amortis sur la durée de vie restante de chaque emprunt selon la méthode linéaire.

1. Principales conventions comptables (suite)

Instruments financiers dérivés

Le gouvernement utilise des instruments financiers dérivés dans la gestion des risques de change et de taux d'intérêt relatifs aux dettes. Ces instruments financiers sont inscrits au coût.

Les instruments financiers dérivés utilisés pour gérer le risque de change associé au remboursement des intérêts et du principal des emprunts et à la gestion de la trésorerie qui en découle, comme les contrats d'échange de devises et les contrats de change à terme, sont convertis en dollars canadiens selon les taux de change en vigueur au 31 mars. Les composantes de ces instruments, soit les actifs et les passifs financiers, font l'objet d'une compensation entre elles et sont présentées dans les postes « Dettes ».

Les échanges d'intérêts qui découlent des contrats d'échange de taux d'intérêt utilisés pour modifier à long terme l'exposition au risque de taux d'intérêt sont rapprochés de la dépense d'intérêts des emprunts auxquels ils se rattachent.

Les gains ou pertes sur les instruments financiers dérivés sont reportés et amortis sur la durée de chaque contrat. Cependant, les gains ou pertes de change sur des contrats à court terme visant à modifier le risque de change associé aux emprunts à long terme sont amortis sur la durée restante du portefeuille d'emprunts dans la devise concernée, selon la méthode linéaire.

Fonds d'amortissement des dettes

Les titres détenus par le Fonds d'amortissement sont comptabilisés au montant payé au moment de l'achat, ajusté de l'amortissement de l'escompte ou de la prime, pour atteindre le montant de capital à recevoir à l'échéance. Cet amortissement est calculé selon le taux effectif de chaque titre.

Au moment de la disposition, l'écart entre la valeur comptable et le montant encaissé est imputé aux résultats.

Immobilisations

Les immobilisations sont des avoirs non financiers qui sont acquis, construits, développés ou améliorés, dont la durée de vie utile s'étend au-delà de l'année financière et qui sont destinés à être utilisés de façon durable pour la production de biens ou la prestation de services.

Elles comprennent les terrains, les bâtiments, les aménagements tels ceux des parcs et des bases de plein air, les réseaux complexes tels les barrages, les canaux, les routes et les ponts, le matériel et l'équipement incluant les véhicules et les meubles, et le développement informatique.

1. Principales conventions comptables (suite)

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et amorties, à l'exception des terrains qui ne sont pas amortis, selon une méthode logique et systématique, sur une période correspondant à leur durée de vie utile; elles sont une composante de la dette nette. Le coût comprend les frais financiers capitalisés pendant la période de construction, d'amélioration ou de développement.

Le coût des immobilisations détenues en vertu d'un contrat de location-acquisition est égal à la valeur actualisée des paiements exigibles. Les œuvres d'art et les trésors historiques ne sont pas comptabilisés à titre d'immobilisations mais sont indiqués en note aux états financiers et leur coût est imputé aux dépenses de l'année financière au cours de laquelle ils sont acquis.

Les immobilisations acquises par donation ou pour une valeur symbolique sont comptabilisées à leur juste valeur au moment de leur acquisition avec en contrepartie au passif des revenus reportés, qui sont intégrés graduellement aux résultats de fonctionnement selon la même méthode d'amortissement et sur la même durée que les immobilisations concernées. Cependant, les terrains sont inscrits à leur valeur symbolique.

Les sommes reçues d'organismes non compris dans le périmètre comptable du gouvernement pour l'achat d'immobilisations sont comptabilisées au passif à titre de revenus reportés qui sont intégrés graduellement aux résultats de fonctionnement selon la même méthode d'amortissement et sur la même durée que les immobilisations concernées. Toutefois, les contributions reçues pour l'achat de terrains sont déduites du coût de ces derniers.

2. Redressements

Les revenus de transferts du gouvernement du Canada sont maintenant comptabilisés sur la base de la méthode de la comptabilité d'exercice, c'est-à-dire dans l'année à laquelle ils se rapportent. Auparavant, ils étaient comptabilisés sur la base de la méthode de la comptabilité de caisse. Cette nouvelle méthode entraîne une réévaluation à la hausse des créditeurs et frais à payer de 3 184 millions de dollars, des revenus reportés de 215 millions de dollars et des débiteurs de 15 millions de dollars au 1^{er} avril 2005.

Les revenus de droits d'immatriculation et de permis de conduire sont maintenant reportés et comptabilisés aux revenus en fonction de la période couverte par ces droits exigibles. Auparavant, ils étaient comptabilisés dans l'année financière au cours de laquelle ils étaient reçus. Cette nouvelle méthode entraîne une réévaluation à la hausse des revenus reportés de 552 millions de dollars au 1^{er} avril 2005.

2. Redressements (suite)

La provision pour pertes sur les interventions financières garanties, prise dès l'autorisation, fait maintenant l'objet d'une révision annuelle qui tient compte de l'expérience passée et des informations disponibles relatives au portefeuille d'interventions financières. Cette nouvelle méthode entraîne une réévaluation à la hausse de cette provision, présentée aux créiteurs et frais à payer, de 270 millions de dollars au 1^{er} avril 2005.

De nouvelles évaluations actuarielles pour les quatre principaux régimes de retraite du gouvernement étaient requises en 2004-2005 pour la réévaluation des obligations actuarielles au titre des prestations constituées et du passif au titre des régimes de retraite. Toutefois, elles n'étaient pas disponibles en date de la publication des états financiers de l'année financière terminée le 31 mars 2005. Les travaux nécessaires ont été finalisés au cours de la présente année financière. Les résultats de ces nouvelles évaluations actuarielles entraînent une réévaluation à la hausse du passif au titre des régimes de retraite de 264 millions de dollars au 1^{er} avril 2005.

Certaines dépenses de rémunération et de fonctionnement de la Commission des services juridiques et du Tribunal administratif du Québec sont maintenant inscrites sur la base de la méthode de la comptabilité d'exercice. Auparavant, elles étaient inscrites selon la méthode de la comptabilité de caisse. Cette nouvelle méthode entraîne une réévaluation à la hausse des créiteurs et frais à payer de 41 millions de dollars au 1^{er} avril 2005.

Ces redressements ont eu pour effet d'augmenter (diminuer) les postes suivants :

	2006
	(en millions de dollars)
Débiteurs	15
Créiteurs et frais à payer	3 495
Revenus reportés	767
Régimes de retraite	264
Déficits cumulés et dette nette au début de l'exercice	<u>4 511</u>
Revenus	545
Dépenses	150
Surplus (déficit) de l'exercice	<u>395</u>
Déficits cumulés et dette nette à la fin de l'exercice	<u><u>4 116</u></u>

3. Revenus

Selon la législation pertinente, les revenus sont inscrits après déduction des montants suivants :

	2006	2005
	(en millions de dollars)	(note 12)
Impôt sur le revenu des particuliers		
Crédits d'impôt remboursables		
Soutien aux enfants	2 030	918
Taxe de vente	486	470
Frais de garde d'enfants	177	178
Maintien à domicile d'une personne âgée	97	82
Nouveau diplômé travaillant dans une région ressource éloignée	75	12
Prime au travail	77	7
Autres	82	81
Remboursement d'impôts fonciers	252	239
	3 276	1 987
Impôt des sociétés		
Crédits d'impôt remboursables		
Recherche scientifique et développement expérimental	609	583
Production cinématographique	94	116
Déclaration de pourboires	48	50
Salaire des employés travaillant dans la Cité du commerce électronique	88	30
Création d'emplois dans une région désignée	61	39
Crédit en faveur des sociétés établies dans la Cité du multimédia	41	16
Autres	268	295
	1 209	1 129
Droits et permis		
Traitements sylvicoles et autres activités d'aménagement forestier	188	186
Contrôle routier	56	55
Autres	6	10
	250	251
	4 735	3 367

4. Immobilisations

Les immobilisations acquises sont comptabilisées au coût. Elles sont amorties selon les méthodes suivantes en fonction de leur durée de vie utile :

Catégorie	Méthode d'amortissement	Durée
Bâtiments, y compris ceux loués en vertu de contrats de location-acquisition	Linéaire et intérêts composés	10 à 50 ans
Aménagements	Linéaire	5 à 10 ans
Réseaux complexes	Linéaire	10 à 40 ans
Matériel et équipement, y compris ceux loués en vertu de contrats de location-acquisition	Linéaire	3 à 20 ans
Développement informatique	Linéaire	5 à 10 ans

Les œuvres d'art et les trésors historiques sont constitués principalement de peintures, de sculptures, de dessins, d'estampes, de photographies, d'installations, de films et de vidéos et leur coût est imputé aux dépenses de l'année financière au cours de laquelle ils sont acquis.

5. Régimes de retraite

Le gouvernement du Québec contribue à plusieurs régimes de retraite pour l'ensemble de ses employés. Les participants à ces régimes sont les employés des secteurs public et parapublic, les membres de l'Assemblée nationale et les juges de la Cour du Québec.

Régimes de retraite

	Nombre estimé de participants au 31 décembre 2005	Nombre de prestataires au 31 décembre 2005
Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP)	485 000	136 332
Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE)	25 750	16 222
Régime de retraite des enseignants et Régime de retraite de certains enseignants (RRE et RRCE)	1 455 *	49 048 *
Régime de retraite des fonctionnaires (RRF)	1 400 *	24 180 *
Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec (RRMSQ)	5 200	4 112
Régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels (RRAPSC)	3 000	1 202
Régime de retraite des juges de la Cour du Québec (RRJCQ)	270	311
Régime de retraite des employés fédéraux intégrés dans une fonction auprès du gouvernement du Québec (RREFQ)	255	90
Régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale (RRMAN)	122	296
	<u>522 452</u>	<u>231 793</u>

* Depuis le 1^{er} juillet 1973, ces régimes n'acceptent plus de nouveaux participants.

Ces régimes sont à « prestations déterminées » ce qui signifie qu'ils garantissent un revenu déterminé aux participants au moment de la retraite, calculé en fonction du revenu moyen des meilleures années, généralement cinq, et du nombre d'années de service des participants. Les prestations sont généralement indexées au coût de la vie pour la partie acquise avant le 1^{er} juillet 1982 et après cette date, elles sont partiellement indexées.

Il y a deux catégories de régimes de retraite : — les régimes de retraite à coûts partagés;
— les régimes de retraite à solde du coût.

5. Régimes de retraite (suite)

Régimes de retraite à coûts partagés

Dans le cas du RREGOP et du RRPE, le gouvernement assume 50 % des coûts pour les années de service à partir du 1^{er} juillet 1982, et 58,33 % (7/12), pour les années de service avant le 1^{er} juillet 1982. Les cotisations des participants et les contributions des employeurs autonomes sont versées à la Caisse de dépôt et placement du Québec.

Dans le cas du RRAPSC, le gouvernement assume 46 % des coûts et les employés une proportion de 54 %. Les cotisations des employés sont versées au Fonds consolidé du revenu.

Régimes de retraite à solde du coût

Les régimes de retraite à solde du coût sont des régimes pour lesquels les employeurs assument la différence entre le coût du régime et les cotisations versées par les participants. C'est le cas de tous les régimes du gouvernement autres que le RREGOP, le RRPE et le RRAPSC.

Les cotisations des participants et des employeurs autonomes de tous ces régimes sont versées au Fonds consolidé du revenu. Le gouvernement assume la différence entre le coût du régime et les cotisations versées par les participants et les employeurs autonomes.

Valeur des obligations actuarielles au titre des prestations constituées pour l'ensemble des régimes de retraite

La valeur des obligations actuarielles au titre des prestations constituées pour l'ensemble des régimes de retraite pour le service rendu à une date donnée est évaluée, par les actuaires de la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), en utilisant la méthode actuarielle de répartition des prestations au prorata des services en prenant en considération, entre autres, les hypothèses à long terme de nature économique les plus probables.

Hypothèses économiques à long terme :

- Rendement, net d'inflation	4,75 %
- Taux d'inflation	2,75 %
- Progression des salaires, nette d'inflation	0,50 %
- Taux d'actualisation des obligations actuarielles au titre des prestations constituées	7,50 %

5. Régimes de retraite (suite)

Passif au titre des régimes de retraite

La comptabilisation du passif du gouvernement au titre des régimes de retraite est effectuée conformément aux recommandations de l'Institut Canadien des Comptables Agréés à l'égard des régimes de retraite du secteur public.

Le passif inscrit des régimes de retraite est établi sur la base de la valeur des obligations actuarielles au titre des prestations constituées pour l'ensemble des régimes de retraite, en tenant compte de certains redressements relatifs aux gains et pertes actuariels constatés lors des évaluations actuarielles triennales et des extrapolations effectuées entre deux évaluations. Ces gains et pertes sont amortis selon la convention comptable établie à cet égard. Les redressements cumulés en fin d'année financière correspondent principalement au solde non amorti des gains et pertes actuariels et aux ajustements en raison de l'écart de trois mois entre la date d'évaluation des obligations actuarielles au titre de prestations constituées, soit le 31 décembre, et celle du passif au titre des régimes de retraite.

Le passif inscrit au titre des régimes de retraite du gouvernement est estimé à 57 193 millions de dollars au 31 mars 2006 pour l'ensemble des régimes, dont 34 474 millions de dollars pour le RREGOP et le RRPE comme le montre le tableau ci-dessous pour les principaux régimes.

	Obligations actuarielles au titre des prestations constituées	Redresse- ments	Passif au titre des régimes de retraite au 31 mars 2006	Passif au titre des régimes de retraite au 31 mars 2005
	(en millions de dollars)			
RREGOP				
- service régulier	27 483	(1 420)	26 063	23 892
- service transféré	2 520	(231)	2 289	2 289
RRPE				
- service régulier	5 346	(333)	5 013	4 557
- service transféré	1 248	(139)	1 109	1 102
RRE et RRCE	14 951	(1 227)	13 724	13 902
RRF	5 079	(282)	4 797	4 870
Autres	4 486	(288)	4 198	4 007
	61 113	(3 920)	57 193	54 619
Fonds d'amortissement ⁽¹⁾	(23 042) ⁽²⁾	479	(22 563)	(18 333)
	38 071	(3 441)	34 630	36 286

(1) Au cours de l'année financière 2005-2006, le ministre des Finances a investi 3 000 millions de dollars (3 202 millions de dollars en 2004-2005) au Fonds d'amortissement des régimes de retraite. Au 31 mars 2006, un revenu de placement de 1 230 millions de dollars (927 millions de dollars en 2005) a été réinvesti au Fonds d'amortissement, lequel montant a été pris en compte dans le calcul des frais d'intérêts à l'égard des régimes de retraite.

(2) Ce montant correspond à la juste valeur des placements à la Caisse de dépôt et placement du Québec au 31 mars 2006.

5. Régimes de retraite (suite)

Évaluations actuarielles et estimations subséquentes

La valeur des obligations actuarielles au titre des prestations constituées est établie sur la base d'évaluations actuarielles et d'extrapolations de ces dernières pour les années entre deux évaluations.

Les extrapolations les plus récentes produites et émises en 2006 ont été établies à partir des évaluations actuarielles :

- au 31 décembre 2003 pour le RRCE, le RRMSQ et le service transféré du RRE et du RRF au RREGOP et au RRPE;
- au 31 décembre 2002 pour le RRF, le RRE, le RREGOP et le RRPE autre que le service transféré du RRE et du RRF au RREGOP et au RRPE et le RRPE (RRAS) ;
- au 31 décembre 2001 pour le RRMAN et le RRAPSC;
- au 31 décembre 2000 pour le RRJCQ, le RREFQ et le RRPE (RRAS).

Charge totale relative aux régimes

	<u>2006</u>	<u>2005</u>
	(en millions de dollars)	
Charge de retraite		
Coût des prestations constituées excluant les frais d'intérêts	1 394	1 472
Cotisations des salariés	(78)	(98)
Cotisations des employeurs autonomes	(6)	(4)
	<u>1 310</u>	<u>1 370</u>
Amortissement des redressements relatifs aux estimations découlant des gains ou des pertes actuariels	372	226
	<u>1 682</u>	<u>1 596</u>
Intérêts au titre des régimes de retraite	2 831 ⁽¹⁾	2 787 ⁽¹⁾
Total	<u><u>4 513</u></u>	<u><u>4 383</u></u>

(1) Après déduction des revenus de placement du Fonds d'amortissement des régimes de retraite de 1 230 millions de dollars en 2005-2006 (927 millions de dollars en 2004-2005).

5. Régimes de retraite (suite)

Financement des régimes de retraite

Évaluations actuarielles à des fins de financement pour le service régulier des régimes de retraite à « coûts partagés » (RREGOP, RRPE et RRAPSC)

Conformément à la loi, les actuaires de la CARRA effectuent tous les trois ans une évaluation actuarielle à des fins de financement pour chacun des régimes, c'est-à-dire pour déterminer les taux de cotisation des régimes. Pour les fins de ces évaluations, les actuaires tiennent compte des dispositions législatives et des conventions collectives en utilisant la méthode d'évaluation convenue entre les parties de même que des hypothèses économiques plus conservatrices que celles utilisées pour les évaluations aux fins de la comptabilisation.

Selon ces évaluations, l'engagement du gouvernement aux fins de financement est calculé comme étant la caisse qu'il aurait constituée s'il avait eu à verser, depuis 1973, ses cotisations sur les mêmes bases que celles retenues pour déterminer le taux de cotisation des participants. Cette caisse, dans le cas du RREGOP et du RRPE, était estimée, au 31 décembre 2005, à 46 164 millions de dollars à la juste valeur et 50 165 millions de dollars au coût (40 916 millions de dollars à la juste valeur au 31 décembre 2004 et 44 608 millions de dollars au coût). Dans le cas du RRAPSC, pour lequel les cotisations des employés ont été versées au Fonds consolidé du revenu, la valeur de la caisse qu'auraient constituée les employés et le gouvernement était de 860 millions de dollars au coût au 31 décembre 2005 (779 millions de dollars au 31 décembre 2004).

L'écart entre ces caisses et le passif inscrit au titre de ces trois régimes représente une somme non exigible qui n'a pas à être comptabilisée au passif du gouvernement. Des associations d'employés-cadres du gouvernement ont présenté une requête à la Cour supérieure du Québec demandant que cette dernière reconnaisse que cet écart constitue un engagement du gouvernement. En juillet 2004, le jugement de la Cour supérieure du Québec relatif à cette requête conclut que :

- le gouvernement, dans ses exercices financiers depuis 1973, a dévoilé convenablement ses engagements financiers, le tout, selon les normes de l'Institut Canadien des Comptables Agréés, en regard du partage du coût du Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP), du Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE) et de celui du Régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels (RRAPSC), partage prévu par les lois concernées;
- le partage du coût dans le financement du régime de retraite concerné, soit le RREGOP, le RRPE et le RRAPSC, ne crée pas un engagement pour le gouvernement d'utiliser les mêmes bases actuarielles que celles employées pour constituer la caisse de retraite des employés participants, d'autant plus que la preuve démontre que le patrimoine de retraite de chacun des employés participants couverts ne risque aucunement d'en subir préjudice, à quelque date que ce soit.

5. Régimes de retraite (suite)

En août 2004, les associations d'employés-cadres du gouvernement ont porté ce jugement en appel. En janvier 2006, la Cour d'appel du Québec a suspendu cet appel pour permettre à des organisations syndicales d'employés participant à ces régimes d'instituer, devant la Cour supérieure du Québec, une nouvelle requête pour jugement déclaratoire sur ce même sujet. En avril 2006, une telle requête a été déposée par ces organisations. Par conséquent, la suspension de l'appel demeurera en vigueur jusqu'au prononcé d'un jugement final de la Cour supérieure sur cette nouvelle requête.

6. Gestion du risque et instruments financiers dérivés

Dans le but de satisfaire les besoins financiers découlant de ses opérations de remboursement des emprunts venant à échéance et de maintenir ses liquidités au niveau désiré, le gouvernement s'est doté d'un programme annuel de financement et de gestion de la dette axé sur les marchés financiers canadiens et internationaux.

La participation à ces marchés implique différents types de risque. Le gouvernement élabore donc des stratégies de gestion du risque par l'utilisation des divers instruments financiers dérivés à sa disposition.

Risque de change

Le risque de change est le risque que les flux monétaires nécessaires au remboursement des intérêts et du capital des emprunts en devises étrangères varient selon les fluctuations des marchés. Afin de gérer ce risque, le gouvernement utilise des instruments financiers dérivés tels les contrats d'échange de devises ainsi que les contrats de change à terme. Ces contrats ont pour objectif d'échanger des flux monétaires d'une devise contre une autre. Ces contrats viennent à échéance à différentes dates jusqu'en 2035.

La structure de la dette au 31 mars 2006, après prise en compte des instruments financiers dérivés utilisés pour gérer le risque de change, est de 89 % en dollars canadiens, 2 % en dollars américains, 3 % en yens et 6 % en francs suisses (au 31 mars 2005 : 87 % en dollars canadiens, 3 % en dollars américains, 5 % en yens et 5 % en francs suisses).

Pour l'exercice 2005-2006, 126 millions de dollars ont été comptabilisés aux résultats à titre d'amortissement du gain de change reporté inclus au service de la dette (25 millions de dollars aux résultats à titre d'amortissement de la perte de change reportée pour l'exercice 2004-2005).

6. Gestion du risque et instruments financiers dérivés (suite)

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que le service de la dette varie de façon défavorable en fonction des fluctuations des taux d'intérêt. Afin de réduire son exposition au risque de taux d'intérêt, le gouvernement a recours à des contrats d'échange de taux d'intérêt ou à des produits dérivés à court terme. Les contrats d'échange de taux d'intérêt permettent d'échanger le paiement d'intérêts à taux fixe contre des paiements calculés à taux variable ou vice versa, sur une valeur nominale de référence.

La structure de la dette au 31 mars 2006, après prise en compte des instruments financiers dérivés utilisés pour gérer le risque de taux d'intérêt, est de 69 % à taux fixe et de 31 % à taux variable (au 31 mars 2005 : 69 % à taux fixe et 31 % à taux variable).

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'un contrepartiste fasse défaut à ses obligations contractuelles; un tel événement pouvant entraîner des pertes financières pour le gouvernement. Dans le but de se prémunir contre un tel risque dans le cadre de transactions d'instruments financiers dérivés, le gouvernement s'est doté d'une politique de gestion du risque de crédit qui limite les pertes potentielles par contrepartistes.

Une limite de crédit est fixée pour chaque contrepartiste en fonction principalement de sa cote de crédit. Lors d'un dépassement de cette limite, un processus est mis en place afin que les montants dus par le contrepartiste se retrouvent à l'intérieur des limites fixées.

Le gouvernement transige avec de grandes institutions financières qui possèdent une cote de crédit équivalente ou supérieure à la sienne en prenant comme référence les cotes des grandes agences de cotation. Au 31 mars 2006, plus de 99,9 % du portefeuille était associé à des contrepartistes ayant une cote de crédit équivalente ou supérieure à celle de la province de Québec. De plus, près de 94,5 % du portefeuille des instruments financiers dérivés était associé à des contrepartistes ayant une cote « double A » ou supérieure.

Risque d'illiquidité

Le risque d'illiquidité est le risque que le gouvernement ne puisse rencontrer, à court terme, ses engagements financiers. Afin de contrer ce risque, le gouvernement dispose, auprès de différentes institutions bancaires canadiennes, de marges de crédit totalisant 1 165 millions de dollars canadiens.

6. Gestion du risque et instruments financiers dérivés (suite)

De plus, le gouvernement dispose, auprès d'un syndicat bancaire canadien et international, de conventions de crédit pour un montant de 3 500 millions de dollars américains.

Au 31 mars 2006, aucun tirage n'est en cours sur ces marges et conventions de crédit.

7. Dettes

Monnaie	2006			
	Directe		Réseaux de la santé et des services sociaux, de l'éducation et entreprises du gouvernement ⁽¹⁾	
	En millions d'unités monétaires	Total en équivalent canadien	En millions d'unités monétaires	Total en équivalent canadien
		(en millions de dollars)		(en millions de dollars)
En dollar canadien	57 116	57 116 ⁽³⁾	3 042	3 042
En dollar américain	13 168	15 369	3	3
En yen	452 450	4 494		
En euro	7 562	10 714		
En franc suisse	1 003	899		
Autres devises ⁽⁴⁾		1 321		
Moins				
Instruments financiers dérivés - net		(294)		
Fonds d'amortissement		3 851		68
Dettes avant gain (perte) de change reporté		86 356		2 977
Gain (perte) de change reporté		1 606		
		87 962		2 977

Monnaie	2005			
	Directe		Réseaux de la santé et des services sociaux, de l'éducation et entreprises du gouvernement ⁽¹⁾	
	En millions d'unités monétaires	Total en équivalent canadien	En millions d'unités monétaires	Total en équivalent canadien
		(en millions de dollars)		(en millions de dollars)
En dollar canadien	53 720	53 720 ⁽³⁾	3 779	3 779
En dollar américain	12 694	15 355	3	3
En yen	476 334	5 374		
En euro	6 129	9 615		
En franc suisse	506	512		
Autres devises ⁽⁴⁾		1 015		
Moins				
Instruments financiers dérivés - net		(846)		
Fonds d'amortissement		3 465		60
Dettes avant gain (perte) de change reporté		82 972		3 722
Gain (perte) de change reporté		507		
		83 479		3 722

(Voir les annotations 1, 2, 3 et 4 à la page 72)

2006

Travaux d'organismes municipaux ⁽²⁾		Total		Instruments financiers dérivés - net (en millions de dollars)	Total après incidence des instruments financiers dérivés (en millions de dollars)
En millions d'unités monétaires	Total en équivalent canadien (en millions de dollars)	En millions d'unités monétaires	Total en équivalent canadien (en millions de dollars)		
2 348	2 348	62 506	62 506	23 194	85 700
143	167	13 314	15 539	(13 686)	1 853
		452 450	4 494	(1 645)	2 849
99	141	7 661	10 855	(10 877)	(22)
		1 003	899	4 723	5 622
			1 321	(1 323)	(2)
	(92)		(386)	386	--
	70		3 989		3 989
	<u>2 678</u>		<u>92 011</u>	<u>--</u>	<u>92 011</u>
			1 606		1 606
	<u>2 678</u>		<u>93 617</u>	<u>--</u>	<u>93 617</u>

2005

Travaux d'organismes municipaux ⁽²⁾		Total		Instruments financiers dérivés - net (en millions de dollars)	Total après incidence des instruments financiers dérivés (en millions de dollars)
En millions d'unités monétaires	Total en équivalent canadien (en millions de dollars)	En millions d'unités monétaires	Total en équivalent canadien (en millions de dollars)		
2 271	2 271	59 770	59 770	21 608	81 378
143	174	12 840	15 532	(12 836)	2 696
		476 334	5 374	(904)	4 470
176	276	6 305	9 891	(9 891)	
		506	512	3 980	4 492
			1 015	(1 018)	(3)
	(93)		(939)	939	--
			3 525		3 525
	<u>2 814</u>		<u>89 508</u>	<u>--</u>	<u>89 508</u>
			507		507
	<u>2 814</u>		<u>90 015</u>	<u>--</u>	<u>90 015</u>

7. Dettes (suite)

Taux d'intérêt moyen pondéré ⁽⁵⁾

Monnaie	Directe		Réseaux de la santé et des services sociaux, de l'éducation et entreprises du gouvernement		Travaux d'organismes municipaux	
	2006	2005	2006	2005	2006	2005
	En dollar canadien	5,42 %	5,82 %	5,93 %	6,03 %	5,44 %
En dollar américain	6,25	6,07	3,45	3,45	5,78	5,78
En yen	3,52	3,55				
En euro	4,47	4,69			7,72	8,41
En franc suisse	2,71	3,16				
Taux moyen pondéré	5,36 %	5,60 %	5,93 %	6,02 %	5,59 %	6,16 %

- (1) En contrepartie de cette dette, des avances aux réseaux de la santé et des services sociaux, de l'éducation et aux entreprises du gouvernement sont accordées aux mêmes conditions que les emprunts et inscrites à titre d'avoirs financiers.
- (2) Dans le cadre du programme d'assainissement des eaux, le gouvernement s'engage, selon une entente signée conjointement avec les municipalités et la Société québécoise d'assainissement des eaux (SQAE), à contribuer au financement du coût des travaux en remboursant le capital et les intérêts selon les échéances des emprunts contractés par la SQAE.
- (3) Le gouvernement ne détenait aucun de ses titres au 31 mars 2006 (55 millions de dollars en 2005).
- (4) Les autres devises regroupent en 2005 et en 2006 la livre sterling, le peso mexicain et les dollars australien et néo-zélandais. Un tableau détaillé par monnaies et par catégories de dettes est présenté à l'annexe 13.
- (5) Le taux d'intérêt moyen pondéré correspond au taux effectif des emprunts.

Échéanciers des dettes après incidence des instruments financiers dérivés

Directe

Échéance au 31 mars ⁽⁶⁾	En dollar canadien ⁽⁹⁾	En dollar américain ⁽⁹⁾	En yen	En euro	En franc suisse	Autres devises	Total
							(en millions de dollars)
2007	10 020	(1 357)	(99)	(1 882)	1 562		8 244
2008	6 058	35	37				6 130
2009	5 064	22		(1)	4		5 089
2010	6 451	21	(2)	(2)			6 468
2011	5 322	18	40				5 380
	32 915	(1 261)	(24)	(1 885)	1 566		31 311
2012-2016	23 360	100	1 558	468	3 362	(2)	28 846
2017-2021	1 810	631	1 117	1 395	694		5 647
2022-2026	5 191	(40)	198				5 349
2027-2031	4 700	1 605					6 305
2032 et plus	8 711	187					8 898
	76 687	1 222	2 849	(22)	5 622	(2)	86 356

7. Dettes (suite)

Réseaux de la santé et des services sociaux,
de l'éducation et entreprises du gouvernement

Échéance au 31 mars ⁽⁷⁾	En dollar canadien ⁽⁹⁾	En dollar américain	En yen	En euro	En franc suisse	Autres devises	Total
							(en millions de dollars)
2007	343						343
2008	605						605
2009	14						14
2010	522						522
2011	92						92
	1 576						1 576
2012-2016	93						93
2017-2021	27						27
2022-2026	422						422
2027-2031	26						26
2032 et plus	833						833
	2 977						2 977

Travaux d'organismes
municipaux

Échéance au 31 mars ⁽⁸⁾	En dollar canadien	En dollar américain	En yen	En euro	En franc suisse	Autres devises	Total
							(en millions de dollars)
2007	459						459
2008	200						200
2009	111						111
2010	305						305
2011	577						577
	1 652						1 652
2012-2016	937						937
2017-2021	89						89
	2 678						2 678

(6) Cet échéancier tient compte, en 2007, de 2 895 millions de dollars pour les bons du trésor et de 1 376 millions de dollars pour les emprunts temporaires. Il est également établi en tenant compte, pour les produits d'épargne remboursables à demande, d'une prévision de remboursement de 807 millions de dollars en 2007, 1 058 millions de dollars en 2008, 514 millions de dollars en 2009, 458 millions de dollars en 2010, 391 millions de dollars en 2011 et 1 353 millions de dollars pour les années 2012-2016.

(7) Cet échéancier inclut un montant de 331 millions de dollars venant à échéance en 2007 pour les bons du trésor.

(8) Cet échéancier inclut un montant de 74 millions de dollars venant à échéance en 2007 pour les bons du trésor.

(9) Ces échéanciers tiennent compte du Fonds d'amortissement, soit 3 356 millions de dollars pour des dettes en dollars canadiens et 633 millions de dollars pour des dettes en dollars américains.

7. Dettes (suite)

Remboursement de la dette par les fonds d'amortissement ⁽¹⁰⁾

Échéance au 31 mars	En dollar canadien	En dollar américain	Total
	(en millions de dollars)		
2007	28		28
2008	17		17
2009	29		29
2010	691		691
2011	386		386
	1 151		1 151
2012-2016	384		384
2017-2021			
2022-2026	734	323	1 057
2027-2031	1 087	310	1 397
	3 356	633	3 989

(10) Les versements aux fonds d'amortissement découlent des engagements pris par le gouvernement dans les prospectus établis lors de l'émission des emprunts.

8. Provision pour financer les immobilisations des réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation

En vertu de la *Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel (L.R.Q., c. C-29)*, de la *Loi sur l'instruction publique (L.R.Q., c. I-13.3)*, de la *Loi sur les investissements universitaires (L.R.Q., c. I-17)*, de la *Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., c. S-4.2)* et de la *Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris (L.R.Q., c. S-5)*, le gouvernement a créé des fonds d'amortissement ayant pour objet, à même les sommes déposées par le ministre responsable, d'acquitter les emprunts (principal et intérêts) pour le financement des immobilisations des organismes des réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation.

Les actifs nets détenus par ces fonds d'amortissement se répartissent comme suit :

	2006	2005
	(en millions de dollars)	
Fonds d'amortissement afférents à des emprunts		
de collèges d'enseignement général et professionnel du Québec	155	181
de commissions scolaires du Québec	253	274
d'établissements universitaires du Québec	254	243
d'organismes de santé et de services sociaux du Québec	83	114
	745	812

9. Obligations contractuelles

Dans le cadre de ses opérations, le gouvernement a conclu différents accords à long terme dont les plus importants ont donné lieu aux obligations contractuelles suivantes :

	<u>2006</u>	<u>2005</u>
	(en millions de dollars) (note 12)	
Transferts		
Financement d'acquisition d'immobilisations	22 878	22 017
Ententes	6 455	6 597
	<u>29 333</u>	<u>28 614</u>
Paiements minimaux exigibles non actualisés en vertu		
de baux de location-exploitation	1 363	1 139
Acquisition d'immobilisations	882	789
Approvisionnement en biens et services	306	387
Autres contrats	411	415
	<u>32 295</u>	<u>31 344</u>

Échéancier

Échéance au 31 mars	Transferts - Financement d'immobi- lisations	Transferts - Ententes	Baux de location- exploitation	Acquisition d'immobi- lisations	Approvi- sionnement en biens et services	Autres contrats	Total
	(en millions de dollars)						
2007	2 398	1 131	210	158	176	223	4 296
2008	2 095	374	184	40	100	49	2 842
2009	2 788	324	158	13	24	61	3 368
2010	2 660	172	132	3	6		2 973
2011	1 204	156	108				1 468
	<u>11 145</u>	<u>2 157</u>	<u>792</u>	<u>214</u>	<u>306</u>	<u>333</u>	<u>14 947</u>
2012-2016	5 616	782	524			1	6 923
2017-2021	552	758	25				1 335
2022-2026	212	752	9				973
2027 et plus	94	1 981	13			77	2 165
	<u>17 619</u>	<u>6 430</u>	<u>1 363</u>	<u>214</u>	<u>306</u>	<u>411</u>	<u>26 343</u>
Échéancier indéterminé	5 259	25		668			5 952
	<u>22 878</u>	<u>6 455</u>	<u>1 363</u>	<u>882</u>	<u>306</u>	<u>411</u>	<u>32 295</u>

Les obligations contractuelles à l'égard des transferts sont détaillées à l'annexe 16.

10. Éventualités

- A) Les interventions financières garanties nettes s'élèvent à 44 691 millions de dollars au 31 mars 2006 (44 654 millions de dollars au 31 mars 2005) dont 33 917 millions de dollars au 31 mars 2006 (33 883 millions de dollars au 31 mars 2005) se rapportant aux garanties émises par le gouvernement à l'égard des emprunts d'Hydro-Québec. Ces interventions financières garanties nettes sont présentées sommairement à l'annexe 17.
- B) Le 9 janvier 2004, la Cour supérieure a prononcé un jugement dans le dossier de l'équité salariale. En réponse à ce jugement, le gouvernement a conclu en 2006 des ententes avec des associations d'employés, lesquelles représentent la presque totalité des salariés de la fonction publique et des réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation. À la date de clôture des états financiers consolidés, une provision pour l'équité salariale au montant de 1 171 millions de dollars (673 millions de dollars au 31 mars 2005) a été inscrite à l'égard de la période du 21 novembre 2001 au 31 mars 2006. Cette provision couvre les ajustements salariaux et les intérêts courus afférents, considérant une période de sept ans comme base d'étalement de ces ajustements. À cet égard, le gouvernement a déposé une requête auprès de la Commission de l'équité salariale afin de prolonger de trois années additionnelles la période d'étalement de quatre ans prévue à la *Loi sur l'équité salariale*.
- C) Le gouvernement fait par ailleurs l'objet de certaines réclamations et de causes en instance ou éventuelles. Elles portent notamment sur des revendications territoriales par des bandes indiennes. Les autres causes, qui impliquent des montants de 910 millions de dollars (869 millions de dollars en 2005), sont reliées à des inexécutions de contrats, à des dommages subis par des personnes ou des biens et à des éléments connexes. Le dénouement de ces litiges étant incertain, la perte éventuelle que le gouvernement pourrait devoir assumer ne peut être déterminée.

11. Opérations et soldes interorganismes importants avec les entreprises du gouvernement

	2006	2005
	(en millions de dollars) (note 12)	
Opérations interorganismes		
Revenus		
Impôt sur le revenu et les biens	568	576
Revenus divers	471	509
	<u>1 039</u>	<u>1 085</u>
Dépenses		
Économie et environnement	122	109
Gouverne et justice	35	40
	<u>157</u>	<u>149</u>

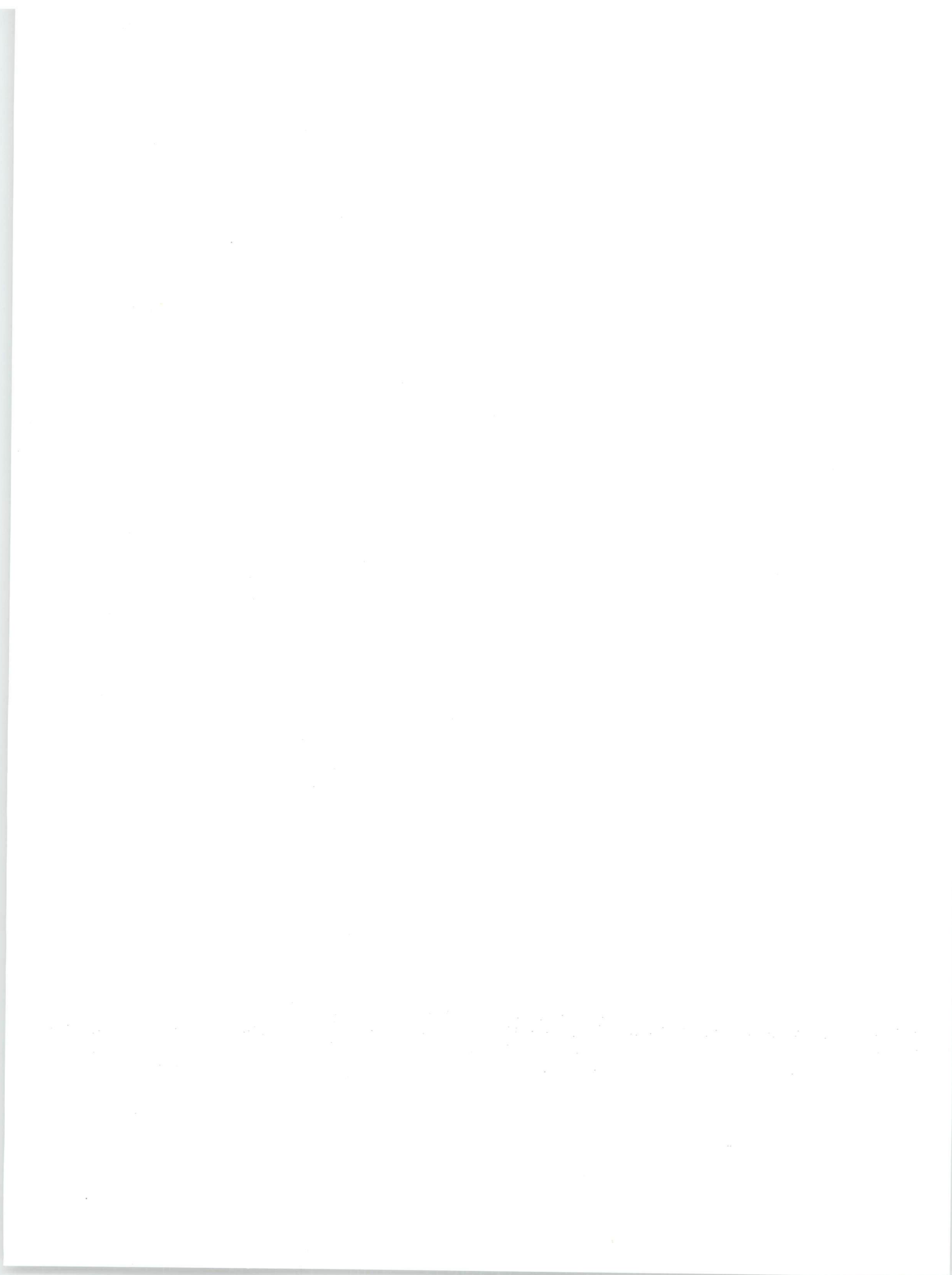
11. Opérations et soldes interorganismes importants avec les entreprises du gouvernement (suite)

	2006	2005
	(en millions de dollars) (note 12)	
Soldes interorganismes		
Placements temporaires	800	--
Débiteurs	385	522
Placements à long terme	236	199
Avances aux réseaux de la santé et des services sociaux, de l'éducation et aux entreprises du gouvernement	2 946	3 690
Créditeurs et frais à payer	10	20
Dette directe	2 085	1 598

12. Chiffres comparatifs

Certains chiffres comparatifs de 2005 ont été reclassés pour les rendre conformes à la présentation adoptée en 2006. Les données intègrent principalement un reclassement à la baisse des revenus autonomes et des dépenses de 412 millions de dollars correspondant à l'application des changements à la politique familiale.

De plus, à la suite de la révision, en 2006, du modèle de présentation des obligations contractuelles à la note 9, les données comparatives de 2005 intègrent de l'information sur les accords à long terme concernant notamment certaines ententes ainsi que des contrats d'acquisition d'immobilisations et d'approvisionnement en biens et services.



Ministères et organismes du gouvernement dont les opérations financières ont été effectuées à même le Fonds consolidé du revenu ⁽¹⁾

Affaires municipales et Régions

Commission municipale du Québec
Régie du logement

Agriculture, Pêcheries et Alimentation

Commission de protection du territoire agricole du Québec
Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec

Assemblée nationale

Conseil du trésor et Administration gouvernementale

Commission de la fonction publique

Conseil exécutif

Commission d'accès à l'information
Conseil permanent de la jeunesse

Culture et Communications

Commission de toponymie
Commission des biens culturels du Québec
Conseil supérieur de la langue française
Office québécois de la langue française

Développement durable, Environnement et Parcs

Bureau d'audiences publiques sur l'environnement

Développement économique, Innovation et Exportation

Conseil de la science et de la technologie

Éducation, Loisir et Sport

Commission consultative de l'enseignement privé
Commission d'évaluation de l'enseignement collégial
Conseil supérieur de l'éducation

Emploi et Solidarité sociale

Famille, Aînés et Condition féminine

Conseil de la famille et de l'enfance
Conseil des aînés
Conseil du statut de la femme
Curateur public ⁽²⁾

Ministères et organismes du gouvernement dont les opérations financières ont été effectuées à même le Fonds consolidé du revenu ⁽¹⁾ (suite)

Finances

Registraire des entreprises

Immigration et Communautés culturelles

Conseil des relations interculturelles

Justice

Comité de la rémunération des juges de la Cour du Québec et des cours municipales

Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse

Conseil de la justice administrative

Conseil de la magistrature

Office de la protection du consommateur

Tribunal des droits de la personne

Personnes désignées par l'Assemblée nationale

Commissaire au lobbyisme

Directeur général des élections – Commission de la représentation

Protecteur du citoyen

Vérificateur général

Relations internationales

Ressources naturelles et Faune

Revenu

Santé et Services sociaux

Agence d'évaluation des technologies et des modes d'intervention en santé

Conseil de la santé et du bien-être

Conseil du médicament

Conseil médical du Québec

Office des personnes handicapées du Québec

Protecteur des usagers en matière de santé et de services sociaux

Sécurité publique

Bureau du coroner

Comité de déontologie policière

Commissaire à la déontologie policière

Commission québécoise des libérations conditionnelles

Régie des alcools, des courses et des jeux

**Ministères et organismes du gouvernement dont les opérations financières
ont été effectuées à même le Fonds consolidé du revenu ⁽¹⁾ (suite)**

Services gouvernementaux

Tourisme

Transports

Commission des transports du Québec

Travail

Commission de l'équité salariale

Conseil consultatif du travail et de la main-d'œuvre

Conseil des services essentiels

(1) Ces entités ont une année financière qui se termine le 31 mars.

(2) Cette entité effectue aussi des opérations fiduciaires exclues du périmètre comptable du gouvernement.

Organismes et fonds spéciaux du gouvernement qui ont leur propre entité comptable

Organismes ⁽¹⁾

Agence de l'efficacité énergétique
Agence des partenariats public-privé du Québec
Agence métropolitaine de transport ⁽²⁾ (31 décembre)
Autorité des marchés financiers
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
Bureau d'accréditation des pêcheurs et des aides-pêcheurs du Québec
Bureau de décision et de révision en valeurs mobilières
Centre de recherche industrielle du Québec
Centre de services partagés du Québec
Commissaire de l'industrie de la construction
Commission de la capitale nationale du Québec
Commission de reconnaissance des associations d'artistes et des associations de producteurs
Commission des lésions professionnelles
Commission des normes du travail
Commission des relations du travail
Commission des services juridiques
Conseil des arts et des lettres du Québec
Corporation d'urgences-santé
École nationale de police du Québec ⁽²⁾ (30 juin)
École nationale des pompiers du Québec ⁽²⁾ (30 juin)
Fondation de la faune du Québec
Fonds d'aide aux recours collectifs
Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers
Fonds de la recherche en santé du Québec
Fonds québécois de la recherche sur la nature et les technologies
Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture
Héma-Québec
Institut de la statistique du Québec
Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec ⁽²⁾ (30 juin)
Institut national de santé publique du Québec
Investissement Québec
La Financière agricole du Québec
Musée d'art contemporain de Montréal
Musée de la civilisation
Musée national des beaux-arts du Québec
Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris (30 juin)
Office des professions du Québec
Office Québec-Amériques pour la jeunesse
Régie de l'assurance maladie du Québec
Régie de l'énergie
Régie des installations olympiques (31 octobre)

**Organismes et fonds spéciaux du gouvernement
qui ont leur propre entité comptable** (suite)

Organismes ⁽¹⁾ (suite)

Régie du bâtiment du Québec
Régie du cinéma
Services Québec
Société de développement des entreprises culturelles
Société de financement des infrastructures locales du Québec
Société de la Place des Arts de Montréal ⁽²⁾ (31 août)
Société de télédiffusion du Québec (Télé-Québec)
Société des Traversiers du Québec
Société d'habitation du Québec (31 décembre)
Société du Centre des congrès de Québec
Société du Grand Théâtre de Québec (31 août)
Société du Palais des congrès de Montréal
Société du parc industriel et portuaire de Bécancour
Société immobilière du Québec
Société nationale de l'amiante
Société québécoise d'assainissement des eaux
Société québécoise de récupération et de recyclage
Société québécoise d'information juridique
Tribunal administratif du Québec

Fonds spéciaux ⁽¹⁾

Fonds d'aide à l'action communautaire autonome
Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts de collègues d'enseignement général
et professionnel du Québec
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts de commissions scolaires du Québec
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts d'établissements universitaires du Québec
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts d'organismes de santé et de services sociaux du Québec
Fonds d'assistance financière pour certaines régions sinistrées
Fonds de conservation et d'amélioration du réseau routier
Fonds de développement du marché du travail
Fonds de développement régional
Fonds de financement
Fonds de fourniture de biens ou de services du ministère du Revenu
Fonds de gestion de l'équipement roulant
Fonds de la gestion des immeubles du Québec à l'étranger
Fonds de l'assurance médicaments
Fonds de l'état civil

Organismes et fonds spéciaux du gouvernement qui ont leur propre entité comptable (suite)

Fonds spéciaux ⁽¹⁾ (suite)

Fonds de l'industrie des courses de chevaux
Fonds de partenariat touristique
Fonds de perception
Fonds des contributions des automobilistes au transport en commun
Fonds des pensions alimentaires ⁽³⁾
Fonds des registres du ministère de la Justice
Fonds des services de police
Fonds des services de santé
Fonds des technologies de l'information du Conseil du trésor
Fonds des technologies de l'information du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
Fonds des technologies de l'information du ministère du Revenu
Fonds d'information foncière
Fonds d'information géographique
Fonds du Centre financier de Montréal
Fonds du service aérien gouvernemental
Fonds forestier
Fonds pour la vente de biens et services du ministère des Transports
Fonds québécois d'initiatives sociales
Fonds relatif à la tempête de verglas
Fonds spécial olympique

- (1) Les organismes et les fonds spéciaux ont généralement une année financière qui se termine le 31 mars. Dans le cas contraire, la date de fin d'exercice est indiquée entre parenthèses.
- (2) Ces entités ont une date de fin d'année financière différente du 31 mars 2006, pour lesquelles aucune donnée n'était disponible pour la période comprise entre la fin de leur année financière et le 31 mars 2006.
- (3) Ce fonds effectue aussi des opérations fiduciaires exclues du périmètre comptable du gouvernement.

Entreprises du gouvernement ⁽¹⁾

Capital Financière agricole inc.
Corporation d'hébergement du Québec
Financement-Québec
Fonds d'indemnisation du courtage immobilier (31 décembre)
Hydro-Québec ⁽²⁾ (31 décembre)
Immobilière SHQ (31 décembre)
IQ FIER inc.
IQ Immigrants Investisseurs inc.
Loto-Québec
Société de développement de la Baie James (31 décembre)
Société de l'assurance automobile du Québec (31 décembre)
Société des alcools du Québec (25 mars 2006)
Société des établissements de plein air du Québec
Société générale de financement du Québec (31 décembre)
Société Innovatech du Grand Montréal
Société Innovatech du Sud du Québec
Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches
Société Innovatech Régions ressources

(1) Les entreprises du gouvernement ont généralement une année financière qui se termine le 31 mars. Dans le cas contraire, la date de fin d'exercice est indiquée entre parenthèses.

(2) Cette entreprise effectue aussi des opérations fiduciaires exclues du périmètre comptable du gouvernement.

**Organismes et fonds exerçant des opérations fiduciaires
exclues du périmètre comptable du gouvernement ⁽¹⁾**

Caisse de dépôt et placement du Québec (31 décembre)
Comité Centraide – secteur public (31 décembre)
Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (31 décembre)
Commission de la construction du Québec (31 décembre)
Conseil de gestion de l'assurance parentale (partie fiduciaire) (31 décembre)
Curateur public (partie fiduciaire)
Fonds central de soutien à la réinsertion sociale (31 décembre)
Fonds d'assurance-garantie administré par la Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec
Fonds d'assurance parentale (31 décembre)
Fonds d'assurance-récolte
Fonds d'assurance-stabilisation des revenus agricoles
Fonds des cautionnements individuels des agents de voyages
Fonds des pensions alimentaires (partie fiduciaire)
Fonds d'indemnisation des clients des agents de voyages
Fonds d'indemnisation des services financiers
Fonds du compte de stabilisation du revenu agricole
Fonds en fidéicommis
Fonds national de formation de la main-d'œuvre
Hydro-Québec – Régime de retraite (31 décembre)
Régie des rentes du Québec

(1) Ces organismes et fonds ont généralement une année financière qui se termine le 31 mars. Dans le cas contraire, la date de fin d'exercice est indiquée entre parenthèses.

Détail des revenus

ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 2006

	2006		2005
	Budget	Résultats réels (en millions de dollars)	Résultats réels (note 12)
Impôt sur le revenu et les biens			
Impôt sur le revenu des particuliers		16 466	16 334
Cotisations au Fonds des services de santé		5 563	5 335
Impôt des sociétés		4 787	4 253
	26 560	26 816	25 922
Taxes à la consommation			
Vente		9 656	9 272
Carburants		1 708	1 761
Tabac		818	965
Boissons alcooliques		414	403
Pari mutuel		13	13
	12 939	12 609	12 414
Droits et permis			
Véhicules automobiles		828	799
Ressources naturelles		354	365
Autres		324	315
	1 303	1 506	1 479
Revenus divers			
Ventes de biens et services		2 330	1 853
Intérêts		583	464
Amendes, confiscations et recouvrements		514	468
	2 951	3 427	2 785
Revenus provenant des entreprises du gouvernement			
Société des alcools du Québec		657	546
Loto-Québec		1 537	1 511
Hydro-Québec		2 323	2 405
Autres		37	(116)
	4 453	4 554	4 346
Total des revenus autonomes	48 206	48 912	46 946
Transferts du gouvernement du Canada			
Péréquation		4 798	5 221
Transferts pour la santé		3 185	2 422
Transferts pour l'enseignement postsecondaire et les autres programmes sociaux		1 034	926
Autres programmes		2 105	1 370
Total des transferts du gouvernement du Canada	10 408	11 122	9 939
Total des revenus	58 614	60 034	56 885

Détail des dépenses

ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 2006

	2006		2005
	Budget	Résultats réels	Résultats réels
	(en millions de dollars)		(note 12)
PAR SUPERCATÉGORIES ET CATÉGORIES			
Transfert			
Rémunération		22 193	21 761
Fonctionnement		5 383	4 825
Capital ⁽¹⁾		1 507	1 401
Intérêt ⁽¹⁾		1 223	1 214
Support		12 967	11 966
		43 273	41 167
Rémunération		4 951	5 212
Fonctionnement ⁽²⁾		3 471	3 244
Créances douteuses et autres provisions		743	477
Sous-total	50 941	52 438	50 100
Service de la dette			
Intérêts sur la dette ⁽³⁾		4 728	4 662
Intérêts au titre des régimes de retraite ⁽⁴⁾		2 831	2 787
Sous-total	7 673	7 559	7 449
Total des dépenses	58 614	59 997	57 549

(1) Après déduction de 43 millions de dollars, en 2005-2006, de revenus sur les actifs pour financer les immobilisations des réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation (48 millions de dollars en 2004-2005) pour des transferts en capital et intérêts.

(2) Incluant 961 millions de dollars en 2005-2006 (871 millions de dollars en 2004-2005) au titre d'amortissement et moins-values des immobilisations.

(3) Après déduction de 504 millions de dollars de revenus en 2005-2006 (423 millions de dollars en 2004-2005), soit 208 millions de dollars de revenus d'intérêt pour les avances consenties aux réseaux de la santé et des services sociaux, de l'éducation et aux entreprises du gouvernement (232 millions de dollars en 2004-2005), 28 millions de dollars de revenus sur les placements temporaires (15 millions de dollars en 2004-2005), et 268 millions de dollars de revenus de placement des Fonds d'amortissement des emprunts (176 millions de dollars en 2004-2005).

(4) Après déduction de 1 230 millions de dollars de revenus de placement en 2005-2006 du Fonds d'amortissement des régimes de retraite (927 millions de dollars en 2004-2005).

Placements temporaires ⁽¹⁾
AU 31 MARS 2006

	<u>2006</u>	<u>2005</u>
	(en millions de dollars)	
Bons du trésor	514	56
Billets	1 893	282
Certificats de dépôt	167	2 455
Acceptations bancaires	253	88
Obligations	62	41
Autres	38	48
	<u>2 927</u>	<u>2 970</u>

(1) Les taux de rendement des placements temporaires varient principalement de 1,0 % à 6,3 %.

Débiteurs

AU 31 MARS 2006

	<u>2006</u>	<u>2005</u>
	(en millions de dollars)	
Débiteurs		
Impôt sur le revenu et les biens ⁽¹⁾	3 834	3 242
Taxes à la consommation ⁽¹⁾	2 785	2 668
Droits et permis ⁽¹⁾	265	236
Revenus divers	1 597	1 761
Revenus provenant des entreprises du gouvernement - dividendes	117	201
Transferts du gouvernement du Canada	1 440	1 377
Comptes à fin déterminée	152	127
Dépenses et autres	376	190
	<u>10 566</u>	<u>9 802</u>
Provision pour créances douteuses	(999)	(862)
Intérêts courus sur placements	8	9
	<u>9 575</u>	<u>8 949</u>

(1) Incluant la portion attribuable aux agents et mandataires : 1 105 millions de dollars pour l'impôt sur le revenu et les biens (890 millions de dollars en 2005), 1 851 millions de dollars pour les taxes à la consommation (1 847 millions de dollars en 2005) et 112 millions de dollars pour les droits et permis (136 millions de dollars en 2005).

Participations dans les entreprises du gouvernement

AU 31 MARS 2006

Participations dans les entreprises du gouvernement

	Prêts et avances	Valeur de consoli- dation	2006	2005
			Participations dans les entreprises du gouver- nement	Participations dans les entreprises du gouver- nement
(en millions de dollars)				
Capital Financière agricole inc. ⁽¹⁾		22	22	22
Corporation d'hébergement du Québec ⁽¹⁾		164	164	153
Financement-Québec ⁽¹⁾		77	77	63
Fonds d'indemnisation du courtage immobilier ⁽³⁾		6	6	5
Hydro-Québec ^{(3) (5)}	7	18 411	18 418	17 196
Immobilière SHQ ⁽⁴⁾		49	49	35
IQ FIER inc. ^{(1) (5)}	45	(1)	44	
IQ Immigrants Investisseurs inc. ⁽¹⁾		33	33	19
Loto-Québec ⁽¹⁾		135	135	135
Société de développement de la Baie James ⁽³⁾		7	7	10
Société de l'assurance automobile du Québec ⁽³⁾		(75)	(75)	(30)
Société des alcools du Québec ⁽¹⁾		36	36	36
Société des établissements de plein air du Québec ⁽¹⁾		41	41	45
Société générale de financement du Québec ⁽³⁾		1 848	1 848	1 822
Société Innovatech du Grand Montréal ⁽²⁾		5	5	34
Société Innovatech du Sud du Québec ⁽¹⁾		10	10	17
Société Innovatech Québec et Chaudière - Appalaches ⁽¹⁾		70	70	74
Société Innovatech Régions ressources ⁽²⁾		28	28	32
Total	52	20 866	20 918	19 668

(1) La valeur de la consolidation a été établie à partir d'états financiers vérifiés au 31 mars 2006.

(2) La valeur de la consolidation a été établie à partir d'états financiers non vérifiés au 31 mars 2006.

(3) La valeur de consolidation a été établie à partir d'états financiers vérifiés au 31 décembre 2005 et ajustée avec les résultats intérimaires non vérifiés au 31 mars 2006.

(4) La valeur de consolidation a été établie à partir d'états financiers vérifiés au 31 décembre 2005.

(5) Les prêts et avances à Hydro-Québec ont une échéance indéterminée, alors que ceux de IQ FIER inc. viennent à échéance en 2021.

Participations dans les entreprises du gouvernement (suite)
AU 31 MARS 2006

Sommaire des états financiers des entreprises du gouvernement

	2006		
	État des résultats		
	Revenus	Dépenses	Surplus (déficit)
	(en millions de dollars)		
Capital Financière agricole inc. ⁽¹⁾	1	1	
Corporation d'hébergement du Québec ⁽¹⁾	262	252	10
Financement-Québec ⁽¹⁾	15	1	14
Fonds d'indemnisation du courtage immobilier ⁽³⁾	1	1	
Hydro-Québec ⁽³⁾	10 893	8 641	2 252
Immobilière SHQ ⁽³⁾	208	194	14
IQ FIER inc. ⁽¹⁾		1	(1)
IQ Immigrants Investisseurs inc. ⁽¹⁾	86	72	14
Loto-Québec ⁽¹⁾	3 905	2 291	1 614
Société de développement de la Baie James ⁽³⁾	19	22	(3)
Société de l'assurance automobile du Québec ⁽³⁾	166	208	(42)
Société des alcools du Québec ⁽¹⁾	2 173	1 516	657
Société des établissements de plein air du Québec ⁽¹⁾	98	98	
Société générale de financement du Québec ⁽³⁾	1 533	1 463	70
Société Innovatech du Grand Montréal ⁽²⁾	2	1	1
Société Innovatech du Sud du Québec ⁽¹⁾	1	10	(9)
Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches ⁽¹⁾	15	13	2
Société Innovatech Régions ressources ⁽²⁾	1	2	(1)
	19 379	14 787	4 592
Ajustements ⁽⁴⁾			(38)
			4 554

						2006	2005
Actifs			Passifs				
Avoirs financiers	Avoirs non financiers	Total	Dettes	Autres	Total	Avoir net	Avoir net
(en millions de dollars)							
22		22				22	22
2 311	1 919	4 230	1 782	2 284	4 066	164	153
11 186		11 186	10 926	183	11 109	77	63
6		6				6	5
7 206	53 226	60 432	34 427	8 629	43 056	17 376	16 220
466	1 680	2 146	2 043	54	2 097	49	35
47		47	45	3	48	(1)	
2 250	78	2 328	2 292	3	2 295	33	19
256	749	1 005		870	870	135	135
11	1	12		5	5	7	10
194	120	314		385	385	(71)	(26)
356	303	659	10	613	623	36	36
34	170	204	52	111	163	41	41
1 252	1 270	2 522	445 ⁽⁵⁾	253	698	1 824	1 772
13		13	8		8	5	34
10		10				10	17
70		70				70	74
29		29		1	1	28	32
25 719	59 516	85 235	52 030	13 394	65 424	19 811	18 642
						1 055	1 019
						20 866	19 661

(1) La valeur de la consolidation a été établie à partir d'états financiers vérifiés au 31 mars 2006.

(2) La valeur de la consolidation a été établie à partir d'états financiers non vérifiés au 31 mars 2006.

(3) La valeur de consolidation a été établie à partir d'états financiers vérifiés au 31 décembre 2005.

(4) Les ajustements découlent principalement des résultats intérimaires non vérifiés au 31 mars 2006.

(5) Les emprunts au montant de 368 millions de dollars au 31 décembre 2005 (392 millions de dollars en 2004) de certaines entreprises et filiales de la Société sont garantis par différents types de sûretés sur les débiteurs, stocks et autres actifs corporels et incorporels ainsi que par des hypothèques sur l'universalité des biens dont la valeur comptable totalise 956 millions de dollars au 31 décembre 2005 (1 122 millions de dollars en 2004).

Participations dans les entreprises du gouvernement (suite)
 AU 31 MARS 2006

Échéancier des dettes après incidence des instruments financiers dérivés

	Remboursement des dettes à long terme pour les prochains exercices						Total
	2007	2008	2009	2010	2011	2012 et suivants	
	(en millions de dollars)						
Corporation d'hébergement du Québec	84	260	80	162	128	1 068	1 782
Financement-Québec	1 389	896	2 043	1 889	400	4 309	10 926
Hydro-Québec	3 148	1 669	1 289	1 869	684	25 768	34 427
Immobilière SHQ	65	69	74	79	84	1 672	2 043
IQ FIER inc.						45	45
IQ Immigrants Investisseurs inc.	185	325	544	714	524		2 292
Société des alcools du Québec	1	2	2	1	2	2	10
Société des établissements de plein air du Québec						52	52
Société générale de financement du Québec	28	135	40	34	37	171	445
Société Innovatech du Grand Montréal						8	8
	4 900	3 356	4 072	4 748	1 859	33 095	52 030 ⁽¹⁾

(1) Dont 2 710 millions de dollars de dettes contractées auprès du gouvernement.

Participations dans les entreprises du gouvernement (suite)
 AU 31 MARS 2006

Quotes-parts du gouvernement dans les redressements effectués par des entreprises du gouvernement

Société générale de financement du Québec

À compter de l'exercice se terminant le 31 décembre 2005, la Société impute à l'état des résultats les frais de pré-exploitation engagés au cours de l'exercice au lieu de les reporter et de les amortir sur une période de trois à cinq ans.

Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches

À compter de l'exercice se terminant le 31 mars 2006, pour se conformer à une recommandation de l'Institut Canadien des Comptables Agréés, la Société comptabilise ses placements à la juste valeur et impute les variations de la juste valeur à l'état des résultats. Auparavant, ces placements étaient comptabilisés au coût.

Société de l'assurance automobile du Québec

À compter de l'exercice se terminant le 31 décembre 2005, la Société ne capitalise plus à ses actifs incorporels le coût des développements informatiques liés au passage à l'an 2000.

De plus, elle inclut dorénavant dans sa provision pour congés de maladie et vacances certains avantages sociaux accordés aux employés. Ces avantages étaient auparavant comptabilisés à l'état des résultats de l'exercice au cours duquel les employés en bénéficiaient.

Impact total

Ces redressements ont eu pour effet d'augmenter (diminuer) les postes suivants:

	2006
	(en millions de dollars)
Participations dans les entreprises du gouvernement	(25)
Déficits cumulés et dette nette au début et à la fin de l'exercice	25

Participations dans les entreprises du gouvernement (suite)
 AU 31 MARS 2006

Engagements et éventualités

Corporation d'hébergement du Québec

Au 31 mars 2006, le solde non complété des contrats signés par la Corporation faisant l'objet d'engagements contractuels totalise 80 millions de dollars (82 millions de dollars en 2005), dont 28 millions de dollars (26 millions de dollars en 2005) pour des projets en cours et 50 millions de dollars (56 millions de dollars en 2005) pour des projets à l'étude.

Les instruments de crédits utilisés afin de répondre aux besoins de financement des clients de la Corporation représentent le montant maximal du crédit additionnel que la Corporation pourrait être obligée de consentir si les engagements sont entièrement utilisés. Le montant total des instruments de crédits de 266 millions de dollars (239 millions de dollars en 2005) ne représente pas nécessairement les besoins de liquidités futurs, car ces instruments peuvent expirer ou être résiliés sans avoir donné lieu à des sorties de fonds.

Hydro-Québec

Hydro-Québec prévoit des investissements en immobilisations de 4 000 millions de dollars en 2006 (3 700 millions de dollars en 2005).

Au 31 décembre 2005, la Société avait pris des engagements en vertu de contrats d'achat d'électricité, ces contrats représentant une puissance installée d'environ 3 697 MW. Elle prévoit acheter annuellement environ 13 TWh d'énergie au cours de la durée de ces contrats, qui s'étalent jusqu'en 2033. La plupart de ces contrats comportent des clauses de renouvellement.

Compte tenu de l'ensemble des contrats d'achat d'électricité, la Société prévoit effectuer les paiements suivants au cours des cinq prochains exercices :

	31 décembre 2005
	(en millions de dollars)
2006	732
2007	1 116
2008	1 130
2009	1 159
2010	1 231
Total	5 368

Participations dans les entreprises du gouvernement (suite)
AU 31 MARS 2006**Engagements et éventualités (suite)****Hydro-Québec (suite)**

Au 31 mars 2006, la responsabilité potentielle maximale au titre des lettres de crédit ou des cautionnements s'élevait à 410 millions de dollars (443 millions de dollars en 2005). De ce montant, 313 millions de dollars (380 millions de dollars en 2005) concernent les achats d'énergie et un passif de 23 millions de dollars (9 millions de dollars en 2005) a été comptabilisé à cet égard. Certaines garanties viennent à échéance entre 2006 et 2019, alors que d'autres ont une échéance indéterminée.

IQ Immigrants Investisseurs inc.

Dans le cours normal de ses activités, cette entreprise a contracté divers engagements pour un montant de 142 millions de dollars en 2006 (127 millions de dollars en 2005). Ceux-ci représentent les montants de contributions financières non remboursables dont le déboursement n'a pas été autorisé, de même que les sommes affectées aux contributions financières à Emploi-Québec et au ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles. Le montant total de ces engagements ne représente pas nécessairement les besoins de liquidités futurs, car certains de ceux-ci peuvent être résiliés sans avoir donné lieu à des sorties de fonds.

IQ FIER inc.

Dans le cours normal de ses activités, cette entreprise a contracté divers engagements pour un montant de 205 millions de dollars (20 millions en 2005). Ceux-ci représentent les ententes d'investissements autorisées par la Société. Le montant total de ces engagements ne représente pas nécessairement les besoins de liquidités futurs, car certains de ceux-ci expireront ou pourront être résiliés sans avoir donné lieu à des sorties de fonds.

Société générale de financement du Québec

La Société s'est engagée à faire l'acquisition d'immobilisations corporelles et l'achat de services et de matières premières totalisant 31 millions de dollars au cours des prochains exercices (196 millions en 2005).

Participations dans les entreprises du gouvernement (suite)
 AU 31 MARS 2006

Engagements et éventualités (suite)

Diverses entreprises

Certaines entreprises du gouvernement se sont engagées, au 31 mars 2006, en vertu de contrats de location-exploitation et de baux à long terme à effectuer des paiements minimaux exigibles non actualisés pour des montants totalisant 556 millions de dollars (567 millions de dollars en 2005).

Échéancier

	<u>2006</u>
	(en millions de dollars)
2007	86
2008	82
2009	74
2010	68
2011	<u>62</u>
	372
2012-2016	<u>184</u>
	556

Dans le cours normal de leurs activités, certaines entreprises contractent divers engagements. Ces derniers totalisant 164 millions de dollars (132 millions de dollars en 2005) représentent des engagements autorisés qui n'avaient pas été déboursés au 31 mars 2006. Certains de ces montants pourraient ne pas être versés si les événements ne sont pas réalisés.

Placements à long terme

AU 31 MARS 2006

	2006			2005	
	Actions et mise de fonds	Obligations et billets	Prêts et avances	Total	Total
				(en millions de dollars)	
Municipalités et organismes municipaux					
Municipalités		3 ⁽¹⁾		3	4
Organismes municipaux			2 ⁽¹⁾	2	2
		<u>3</u>	<u>2</u>	<u>5</u>	<u>6</u>
Particuliers, entreprises et autres					
Étudiants			817 ⁽²⁾	817	842
Entreprises	429	6 ⁽⁴⁾	1 291 ^{(3) (5)}	1 726	1 656
Régime de rentes de survivants			357 ⁽⁴⁾	357	335
Autres		128 ⁽⁴⁾	782 ⁽⁴⁾	910	824
	<u>429</u>	<u>134</u>	<u>3 247</u>	<u>3 810</u>	<u>3 657</u>
Provision pour créances douteuses			(1 007)	(1 007)	(786)
	<u>429</u>	<u>134</u>	<u>2 240</u>	<u>2 803</u>	<u>2 871</u>
	<u>429</u>	<u>137</u>	<u>2 242</u>	<u>2 808</u>	<u>2 877</u>

- (1) Les obligations et billets et les prêts et avances aux municipalités et aux organismes municipaux portent intérêt à des taux variant de 6,3 % à 10,0 %.
- (2) Les prêts et avances aux étudiants portent intérêt à des taux variant de 4,25 % à 14,88 %.
- (3) Les prêts aux entreprises portent intérêt à des taux variant de 2,75 % à 15,0 %.
- (4) Le prêt sur le Régime de rentes de survivants, tous les autres prêts et avances ainsi que les obligations et billets portent intérêt à des taux pouvant atteindre 12,25 %.
- (5) Les garanties reçues à l'égard des prêts et avances sont de 118 millions de dollars.

Échéancier des placements

	2006
	(en millions de dollars)
2007	505
2008	518
2009	180
2010	118
2011	160
	<u>1 481</u>
2012-2016	471
2017-2021	146
2022-2026	56
2027-2031	1
2032 et plus	256
	<u>2 411</u>
Échéance indéterminée	397
	<u>2 808</u>

Découvert bancaire
AU 31 MARS 2006

	<u>2006</u>	<u>2005</u>
	(en millions de dollars)	
Chèques en circulation	624	671
Moins		
Espèces en banque	272	278
Espèces et effets en main et dépôts en circulation	<u>125</u>	<u>177</u>
	<u><u>227</u></u>	<u><u>216</u></u>

Créditeurs et frais à payer

AU 31 MARS 2006

	2006	2005
	(en millions de dollars)	
Rémunération ⁽¹⁾	1 759	1 211
Fournisseurs	1 749	1 562
Avances des fonds en fidéicommiss	434	388
Comptes d'accord de perception fiscale	101	8
Comptes à fin déterminée	96	158
Intérêts courus sur emprunts	2 342	2 116
Transferts	1 977	2 088
Transferts du gouvernement du Canada		
Péréquation et Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux ^{(2) (3)}	2 640	
Autres programmes	317	2 957
Congés de maladie et vacances ⁽³⁾	1 211	1 207
Provision pour pertes sur les interventions financières garanties ⁽³⁾	711	571
Régime de rentes de survivants ⁽³⁾	358	351
	<u>13 695</u>	<u>9 660</u>

(1) Incluant une provision pour l'équité salariale au montant de 1 171 millions de dollars (673 millions de dollars au 31 mars 2005).

(2) Incluant un montant de 2 377 millions de dollars, à rembourser sur 10 ans à compter de 2006-2007, relatif aux mesures adoptées par le gouvernement du Canada pour atténuer la baisse de transferts en 2003-2004 et 2004-2005. Incluant également un montant de 263 millions de dollars, à rembourser au cours des deux prochaines années, relatif à une modification par le gouvernement du Canada de la méthodologie utilisée pour mesurer la capacité fiscale des provinces à l'impôt foncier en février 2002.

(3) Comprenant principalement des sommes à payer à long terme.

Dettes

AU 31 MARS 2006

		2006							
Monnaie	Directe		Réseaux de la santé et des services sociaux, de l'éducation et entreprises du gouvernement		Travaux d'organismes municipaux		Total		
	En millions d'unités monétaires	Total en équivalent canadien	En millions d'unités monétaires	Total en équivalent canadien	En millions d'unités monétaires	Total en équivalent canadien	En millions d'unités monétaires	Total en équivalent canadien	
		(en millions de dollars)		(en millions de dollars)		(en millions de dollars)		(en millions de dollars)	
EN DOLLAR CANADIEN									
Emprunts temporaires ⁽¹⁾	1 376	1 376					1 376	1 376	
Bons du trésor	2 895	2 895	331	331	74	74	3 300	3 300	
Produits d'épargne	4 580	4 580					4 580	4 580	
Obligations et billets	37 468	37 468	2 552	2 552	1 997	1 997	42 017	42 017	
Billets à moyen terme sur le marché canadien	8 586	8 586	159	159			8 745	8 745	
Billets à moyen terme sur le marché européen	2 075	2 075			277	277	2 352	2 352	
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	136	136					136	136	
Contrats d'échange de devises	22 791	22 791	3	3	400	400	23 194	23 194	
	79 907	79 907	3 045	3 045	2 748	2 748	85 700	85 700	
EN DOLLAR AMÉRICAIN									
Emprunts temporaires ⁽¹⁾									
Obligations et billets	11 766	13 732	3	3	143	167	11 912	13 902	
Billets à moyen terme sur le marché canadien	23	27					23	27	
Billets à moyen terme sur le marché américain	1 084	1 266					1 084	1 266	
Billets à moyen terme sur le marché européen	295	344					295	344	
Contrats d'échange de devises	(11 579)	(13 516)	(3)	(3)	(143)	(167)	(11 725)	(13 686)	
	1 589	1 853	--	--	--	--	1 589	1 853	
EN PESO MEXICAIN									
Obligations et billets	1 500	161					1 500	161	
Contrats d'échange de devises	(1 500)	(161)					(1 500)	(161)	
	--	--	--	--	--	--	--	--	
EN YEN									
Obligations et billets	155 636	1 546					155 636	1 546	
Billets à moyen terme sur le marché américain	3 393	34					3 393	34	
Billets à moyen terme sur le marché européen	293 421	2 914					293 421	2 914	
Contrats d'échange de devises	(165 599)	(1 645)					(165 599)	(1 645)	
	286 851	2 849	--	--	--	--	286 851	2 849	
Montants à reporter		84 609		3 045		2 748		90 402	

Dettes (suite)
AU 31 MARS 2006

		2006							
Monnaie	Directe		Réseaux de la santé et des services sociaux, de l'éducation et entreprises du gouvernement		Travaux d'organismes municipaux		Total		
	En millions d'unités monétaires	Total en équivalent canadien (en millions de dollars)	En millions d'unités monétaires	Total en équivalent canadien (en millions de dollars)	En millions d'unités monétaires	Total en équivalent canadien (en millions de dollars)	En millions d'unités monétaires	Total en équivalent canadien (en millions de dollars)	
Montants reportés		84 609		3 045		2 748		90 402	
EN FRANC SUISSE									
Obligations et billets	1 003	899					1 003	899	
Contrats d'échange de devises	5 272	4 723					5 272	4 723	
	6 275	5 622					6 275	5 622	
EN LIVRE STERLING									
Obligations et billets	199	404					199	404	
Contrats d'échange de devises	(200)	(406)					(200)	(406)	
	(1)	(2)					(1)	(2)	
EN DOLLAR AUSTRALIEN									
Obligations et billets	646	541					646	541	
Contrats d'échange de devises	(646)	(541)					(646)	(541)	
	--	--					--	--	
EN DOLLAR NÉO-ZÉLANDAIS									
Obligations et billets	299	215					299	215	
Contrats d'échange de devises	(299)	(215)					(299)	(215)	
	--	--					--	--	
EN EURO									
Obligations et billets	3 647	5 167			99	141	3 746	5 308	
Billets à moyen terme sur le marché européen	3 915	5 547					3 915	5 547	
Contrats d'échange de devises	(7 577)	(10 736)			(99)	(141)	(7 676)	(10 877)	
	(15)	(22)			--	--	(15)	(22)	
		90 207		3 045		2 748		96 000	
Moins									
Fonds d'amortissement		3 851		68		70		3 989	
Dettes avant gain (perte) de change reporté		86 356		2 977		2 678		92 011	
Gain (perte) de change reporté		1 606						1 606	
		87 962		2 977		2 678		93 617	

(1) Les emprunts temporaires en 2006 comprennent des acceptations et emprunts bancaires pour 149 millions de dollars, des billets au pair pour 958 millions de dollars et des billets à escompte pour 269 millions de dollars.

Dettes (suite)
AU 31 MARS 2006

		2005							
Monnaie	Directe		Réseaux de la santé et des services sociaux, de l'éducation et entreprises du gouvernement		Travaux d'organismes municipaux		Total		
	En millions d'unités monétaires	Total en équivalent canadien	En millions d'unités monétaires	Total en équivalent canadien	En millions d'unités monétaires	Total en équivalent canadien	En millions d'unités monétaires	Total en équivalent canadien	
		(en millions de dollars)		(en millions de dollars)		(en millions de dollars)		(en millions de dollars)	
EN DOLLAR CANADIEN									
Emprunts temporaires ⁽¹⁾	453	453					453	453	
Bons du trésor	2 805	2 805	488	488	15	15	3 308	3 308	
Produits d'épargne	4 290	4 290					4 290	4 290	
Obligations et billets	37 278	37 278	3 254	3 254	1 976	1 976	42 508	42 508	
Billets à moyen terme sur le marché canadien	6 772	6 772	37	37			6 809	6 809	
Billets à moyen terme sur le marché européen	1 971	1 971			280	280	2 251	2 251	
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	151	151					151	151	
Contrats d'échange de devises	21 062	21 062	3	3	543	543	21 608	21 608	
	74 782	74 782	3 782	3 782	2 814	2 814	81 378	81 378	
EN DOLLAR AMÉRICAIN									
Emprunts temporaires ⁽¹⁾	1 355	1 639					1 355	1 639	
Obligations et billets	10 021	12 121	3	3	143	174	10 167	12 298	
Billets à moyen terme sur le marché canadien	13	16					13	16	
Billets à moyen terme sur le marché américain	1 010	1 222					1 010	1 222	
Billets à moyen terme sur le marché européen	295	357					295	357	
Contrats d'échange de devises	(10 465)	(12 659)	(3)	(3)	(143)	(174)	(10 611)	(12 836)	
	2 229	2 696	-	-	-	-	2 229	2 696	
EN YEN									
Obligations et billets	178 575	2 015					178 575	2 015	
Billets à moyen terme sur le marché américain	3 393	38					3 393	38	
Billets à moyen terme sur le marché européen	294 366	3 321					294 366	3 321	
Contrats d'échange de devises	(80 099)	(904)					(80 099)	(904)	
	396 235	4 470					396 235	4 470	
Montants à reporter		81 948		3 782		2 814		88 544	

Dettes (suite)
AU 31 MARS 2006

		2005							
Monnaie	Directe		Réseaux de la santé et des services sociaux, de l'éducation et entreprises du gouvernement		Travaux d'organismes municipaux		Total		
	En millions d'unités monétaires	Total en équivalent canadien (en millions de dollars)	En millions d'unités monétaires	Total en équivalent canadien (en millions de dollars)	En millions d'unités monétaires	Total en équivalent canadien (en millions de dollars)	En millions d'unités monétaires	Total en équivalent canadien (en millions de dollars)	
Montants reportés		81 948		3 782		2 814		88 544	
EN EURO									
Obligations et billets	3 700	5 804			176	276	3 876	6 080	
Billets à moyen terme sur le marché européen	2 429	3 811					2 429	3 811	
Contrats d'échange de devises	(6 129)	(9 615)			(176)	(276)	(6 305)	(9 891)	
	--	--			--	--	--	--	
EN FRANC SUISSE									
Obligations et billets	506	512					506	512	
Contrats d'échange de devises	3 934	3 980					3 934	3 980	
	4 440	4 492					4 440	4 492	
EN LIVRE STERLING									
Obligations et billets	199	454					199	454	
Contrats d'échange de devises	(200)	(457)					(200)	(457)	
	(1)	(3)					(1)	(3)	
EN DOLLAR AUSTRALIEN									
Obligations et billets	600	561					600	561	
Contrats d'échange de devises	(600)	(561)					(600)	(561)	
	--	--					--	--	
		86 437		3 782		2 814		93 033	
Moins									
Fonds d'amortissement		3 465		60				3 525	
Dette avant gain (perte) de change reporté		82 972		3 722		2 814		89 508	
Gain (perte) de change reporté		507						507	
		83 479		3 722		2 814		90 015	

(1) Les emprunts temporaires en 2005 comprennent des acceptations et emprunts bancaires pour 260 millions de dollars, des billets de trésorerie pour 1 640 millions de dollars, des billets au pair pour 148 millions de dollars et des billets à escompte pour 44 millions de dollars.

Dettes (suite)
AU 31 MARS 2006

Fonds d'amortissement

Évolution du solde du fonds
pour l'année financière terminée le 31 mars 2006

	<u>2006</u>	<u>2005</u>
	(en millions de dollars)	
Solde au début	3 525	3 507
Plus		
Versement du Fonds consolidé du revenu	196	149
Revenu net	<u>268</u>	<u>176</u>
	3 989	3 832
Moins		
Sommes utilisées pour le remboursement des dettes	<u>--</u>	<u>307</u>
Solde à la fin	<u>3 989</u> ⁽¹⁾	<u>3 525</u> ⁽¹⁾

Fonds d'amortissement

État de la situation financière
au 31 mars 2006

	<u>2006</u>	<u>2005</u>
	(en millions de dollars)	
		(note 12)
Placements		
Bons du trésor	62	35
Obligations et billets	<u>3 824</u>	<u>3 392</u>
	3 886	3 427
Autres éléments d'actifs		
Encaisse	--	4
Débiteurs et intérêts courus	75	52
Perte reportée sur contrats à terme	<u>28</u>	<u>42</u>
	103	98
Solde du Fonds	<u>3 989</u> ⁽¹⁾	<u>3 525</u> ⁽¹⁾

(1) Incluant un montant de 138 millions de dollars (60 millions de dollars en 2005), dont 68 millions de dollars (60 millions de dollars en 2005) pour le Fonds d'amortissement des emprunts pour financer les réseaux de la santé et des services sociaux, de l'éducation et les entreprises du gouvernement, et 70 millions de dollars (aucun montant en 2005) pour le Fonds d'amortissement de la Société québécoise d'assainissement des eaux.

Dettes nettes
POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 2006

	<u>2006</u>	<u>2005</u>
	(en millions de dollars)	
SOLDE AU DÉBUT DÉJÀ ÉTABLI	(99 042)	(97 298)
Redressements (note 2)	(4 511)	--
Quotes-parts du gouvernement dans les redressements effectués par des entreprises du gouvernement (annexe 9)	(25)	--
Quotes-parts du gouvernement dans l'écart de conversion provenant des entreprises du gouvernement	24	3
Augmentation de la valeur comptable nette des immobilisations	(1 166)	(1 083)
Surplus (déficit) annuel	37	(664)
Variation annuelle de la dette nette	(1 105)	(1 744)
SOLDE À LA FIN	<u>(104 683)</u>	<u>(99 042)</u>

Immobilisations

AU 31 MARS 2006

	Terrains	Bâtiments	Aménagements	Réseaux complexes	Matériel et équipement	Développement informatique	2006 Total	2005 Total	
Coût des immobilisations	(en millions de dollars)								
Solde d'ouverture	417	4 585	212	16 391	2 401	1 628	25 634	23 764	
Acquisitions	10	186	21	1 488	235	284	2 224	1 985	
Dispositions et autres	(4)	(24)	(10)	(3)	(75)	(28)	(144)	(115)	
Moins-values						(44)	(44)		
Solde de clôture	<u>423</u>	<u>4 747</u>	<u>223</u>	<u>17 876</u>	<u>2 561</u>	<u>1 840</u>	<u>27 670</u>	<u>25 634</u>	
Amortissement cumulé									
Solde d'ouverture		2 189	117	9 266	1 512	732	13 816	13 029	
Dépenses d'amortissement		132	12	460	166	147	917	871	
Incidence des dispositions et autres			(1)	(2)	(38)	(6)	(47)	(84)	
Solde de clôture	<u>-</u>	<u>2 321</u>	<u>128</u>	<u>9 724</u>	<u>1 640</u>	<u>873</u>	<u>14 686</u>	<u>13 816</u>	
Immobilisations (note 4)	<u>423</u>	<u>2 426</u>	<u>95</u>	<u>8 152</u>	<u>921</u>	<u>967</u>	<u>12 984</u> ⁽¹⁾	<u>11 818</u> ⁽¹⁾	

(1) Incluant des immobilisations louées en vertu de contrats de location-acquisition pour 148 millions de dollars en 2005-2006 (158 millions de dollars en 2004-2005). Le montant d'amortissement lié à ces immobilisations s'est élevé à 12 millions de dollars en 2005-2006 (10 millions de dollars en 2004-2005). Le total des immobilisations comprend 1 393 millions de dollars en 2005-2006 (1 164 millions de dollars en 2004-2005) de biens en cours de construction, en développement ou en mise en valeur pour lesquels aucun amortissement n'est pris.

Détail des obligations contractuelles

AU 31 MARS 2006

Transferts – Financement d'acquisition d'immobilisations

	2006	2005
	(en millions de dollars) (note 12)	
Remboursement du principal des emprunts contractés pour l'acquisition d'immobilisations		
Commissions scolaires, collèges et universités	9 408	8 845
Établissements et agences de santé et de services sociaux	4 411	4 165
Municipalités et organismes municipaux	2 874	2 786
Autres bénéficiaires	872	711
	<u>17 565</u> ⁽¹⁾	<u>16 507</u> ⁽¹⁾
Financement de projets d'acquisition d'immobilisations autorisés ⁽²⁾		
Commissions scolaires, collèges et universités	1 454	1 744
Établissements et agences de santé et de services sociaux ⁽³⁾	2 651	2 357
Municipalités et organismes municipaux	850	1 038
Autres bénéficiaires	304	309
	<u>5 259</u>	<u>5 448</u>
Remboursement du coût d'immobilisations	<u>54</u>	<u>62</u>
	<u>22 878</u> ⁽⁴⁾	<u>22 017</u> ⁽⁴⁾

(1) Les organismes bénéficiaires des transferts ont contracté leurs emprunts auprès

	2006	2005
	(en millions de dollars) (note 12)	
D'entreprises du gouvernement		
Financement-Québec	10 984	9 516
Corporation d'hébergement du Québec	453	622
	<u>11 437</u>	<u>10 138</u>
D'un organisme du gouvernement		
Fonds de financement	20	21
	<u>11 457</u>	<u>10 159</u>
D'institutions financières externes au gouvernement	6 853	7 160
	<u>18 310</u>	<u>17 319</u>
Fonds d'amortissement des réseaux (note 8)	(745)	(812)
	<u>17 565</u>	<u>16 507</u>

(2) Ces obligations contractuelles représentent la valeur des montants autorisés, dont une partie fait déjà l'objet d'un financement pour l'acquisition d'immobilisations réalisée.

(3) Ces obligations contractuelles incluent des investissements de 100 millions de dollars à réaliser au cours des prochaines années en conformité à l'entente intervenue en mars 2005 entre le gouvernement du Québec et les Cris du Québec.

(4) Les obligations contractuelles en monnaies étrangères sont indiqués en équivalent canadien aux taux en vigueur au 31 mars et tiennent compte des contrats d'échange de devises.

Détail des obligations contractuelles (suite)
 AU 31 MARS 2006

***Échéancier sommaire des transferts pour le remboursement du principal
 des emprunts contractés pour l'acquisition d'immobilisations ⁽¹⁾***

Échéance	Commis- sions scolaires	Collèges d'ensei- gnement général et profes- sionnel	Universités	Établis- sements et agences de santé et de services sociaux	Municipalités et organismes municipaux	Autres bénéficiaires	Total
2007	533	255	476	656	349	109	2 378
2008	652	161	301	523	325	114	2 076
2009	991	284	410	688	305	102	2 780
2010	727	283	415	877	260	93	2 655
2011	211	131	177	363	244	77	1 203
	3 114	1 114	1 779	3 107	1 483	495	11 092
2012-2016	1 762	594	961	1 200	872	227	5 616
2017-2021	25	15	7	60	302	143	552
2022-2026	17	10	8	39	131	7	212
2027 et plus		2		5	86		93
	4 918	1 735	2 755	4 411	2 874	872	17 565

(1) L'échéancier est déterminé selon les dates indiquées aux obligations ou billets à la date de l'arrêté des comptes. Tout refinancement effectué après cette date affectera l'échéancier ci-dessus.

Détail des obligations contractuelles (suite)
AU 31 MARS 2006**Transferts – Ententes****Ententes entre le gouvernement du Québec et les Cris du Québec**

Une entente a été signée en février 2002 entre le gouvernement et les Cris du Québec dans le but de favoriser une plus grande autonomie et une prise en charge par ces derniers de leur développement. Elle permet également une implication accrue des Cris dans les activités de développement économique sur le territoire conventionné de la Baie James.

Dans ce cadre, il est prévu notamment le versement sur une durée de 50 ans, soit de 2002-2003 à 2051-2052, de paiements de transfert annuels au bénéfice des Cris de la Baie James. En contrepartie, ces derniers assument les obligations du gouvernement du Québec, d'Hydro-Québec et de la Société d'énergie de la Baie James relativement à certaines dispositions de la Convention de la Baie James et du Nord québécois sur le développement économique et communautaire des Cris. Les versements annuels minimums prévus au cours des prochaines années sont de 70 millions de dollars, sujets à indexation, jusqu'en 2052. Au 31 mars 2006, le solde à verser est de 3 220 millions de dollars (3 290 millions de dollars en 2005).

En conformité avec l'entente de février 2002, une nouvelle entente a été signée, en mars 2005, précisant le cadre financier et les règles de financement par le gouvernement et les responsabilités du Conseil cri de la santé et des services sociaux de la Baie James, en matière d'organisation et de prestations de services de santé et de services sociaux pour la population crie, pour la période du 1^{er} avril 2004 au 31 mars 2009 et à l'égard de certains éléments allant jusqu'au 31 mars 2033. Au 31 mars 2006, le solde à verser est de 537 millions de dollars (627 millions de dollars en 2005).

Entente concernant le financement global de l'Administration régionale Kativik

Une entente a été signée en mars 2004, entre le gouvernement du Québec et l'Administration régionale Kativik, dans le but de simplifier le versement de paiements de transfert de différents ministères du gouvernement du Québec. Elle permet également d'accorder à cette dernière une plus grande autonomie dans l'affectation de fonds en fonction des priorités de la région.

Dans ce cadre, il est prévu le versement sur une durée de 24 ans, soit de 2004-2005 à 2027-2028, de paiements de transfert annuels de 27,5 millions de dollars, sujets à indexation, à compter du 1^{er} janvier 2005. Au 31 mars 2006, le solde à verser est de 737 millions de dollars (767 millions de dollars en 2005).

Détail des obligations contractuelles (suite)
AU 31 MARS 2006**Transferts – Ententes** (suite)**Entente de partenariat sur le développement économique et communautaire Nunavik**

Une entente de partenariat sur le développement économique et communautaire au Nunavik a été signée en avril 2002 entre le gouvernement du Québec, la Société Makivik et l'Administration régionale Kativik, dans le but de répondre aux besoins spécifiques de la population du Nunavik, en finançant des projets communautaires et économiques et en fournissant aux communautés locales de meilleures perspectives de développements économiques et communautaires.

Dans ce cadre, il est prévu le versement sur une durée de 25 ans, soit de 2002-2003 à 2026-2027, de paiements de transfert annuels au bénéfice des Inuits du Nunavik de 15 millions de dollars, sujets à indexation à partir de 2005-2006 jusqu'en 2027. Au 31 mars 2006, le solde à verser est de 331 millions de dollars (346 millions de dollars en 2005).

Autres ententes

Les autres ententes comprennent notamment l'entente financière et fiscale conclue avec l'Union des municipalités du Québec, la Fédération québécoise des municipalités et la Ville de Montréal pour 389 millions de dollars au 31 mars 2006 ⁽¹⁾, la convention de subvention avec la Ville de Montréal pour 235 millions de dollars au 31 mars 2006, l'entente concernant le financement global des villages nordiques de la région Kativik pour 209 millions de dollars au 31 mars 2006, l'entente avec l'Université du Québec à Montréal pour l'acquisition des actions de la Société de gestion Marie-Victorin pour 98 millions de dollars au 31 mars 2006, et d'autres contributions pour 699 millions de dollars au 31 mars 2006.

(1) Une nouvelle entente a été conclue, en avril 2006, pour les années 2007 à 2013.

Éventualités
 AU 31 MARS 2006

Interventions financières garanties

	<u>2006</u>	<u>2005</u>
	(en millions de dollars)	
Entreprises et organismes du gouvernement		
Hydro-Québec ⁽¹⁾	33 917	33 883
Investissement Québec ⁽¹⁾	2 919	2 941
Société d'habitation du Québec ⁽¹⁾	977	807
Autres	<u>244</u>	<u>261</u>
	<u>38 057</u>	<u>37 892</u>
Particuliers et sociétés		
Prêts aux producteurs agricoles et forestiers ⁽¹⁾	4 173	4 264
Prêts aux étudiants ⁽¹⁾	3 091	2 974
Autres prêts	<u>81</u>	<u>95</u>
	<u>7 345</u>	<u>7 333</u>
Total des interventions financières garanties	45 402	45 225
Provision pour pertes sur les interventions financières garanties	<u>(711)</u>	<u>(571)</u>
INTERVENTIONS FINANCIÈRES GARANTIES NETTES	<u><u>44 691</u></u>	<u><u>44 654</u></u>

(1) Voir l'information additionnelle dans les pages suivantes.

Éventualités (suite)
AU 31 MARS 2006

Garanties d'emprunts d'Hydro-Québec ^{(1) (2)}

	2006		2005
	Autorisé	Passif éventuel ⁽³⁾	Passif éventuel ⁽³⁾
	(en millions de dollars)		
Obligations négociables			
En dollar canadien	13 176	10 056	10 929
En dollar américain	9 045	9 045	9 616
Autres monnaies	573	573	700
	22 794	19 674	21 245
Emprunts et autres			
En dollar canadien ^{(4) (5)}	14 894	12 687	10 717
En dollar américain	9 096	1 324	1 571
Autres monnaies	3 548	1 109	1 413
	27 538	15 120	13 701
Total	50 332	34 794	34 946
Fonds d'amortissement	--	(877)	(1 063)
	50 332	33 917	33 883

(1) Le gouvernement du Québec, seul actionnaire, garantit les emprunts contractés en différentes monnaies par Hydro-Québec. La valeur des actifs de cette entreprise s'élève à 60 985 millions de dollars au 31 mars 2006 (58 900 millions de dollars en 2005).

(2) Les emprunts garantis portent intérêt à taux fixes et variables et échoient à différentes dates jusqu'en 2060.

(3) Les emprunts garantis apparaissent en équivalent canadien aux taux en vigueur au 31 mars 2006.

(4) Incluant la garantie financière pour Gently-2 au montant de 525 millions de dollars en 2006 (525 millions de dollars en 2005) pour laquelle Hydro-Québec a constitué une fiducie au montant de 32 millions de dollars (28 millions de dollars en 2005).

(5) Incluant un montant de 379 millions de dollars (394 millions de dollars en 2005) représentant une dette à perpétuité.

Éventualités (suite)
AU 31 MARS 2006

Garanties d'emprunts d'Investissement Québec ⁽¹⁾

	2006		2005
	Autorisé ⁽²⁾	Passif éventuel	Passif éventuel
	(en millions de dollars)		
Garanties d'emprunts en vigueur ⁽³⁾	2 698	2 382	1 727
Garanties d'emprunts autorisées non en vigueur	537	537	1 214
	<u>3 235</u>	<u>2 919</u>	<u>2 941</u>
Provision pour pertes sur les interventions financières garanties		<u>(276)</u>	<u>(112)</u>
		<u>2 643</u>	<u>2 829</u>

- (1) Le gouvernement garantit le paiement en capital et intérêts en vertu de la *Loi sur Investissement Québec et sur La Financière du Québec (L.R.Q., c. I-16.1)*.
- (2) Représentant la valeur des montants initialement autorisés lors de la conclusion des ententes de financement.
- (3) La valeur totale des sûretés et des cautions reçues en contrepartie des garanties est de 1 721 millions de dollars au 31 mars 2006 (1 391 millions de dollars au 31 mars 2005).

Éventualités (suite)
AU 31 MARS 2006

Garanties accordées par la Société d'habitation du Québec ⁽¹⁾

	2006		2005
	Autorisé	Passif éventuel	Passif éventuel
	(en millions de dollars)		
Garanties de prêts			
Programmes Achat-rénovation, AccèsLogis Québec et Logement abordable Québec - Volet social et communautaire ⁽²⁾	605	605	424
Autres garanties			
Programmes Aide au logement populaire, OBNL - Privé et Logement en régions éloignées ⁽³⁾	372	372	383
	<u>977</u>	<u>977</u>	<u>807</u>
Provision pour pertes sur les interventions financières garanties		(11)	(9)
		<u>966</u>	<u>798</u>

- (1) La Société d'habitation du Québec (SHQ) accorde des garanties en vertu de la *Loi sur la Société d'habitation du Québec* (L.R.Q., c. S-8).
- (2) Prêts garantis par la SHQ auprès des institutions financières et accordés à des organismes à but non lucratif ou à des coopératives pour une période de 25 ans ou de 35 ans suite à une acceptation de prolongation de la part de la SHQ. Le capital et les intérêts sont assumés par l'organisme. Ces prêts financent le coût de l'immeuble.
- (3) Prêts garantis par la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) avec laquelle la SHQ a conclu des accords en vertu desquels elle s'est engagée à acheter les propriétés reprises par la SCHL, à la suite du défaut de paiement d'un emprunteur, pour une somme correspondant à la valeur de la réclamation payée au prêteur agréé plus les frais accessoires. Les garanties accordées pour les programmes mentionnés ci-dessus couvrent des périodes de 25 ans, sauf celles ayant trait aux prêts accordés dans les régions urbaines pour les programmes OBNL-Privé qui sont de 35 ans. Le capital et les intérêts sur ces prêts sont à la charge des organismes. Ces prêts financent le coût de l'immeuble.

Garanties des prêts aux producteurs agricoles et forestiers ⁽¹⁾

	2006		2005
	Autorisé	Passif éventuel	Passif éventuel
	(en millions de dollars)		
<i>Loi sur La Financière agricole du Québec</i> (L.R.Q., c. L-0.1)	4 072	4 022	4 100
Diverses lois	151	151	164
	<u>4 223</u>	<u>4 173</u>	<u>4 264</u>
Provision pour pertes sur les interventions financières garanties		(58)	(62)
		<u>4 115</u>	<u>4 202</u>

- (1) Les soldes des montants en principal et en intérêts des prêts à l'égard desquels le Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers assure le remboursement des pertes ainsi que les frais y afférents.

Éventualités (suite)
 AU 31 MARS 2006

Garanties des prêts aux étudiants ⁽¹⁾

	2006		2005
	Autorisé	Passif éventuel	Passif éventuel
	(en millions de dollars)		
Prêts pour lesquels le remboursement des intérêts est à la charge du gouvernement tant que l'emprunteur est étudiant	1 317	1 317	1 164
Prêts pour lesquels le remboursement du capital et des intérêts est à la charge de l'emprunteur	1 760	1 760	1 790
Prêts pour l'achat d'un micro-ordinateur pour lesquels le remboursement des intérêts est à la charge de l'emprunteur	14	14	20
	<u>3 091</u>	<u>3 091</u>	<u>2 974</u>
Provision pour pertes sur les interventions financières garanties		(356)	(375)
		<u>2 735</u>	<u>2 599</u>

(1) Le gouvernement du Québec garantit à toute institution de crédit le remboursement des pertes de principal et d'intérêts en vertu de la *Loi sur l'aide financière aux études* (L.R.Q., c. A-13.3).

**Sommaire des opérations fiduciaires exercées
par des organismes et fonds du gouvernement**
AU 31 MARS 2006

	2006			2005	
	Passifs	Actifs	Augmentation (diminution) de l'avoir cumulé (en millions de dollars)	Avoir net	Avoir net
Caisse de dépôt et placement du Québec ⁽¹⁾	57 580	179 739	19 726	122 159	102 433
Comité Centraide - secteur public ⁽¹⁾	9	9			
Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances ⁽¹⁾					
RREGOP	54	39 146	4 578	39 092	34 514
RRPE	6	6 487	889	6 481	5 592
Autres régimes	41	410	42	369	327
Commission de la construction du Québec ⁽¹⁾					
Fonds général d'administration	59	76	10	17	7
Régime supplémentaire de rentes - compte général	21	3 515	469	3 494	3 025
Régime supplémentaire de rentes - compte des retraités	1	4 455	409	4 454	4 045
Autres	665	2 840	539	2 175	1 636
Conseil de gestion de l'assurance parentale ⁽¹⁾	20	20			
Curateur public	77	352	(2)	275	277
Fonds central de soutien à la réinsertion sociale ⁽¹⁾		2		2	2
Fonds d'assurance-garantie administré par la Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec		5	1	5	4
Fonds d'assurance parentale ⁽¹⁾	200	202	2	2	
Fonds d'assurance-récolte et Fonds d'assurance-stabilisation des revenus agricoles	619	319	(61)	(300)	(239)
Fonds des cautionnements individuels des agents de voyages	5	5			
Fonds des pensions alimentaires	311	311			
Fonds d'indemnisation des clients des agents de voyages	9	16	7	7	
Fonds d'indemnisation des services financiers	24	5	(15)	(19)	(4)
Montants à reporter	59 701	237 914	26 594	178 213	151 619

**Sommaire des opérations fiduciaires exercées
par des organismes et fonds du gouvernement (suite)**
AU 31 MARS 2006

	2006			2005	
	Passifs	Actifs	Augmentation (diminution) de l'avoir cumulé (en millions de dollars)	Avoir net	Avoir net
Montants reportés	59 701	237 914	26 594	178 213	151 619
Fonds du compte de stabilisation du revenu agricole	3	3			
Fonds en fidéicommis	454	454			
Fonds national de formation de la main-d'œuvre	2	84	(7)	82	89
Hydro-Québec - Régime de retraite ⁽¹⁾	21	11 352	1 349	11 331	9 982
Régie des rentes du Québec					
Fonds du régime de rentes du Québec	793	29 274	5 216	28 481	23 265
Autres	13	22	2	9	7
	60 987	279 103	33 154	218 116	184 962
Fonds confiés à la Caisse de dépôt et placement du Québec		(84 869)	(12 581)	(84 869)	(72 288)
	60 987	194 234	20 573	133 247	112 674

(1) États financiers au 31 décembre 2005.

Information financière sur les réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation exclus du périmètre comptable du gouvernement

AU 31 MARS 2006

Résultats, excédents (déficits) annuels et cumulés de fonctionnement ⁽¹⁾

	2006				2005			
	Revenus	Dépenses	Excédent (déficit) annuel	Excédents (déficits) cumulés ⁽²⁾	Revenus	Dépenses	Excédent (déficit) annuel	Excédents (déficits) cumulés
	(en millions de dollars)							
Santé et services sociaux								
Agences de la santé et des services sociaux	167	167	--	9	166	165	1	9
Établissements publics	14 480	14 584	(104)	(1 263)	13 560	13 769	(209)	(1 176)
	<u>14 647</u>	<u>14 751</u>	<u>(104)</u>	<u>(1 254)</u>	<u>13 726</u>	<u>13 934</u>	<u>(208)</u>	<u>(1 167)</u>
Éducation								
Commissions scolaires ⁽³⁾	<u>8 874</u>	<u>8 830</u>	<u>44</u>	<u>298</u>	<u>8 679</u>	<u>8 705</u>	<u>(26)</u>	<u>236</u>
Collèges ⁽³⁾	<u>1 495</u>	<u>1 487</u>	<u>8</u>	<u>42</u>	<u>1 496</u>	<u>1 495</u>	<u>1</u>	<u>37</u>
Universités ⁽⁴⁾	<u>2 904</u>	<u>2 923</u>	<u>(19)</u>	<u>(242)</u>	<u>2 831</u>	<u>2 793</u>	<u>38</u>	<u>(209)</u>

(1) L'information financière publiée a été extraite des derniers états financiers vérifiés disponibles en conformité avec les conventions comptables en vigueur dans les réseaux. L'information financière regroupe uniquement les données financières des fonds d'exploitation. L'information présentée exclut donc les données des autres fonds, notamment les fonds de dotation, à destination spéciale, affectés, avec restrictions, en fiducie et d'immobilisations.

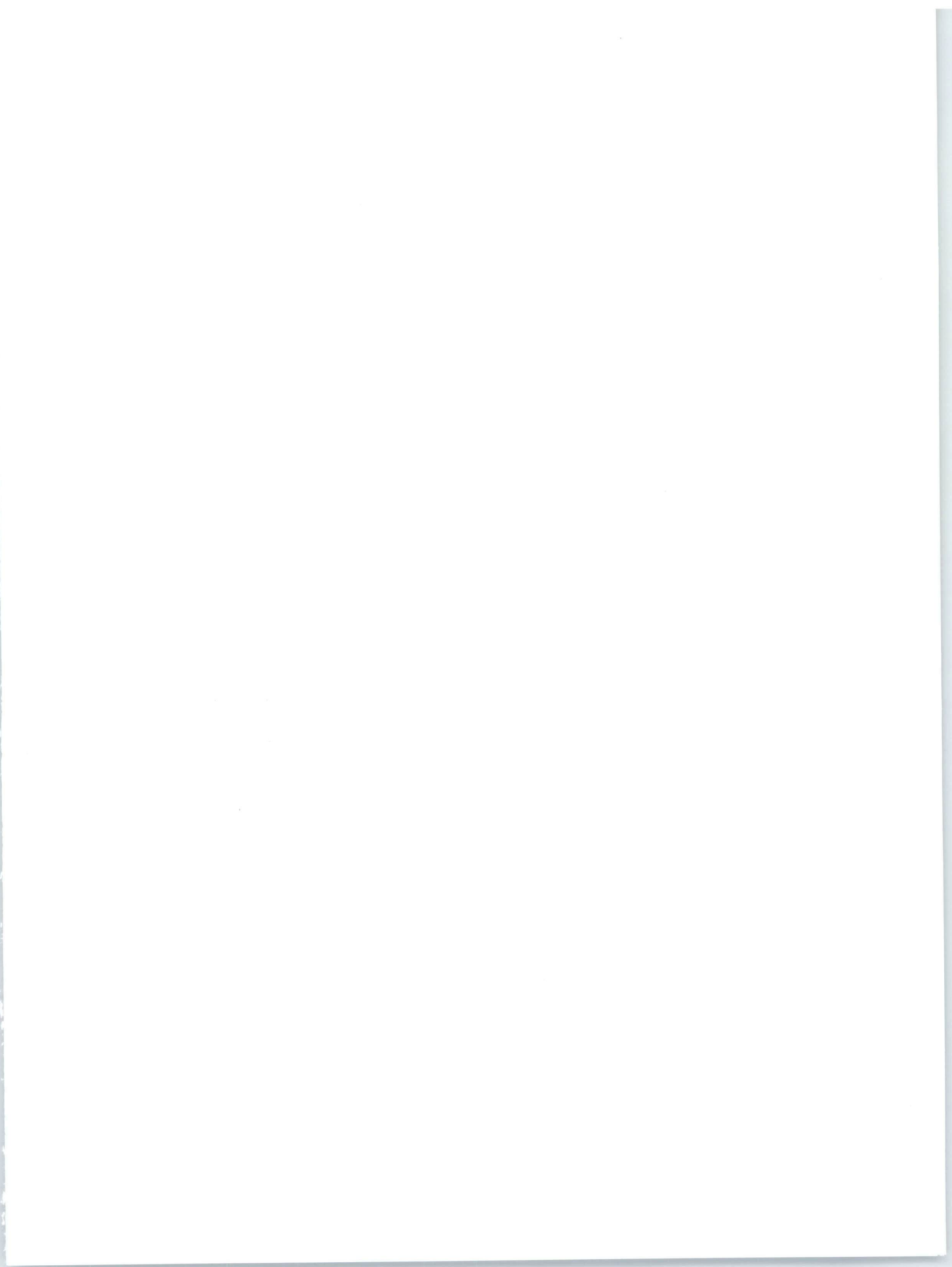
(2) Incluant les redressements apportés par les réseaux aux excédents (déficits) cumulés au début, soit 17 millions de dollars pour les établissements de santé publics, 18 millions de dollars pour les commissions scolaires, (3) millions de dollars pour les collèges et (14) millions de dollars pour les universités.

(3) Ces données proviennent des états financiers vérifiés au 30 juin 2005 et au 30 juin 2004.

(4) Ces données proviennent des états financiers vérifiés au 31 mai 2005 et au 31 mai 2004.



1870
1871
1872
1873
1874
1875
1876
1877
1878
1879
1880
1881
1882
1883
1884
1885
1886
1887
1888
1889
1890
1891
1892
1893
1894
1895
1896
1897
1898
1899
1900





ASSEMBLÉE NATIONALE
532-80061024
Volume 2 de 2

VOLUME

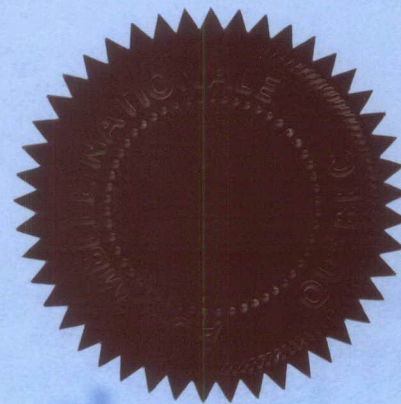
2 Comptes publics

2005 › 2006

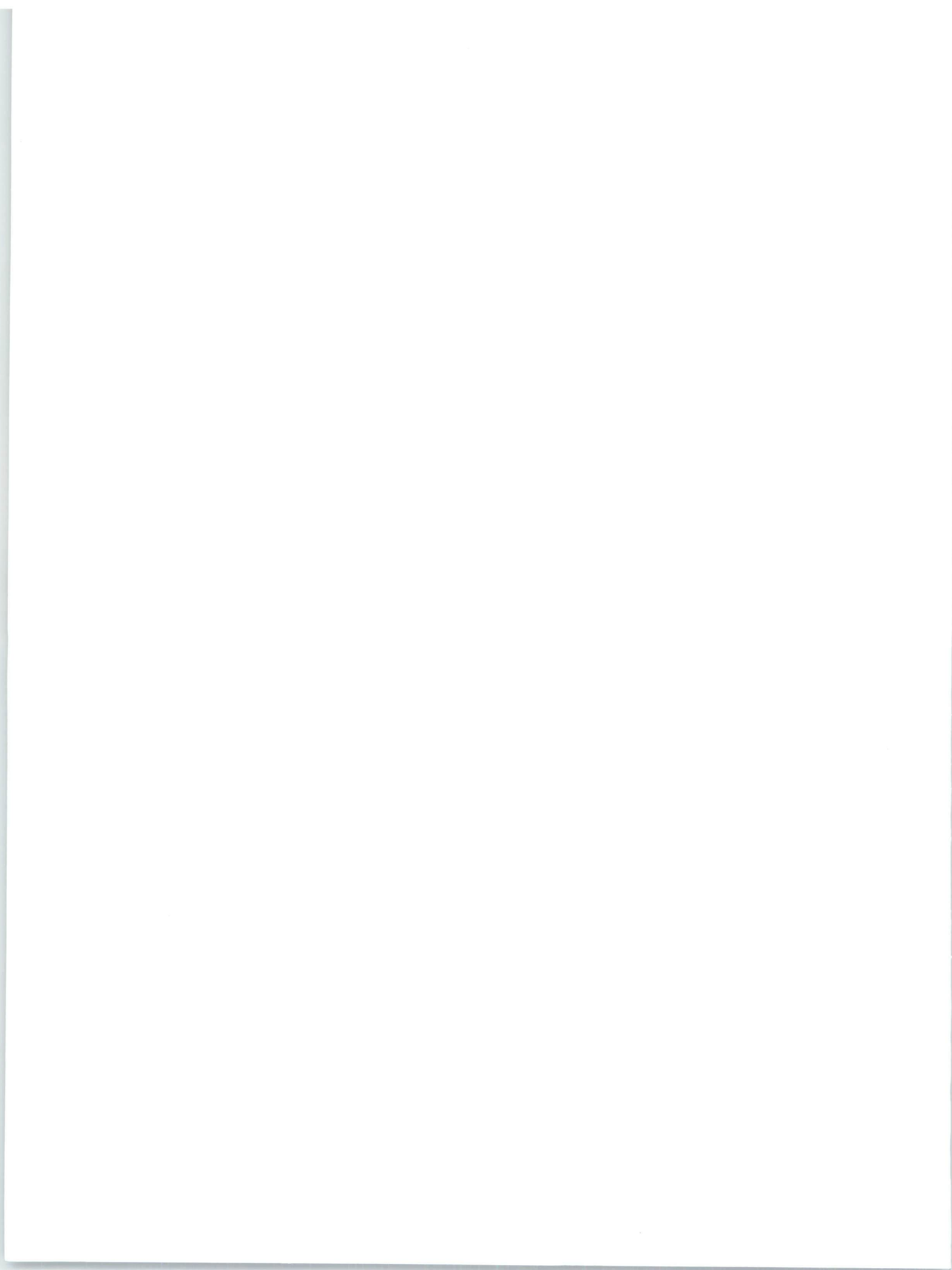
Revenus, crédits, dépenses et investissements du
Fonds consolidé du revenu et informations financières
sur les fonds spéciaux du gouvernement du Québec



Année financière terminée le 31 mars 2006



Québec 



COMPTES PUBLICS 2005-2006

VOLUME 2

REVENUS, CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS DU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU ET INFORMATIONS

FINANCIÈRES SUR LES FONDS SPÉCIAUX DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Année financière terminée le 31 mars 2006

Publiés conformément aux dispositions de l'article 86
de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001)

Finances
Québec 

ISSN 0706-2869
ISBN 2-550-48164-X
ISBN 978-2-550-48164-5
ISBN 2-550-48165-8 (PDF)
ISBN 978-2-550-48165-2 (PDF)

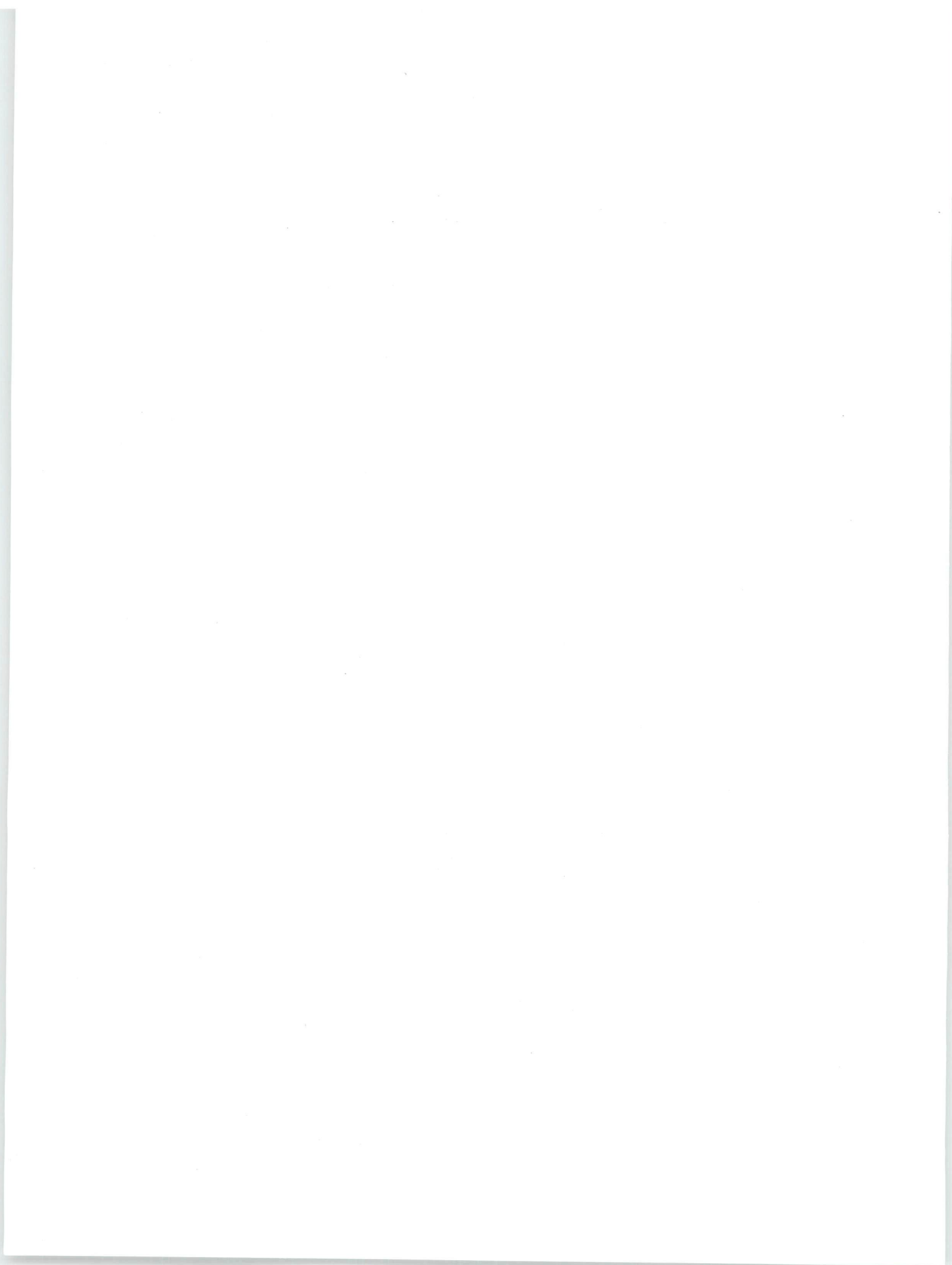
Dépôt légal – 4^e trimestre 2006
Bibliothèque nationale du Québec

TABLE DES MATIÈRES

SECTION**NOTES EXPLICATIVES**

Contenu du volume
Liste et définitions des supercatégories et catégories de dépenses et autres coûts

Sommaires des revenus, des crédits, des dépenses et des autres coûts, rapport de l'excédent des dépenses et des autres coûts sur les crédits et état de l'emploi des crédits.....	1
Détail des revenus, des crédits, des dépenses et des autres coûts.....	2
Informations financières sommaires sur les fonds spéciaux.....	3



NOTES EXPLICATIVES

CONTENU DU VOLUME

Le **volume 2 est publié en trois sections**. Les deux premières sections rendent compte des opérations des entités dont les revenus appartiennent au Fonds consolidé du revenu ou au Fonds des services de santé ainsi que celles dont le fonctionnement est pourvu par des allocations du Parlement provenant de ces fonds. Ces entités sont les ministères et les organismes budgétaires, l'Assemblée nationale et les personnes qu'elle désigne ainsi que les autres portefeuilles. La troisième section présente des informations financières sommaires sur les fonds spéciaux.

Dans la présente publication, pour des fins de présentation, le terme «portefeuille» est utilisé pour représenter l'Assemblée nationale, les personnes qu'elle désigne et chacun des autres portefeuilles.

La **section 1** comprend des informations sommaires concernant les revenus, les crédits, les dépenses et les autres coûts ainsi que le rapport de l'excédent des dépenses et des autres coûts sur les crédits et l'état de l'emploi des crédits.

La **section 2** présente, pour chacun des portefeuilles, le détail des revenus, des dépenses, des autres coûts et des crédits autorisés, ajustés dans le cas des crédits permanents des dépenses et des coûts en investissement effectués en plus des montants inscrits aux crédits initiaux, crédits supplémentaires et mandat spécial.

On y retrouve plus particulièrement :

- les revenus par catégories, sous-catégories et sous-sous-catégories;
- les crédits autorisés, les dépenses et les autres coûts par programmes, éléments, supercatégories et catégories;
- les transferts par objets d'aide et genres de bénéficiaires.

Les modalités de comptabilisation des revenus, des dépenses et des autres coûts sont conformes aux conventions comptables énoncées aux États financiers consolidés du gouvernement (Volume 1).

La **section 3** présente des informations financières sommaires pour chacun des fonds spéciaux : revenus et dépenses, actif et passif, et, soldé du fonds.

Dans le présent volume, les données étant arrondies, les montants inscrits en milliers de dollars peuvent varier de 1 millier de dollars à la hausse ou à la baisse dans différents tableaux par rapport à une présentation au dollar.

Les renseignements concernant la rémunération, les fournisseurs de biens et de services, les bénéficiaires de transferts et les fonds spéciaux ayant bénéficié d'affectations, sont disponibles pour consultation sur le site Web du ministère des Finances (www.finances.gouv.qc.ca).

LISTE ET DÉFINITIONS DES SUPERCATÉGORIES ET CATÉGORIES DE DÉPENSES ET AUTRES COÛTS

SUPERCATÉGORIES

- ◇ *Rémunération*
Cette supercatégorie comprend les dépenses d'opération encourues pour la rémunération normale, les heures supplémentaires et certaines autres indemnités versées directement par le gouvernement aux employés permanents, aux employés à temps partiel et aux occasionnels, tels que les étudiants et les saisonniers du secteur public. Elle comprend également les traitements et les indemnités versés aux membres de l'Assemblée nationale, aux juges et aux membres de la Sûreté du Québec, et finalement, elle comprend les avantages sociaux et les autres contributions du gouvernement à titre d'employeur;
- ◇ *Fonctionnement*
Cette supercatégorie comprend, à l'exclusion des dépenses de rémunération, les dépenses d'opération encourues pour l'acquisition, la location-exploitation et l'utilisation de biens et de services. Les dépenses de fonctionnement incluent également l'amortissement des immobilisations;
- ◇ *Service de la dette*
Cette supercatégorie comprend les intérêts du service de la dette directe, les intérêts sur le compte des régimes de retraite, l'amortissement des frais reportés et des gains et pertes de change non réalisés, les dépenses de change et les frais associés à la gestion de la dette;
- ◇ *Affectation à un fonds spécial*
Cette supercatégorie comprend les dépenses encourues par un ministère ou un organisme pour assumer la totalité ou une partie des dépenses imputées sur un fonds spécial qu'il administre, afin notamment d'en assurer l'équilibre financier;
- ◇ *Transfert*
Cette supercatégorie comprend les dépenses qui ne constituent pas pour le gouvernement des acquisitions directes de biens ou de services et dont le versement est effectué dans le but de fournir aux bénéficiaires un soutien financier sous différentes formes;

NOTES EXPLICATIVES (suite)

LISTE ET DÉFINITIONS DES SUPERCATÉGORIES ET CATÉGORIES DE DÉPENSES ET AUTRES COÛTS (suite)

SUPERCATÉGORIES (suite)

- ◇ *Créances douteuses et autres provisions*
Cette supercatégorie comprend les dépenses découlant de la variation de la «Provision pour créances douteuses» et de la «Provision pour pertes sur interventions financières garanties par le gouvernement»;
- ◇ *Immobilisations*
Cette supercatégorie est incluse au budget d'investissements. Elle comprend les frais encourus pour l'acquisition, la construction, le développement et l'amélioration d'immobilisations. Elle inclut également les coûts de la nature de ceux identifiés aux supercatégories «Rémunération», «Fonctionnement» et «Service de la dette», lorsqu'ils sont encourus pour la réalisation d'investissements en immobilisations;
- ◇ *Prêts, placements, avances et autres*
Cette supercatégorie est incluse au budget d'investissements. Elle regroupe, entre autres, les paiements à effectuer en vue d'acquérir certains éléments de l'actif. On y retrouve les apports de capitaux et les avances consenties aux organismes et entreprises du gouvernement, ainsi que l'acquisition d'actions ou d'obligations d'entreprises du gouvernement ou autres, de même que les prêts consentis à des municipalités, à des organismes à but non lucratif ou à des personnes physiques ou morales du secteur privé. Les avances pour l'établissement ou le fonctionnement de fonds locaux et celles accordées aux employés du gouvernement sont également incluses dans cette supercatégorie. Elle comprend également les déboursés qui n'entraînent pas de dépenses, les engagements étant portés à la dette nette et au déficit cumulé.

CATÉGORIES

Les **catégories** «Rémunération», «Fonctionnement», «Service de la dette», «Créances douteuses et autres provisions», «Immobilisations» et «Prêts, placements, avances et autres» sont les seules composantes des supercatégories du même nom dont la définition s'applique à la catégorie correspondante.

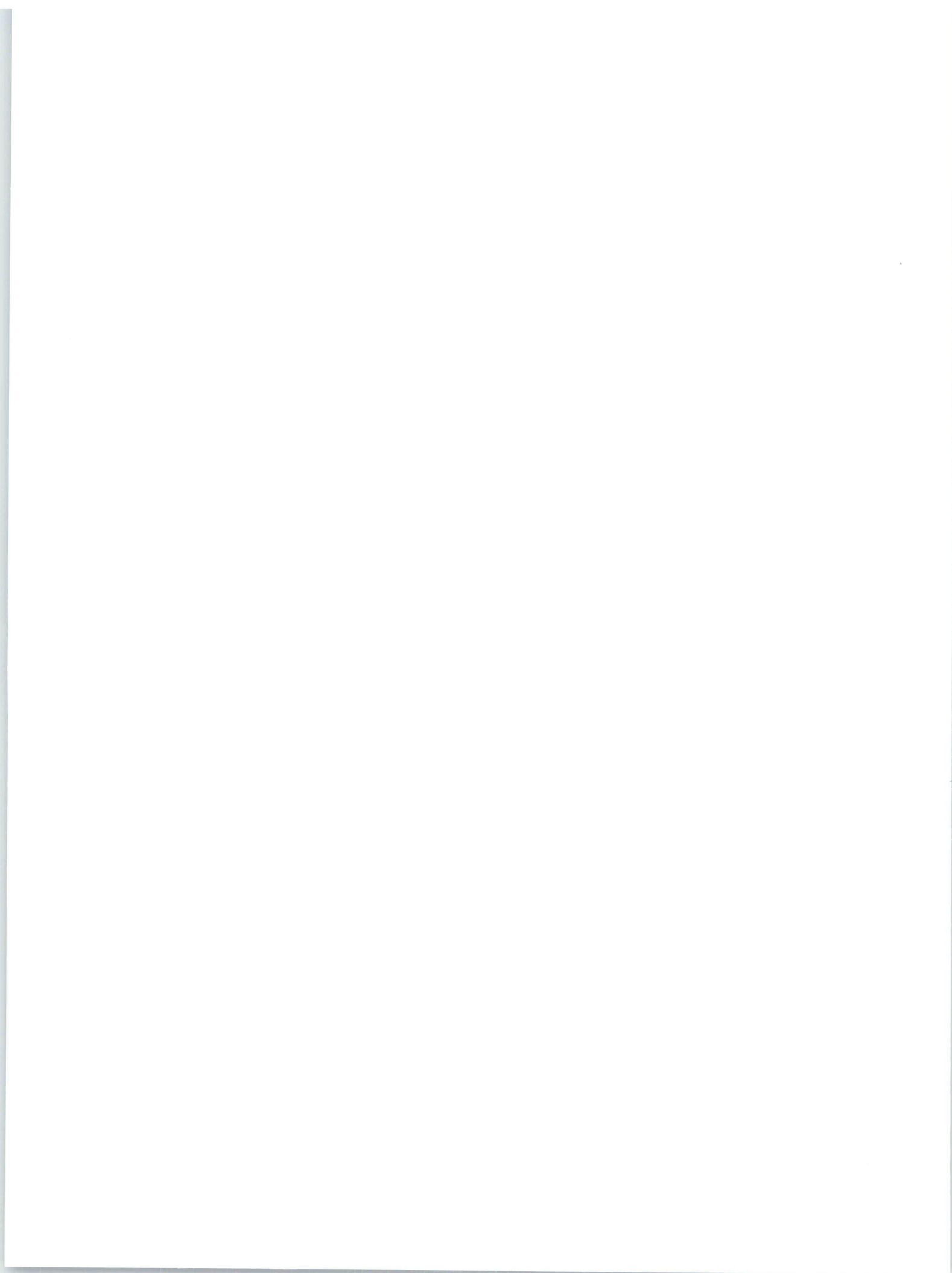
Les supercatégories «Transfert» et «Affectation à un fonds spécial» se subdivisent selon les catégories suivantes :

- ◇ Transfert - *Rémunération* qui comprend les transferts pour la rémunération du personnel d'organismes et d'entreprises du gouvernement, ainsi que des organismes des réseaux de l'Éducation et de la Santé et des Services sociaux;
- ◇ Transfert - *Fonctionnement* qui comprend les transferts pour le fonctionnement, autres que pour la rémunération, des organismes et entreprises du gouvernement, ainsi que des organismes des réseaux de l'Éducation et de la Santé et des Services sociaux;
- ◇ Transfert - *Capital* qui comprend les transferts pour l'acquisition d'immobilisations subventionnées, incluant le remboursement du principal des emprunts contractés pour des immobilisations;
- ◇ Transfert - *Intérêt* qui comprend les transferts pour le paiement des intérêts sur emprunts contractés pour des immobilisations, lorsque le service de la dette d'un organisme, d'une entreprise, d'une institution ou d'un établissement bénéficiaire est assumé en tout ou en partie par le gouvernement;
- ◇ Transfert - *Support* qui comprend les transferts destinés à fournir aux bénéficiaires un soutien financier pour des fins autres que celles mentionnées aux catégories «Transfert - rémunération», «Transfert - fonctionnement», «Transfert - capital» et «Transfert - intérêt»;
- ◇ Affectation à un fonds spécial - *Rémunération* qui comprend les affectations pour la rémunération du personnel affecté à un fonds spécial;
- ◇ Affectation à un fonds spécial - *Fonctionnement* qui comprend les affectations pour le fonctionnement, autre que la rémunération, d'un fonds spécial;
- ◇ Affectation à un fonds spécial - *Capital* qui comprend les affectations pour l'amortissement d'une immobilisation comptabilisée dans un fonds spécial;
- ◇ Affectation à un fonds spécial - *Intérêt* qui comprend les affectations pour les intérêts et autres frais inhérents à une dette comptabilisée dans un fonds spécial;
- ◇ Affectation à un fonds spécial - *Support* qui comprend les affectations destinées à fournir aux bénéficiaires un soutien financier sous différentes formes.

SECTION

1

Sommaires des revenus,
des crédits, des dépenses
et des autres coûts,
rapport de l'excédent
des dépenses et des
autres coûts sur les
crédits et état de
l'emploi des crédits



SECTION 1**SOMMAIRES DES REVENUS, DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS, RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS SUR LES CRÉDITS ET ÉTAT DE L'EMPLOI DES CRÉDITS**

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
Sommaire des revenus par catégories.....	1-2
Sommaire des revenus divers et des revenus de transfert du gouvernement du Canada.....	1-2
Sommaire du budget de dépenses et des crédits autorisés de dépenses.....	1-4
Rapport de l'excédent des dépenses et des autres coûts sur les crédits et état de l'emploi des crédits.....	1-6
Sommaire des crédits, des dépenses et des autres coûts par portefeuilles.....	1-8
Sommaire des crédits, des dépenses et des autres coûts par missions.....	1-12
Sommaire des crédits autorisés et des dépenses par portefeuilles, ministères et organismes et par supercatégories de dépenses.....	1-30
Sommaire des dépenses de transfert.....	1-38
Sommaire des dépenses d'affectation à un fonds spécial.....	1-40
Sommaire de la rémunération par supercatégories.....	1-41

SOMMAIRE DES REVENUS PAR CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2006

(en milliers de dollars)

Détail page		Impôt sur le revenu et les biens	Taxes à la consommation	Droits et permis
1	2-3	Assemblée nationale		
2	2-11	Personnes désignées par l'Assemblée nationale		
3	2-19	Affaires municipales et Régions		
4	2-34	Agriculture, Pêcheries et Alimentation		4 598
5	2-43	Conseil du trésor et Administration gouvernementale		9 529
6	2-53	Conseil exécutif		
7	2-63	Culture et Communications		
8	2-74	Développement durable, Environnement et Parcs		
9	2-83	Développement économique, Innovation et Exportation		3 465
10	2-91	Éducation, Loisir et Sport		1 052
11	2-103	Emploi et Solidarité sociale		
12	2-113	Famille, Aînés et Condition féminine		
13	2-124	Finances		12 685
14	2-135	Immigration et Communautés culturelles	5 046 956	44 370
15	2-144	Justice		28 656
16	2-155	Relations internationales		1 122
17	2-161	Ressources naturelles et Faune		
18	2-170	Revenu		217 080
19	2-177	Santé et Services sociaux	21 252 562	22 964
20	2-186	Sécurité publique	12 437 534	1 549
21	2-195	Services gouvernementaux		36 066
22	2-208	Transports		
23	2-217	Travail		726 225
				29 161
		26 299 518	12 437 534	1 138 522

1 Certains chiffres comparatifs ont été reclassés et redressés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 2006.

SOMMAIRE DES REVENUS DIVERS ET DES REVENUS DE TRANSFERT DU GOUVERNEMENT DU CANADA

Année financière terminée le 31 mars 2006

(en milliers de dollars)

Détail page		Revenus divers et autres retrées	Comptes à fin déterminée
1	2-3	Assemblée nationale	3 154
2	2-11	Personnes désignées par l'Assemblée nationale	854
3	2-19	Affaires municipales et Régions	2 155
4	2-34	Agriculture, Pêcheries et Alimentation	12 283
5	2-43	Conseil du trésor et Administration gouvernementale	9 077
6	2-53	Conseil exécutif	7 828
7	2-63	Culture et Communications	3 585
8	2-74	Développement durable, Environnement et Parcs	7 357
9	2-83	Développement économique, Innovation et Exportation	17 913
10	2-91	Éducation, Loisir et Sport	33 381
11	2-103	Emploi et Solidarité sociale	126 037
12	2-113	Famille, Aînés et Condition féminine	29 620
13	2-124	Finances	218 589
14	2-135	Immigration et Communautés culturelles	1 542
15	2-144	Justice	147 477
16	2-155	Relations internationales	1 422
17	2-161	Ressources naturelles et Faune	13 758
18	2-170	Revenu	739 402
19	2-177	Santé et Services sociaux	148 158
20	2-186	Sécurité publique	14 453
21	2-195	Services gouvernementaux	834
22	2-208	Transports	18 513
23	2-217	Travail	2 519
		1 559 911	228 809

Revenus divers	Revenus provenant des entreprises du gouvernement	Total des revenus autonomes	Transferts du gouvernement du Canada	Total des revenus		
				2006 ¹	2005	
225		225		225	59	1
854		854		854	(1 190)	2
2 155		6 753		6 753	6 463	3
3 002		12 531		12 531	11 180	4
9 077		9 077		9 077	7 373	5
366		366		366	806	6
1 248		1 248		1 248	1 041	7
3 486		6 951	540	7 491	9 030	8
10 700		11 752		11 752	10 211	9
32 616		32 616	101 881	134 497	152 843	10
125 977		125 977	654 902	780 879	785 641	11
29 574		42 259		42 259	39 588	12
218 589	4 553 835	9 863 750	8 884 668	18 748 418	17 624 548	13
1 495		30 151	172 622	202 773	183 836	14
143 844		144 966	26 194	171 160	152 736	15
87		87		87	108	16
12 896		229 976		229 976	270 082	17
614 738		34 327 798		34 327 798	33 335 064	18
93 637		95 186	126 362	221 548	207 485	19
7 090		43 156	(95)	43 061	42 756	20
656		656		656		21
18 476		744 701	1 566	746 267	726 308	22
314		29 475		29 475	43 605	23
1 331 102	4 553 835	45 760 511	9 968 640	55 729 151	53 609 573	

Revenus divers	Total des transferts du gouvernement du Canada	Comptes à fin déterminée	Transferts du gouvernement du Canada	
225				1
854				2
2 155	48 376	48 376		3
3 002	372 348	372 348		4
9 077				5
366				6
1 248				7
3 486	1 016	476	540	8
10 700				9
32 616	205 819	103 938	101 881	10
125 977	857 295	202 393	654 902	11
29 574				12
218 589	8 884 668		8 884 668	13
1 495	172 622		172 622	14
143 844	26 649	455	26 194	15
87				16
12 896	481	481		17
614 738				18
93 637	126 362		126 362	19
7 090	4 752	4 847	(95)	20
656				21
18 476	42 661	41 095	1 566	22
314				23
1 331 102	10 743 049	774 409	9 968 640	

SOMMAIRE DU BUDGET DE DÉPENSES ET DES CRÉDITS AUTORISÉS DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2006
(en milliers de dollars)

	Budget de dépenses	Amortissement	Crédits initiaux ¹
		(-)	=
1 Assemblée nationale	94 822	4 710	90 112
2 Personnes désignées par l'Assemblée nationale	55 711	1 693	54 018
3 Affaires municipales et Régions	1 777 930	2 939	1 774 991
4 Agriculture, Pêcheries et Alimentation	652 479	9 133	643 346
5 Conseil du trésor et Administration gouvernementale	807 971	161	807 810
6 Conseil exécutif	250 752	715	250 037
7 Culture et Communications	535 801	1 570	534 231
8 Développement durable, Environnement et Parcs	178 705	6 077	172 628
9 Développement économique, Innovation et Exportation	576 419	2 266	574 153
10 Éducation, Loisir et Sport	12 206 187	12 392	12 193 795
11 Emploi et Solidarité sociale	4 010 725	1 166	4 009 559
12 Famille, Aînés et Condition féminine	1 634 720	3 845	1 630 875
13 Finances (excluant le service de la dette)	213 725	1 657	212 068
14 Immigration et Communautés culturelles	99 310	2 560	96 750
15 Justice	614 172	14 223	599 949
16 Relations internationales	100 073	911	99 162
17 Ressources naturelles et Faune	399 284	14 324	384 960
18 Revenu	602 603	1 500	601 103
19 Santé et Services sociaux	20 865 828	1 969	20 863 859
20 Sécurité publique	906 325	17 965	888 360
21 Services gouvernementaux	53 949	3 770	50 179
22 Tourisme	138 647		138 647
23 Transports	1 824 364	114 174	1 710 190
24 Travail	63 737	1 713	62 024
Total des programmes	48 664 239	221 433	48 442 806
Finances (service de la dette)	6 995 000		6 995 000
Total	55 659 239	221 433	55 437 806

1 Crédits de l'année en cours, ceux déjà votés dont les reports et les crédits votés sur plus d'un an.

2 Crédits supplémentaires autorisés par lois, crédits associés aux crédits au net, crédits associés aux produits d'aliénation, virements, transferts de juridiction et autres crédits permanents.

Variations de crédits ²	Crédits autorisés de dépenses	Dépenses excluant l'amortis- sement	Amortissement	Dépenses	
+, (-)	=		+	=	
2 130	92 242	90 843	5 610	96 453	1
415	54 433	53 188	1 580	54 768	2
7 008	1 781 999	1 760 440	3 004	1 763 444	3
9 031	652 377	650 435	8 223	658 658	4
(68 603)	739 207	901 463	19	901 482	5
(30 735)	219 302	204 999	479	205 478	6
293	534 524	533 602	1 642	535 244	7
5 835	178 463	176 957	10 196	187 153	8
34 860	609 013	688 669	2 913	691 582	9
52 492	12 246 287	12 183 000	12 244	12 195 244	10
(932)	4 008 627	4 008 526	169	4 008 695	11
19 539	1 650 414	1 613 746	3 001	1 616 747	12
(65 495)	146 573	101 742	1 824	103 566	13
18 143	114 893	114 843	1 654	116 497	14
43 198	643 147	640 073	13 551	653 624	15
4 412	103 574	101 894	843	102 737	16
43 871	428 831	396 583	14 579	411 162	17
420 007	1 021 110	995 876	1 622	997 498	18
123 176	20 987 035	20 870 414	1 839	20 872 253	19
39 549	927 909	927 661	17 159	944 820	20
46 658	96 837	94 396	2 103	96 499	21
20 309	158 956	158 946		158 946	22
14 450	1 724 640	1 697 574	112 089	1 809 663	23
11 378	73 402	61 070	2 029	63 099	24
750 989	49 193 795	49 026 940	218 372	49 245 312	
94 000	7 089 000	6 875 358		6 875 358	
844 989	56 282 795	55 902 298	218 372	56 120 670	

**RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS
SUR LES CRÉDITS ET ÉTAT DE L'EMPLOI DES CRÉDITS****Année financière terminée le 31 mars 2006****RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS SUR LES CRÉDITS**

Le Parlement autorise le gouvernement, par des lois sur les crédits annuels (crédits votés) et par des crédits permanents prévus dans d'autres lois, à effectuer, à même le Fonds consolidé du revenu, des dépenses, des acquisitions d'immobilisations et des prêts, placements, avances et autres.

Chacun des programmes de l'Assemblée nationale, des Personnes désignées par l'Assemblée nationale et des autres portefeuilles est constitué de crédits votés et, le cas échéant, de crédits permanents. L'autorisation d'effectuer des dépenses sur les crédits permanents n'est pas limitative. Les soldes inutilisés des crédits votés à la fin de l'année financière deviennent périmés, sauf dans la mesure prévue par la loi. L'excédent des dépenses et des autres coûts sur les crédits votés doit être porté aux comptes de l'année et payé à même les crédits de l'année financière suivante. Un tel excédent, s'il se produit, doit faire l'objet d'un rapport dans les Comptes publics conformément aux dispositions de l'article 86 de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001).

L'état de l'emploi des crédits de l'année financière terminée le 31 mars 2006 démontre qu'aucun excédent des dépenses et des autres coûts du gouvernement portés aux comptes sur les crédits votés n'a été constaté au cours de cette année financière à l'exception de 172 269 milliers de dollars au programme 1 – Secrétariat du Conseil du trésor – du Conseil du trésor et Administration gouvernementale et de 351 000 milliers de dollars au programme 2 – Développement économique et aide aux entreprises – du portefeuille Développement économique, Innovation et Exportation, qui seront imputés aux crédits alloués à cette fin par le Parlement dans l'année 2006-2007, conformément à l'article 25 de la Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001). Pour les autres programmes, les crédits votés étaient suffisants pour l'inscription de toutes les dépenses et des autres coûts contractés pour les biens et services acquis, les affectations et les transferts dus imputables sur ces crédits.

Le sous-ministre des Finances,



Jean Houde

Le contrôleur des finances,



Carole Boisvert, CA

Québec, le 11 octobre 2006

**RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS
SUR LES CRÉDITS ET ÉTAT DE L'EMPLOI DES CRÉDITS (suite)**

Année financière terminée le 31 mars 2006
(en milliers de dollars)

ÉTAT DE L'EMPLOI DES CRÉDITS

	CRÉDITS AUTORISÉS		CRÉDITS UTILISÉS		CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Votés		
	Votés	Permanents	Votés	Permanents	Reports	Autres	Permanents
Assemblée nationale		96 255		94 846			1 409
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	30 283	26 084	28 947	26 084	1 177	159	
Affaires municipales et Régions	1 797 427	2 101	1 771 228	1 807	3	26 196	294
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	671 215	277	668 193	255	152	2 870	22
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	766 778	327 473	936 702	319 692	97	(170 021)	7 781
Conseil exécutif	217 717	2 303	203 028	2 294	1 398	13 291	9
Culture et Communications	540 319	2 113	534 608	2 109	87	5 624	4
Développement durable, Environnement et Parcs	199 894	771	192 644	455	525	6 725	316
Développement économique, Innovation et Exportation	630 116	5 430	956 516	5 430		(326 400)	
Éducation, Loisir et Sport	11 672 887	822 037	11 552 198	819 235		120 689	2 802
Emploi et Solidarité sociale	4 003 653	5 523	4 003 615	5 461		38	62
Famille, Aînés et Condition féminine	1 649 929	19 180	1 605 296	18 648	1 603	43 030	532
Finances (excluant le service de la dette)	145 140	10 394	96 338	9 259	2 754	46 048	1 135
Immigration et Communautés culturelles	119 701	16	118 421	16		1 280	
Justice	563 819	147 883	555 174	146 492		8 645	1 391
Relations internationales	104 586	656	102 674	656	715	1 197	
Ressources naturelles et Faune	422 817	44 309	370 838	44 042	912	51 067	267
Revenu	496 640	526 624	478 232	519 227	6 113	12 295	7 397
Santé et Services sociaux	12 384 600	8 647 651	12 384 600	8 531 031			116 620
Sécurité publique	927 916	21 641	921 548	21 636		6 368	5
Services gouvernementaux	116 380	2 489	98 971	2 387		17 409	102
Tourisme	158 947	9	158 937	9		10	
Transports	1 757 974	9 585	1 730 482	6 833	2 619	24 873	2 752
Travail	86 929	2 967	62 420	2 965	689	23 820	2
	39 465 667	10 723 771	39 531 610	10 580 869	18 844	(84 787)	142 902
Finances (service de la dette)		7 214 000		7 000 358			213 642
	39 465 667	17 937 771 ¹	39 531 610	17 581 227	18 844	(84 787)	356 544
Dépenses *	38 615 089	17 667 705	38 611 485	17 311 550	18 844	(15 240)	356 155
Prêts, placements, avances et autres	559 894	264 035	737 292	264 035		(177 398)	
Immobilisations	290 684	6 031	182 833	5 642		107 851	389
	39 465 667	17 937 771 ¹	39 531 610	17 581 227	18 844	(84 787)	356 544
1 Crédits permanents:							
Inclus dans les prévisions budgétaires		16 968 585		16 612 041			356 544
Non inclus dans les prévisions budgétaires		969 186		969 186			
		17 937 771		17 581 227			356 544

* Excluant l'amortissement des immobilisations pour 218 372 qui ne requiert pas de crédits et les ajustements négatifs de provisions pour 20 737.

**SOMMAIRE DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS
PAR PORTEFEUILLES**
Année financière terminée le 31 mars 2006
(en milliers de dollars)

Détail page	CRÉDITS		CRÉDITS INITIAUX		
	Dépenses	Investis- sements	Votés et permanents	Déjà votés	
				Reports	Votés sur plus d'un an
			+	+	+
1 2-4	Assemblée nationale	90 112	3 121	93 233	
2 2-12	Personnes désignées par l'Assemblée nationale	54 018	2 453	56 368	103
3 2-20	Affaires municipales et Régions	1 774 991	17 527	1 790 570	1 948
4 2-36	Agriculture, Pêcheries et Alimentation	643 346	19 064	662 352	58
5 2-44	Conseil du trésor et Administration gouvernementale	807 810	375 868	1 182 038	1 640
6 2-54	Conseil exécutif	250 037	984	249 472	1 549
7 2-64	Culture et Communications	534 231	7 974	539 256	2 949
8 2-76	Développement durable, Environnement et Parcs	172 628	22 218	190 631	4 215
9 2-84	Développement économique, Innovation et Exportation	574 153	38 375	608 824	3 704
10 2-92	Éducation, Loisir et Sport	12 193 795	178 983	12 368 519	4 259
11 2-104	Emploi et Solidarité sociale	4 009 559	2 494	3 722 050	11 003
12 2-114	Famille, Aînés et Condition féminine	1 630 875	19 045	1 507 872	2 048
13 2-128	Finances (excluant le service de la dette)	212 068	8 956	217 988	3 036
14 2-136	Immigration et Communautés culturelles	96 750	5 716	102 446	20
15 2-146	Justice	599 949	69 679	666 526	3 102
16 2-156	Relations internationales	99 162	1 635	98 532	2 265
17 2-164	Ressources naturelles et Faune	384 960	38 285	414 904	8 341
18 2-172	Revenu	601 103	4 153	593 486	11 770
19 2-178	Santé et Services sociaux	20 863 859	1 372	20 861 403	3 828
20 2-188	Sécurité publique	888 360	33 215	918 325	3 250
21 2-196	Services gouvernementaux	50 179	25 251	74 696	734
22 2-202	Tourisme	138 647		138 647	
23 2-210	Transports	1 710 190	44 297	1 738 411	16 076
24 2-218	Travail	62 024	16 372	63 732	1 664
	Total des programmes	48 442 806	937 037	48 860 281	87 562
					432 000
2-130	Finances (service de la dette)	6 995 000		6 995 000	
	Total	55 437 806	937 037	55 855 281	87 562
					432 000
	* Votés	38 503 587	931 931	38 915 956 ^a	87 562
	Permanents	16 934 219	5 106	16 939 325 ¹	432 000
	Ne nécessitant pas de crédits				
	Ajustements négatifs de provisions				
a	Crédits initiaux autorisés par une loi sur les crédits				
				du 22 mars 2005, L.Q., 2005, c. 4.	11 823 429
				du 1er juin 2005, L.Q., 2005, c. 9.	27 092 527
					38 915 956

Crédits initiaux totaux	CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES			Virements et transferts de juridiction	Autres crédits permanents	Crédits autorisés (montants reportés à la page suivante)	
	Associés aux crédits au net	Associés aux produits d'aliénation	Autres				
=	+	+	+	+, (-)	+	=	
93 233			3 022 ²			96 255	1
56 471			(200) ³	(86)	182	56 367	2
1 792 518	1 498		292 ⁴	3 420	1 800	1 799 528	3
662 410	2 111	22		6 703	246	671 492	4
1 183 678			1 130 ⁵	(115 401)	24 844	1 094 251	5
251 021		9		(32 209)	1 199	220 020	6
542 205		2		224	1	542 432	7
194 846	2 296	316		3 117	90	200 665	8
612 528				17 598	5 420	635 546	9
12 372 778				2 879	119 267	12 494 924	10
4 012 053	4 418			(7 309)	14	4 009 176	11
1 649 920			14 969 ⁶	1 788	2 432	1 669 109	12
221 024		4		(65 495)	1	155 534	13
102 466	19 528			(2 283)	6	119 717	14
669 628		7		17 086	24 981	711 702	15
100 797				3 899	546	105 242	16
423 245		192		4 677	39 012	467 126	17
605 256		25		37 920	380 063	1 023 264	18
20 865 231				35 599	131 421	21 032 251	19
921 575		3		12 508	15 471	949 557	20
75 430	498			40 569	2 372	118 869	21
138 647				20 300	9	158 956	22
1 754 487		9 265		3 506	301	1 767 559	23
78 396		2		10 990	508	89 896	24
49 379 843	30 349	9 847	19 213		750 186	50 189 438	
6 995 000					219 000	7 214 000	
56 374 843	30 349	9 847	19 213		969 186 ⁷	57 403 438 *	
39 435 518	30 349		(200) ³			39 465 667	
16 939 325		9 847	19 413 ^{2, 4 à 6}		969 186	17 937 771	

- 1 Incluant des crédits initiaux de 5 131 000 établis en fonction des prévisions de cotisations au Fonds des services de santé et de 2 795 414 pour la contribution prévue selon l'évolution des besoins de la Régie de l'assurance maladie du Québec. Les cotisations réelles ont été de 5 046 956 pour lesquelles les dépenses se répartissent également aux programmes «Fonctions régionales» et «Régie de l'assurance maladie du Québec» du ministère de la Santé et des Services sociaux et de 2 822 847 pour la contribution du gouvernement.
- 2 96 254 de crédits permanents en vertu de la Loi sur l'Assemblée nationale, L.R.Q., c. A-23.1 alors qu'une prévision de 93 232 de crédits apparaissait au volume du Budget de dépenses déposé à l'Assemblée nationale.
- 3 2 477 de crédits votés en vertu de la Décision de l'Assemblée nationale no. 1275 du 16 juin 2005 alors qu'une prévision de 2 677 de crédits apparaissait pour le Commissaire au lobbying au volume du Budget de dépenses déposé à l'Assemblée nationale.
- 4 292 de crédits reportés en vertu du décret 187-2006 du 22 mars 2006 tel que prévu à la Loi concernant la ville de Schefferville, L.Q., 1986, c. 51.
- 5 1 130 de crédits permanents en vertu du décret 45-2006 du 1er février 2006 tel que prévu à la Loi sur L'Agence des partenariats public-privé du Québec, L.R.Q., c. A-7.002.
- 6 14 969 de crédits permanents en vertu du décret 726-2003 du 3 juillet 2003 tel que prévu à la Loi sur le Curateur public (L.R.Q., c. C-81).
- 7 Non inclus dans les prévisions budgétaires.

**SOMMAIRE DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS
PAR PORTEFEUILLES (suite)**
Année financière terminée le 31 mars 2006
(en milliers de dollars)

Détail page	Crédits autorisés (montants reportés)	CRÉDITS NON UTILISÉS			Ajustements négatifs de provisions
		Suspension du droit d'engager	Reports	Autres	
	(+)	(-)	(-)	(-)	(-)
1 2-4 Assemblée nationale	96 255			1 409	
2 2-12 Personnes désignées par l'Assemblée nationale	56 367		1 177	159	
3 2-20 Affaires municipales et Régions	1 799 528	21 263	3	5 227	
4 2-36 Agriculture, Pêcheries et Alimentation	671 492	1 034	152	1 858	757
5 2-44 Conseil du trésor et Administration gouvernementale	1 094 251		97	(162 240)	
6 2-54 Conseil exécutif	220 020	1 892	1 398	11 408	
7 2-64 Culture et Communications	542 432	831	87	4 797	
8 2-76 Développement durable, Environnement et Parcs	200 665	4 427	525	2 614	
9 2-84 Développement économique, Innovation et Exportation	635 546			(326 400)	1 243
10 2-92 Éducation, Loisir et Sport	12 494 924	41 884		81 607	18 600
11 2-104 Emploi et Solidarité sociale	4 009 176			100	
12 2-114 Famille, Aînés et Condition féminine	1 669 109	13 664	1 603	29 898	63
13 2-128 Finances (excluant le service de la dette)	155 534	34 661	2 754	12 522	
14 2-136 Immigration et Communautés culturelles	119 717	20		1 260	
15 2-146 Justice	711 702	1 741		8 295	
16 2-156 Relations internationales	105 242	766	715	431	
17 2-164 Ressources naturelles et Faune	467 126	27 652	912	23 682	74
18 2-172 Revenu	1 023 264	11 157	6 113	8 535	
19 2-178 Santé et Services sociaux	21 032 251			116 620	
20 2-188 Sécurité publique	949 557	3 495		2 878	
21 2-196 Services gouvernementaux	118 869			17 511	
22 2-202 Tourisme	158 956			10	
23 2-210 Transports	1 767 559	21 696	2 619	5 929	
24 2-218 Travail	89 896	10 503	689	13 319	
Total des programmes	50 189 438	196 686	18 844	(138 571)	20 737
2-130 Finances (service de la dette)	7 214 000			213 642	
Total	* 57 403 438	196 686	18 844	75 071	20 737
* Votés	39 465 667	196 686	18 844	(281 473)	
Permanents	17 937 771			356 544	
Ne nécessitant pas de crédits					
Ajustements négatifs de provisions					20 737

INVESTISSEMENTS		Dépenses excluant l'amortis- sement	Amortisse- ment	DÉPENSES		
Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobili- sations			2006 ⁹	2005	
(-)	(-)	=	+	=		
32	3 971	90 843	5 610	96 453	93 399	1
	1 843	53 188	1 580	54 768	54 688	2
10 783	1 812	1 760 440	3 004	1 763 444	1 627 960	3
44	17 212	650 435	8 223	658 658	662 137	4
354 925 ⁸	6	901 463	19	901 482	1 128 485	5
2	321	204 999	479	205 478	215 396	6
	3 115	533 602	1 642	535 244	525 047	7
8	16 134	176 957	10 196	187 153	202 934	8
270 262	1 772	688 669	2 913	691 582	549 481	9
148 172	21 661	12 183 000	12 244	12 195 244	11 770 156	10
507	43	4 008 526	169	4 008 695	4 066 490	11
1	10 134	1 613 746	3 001	1 616 747	1 528 822	12
3	3 852	101 742	1 824	103 566	112 056	13
5	3 589	114 843	1 654	116 497	120 690	14
46 705	14 888	640 073	13 551	653 624	632 368	15
233	1 203	101 894	843	102 737	102 849	16
7	18 216	396 583	14 579	411 162	371 068	17
89	1 494	995 876	1 622	997 498	905 809	18
44 008	1 209	20 870 414	1 839	20 872 253	20 111 108	19
513	15 010	927 661	17 159	944 820	943 608	20
3	6 959	94 396	2 103	96 499	40 127	21
		158 946		158 946	144 597	22
19	39 722	1 697 574	112 089	1 809 663	1 669 916	23
6	4 309	61 070	2 029	63 099	76 071	24
876 327	188 475	49 026 940	218 372	49 245 312	47 655 262	
125 000		6 875 358		6 875 358	6 853 239	
1 001 327	188 475	55 902 298	218 372	56 120 670	54 508 501 [*]	
737 292	182 833	38 611 485		38 611 485	37 472 367	
264 035	5 642	17 311 550		17 311 550	16 838 817	
		(20 737)	218 372	218 372	214 475	
				(20 737)	(17 158)	

8 Incluant 334 924 pour imputer aux crédits alloués à cette fin par le Parlement, l'excédent des dépenses sur les crédits constaté pour l'année financière terminée au 31 mars 2005.

9 Certains chiffres comparatifs ont été reclassés et redressés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 2006.

**SOMMAIRE DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS
PAR MISSIONS**
Année financière terminée le 31 mars 2006
(en milliers de dollars)

	Détail du pro- gramme en page	CRÉDITS INITIAUX		CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES			
		Votés et permanents	Déjà votés		Associés aux crédits au net	Associés aux produits d'aliénation	Autres
			Reports	Votés sur plus d'un an			
		+	+	+	+	+	+
MISSION : SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX							
Portefeuille : Santé et Services sociaux							
Fonctions nationales	2-178	275 829	3 535				
Permanents		437					
Ne nécessitant pas de crédits							
Fonctions régionales	2-178	12 019 975					
Permanents		3 154 879					
Office des personnes handicapées du Québec	2-180	49 369	293				
Ne nécessitant pas de crédits							
Régie de l'assurance maladie du Québec	2-180						
Permanents		5 360 914					
Total du portefeuille		20 861 403	3 828				
TOTAL DE LA MISSION		20 861 403	3 828				
MISSION : ÉDUCATION ET CULTURE							
Portefeuille : Culture et Communications							
Charte de la langue française	2-68	22 074	600				
Ne nécessitant pas de crédits							
Gestion interne, institutions nationales et Commission des biens culturels	2-64	76 198	2 349				
Permanents		9				2	
Ne nécessitant pas de crédits							
Soutien à la culture, aux communications et aux sociétés d'État	2-66	438 874					
Permanents		2 101					
Total du portefeuille		539 256	2 949			2	

* Certains chiffres comparatifs ont été reclassés et redressés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 2006.

** Voir les composantes du montant au «Détail des crédits autorisés, des dépenses et des autres coûts par programmes, éléments et supercatégories».

Virements et transferts de juridiction	Autres crédits permanents	Crédits autorisés	Crédits non utilisés et ajustements négatifs de provisions	Investissements **	Dépenses excluant l'amortissement	Amortissement	DÉPENSES	
							2006 *	2005
+, (-)	+	=	(-)	(-)	=	+	=	
(12 583)		266 781		1 112	265 669		265 669	260 854
	17	454	237		217		217	224
						1 672	1 672	1 612
40 823		12 060 798			12 060 798		12 060 798	11 538 388
	71 632	3 226 511	42 022	44 000	3 140 489		3 140 489	3 020 793
7 359		57 021		105	56 916		56 916	53 177
						167	167	141
	59 772	5 420 686	74 361		5 346 325		5 346 325	5 235 919
35 599	131 421	21 032 251	116 620	45 217	20 870 414	1 839	20 872 253	20 111 108
35 599	131 421	21 032 251	116 620	45 217	20 870 414	1 839	20 872 253	20 111 108
(190)		22 484	875	134	21 475		21 475	21 722
						229	229	301
(4 373)		74 174	4 836	2 979	66 359		66 359	73 296
	1	12		2	10		10	10
						1 413	1 413	1 486
4 787		443 661			443 661		443 661	426 131
		2 101	4		2 097		2 097	2 101
224	1	542 432	5 715	3 115	533 602	1 642	535 244	525 047

**SOMMAIRE DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS
PAR MISSIONS (suite)**
Année financière terminée le 31 mars 2006
(en milliers de dollars)

	Détail du pro- gramme en page	CRÉDITS INITIAUX		CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES			
		Votés et permanents	Déjà votés		Associés aux crédits au net	Associés aux produits d'aliénation	Autres
			Reports	Votés sur plus d'un an			
		+	+	+	+	+	+
MISSION : ÉDUCATION ET CULTURE (suite)							
Portefeuille : Éducation, Loisir et Sport							
Administration et consultation	2-92	149 138	4 259				
Permanents		10					
Ne nécessitant pas de crédits							
Aide financière aux études	2-94	449 022					
Permanents		30 342					
Ne nécessitant pas de crédits							
Ajustements négatifs de provisions							
Développement du sport et du loisir	2-96	64 876					
Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire	2-94	7 203 804					
Enseignement supérieur	2-96	3 780 120					
Formation en tourisme et hôtellerie	2-92	18 789					
Régimes de retraite	2-98						
Permanents		672 418					
Total du portefeuille		12 368 519	4 259				
Portefeuille : Immigration et Communautés culturelles							
Immigration, intégration et communautés culturelles	2-136	101 746			19 528		
Permanents		10					
Ne nécessitant pas de crédits							
Ajustements négatifs de provisions							
Total du portefeuille		101 756			19 528		
TOTAL DE LA MISSION		13 009 531	7 208		19 528	2	
MISSION : ÉCONOMIE ET ENVIRONNEMENT							
Portefeuille : Affaires municipales et Régions							
Habitation	2-24	317 520					
Mise à niveau des infrastructures et renouveau urbain	2-20	580 148	53				
Promotion et développement de la Métropole	2-20	77 669					
Permanents							
Total du portefeuille		975 337	53				

1 L'augmentation est attribuable principalement à la bonification des bourses suite au rétablissement d'une partie de la portion des prêts convertis en bourses et à un montant de 31 000 relatif au jugement de la Cour suprême du Canada concernant le remboursement d'intérêts aux étudiants.

Virements et transferts de juridiction	Autres crédits permanents	Crédits autorisés	Crédits non utilisés et ajustements négatifs de provisions **	Investissements **	Dépenses excluant l'amortissement	Amortissement	DÉPENSES	
							2006 *	2005
+, (-)	+	=	(-)	(-)	=	+	=	
1 968	63	155 365 73	20 765	14 870	119 730 73	5 116	119 730 73	120 718 42
		449 022	66 958	79 963	302 101		5 116	4 963
	458	30 800			30 800		302 101	220 278
			18 600		(18 600)	7 128	30 800	30 772
1 000		65 876			65 876		7 128	5 952
							(18 600)	(8 700)
1 856 (1 945)		7 205 660 3 778 175 18 789	21 201 11 765		7 184 459 3 766 410 18 789		65 876	66 597
	118 746	791 164	2 802	75 000	713 362		713 362	653 649
2 879	119 267	12 494 924	142 091	169 833	12 183 000	12 244	12 195 244	11 770 156
(2 283)	6	118 991 16	1 239	3 590	114 162 16	1 649	114 162 16	117 540 56
							1 649	2 437
(2 283)	6	119 007	1 239	3 590	114 178	1 649	115 827	120 027
820	119 274	13 156 363	149 045	176 538	12 830 780	15 535	12 846 315	12 415 230
1 342 (14 040) 196		318 862 566 161 77 865 1 800	10 996 4 001		318 862 555 165 73 864 1 800		318 862 555 165 73 864 1 800	324 410 471 252 60 814 16
(12 502)	1 800	964 688	14 997		949 691		949 691	856 492

**SOMMAIRE DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS
PAR MISSIONS (suite)**
Année financière terminée le 31 mars 2006
(en milliers de dollars)

Détail du pro- gramme en page	CRÉDITS INITIAUX			CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES		
	Votés et permanents	Déjà votés		Associés aux crédits au net	Associés aux produits d'aliénation	Autres
		Reports	Votés sur plus d'un an			
	+	+	+	+	+	+
MISSION: ÉCONOMIE ET ENVIRONNEMENT (suite)						
Portefeuille : Agriculture, Pêcheries et Alimentation						
Développement des entreprises bioalimentaires, formation et qualité des aliments	2-36	345 564		1 471		
Permanents		9			22	
Ne nécessitant pas de crédits						
Ajustements négatifs de provisions						
Organismes d'État	2-36	316 779	58	640		
Ne nécessitant pas de crédits						
Total du portefeuille		662 352	58	2 111	22	
Portefeuille : Développement durable, Environnement et Parcs						
Bureau d'audiences publiques sur l'environnement	2-76	5 220	157			
Ne nécessitant pas de crédits						
Protection de l'environnement et gestion des parcs	2-76	185 377	4 058	2 296		
Permanents		34			316	
Ne nécessitant pas de crédits						
Ajustements négatifs de provisions						
Total du portefeuille		190 631	4 215	2 296	316	
Portefeuille : Développement économique, Innovation et Exportation						
Développement économique et aide aux entreprises	2-84	347 403	1 831			
Permanents						
Ajustements négatifs de provisions						
Direction du Ministère	2-84	38 742	1 549			
Permanents		10				
Ne nécessitant pas de crédits						
Recherche, science et technologie	2-86	222 669	324			
Total du portefeuille		608 824	3 704			
Portefeuille : Emploi et Solidarité sociale						
Mesures d'aide à l'emploi	2-104	899 459	42			
Total du portefeuille		899 459	42			

- 2 L'augmentation s'explique principalement par la modification de la convention comptable sur la provision pour pertes sur interventions financières garanties. Par contre, cette hausse est réduite par une diminution des montants accordés à Investissement Québec pour ses dépenses de fonctionnement.

Virements et transferts de juridiction	Autres crédits permanents	Crédits autorisés	Crédits non utilisés et ajustements négatifs de provisions **	Investissements **	Dépenses excluant l'amortissement	Amortissement	DÉPENSES	
							2006 *	2005
+, (-)	+	=	(-)	(-)	=	+	=	
6 554	246	353 589 277	2 795 22	16 848	333 946 255	7 912	333 946 255	338 160 238
149		317 626	757 227	408	(757) 316 991	311	7 912 (757) 316 991 311	7 269 (1 138) 317 338 270
6 703	246	671 492	3 801	17 256	650 435	8 223	658 658	662 137
522		5 899	202	19	5 678	59	5 678 59	5 541 65
2 264 331	90	193 995 771	7 048 316	16 123	170 824 455	10 137	170 824 455 10 137	186 130 310 11 004 (116)
3 117	90	200 665	7 566	16 142	176 957	10 196	187 153	202 934
6 303	5 123	355 537 5 123	(326 400) 1 243	270 261	411 676 5 123 (1 243)	2 913	411 676 ² 5 123 (1 243)	272 249 2 382 (4 381)
(2 945)	297	37 346 307		1 773	35 573 307		35 573 307 2 913	35 720 2 214 3 538
14 240		237 233			237 233		237 233	237 759
17 598	5 420	635 546	(325 157)	272 034	688 669	2 913	691 582	549 481
3 364		902 865	38		902 827		902 827	918 920
3 364		902 865	38		902 827		902 827	918 920

**SOMMAIRE DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS
PAR MISSIONS (suite)**
Année financière terminée le 31 mars 2006
(en milliers de dollars)

Détail du pro- gramme en page	CRÉDITS INITIAUX		CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES			
	Votés et permanents	Déjà votés		Associés aux crédits au net	Associés aux produits d'aliénation	Autres
		Reports	Votés sur plus d'un an			
	+	+	+	+	+	+
MISSION : ÉCONOMIE ET ENVIRONNEMENT (suite)						
Portefeuille : Relations internationales						
Affaires internationales	2-156	98 422	2 265			
Permanents		110				
Ne nécessitant pas de crédits						
Total du portefeuille		98 532	2 265			
Portefeuille : Ressources naturelles et Faune						
Gestion des ressources naturelles et fauniques	2-164	409 799	8 341			
Permanents		5 105			192	
Ne nécessitant pas de crédits						
Ajustements négatifs de provisions						
Total du portefeuille		414 904	8 341		192	
Portefeuille : Tourisme						
Promotion et développement du tourisme	2-202	138 647				
Permanents						
Total du portefeuille		138 647				
Portefeuille : Transports						
Administration et services corporatifs	2-212	90 742	2 770			
Permanents		19				
Ne nécessitant pas de crédits						
Infrastructures de transport	2-210	1 222 440	12 430			
Permanents					9 265	
Ne nécessitant pas de crédits						
Promotion et développement de la Capitale-Nationale	2-212	29 220				
Ne nécessitant pas de crédits						
Systèmes de transport	2-210	395 990	876			
Ne nécessitant pas de crédits						
Total du portefeuille		1 738 411	16 076		9 265	
TOTAL DE LA MISSION		5 727 097	34 754	4 407	9 795	

3 La variation s'explique principalement par une augmentation des sommes versées pour l'extinction des feux de forêts de l'été 2005.

4 La hausse est attribuable à l'accroissement des activités dans le Fonds de conservation et d'amélioration du réseau routier et à l'augmentation des dépenses d'entretien des routes.

Virements et transferts de juridiction	Autres crédits permanents	Crédits autorisés	Crédits non utilisés et ajustements négatifs de provisions	Investissements **	Dépenses excluant l'amortissement	Amortissement	DÉPENSES	
							2006 *	2005
+, (-)	+	=	(-)	(-)	=	+	=	
3 899	546	104 586 656	1 912	1 433 3	101 241 653	843	101 241 653 843	101 356 584 909
3 899	546	105 242	1 912	1 436	101 894	843	102 737	102 849
4 677	39 012	422 817 44 309	51 979 267	18 223	352 615 44 042	14 579	352 615 44 042 14 579 (74)	353 399 4 422 13 247
4 677	39 012	467 126	52 320	18 223	396 583	14 579	411 162	371 068
20 300	9	158 947 9	10		158 937 9		158 937 9	144 597
20 300	9	158 956	10		158 946		158 946	144 597
204	301	93 716 320	10 849	9 122	73 745 320	6 827	73 745 320 6 827	80 932 167 7 411
878		1 235 748 9 265	12 785 2 752	28 643	1 194 320 6 513	104 184	1 194 320 6 513 104 184	1 080 966 3 887 103 458
7 604		36 824	8	2	36 814	8	36 814 8	40 098 9
(5 180)		391 686	3 850	1 974	385 862	1 070	385 862 1 070	352 355 633
3 506	301	1 767 559	30 244	39 741	1 697 574	112 089	1 809 663	1 669 916
50 662	47 424	5 874 139	(214 269)	364 832	5 723 576	148 843	5 872 419	5 478 394

**SOMMAIRE DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS
PAR MISSIONS (suite)**
Année financière terminée le 31 mars 2006
(en milliers de dollars)

Détail du pro- gramme en page	CRÉDITS INITIAUX			CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES		
	Votés et permanents	Déjà votés		Associés aux crédits au net	Associés aux produits d'aliénation	Autres
		Reports	Votés sur plus d'un an			
	+	+	+	+	+	+
MISSION : SOUTIEN AUX PERSONNES ET AUX FAMILLES						
Portefeuille : Emploi et Solidarité sociale						
Mesures d'aide financière	2-106	2 624 807	4 603	279 000		
Permanents		5 500				
Soutien à la gestion	2-108	192 275	6 358		4 418	
Permanents		9				
Ne nécessitant pas de crédits						
Total du portefeuille		2 822 591	10 961	279 000	4 418	
Portefeuille : Famille, Aînés et Condition féminine						
Condition des aînés	2-116	2 715				
Condition féminine	2-116	6 832	177			
Ne nécessitant pas de crédits						
Curateur public	2-118	42 860	1 226			
Permanents						14 969
Ne nécessitant pas de crédits						
Ajustements négatifs de provisions						
Mesures d'aide à la famille	2-114	1 426 148	468	140 000		
Permanents		2 100				
Ajustements négatifs de provisions						
Planification, recherche et administration	2-114	27 207	177			
Permanents		10				
Ne nécessitant pas de crédits						
Total du portefeuille		1 507 872	2 048	140 000		14 969
Portefeuille : Justice						
Aide aux justiciables	2-148	177 862	107			
Permanents		60 604				
Ne nécessitant pas de crédits						
Total du portefeuille		238 466	107			
TOTAL DE LA MISSION		4 568 929	13 116	419 000	4 418	14 969

Virements et transferts de juridiction	Autres crédits permanents	Crédits autorisés	Crédits non utilisés et ajustements négatifs de provisions	Investissements **	Dépenses excluant l'amortissement	Amortissement	DÉPENSES	
							2006 *	2005
+, (-)	+	=	(-)	(-)	=	+	=	
8 458		2 916 868		497	2 916 371		2 916 371	2 947 914
		5 500	62		5 438		5 438	5 368
(19 131)		183 920		53	183 867		183 867	193 955
	14	23			23		23	82
						169	169	251
(10 673)	14	3 106 311	62	550	3 105 699	169	3 105 868	3 147 570
35		2 750	133		2 617		2 617	1 961
6		7 015	502	23	6 490		6 490	6 846
						13	13	23
34		44 120	5 374	7 565	31 181		31 181	32 552
(331)		14 638	432		14 206		14 206	10 518
						2 166	2 166	2 230
			3		(3)		(3)	
147		1 566 763	32 286	54	1 534 423		1 534 423	1 450 899
	2 399	4 499	100		4 399		4 399	5 710
			60		(60)		(60)	
1 897		29 281	6 338	2 493	20 450		20 450	17 202
	33	43			43		43	
						822	822	881
1 788	2 432	1 669 109	45 228	10 135	1 613 746	3 001	1 616 747	1 528 822
14 278		192 247	185	43 273	148 789		148 789	141 202
	15 775	76 379			76 379		76 379	71 879
						182	182	144
14 278	15 775	268 626	185	43 273	225 168	182	225 350	213 225
5 393	18 221	5 044 046	45 475	53 958	4 944 613	3 352	4 947 965	4 889 617

**SOMMAIRE DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS
PAR MISSIONS (suite)**
Année financière terminée le 31 mars 2006
(en milliers de dollars)

Détail du pro- gramme en page	CRÉDITS INITIAUX			CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES		
	Votés et permanents	Déjà votés		Associés aux crédits au net	Associés aux produits d'aliénation	Autres
		Reports	Votés sur plus d'un an			
	+	+	+	+	+	+
MISSION : GOUVERNE ET JUSTICE						
Portefeuille : Assemblée nationale						
Secrétariat général adjoint aux affaires administratives	2-4	30 347				
Permanents						
Ne nécessitant pas de crédits						
Secrétariat général, affaires parlementaires et affaires institutionnelles	2-4	18 500				
Permanents						
Services statutaires de soutien aux parlementaires	2-4	44 386				806
Permanents						
Commission spéciale	2-6					
Permanents						2 216
Total du portefeuille		93 233				3 022
Portefeuille : Personnes désignées par l'Assemblée nationale						
Administration du système électoral	2-12	25 750				
Permanents						
Ne nécessitant pas de crédits						
Le Commissaire au lobbying	2-14	2 678				(200)
Ne nécessitant pas de crédits						
Le Protecteur du citoyen	2-12	7 793	71			
Permanents		250				
Ne nécessitant pas de crédits						
Le Vérificateur général	2-12	19 897	32			
Ne nécessitant pas de crédits						
Total du portefeuille		56 368	103			(200)
Portefeuille : Affaires municipales et Régions						
Administration générale	2-22	52 957	1 648			
Permanents		9				
Ne nécessitant pas de crédits						
Commission municipale du Québec	2-24	2 980	94			
Ne nécessitant pas de crédits						
Compensations tenant lieu de taxes et aide financière aux municipalités	2-22	692 319				
Permanents						292
Développement des régions et ruralité	2-24	52 801				
Régie du logement	2-26	14 167	153	1 498		
Ne nécessitant pas de crédits						
Total du portefeuille		815 233	1 895	1 498		292

Virements et transferts de juridiction	Autres crédits permanents	Crédits autorisés	Crédits non utilisés et ajustements négatifs de provisions	Investissements	Dépenses excluant l'amortissement	Amortissement	DÉPENSES	
							2006	2005
+, (-)	+	=	(-)	(-)	=	+	=	*
351		30 698	84	3 972	26 642	5 610	26 642	27 095
							5 610	5 638
(270)		18 230	829	9	17 392		17 392	16 875
(81)		45 111	233	19	44 859		44 859	43 791
		2 216	263	3	1 950		1 950	
		96 255	1 409	4 003	90 843	5 610	96 453	93 399
(98)	176	25 828		1 418	24 410	670	24 410	24 381
		2 478		43	2 435	104	670	643
							2 435	2 249
4		7 868	386	114	7 368		104	99
	6	256			256		7 368	7 580
						295	256	250
8		19 937	950	268	18 719		295	127
						511	18 719	18 858
							511	501
(86)	182	56 367	1 336	1 843	53 188	1 580	54 768	54 688
4 631		59 236	7 923	1 607	49 706		49 706	47 744
		9	2		7		7	14
						2 764	2 764	3 544
(298)		2 776	355		2 421		2 421	3 170
						29	29	34
4 720		697 039	1 831	10 782	684 426		684 426	649 225
		292	292					3
6 321		59 122	937		58 185		58 185	51 716
548		16 366	156	206	16 004		16 004	15 836
						211	211	182
15 922		834 840	11 496	12 595	810 749	3 004	813 753	771 468

**SOMMAIRE DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS
PAR MISSIONS (suite)**
Année financière terminée le 31 mars 2006
(en milliers de dollars)

Détail du pro- gramme en page	CRÉDITS INITIAUX		CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES			
	Votés et permanents	Déjà votés		Associés aux crédits au net	Associés aux produits d'aliénation	Autres
		Reports	Votés sur plus d'un an			
	+	+	+	+	+	+
MISSION: GOUVERNE ET JUSTICE (suite)						
Portefeuille : Conseil du trésor et Administration gouvernementale						
Commission de la fonction publique Ne nécessitant pas de crédits	2-44	3 266	99			
Fonds de suppléance	2-48	756 002				
Régimes de retraite et d'assurances Permanents	2-46	4 388				
		299 989				
Secrétariat du Conseil du trésor Permanents	2-44	116 883	1 541			
		1 510				1 130
Ne nécessitant pas de crédits						
Total du portefeuille		1 182 038	1 640			1 130
Portefeuille : Conseil exécutif						
Affaires autochtones Permanents	2-56	153 718	148			
		9				
Ne nécessitant pas de crédits						
Affaires intergouvernementales canadiennes Permanents	2-56	11 411	315			
		10				
Ne nécessitant pas de crédits						
Cabinet du lieutenant-gouverneur	2-54	858				
Jeunesse	2-58	10 151	108			
Ne nécessitant pas de crédits						
Réforme des institutions démocratiques et accès à l'information	2-58	5 632	22			
Ne nécessitant pas de crédits						
Services de soutien auprès du premier ministre et du Conseil exécutif Permanents	2-54	66 607	956			
		1 076				9
Ne nécessitant pas de crédits						
Total du portefeuille		249 472	1 549			9
Portefeuille : Finances						
Direction du ministère Permanents	2-128	61 340	1 456			
		10				4
Ne nécessitant pas de crédits						
Politiques budgétaires et fiscales, analyses économiques et direction des activités financières et comptables du gouvernement Permanents	2-128	146 259	1 580			
		10 379				
Ne nécessitant pas de crédits						
Total du portefeuille		217 988	3 036			4

5 Incluant 334 924 pour imputer aux crédits alloués à cette fin par le Parlement, l'excédent des dépenses sur les crédits constaté pour l'année financière terminée au 31 mars 2005.

6 La variation est principalement attribuable à la provision pour l'équité salariale de 498 400 en 2005-2006 comparativement à 673 000 en 2004-2005.

Virements et transferts de juridiction	Autres crédits permanents	Crédits autorisés	Crédits non utilisés et ajustements négatifs de provisions	Investissements **	Dépenses excluant l'amortissement	Amortissement	DÉPENSES	
							2006 *	2005
+, (-)	+	=	(-)	(-)	=	+	=	
4		3 369	631	6	2 732		2 732	2 958
						19	19	31
(755 902)		100	100					
		4 388	1 514		2 874		2 874	2 653
	24 844	324 833	7 490	20 000	297 343		297 343	301 408
640 497		758 921	(172 169)	334 925 ⁵	596 165		596 165 ⁶	821 423
		2 640	291		2 349		2 349	9
								3
(115 401)	24 844	1 094 251	(162 143)	354 931	901 463	19	901 482	1 128 485
(68)		153 798	10 823	22	142 953		142 953	138 576
	55	64			64		64	11
						30	30	30
177		11 903	729	16	11 158		11 158	10 450
	39	49			49		49	66
						26	26	59
215		1 073	2		1 071		1 071	965
(40)		10 219	1 515		8 704		8 704	19 385
						12	12	18
208		5 862	257	20	5 585		5 585	5 575
						17	17	40
(32 701)		34 862	1 363	265	33 234		33 234	37 582
	1 105	2 190	9		2 181		2 181	1 921
						394	394	718
(32 209)	1 199	220 020	14 698	323	204 999	479	205 478	215 396
626		63 422	9 068	2 731	51 623		51 623	56 005
	1	15	4		11		11	16
						1 563	1 563	1 403
(66 121)		81 718	39 734	1 124	40 860		40 860	44 166
		10 379	1 131		9 248		9 248	9 614
						261	261	852
(65 495)	1	155 534	49 937	3 855	101 742	1 824	103 566	112 056

**SOMMAIRE DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS
PAR MISSIONS (suite)**
Année financière terminée le 31 mars 2006
(en milliers de dollars)

Détail du pro- gramme en page	CRÉDITS INITIAUX			CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES		
	Votés et permanents	Déjà votés		Associés aux crédits au net	Associés aux produits d'aliénation	Autres
		Reports	Votés sur plus d'un an			
	+	+	+	+	+	+
MISSION : GOUVERNE ET JUSTICE (suite)						
Portefeuille : Immigration et Communautés culturelles						
Organisme relevant du ministre Ne nécessitant pas de crédits	2-136	690	20			
Total du portefeuille		690	20			
Portefeuille : Justice						
Activité judiciaire	2-146	25 449	758			
Permanents		51 358				
Administration de la justice	2-146	318 233	2 200			
Permanents		10 933			7	
Ne nécessitant pas de crédits						
Ajustements négatifs de provisions						
Justice administrative	2-148	14 658	9			
Organisme de protection relevant du ministre	2-150	7 429	28			
Ne nécessitant pas de crédits						
Total du portefeuille		428 060	2 995		7	
Portefeuille : Revenu						
Administration fiscale	2-172	446 950	11 770			
Permanents		146 536			25	
Ne nécessitant pas de crédits						
Total du portefeuille		593 486	11 770		25	
Portefeuille : Sécurité publique						
Organismes relevant du ministre	2-190	28 232	860			
Permanents		3				
Sécurité, prévention et gestion interne	2-188	405 843	2 390			
Permanents		6 164			3	
Ne nécessitant pas de crédits						
Sûreté du Québec	2-188	478 083				
Permanents						
Ne nécessitant pas de crédits						
Total du portefeuille		918 325	3 250		3	
Portefeuille : Services gouvernementaux						
Services gouvernementaux	2-196	74 677	734	498		
Permanents		19				
Ne nécessitant pas de crédits						
Total du portefeuille		74 696	734	498		

7 La variation résulte principalement de la hausse de la dépense de mauvaises créances due à l'augmentation des débiteurs suite à l'intensification des activités d'enquêtes et de vérification.

8 L'augmentation s'explique principalement par une dépense de 44 200 suite à la création d'une provision pour moins-value d'actif.

Virements et transferts de juridiction	Autres crédits permanents	Crédits autorisés	Crédits non utilisés et ajustements négatifs de provisions **	Investissements **	Dépenses excluant l'amortissement	Amortissement	DÉPENSES	
							2006 *	2005
+, (-)	+	=	(-)	(-)	=	+	=	
		710	41	4	665	5	665	662
							5	1
		710	41	4	665	5	670	663
(84)		26 123	386	1 189	24 548		24 548	23 312
	9 096	60 454	198	238	60 018		60 018	48 366
2 909		323 342	7 989	13 101	302 252		302 252	316 046
	110	11 050	1 193		9 857		9 857	3 774
						13 289	13 289	11 856
								(2 817)
(13)		14 654	62	3 764	10 828		10 828	11 072
(4)		7 453	23	28	7 402		7 402	7 444
						80	80	90
2 808	9 206	443 076	9 851	18 320	414 905	13 369	428 274	419 143
37 920		496 640	18 408	1 583	476 649		476 649	473 269
	380 063	526 624	7 397		519 227		519 227	431 446
						1 622	1 622	1 094
37 920	380 063	1 023 264	25 805	1 583	995 876	1 622	997 498	905 809
2 491		31 583	3 836	369	27 378		27 378	28 974
		3	3					
(6 188)		402 045	2 531	4 271	395 243		395 243	409 052
	14 446	20 613	2	1	20 610		20 610	20 647
						4 884	4 884	4 734
16 205		494 288	1	10 882	483 405		483 405	466 580
	1 025	1 025			1 025		1 025	1 465
						12 275	12 275	12 156
12 508	15 471	949 557	6 373	15 523	927 661	17 159	944 820	943 608
40 471		116 380	17 409	6 962	92 009		92 009	39 746
98	2 372	2 489	102		2 387		2 387	89
						2 103	2 103	292
40 569	2 372	118 869	17 511	6 962	94 396	2 103	96 499	40 127

**SOMMAIRE DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS
PAR MISSIONS (suite)**
Année financière terminée le 31 mars 2006
(en milliers de dollars)

Détail du pro- gramme en page	CRÉDITS INITIAUX			CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES		
	Votés et permanents	Déjà votés		Associés aux crédits au net	Associés aux produits d'aliénation	Autres
		Reports	Votés sur plus d'un an			
	+	+	+	+	+	+
MISSION: GOUVERNE ET JUSTICE (suite)						
Portefeuille : Travail						
Travail	2-218	61 275	1 664	13 000		
Permanents		2 457			2	
Ne nécessitant pas de crédits						
Total du portefeuille		63 732	1 664	13 000	2	
TOTAL DE LA MISSION		4 693 321	28 656	13 000	1 996	50
MISSION : SERVICE DE LA DETTE						
Portefeuille : Finances						
Service de la dette et intérêts sur le compte des régimes de retraite Permanents	2-130	6 995 000				
Total du portefeuille		6 995 000				
TOTAL DE LA MISSION		6 995 000				
TOTAL DES CRÉDITS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS		55 855 281	87 562	432 000	30 349	9 847
Votés		38 915 956	87 562	432 000	30 349	(200)
Permanents		16 939 325				9 847
Ne nécessitant pas de crédits						19 413
Ajustements négatifs de provisions						

9 Incluant 4 043 803 (2005: 4 066 814) pour le service de la dette directe et 2 831 555 (2005: 2 786 425) pour les intérêts sur le compte des régimes de retraite.

10 Non inclus dans les prévisions budgétaires.

Virements et transferts de juridiction	Autres crédits permanents	Crédits autorisés	Crédits non utilisés et ajustements négatifs de provisions **	Investissements **	Dépenses excluant l'amortissement	Amortissement	DÉPENSES	
							2006 *	2005
+, (-)	+	=	(-)	(-)	=	+	=	
10 990	508	86 929 2 967	24 509 2	4 303 12	58 117 2 953	2 029	58 117 2 953 2 029	70 981 2 994 2 096
10 990	508	89 896	24 511	4 315	61 070	2 029	63 099	76 071
(92 474)	433 846	5 082 639	825	424 257	4 657 557	48 803	4 706 360	4 760 913
	219 000	7 214 000	213 642	125 000	6 875 358		6 875 358 ⁹	6 853 239
	219 000	7 214 000	213 642	125 000	6 875 358		6 875 358	6 853 239
	219 000	7 214 000	213 642	125 000	6 875 358		6 875 358	6 853 239
	969 186 ¹⁰	57 403 438	311 338	1 189 802	55 902 298	218 372	56 120 670	54 508 501
	969 186	39 465 667 17 937 771	(65 943) 356 544	920 125 269 677	38 611 485 17 311 550	218 372	38 611 485 17 311 550 218 372	37 472 367 16 838 817 214 475
			20 737		(20 737)		(20 737)	(17 158)

**SOMMAIRE DES CRÉDITS AUTORISÉS ET DES DÉPENSES PAR PORTEFEUILLES,
MINISTÈRES ET ORGANISMES ET PAR SUPERCATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2006
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés de dépenses	Dépenses * =	Rémunération +
ASSEMBLÉE NATIONALE	92 242	90 843	67 848
PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE			
Commissaire au lobbyisme	2 435	2 435	1 679
Directeur général des élections - Commission de la représentation	24 411	24 410	14 490
Protecteur du citoyen	7 918	7 624	5 877
Vérificateur général	19 669	18 719	14 519
	54 433	53 188	36 565
AFFAIRES MUNICIPALES ET RÉGIONS			
Ministère des Affaires municipales et des Régions	1 763 075	1 742 015	37 034
Commission municipale du Québec	2 766	2 421	1 951
Régie du logement	16 158	16 004	12 219
	1 781 999	1 760 440	51 204
AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION			
Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation	640 159	638 444	113 475
Commission de protection du territoire agricole du Québec	8 457	8 305	6 894
Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec	3 761	3 686	2 807
	652 377	650 435	123 176
CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE			
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	735 856	898 731	857 173
Commission de la fonction publique	3 351	2 732	2 170
	739 207	901 463	859 343
CONSEIL EXÉCUTIF			
Ministère du Conseil exécutif	214 406	200 145	35 481
Commission d'accès à l'information	4 145	4 145	3 401
Conseil permanent de la jeunesse	751	709	530
	219 302	204 999	39 412
CULTURE ET COMMUNICATIONS			
Ministère de la Culture et des Communications	513 606	513 456	44 909
Commission de toponymie	991	991	795
Commission des biens culturels du Québec	428	428	266
Conseil supérieur de la langue française	1 462	1 425	882
Office québécois de la langue française	18 037	17 302	13 542
	534 524	533 602	60 394

* Excluant l'amortissement des immobilisations qui ne requiert pas de crédits.

** La dépense d'amortissement est comprise dans la supercatégorie «Fonctionnement».

Fonctionnement *+	Créances douteuses et autres provisions +	Transfert +	Affectation à un fonds spécial +	Service de la dette	Fonctionnement Amortissement **	Dépenses totales
22 964		31			5 610	96 453
756					104	2 539
7 175		2 745			670	25 080
1 747					295	7 919
4 200					511	19 230
13 878		2 745			1 580	54 768
12 811	4 764	1 659 357	28 049		2 764	1 744 779
470					29	2 450
3 785					211	16 215
17 066	4 764	1 659 357	28 049		3 004	1 763 444
41 155	(552)	484 366			7 912	646 356
1 411					311	8 616
879						3 686
43 445	(552)	484 366			8 223	658 658
12 920		24 201	4 437			898 731
562					19	2 751
13 482		24 201	4 437		19	901 482
17 762		146 902			458	200 603
744					17	4 162
179					4	713
18 685		146 902			479	205 478
21 814	397	446 336			1 418	514 874
196						991
162						428
523		20			4	1 429
3 532		228			220	17 522
26 227	397	446 584			1 642	535 244

**SOMMAIRE DES CRÉDITS AUTORISÉS ET DES DÉPENSES PAR PORTEFEUILLES,
MINISTÈRES ET ORGANISMES ET PAR SUPERCATÉGORIES DE DÉPENSES (suite)**

 Année financière terminée le 31 mars 2006
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés de dépenses	Dépenses * =	Rémunération +
DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET PARCS			
Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs	172 614	171 279	99 740
Bureau d'audiences publiques sur l'environnement	5 849	5 678	3 709
	<u>178 463</u>	<u>176 957</u>	<u>103 449</u>
DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, INNOVATION ET EXPORTATION			
Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation	607 665	687 321	59 762
Conseil de la science et de la technologie	1 348	1 348	968
	<u>609 013</u>	<u>688 669</u>	<u>60 730</u>
ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT			
Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport	12 241 919	12 178 758	86 220
Commission consultative de l'enseignement privé	116	104	78
Commission d'évaluation de l'enseignement collégial	2 150	2 085	1 709
Conseil supérieur de l'éducation	2 102	2 053	1 474
	<u>12 246 287</u>	<u>12 183 000</u>	<u>89 481</u>
EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE			
	<u>4 008 627</u>	<u>4 008 526</u>	<u>168 830</u>
FAMILLE, AÎNÉS ET CONDITION FÉMININE			
Ministère de la Famille, des Aînés et de la Condition féminine	1 597 480	1 562 392	26 105
Conseil de la famille et de l'enfance	1 135	1 089	795
Conseil des aînés	708	706	517
Conseil du statut de la femme	4 393	4 175	3 011
Curateur public	46 698	45 384	33 086
	<u>1 650 414</u>	<u>1 613 746</u>	<u>63 514</u>
FINANCES			
Ministère des Finances	7 220 877	6 963 146	43 136
Le Registraire des entreprises	14 696	13 954	9 902
	<u>7 235 573</u>	<u>6 977 100</u>	<u>53 038</u>
IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES			
Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles	114 189	114 178	61 326
Conseil des relations interculturelles	704	665	461
	<u>114 893</u>	<u>114 843</u>	<u>61 787</u>

Fonctionnement *+	Créances douteuses et autres provisions +	Transfert +	Affectation à un fonds spécial +	Service de la dette	Fonctionnement Amortissement **	Dépenses totales
48 663	112	22 764			10 137	181 416
1 969					59	5 737
<u>50 632</u>	<u>112</u>	<u>22 764</u>			<u>10 196</u>	<u>187 153</u>
36 048	195 861	395 650			2 913	690 234
380						1 348
<u>36 428</u>	<u>195 861</u>	<u>395 650</u>			<u>2 913</u>	<u>691 582</u>
46 712	12 200	12 033 626			12 211	12 190 969
26						104
376					18	2 103
579					15	2 068
<u>47 693</u>	<u>12 200</u>	<u>12 033 626</u>			<u>12 244</u>	<u>12 195 244</u>
<u>100 187</u>	<u>5 438</u>	<u>2 755 044</u>	<u>979 027</u>		<u>169</u>	<u>4 008 695</u>
8 449	4 339	1 523 499			832	1 563 224
294						1 089
189						706
1 164					3	4 178
12 301	(3)				2 166	47 550
<u>22 397</u>	<u>4 336</u>	<u>1 523 499</u>			<u>3 001</u>	<u>1 616 747</u>
28 027		16 175	450	6 875 358	1 367	6 964 513
4 051	1				457	14 411
<u>32 078</u>	<u>1</u>	<u>16 175</u>	<u>450</u>	<u>6 875 358</u>	<u>1 824</u>	<u>6 978 924</u>
29 592		23 260			1 649	115 827
204					5	670
<u>29 796</u>		<u>23 260</u>			<u>1 654</u>	<u>116 497</u>

**SOMMAIRE DES CRÉDITS AUTORISÉS ET DES DÉPENSES PAR PORTEFEUILLES,
MINISTÈRES ET ORGANISMES ET PAR SUPERCATÉGORIES DE DÉPENSES (suite)**

Année financière terminée le 31 mars 2006
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés de dépenses	Dépenses * =	Rémunération +
JUSTICE			
Ministère de la Justice	536 803	534 429	166 860
Comité de la rémunération des juges de la Cour du Québec et des cours municipales	200	2	
Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse	13 439	13 317	10 029
Conseil de la justice administrative	367	359	159
Conseil de la magistrature	2 155	2 155	324
Office de la protection du consommateur	7 423	7 402	5 797
Tribunal des droits de la personne	82 760	82 409	73 514
	<u>643 147</u>	<u>640 073</u>	<u>256 683</u>
RELATIONS INTERNATIONALES			
	<u>103 574</u>	<u>101 894</u>	<u>47 919</u>
RESSOURCES NATURELLES ET FAUNE			
	<u>428 831</u>	<u>396 583</u>	<u>107 862</u>
REVENU			
	<u>1 021 110</u>	<u>995 876</u>	<u>279 777</u>
SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX			
Ministère de la Santé et des Services sociaux	15 501 428	15 459 169	49 133
Agence d'évaluation des technologies et des modes d'intervention en santé	1 111	1 111	296
Conseil de la santé et du bien-être	889	889	508
Conseil du médicament	2 617	2 617	1 455
Conseil médical du Québec	312	312	214
Office des personnes handicapées du Québec	56 917	56 916	7 892
Protecteur des usagers en matière de santé et de services sociaux	3 075	3 075	2 009
Régie de l'assurance maladie du Québec	5 420 686	5 346 325	
	<u>20 987 035</u>	<u>20 870 414</u>	<u>61 507</u>
SÉCURITÉ PUBLIQUE			
Ministère de la Sécurité publique	900 422	900 283	439 845
Bureau du coroner	6 801	6 790	3 707
Comité de déontologie policière	1 941	1 933	1 394
Commissaire à la déontologie policière	2 730	2 653	2 100
Commission québécoise des libérations conditionnelles	2 837	2 827	1 932
Régie des alcools, des courses et des jeux	13 178	13 175	10 112
	<u>927 909</u>	<u>927 661</u>	<u>459 090</u>
SERVICES GOUVERNEMENTAUX			
	<u>96 837</u>	<u>94 396</u>	<u>15 281</u>

Fonctionnement *+	Créances douteuses et autres provisions +	Transfert +	Affectation à un fonds spécial +	Service de la dette	Fonctionnement Amortissement **	Dépenses totales
136 981	5 308	213 944	11 336		13 289	547 718
2						2
3 288					182	13 499
200						359
1 831						2 155
1 605					80	7 482
8 895						82 409
<u>152 802</u>	<u>5 308</u>	<u>213 944</u>	<u>11 336</u>		<u>13 551</u>	<u>653 624</u>
<u>17 826</u>		<u>25 399</u>	<u>10 750</u>		<u>843</u>	<u>102 737</u>
<u>100 446</u>	<u>2 905</u>	<u>36 202</u>	<u>149 168</u>		<u>14 579</u>	<u>411 162</u>
<u>109 154</u>	<u>497 309</u>	<u>124</u>	<u>109 512</u>		<u>1 622</u>	<u>997 498</u>
77 773		15 332 263			1 672	15 460 841
815						1 111
283		98				889
1 162						2 617
98						312
2 295		46 729			167	57 083
1 066						3 075
		5 346 325				5 346 325
<u>83 492</u>		<u>20 725 415</u>			<u>1 839</u>	<u>20 872 253</u>
212 701	32	48 160	199 545		17 159	917 442
3 083						6 790
539						1 933
553						2 653
895						2 827
3 063						13 175
<u>220 834</u>	<u>32</u>	<u>48 160</u>	<u>199 545</u>		<u>17 159</u>	<u>944 820</u>
<u>31 788</u>		<u>3 127</u>	<u>44 200</u>		<u>2 103</u>	<u>96 499</u>

**SOMMAIRE DES CRÉDITS AUTORISÉS ET DES DÉPENSES PAR PORTEFEUILLES,
MINISTÈRES ET ORGANISMES ET PAR SUPERCATÉGORIES DE DÉPENSES (suite)**

Année financière terminée le 31 mars 2006
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés de dépenses	Dépenses * =	Rémunération +
TOURISME	<u>158 956</u>	<u>158 946</u>	
TRANSPORTS			
Ministère des Transports	1 713 735	1 686 674	174 416
Commission des transports du Québec	10 905	10 900	8 296
	<u>1 724 640</u>	<u>1 697 574</u>	<u>182 712</u>
TRAVAIL			
Ministère du Travail	64 566	52 604	26 261
Commission de l'équité salariale	5 572	5 231	3 879
Conseil consultatif du travail et de la main-d'oeuvre	424	395	233
Conseil des services essentiels	2 840	2 840	2 073
	<u>73 402</u>	<u>61 070</u>	<u>32 446</u>
TOTAL GOUVERNEMENTAL	<u><u>56 282 795</u></u>	<u><u>55 902 298</u></u>	<u><u>3 282 048</u></u>

Pour détail par catégories, voir section 2, par portefeuilles.

Fonctionnement *+	Créances douteuses et autres provisions +	Transfert +	Affectation à un fonds spécial +	Service de la dette	Fonctionnement Amortissement **	Dépenses totales
		84 339	74 607			158 946
329 190 2 604	300	509 765	673 003		111 019 1 070	1 797 693 11 970
331 794	300	509 765	673 003		112 089	1 809 663
9 757 1 352 162 767	103	16 483			1 958 48 4 19	54 562 5 279 399 2 859
12 038	103	16 483			2 029	63 099
1 535 132	728 514	41 197 162	2 284 084	6 875 358	218 372	56 120 670

SOMMAIRE DES DÉPENSES DE TRANSFERT

Année financière terminée le 31 mars 2006
(en milliers de dollars)

BÉNÉFICIAIRES *	Rémunération	Fonctionnement
Entreprises		
Établissements de santé et de services sociaux	9 756 517	3 740 801
Commissions scolaires et institutions d'enseignement	8 841 735	1 436 315
Municipalités et organismes municipaux		
Organismes à but non lucratif	95 996	53 775
Personnes:		
Sécurité du revenu		483
Assurance maladie	3 763 618	
Autres	48 947	
Organismes et entreprises du gouvernement	455 286	212 271
	22 962 099	5 443 645
RÉPARTITION:		
1 Assemblée nationale		
2 Personnes désignées par l'Assemblée nationale		
3 Affaires municipales et Régions	22 392	1 781
4 Agriculture, Pêcheries et Alimentation	40 565	11 138
5 Conseil du trésor et Administration gouvernementale	22 870	1 331
6 Conseil exécutif		
7 Culture et Communications	94 794	62 701
8 Développement durable, Environnement et Parcs		
9 Développement économique, Innovation et Exportation	7 024	8 214
10 Éducation, Loisir et Sport	8 832 342	1 441 664
11 Emploi et Solidarité sociale	7 081	3 077
12 Famille, Aînés et Condition féminine		26 267
13 Finances	11 112	2 282
14 Immigration et Communautés culturelles		
15 Justice	128 282	16 834
16 Relations internationales		
17 Ressources naturelles et Faune	2 069	
18 Revenu		
19 Santé et Services sociaux	13 735 834	3 829 827
20 Sécurité publique		7 996
21 Services gouvernementaux		5
22 Tourisme	18 818	30 528
23 Transports	38 916	
24 Travail		
	22 962 099	5 443 645

Total des transferts pour le remboursement du principal des emprunts contractés pour des dépenses en capital et pour autres dépenses en capital.

* Correspondant aux destinataires finaux. Si l'aide est versée par un intermédiaire et qu'alors l'identification des destinataires finaux ne peut être faite au prix d'un effort raisonnable, les bénéficiaires du paiement initial sont pris en compte.

1 Certains chiffres comparatifs ont été reclassés et redressés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 2006.

Principal	Capital		Intérêt	Support	2006	2005
	Autres					
5 674	23 838		4 709	1 015 027	1 049 248	983 230
303 663	14 420		257 453	189 542	14 262 396	13 740 759
509 263	25 264		600 323	316 706	11 729 606	11 328 663
366 892	32 311		355 188	1 000 492	1 754 883	1 569 786
32 877	19 294		37 635	2 291 455	2 531 032	2 417 880
				2 732 543	2 733 026	2 756 658
				1 757 585	5 521 203	5 406 766
30 160	25 066		55 955	487 405	647 533	540 693
64 259	22 538		70 633	143 248	968 235	1 043 736
1 312 788	162 731		1 381 896	9 934 003	41 197 162	39 788 171
				31	31	28 1
				2 745	2 745	2 745 2
323 898	21 828		362 487	926 971	1 659 357	1 526 527 3
32	22 407		49	410 175	484 366	484 400 4
					24 201	19 944 5
	9 780		7 476	129 646	146 902	154 355 6
59 093	3 512		44 095	182 389	446 584	428 818 7
4 410	25		1 548	16 781	22 764	22 420 8
	5 786		2 551	372 075	395 650	437 867 9
496 134	25 071		594 207	644 208	12 033 626	11 598 987 10
	498		20	2 744 368	2 755 044	2 781 135 11
	1 264		53	1 495 915	1 523 499	1 438 579 12
				2 781	16 175	21 779 13
				23 260	23 260	24 337 14
	527			68 301	213 944	203 643 15
				25 399	25 399	23 840 16
	1 228		9 686	23 219	36 202	31 306 17
				124	124	123 18
303 615	32 619		257 138	2 566 382	20 725 415	19 968 923 19
	37			40 127	48 160	50 112 20
	21			3 101	3 127	1 330 21
14 735			20 258		84 339	81 450 22
110 871	38 128		82 328	239 522	509 765	468 405 23
				16 483	16 483	17 118 24
1 312 788	162 731		1 381 896	9 934 003	41 197 162	39 788 171
	1 475 519					

SOMMAIRE DES DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL

Année financière terminée le 31 mars 2006
(en milliers de dollars)

	Rémuné- ration	Fonction- nement	Capital	Intérêt	Support	2006	¹	2005
Affaires municipales et Régions					28 049	28 049		28 986
Conseil du trésor et Administration gouvernementale		67	800	3 570		4 437		4 966
Emploi et Solidarité sociale	144 113	40 613	29 304	2 200	762 797	979 027		991 254
Finances		450				450		950
Justice	449	359			10 528	11 336		10 484
Relations internationales	238	8 942	1 008	562		10 750		11 181
Ressources naturelles et Faune	67 213	25 710	12 400	12 000	31 845	149 168		160 701
Revenu	57 099	20 201	27 439	4 773		109 512		115 478
Sécurité publique	159 747	35 124	4 674			199 545		190 805
Services gouvernementaux					44 200	44 200		
Tourisme	10 708	31 661			32 238	74 607		63 147
Transports	66 783	34 051	324 813	247 356		673 003		587 124
	506 350	197 178	400 438	270 461	909 657	2 284 084		2 165 076

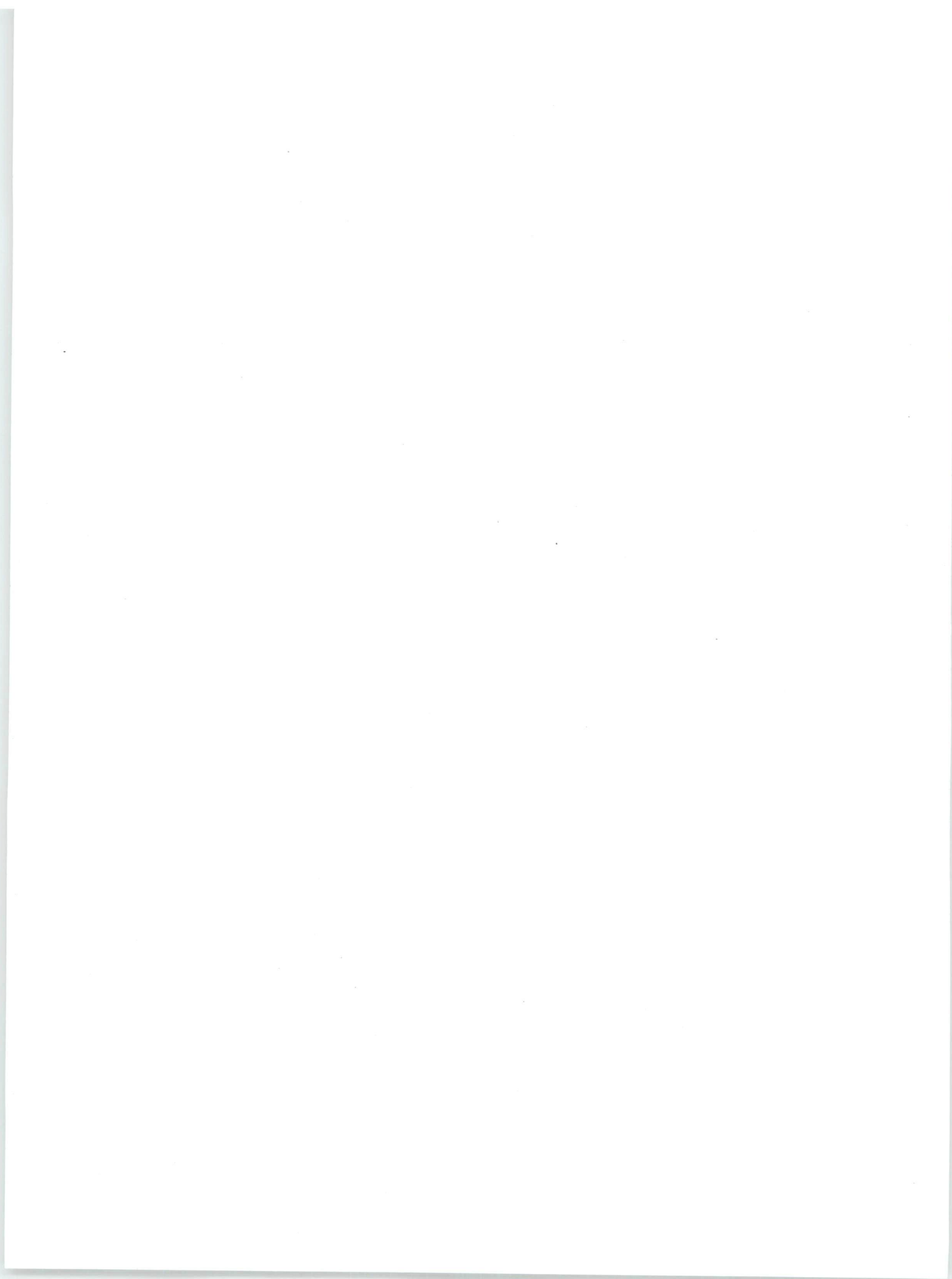
¹ Certains chiffres comparatifs ont été reclassés et redressés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 2006.

SOMMAIRE DE LA RÉMUNÉRATION PAR SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2006

(en milliers de dollars)

	Rémunération	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Total des dépenses	Immobi- li- sations	Rémunération totale
Assemblée nationale	67 848			67 848	577	68 425
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	36 565			36 565		36 565
Affaires municipales et Régions	51 204	22 392		73 596		73 596
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	123 176	40 565		163 741	581	164 322
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	859 343	22 870		882 213		882 213
Conseil exécutif	39 412			39 412		39 412
Culture et Communications	60 394	94 794		155 188		155 188
Développement durable, Environnement et Parcs	103 449			103 449	1 749	105 198
Développement économique, Innovation et Exportation	60 730	7 024		67 754	252	68 006
Éducation, Loisir et Sport	89 481	8 832 342		8 921 823	2 181	8 924 004
Emploi et Solidarité sociale	168 830	7 081	144 113	320 024		320 024
Famille, Aînés et Condition féminine	63 514			63 514	2 343	65 857
Finances	53 038	11 112		64 150	751	64 901
Immigration et Communautés culturelles	61 787			61 787	1 266	63 053
Justice	256 683	128 282	449	385 414	4 268	389 682
Relations internationales	47 919		238	48 157	75	48 232
Ressources naturelles et Faune	107 862	2 069	67 213	177 144	2 139	179 283
Revenu	279 777		57 099	336 876		336 876
Santé et Services sociaux	61 507	13 735 834		13 797 341		13 797 341
Sécurité publique	459 090		159 747	618 837	3 257	622 094
Services gouvernementaux	15 281			15 281	1 613	16 894
Tourisme		18 818	10 708	29 526		29 526
Transports	182 712	38 916	66 783	288 411	6 041	294 452
Travail	32 446			32 446	732	33 178
	3 282 048	22 962 099	506 350	26 750 497	27 825	26 778 322



SECTION

2

Détail des revenus, des crédits, des dépenses et des autres coûts

The first part of the document discusses the importance of maintaining accurate records of all transactions. It emphasizes that every entry, no matter how small, should be recorded to ensure the integrity of the financial data. This includes not only sales and purchases but also expenses and income. The text explains that proper record-keeping is essential for identifying trends, managing cash flow, and preparing for tax obligations. It also notes that consistent record-keeping can help in resolving any disputes or discrepancies that may arise over time.

The second part of the document provides a detailed overview of the accounting cycle. It outlines the ten steps involved in the process, from identifying the accounting entity to preparing financial statements. Each step is explained in detail, with examples provided to illustrate the concepts. The text highlights the importance of each step and how they interrelate to form a complete picture of the organization's financial performance. It also discusses common pitfalls and how to avoid them to ensure the accuracy of the financial records.

The third part of the document focuses on the classification of accounts. It explains the different types of accounts used in accounting, such as assets, liabilities, equity, revenue, and expense accounts. It provides a clear understanding of how these accounts are organized and how they affect the accounting equation. The text also discusses the importance of using the correct account codes and how this helps in maintaining a systematic and organized accounting system. Examples are provided to show how transactions are recorded in the appropriate accounts.

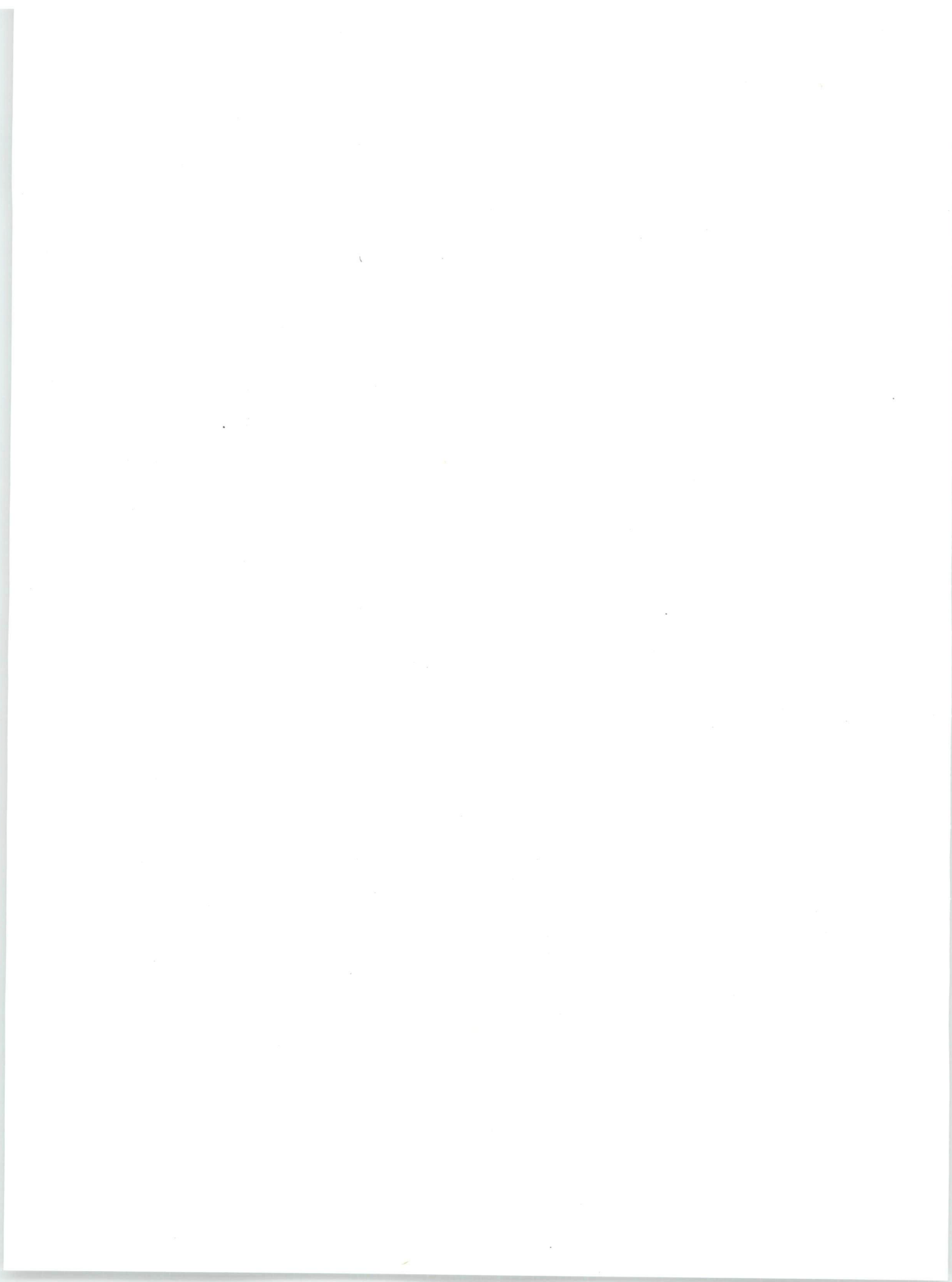
The fourth part of the document discusses the process of journalizing and posting. It explains how transactions are recorded in the journal and how they are then posted to the ledger. The text provides a step-by-step guide to this process, including the use of debits and credits. It emphasizes the importance of double-checking the entries to ensure that the debits equal the credits. The text also discusses the importance of maintaining a clear and legible journal and ledger to facilitate the review and audit process.

The fifth part of the document discusses the preparation of financial statements. It explains how the data from the ledger is used to prepare the balance sheet, income statement, and statement of cash flows. The text provides a detailed explanation of each statement and how they are related to each other. It also discusses the importance of presenting the financial statements in a clear and concise manner that is easy to understand. Examples are provided to show how the financial statements are prepared and how they are used to evaluate the organization's financial performance.

SECTION 2
DÉTAIL DES REVENUS, DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
Assemblée nationale.....	2-3
Personnes désignées par l'Assemblée nationale.....	2-11
Affaires municipales et Régions.....	2-19
Agriculture, Pêcheries et Alimentation.....	2-34
Conseil du trésor et Administration gouvernementale.....	2-43
Conseil exécutif.....	2-53
Culture et Communications.....	2-63
Développement durable, Environnement et Parcs.....	2-74
Développement économique, Innovation et Exportation.....	2-83
Éducation, Loisir et Sport	2-91
Emploi et Solidarité sociale.....	2-103
Famille, Aînés et Condition féminine.....	2-113
Finances.....	2-124
Immigration et Communautés culturelles.....	2-135
Justice.....	2-144
Relations internationales.....	2-155
Ressources naturelles et Faune	2-161
Revenu.....	2-170
Santé et Services sociaux.....	2-177
Sécurité publique.....	2-186
Services gouvernementaux.....	2-195
Tourisme.....	2-202
Transports.....	2-208
Travail.....	2-217



ASSEMBLÉE NATIONALE

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2006

(en milliers de dollars)

	2006	2005
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Revenus autonomes de l'Assemblée nationale	2 658	2 045
Boutique de l'Assemblée nationale	271	340
	2 929	2 385
Moins : Montants inscrits au compte des revenus autonomes de l'Assemblée nationale	2 929	2 385
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	225	59
	225	59
Total des revenus autonomes	225	59
Total des revenus	225	59

ASSEMBLÉE NATIONALE

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS
PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2006

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	
PROGRAMME 1 Sommaire : page 1-22		SECRETARIAT GÉNÉRAL, AFFAIRES PARLEMENTAIRES ET AFFAIRES INSTITUTIONNELLES			
1. Secrétariat général, affaires juridiques, bibliothèque et sécurité Permanents ¹	8 549			8 200	7 141
2. Affaires parlementaires Permanents ¹	2 995			2 707	2 465
3. Affaires institutionnelles Permanents ¹	6 686	9		6 485	4 566
TOTAL	18 230	9		17 392	14 172
1 Loi sur l'Assemblée nationale, (L.R.Q., c. A-23.1).					
PROGRAMME 2 Sommaire : page 1-22		SECRETARIAT GÉNÉRAL ADJOINT AUX AFFAIRES ADMINISTRATIVES			
1. Soutien administratif et technique Permanents ¹	17 215	1	3 935	13 211	7 437
2. Soutien à la gestion Permanents ¹ Ne nécessitant pas de crédits	13 483		36	13 431 5 610	11 294
TOTAL	30 698	1	3 971	32 252	18 731
1 Loi sur l'Assemblée nationale, (L.R.Q., c. A-23.1).					
PROGRAMME 3 Sommaire : page 1-22		SERVICES STATUTAIRES DE SOUTIEN AUX PARLEMENTAIRES			
1. Indemnités et allocations Permanents ¹ Permanents ²	8 583 13 785	19		8 357 13 784	866 13 784
2. Personnel des députés Permanents ¹	20 398			20 373	17 859
3. Services de recherche des partis Permanents ¹	1 638			1 638	1 434
4. Régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale Permanents ²	707			707	707
TOTAL	45 111	19		44 859	34 650
1 Loi sur l'Assemblée nationale, (L.R.Q., c. A-23.1).					
2 Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale, (L.R.Q., c. C-52.1).					

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à assister les députés dans l'exercice de leurs rôles de législateurs et de contrôleurs de l'activité gouvernementale, à informer les parlementaires et les citoyens des activités de l'Assemblée nationale, à assurer la gestion de la bibliothèque et de la sécurité des personnes et des biens, des activités protocolaires et pédagogiques de même que des activités interparlementaires.

1 054		5					349
242							288
1 919							192
<u>3 215</u>		<u>5</u>					<u>829</u>

Ce programme vise à assurer le soutien nécessaire aux parlementaires et aux unités administratives au regard de la gestion des ressources financières, humaines et matérielles d'une part, et des services reliés à la diffusion des débats, aux technologies de l'information ainsi que la gestion des restaurants et du parc immobilier, d'autre part.

5 774							68
2 137							16
5 610							
<u>13 521</u>							<u>84</u>

Ce programme vise à assurer aux députés les ressources nécessaires à l'exercice de leur fonction.

7 491							207 1
2 488		26					25
204							
<u>10 183</u>		<u>26</u>					<u>233</u>

ASSEMBLÉE NATIONALE

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	
PROGRAMME 4					
Sommaire : page 1-22					
COMMISSION SPÉCIALE					
1. Administration de la commission spéciale Permanents ¹	2 054	3		1 788	133
2. Recherche et soutien du Parti libéral du Québec Permanents ¹	63			63	63
3. Recherche et soutien du Parti québécois Permanents ¹	80			80	80
4. Recherche et soutien de l'Action démocratique du Québec Permanents ¹	19			19	19
TOTAL	2 216	3		1 950	295
1 Loi sur l'Assemblée nationale, (L.R.Q., c. A-23.1).					
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Permanents	96 255	32	3 971	90 843	67 848
Ne nécessitant pas de crédits				5 610	
TOTAL	96 255	32	3 971	96 453	67 848 ¹

¹ Incluant 5 414 à l'égard de 61 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

L'Assemblée nationale a constitué une commission spéciale en vue de l'étude de l'avant-projet de loi sur la Loi électorale.

	1 655						263
	<u>1 655</u>						<u>263</u>
22 964		31					1 409
5 610							
<u>28 574</u>		<u>31</u>					<u>1 409</u>

ASSEMBLÉE NATIONALE

TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2006

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 3 - Services statutaires de soutien aux parlementaires			
Autres	31		
Total des crédits et dépenses	31		

ENTR - Entreprises

SSS - Établissements de santé et de services sociaux

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement

MUNI - Municipalités

OBNL - Organismes à but non lucratif

PERS - Personnes

ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

<u>EDUC</u>	<u>MUNI</u>	<u>OBNL</u>	<u>PERS</u>	<u>ORG</u>	<u>2006</u>	<u>2005</u>
		26	5		31	28
		26	5		31	28

ASSEMBLÉE NATIONALE**DÉPENSES DE TRANSFERT****VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2006

(en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>2006</u>	<u>2005</u>
Support	<u>31</u>	<u>31</u>	<u>28</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>31</u>	<u>31</u>	<u>28</u>

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2006

(en milliers de dollars)

	2006	2005
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Frais pour la transmission de renseignements de la liste électorale permanente	567	279
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		196
Divers	66	53
	633	528
Moins : Montant inscrit au compte à fin déterminée		
Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux		196
	633	332
Intérêts		
Divers	9	11
Amendes et confiscations		
Divers	22	28
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	190	(1 562)
Divers		1
	190	(1 561)
	854	(1 190)
Total des revenus autonomes	854	(1 190)
Total des revenus	854	(1 190)

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS
PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2006

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	
PROGRAMME 1					
Sommaire : page 1-22					
LE PROTECTEUR DU CITOYEN					
1. Le Protecteur du citoyen	7 868		114	7 368	5 621
Permanents ¹	256			256	256
Ne nécessitant pas de crédits				295	
TOTAL	8 124		114	7 919	5 877
1 Loi sur le Protecteur du citoyen, (L.R.Q., c. P-32).					
PROGRAMME 2					
Sommaire : page 1-22					
LE VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL					
1. Le Vérificateur général	19 937		268	18 719	14 519
Ne nécessitant pas de crédits				511	
TOTAL	19 937		268	19 230	14 519
PROGRAMME 3					
Sommaire : page 1-22					
ADMINISTRATION DU SYSTÈME ÉLECTORAL					
1. Gestion interne et soutien					
Permanents ¹	15 443		96	15 347	11 719
Ne nécessitant pas de crédits				400	
2. Commission de la représentation électorale					
Permanents ¹	56			56	
3. Activités électorales					
Permanents ¹	10 329		1 322	9 007	2 771
Ne nécessitant pas de crédits				270	
TOTAL	25 828		1 418	25 080	14 490
1 Loi électorale, (L.R.Q., c. E-3.3).					

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à permettre au Protecteur du citoyen de se saisir des griefs des citoyens à l'endroit de l'administration publique.

1 747						227	159
295							
<u>2 042</u>						<u>227</u>	<u>159</u>

Ce programme vise à permettre au Vérificateur général d'effectuer la vérification financière, la vérification de la conformité et celle de l'optimisation des ressources du fonds consolidé du revenu, des ministères, de plusieurs organismes et entreprises du gouvernement et à communiquer le résultat de cette vérification dans un rapport à l'Assemblée nationale.

4 200						950	
511							
<u>4 711</u>						<u>950</u>	

Ce programme vise l'application des lois concernant l'administration des élections et le financement des partis politiques.

3 628							
400							
56							
3 491		2 745					
270							
<u>7 845</u>		<u>2 745</u>					

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	
PROGRAMME 4					
Sommaire : page 1-22					
LE COMMISSAIRE AU LOBBYISME					
1. Le Commissaire au lobbyisme	2 478		43	2 435	1 679
Ne nécessitant pas de crédits				104	
TOTAL	2 478		43	2 539	1 679
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	30 283		425	28 522	21 819
Permanents	26 084		1 418	24 666	14 746
Ne nécessitant pas de crédits				1 580	
TOTAL	56 367		1 843	54 768	36 565 ¹

¹ Incluant 6 052 à l'égard de 59 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à permettre au Commissaire au lobbyisme d'assurer la surveillance et le contrôle des activités de lobbyisme auprès des titulaires de charges publiques qui oeuvrent au sein des institutions parlementaires, gouvernementales et municipales.

756							
104							
860							

6 703						1 177	159
7 175		2 745					
1 580							
15 458		2 745				1 177	159

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE**TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES**

Année financière terminée le 31 mars 2006
(en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>Dépenses</u>	
		<u>ENTR</u>	<u>SSS</u>
Programme 3 - Administration du système électoral			
Financement des partis politiques	<u>2 745</u>		
Total des crédits et dépenses	<u>2 745</u>		

ENTR - Entreprises

SSS - Établissements de santé et de services sociaux

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement

MUNI - Municipalités

OBNL - Organismes à but non lucratif

PERS - Personnes

ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

<u>EDUC</u>	<u>MUNI</u>	<u>OBNL</u>	<u>PERS</u>	<u>ORG</u>	<u>2006</u>	<u>2005</u>
		2 745			2 745	2 745
		2 745			2 745	2 745

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE**DÉPENSES DE TRANSFERT****VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2006

(en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>2006</u>	<u>2005</u>
Support	<u>2 745</u>	<u>2 745</u>	<u>2 745</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>2 745</u>	<u>2 745</u>	<u>2 745</u>

AFFAIRES MUNICIPALES ET RÉGIONS

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2006

(en milliers de dollars)

	2006	2005
Droits et permis		
Autres		
Frais exigibles par la Régie du logement	4 598	4 678
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Divers	17	26
Intérêts		
Prêts à des municipalités et organismes municipaux	293	431
Débiteurs	10	93
Divers	8	7
	311	531
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	389	196
Subventions d'années antérieures	1 293	1 032
Biens non réclamés remis à l'état	145	
	1 827	1 228
	2 155	1 785
Total des revenus autonomes	6 753	6 463
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Travaux d'infrastructures		30
Programme d'infrastructures	48 376	46 036
Financement de la réfection des infrastructures d'aqueduc, d'égout et d'assainissement des eaux usées de Schefferville		1 993
	48 376	48 059
Moins : Montants inscrits aux comptes à fin déterminée		
Compte pour les travaux d'infrastructures		30
Compte relatif au programme d'infrastructures	48 376	46 036
Compte pour le financement de la réfection des infrastructures d'aqueduc, d'égout et d'assainissement des eaux usées de Schefferville		1 993
Total des transferts du gouvernement du Canada		
Total des revenus	6 753	6 463

AFFAIRES MUNICIPALES ET RÉGIONS

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS
PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2006

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	
PROGRAMME 1		PROMOTION ET DÉVELOPPEMENT DE LA MÉTROPOLE			
Sommaire : page 1-14					
1. Aide au développement de la Métropole	60 976			58 976	
2. Activités régionales de l'île de Montréal et de Laval	16 889			14 888	
Permanents ¹	1 800			1 800	
TOTAL	79 665			75 664	
1 Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).					

PROGRAMME 2
Sommaire : page 1-14**MISE À NIVEAU DES INFRASTRUCTURES
ET RENOUVEAU URBAIN**

1. Construction de réseaux d'aqueduc et d'égout	22 954			19 867	
2. Assainissement des eaux du Québec	409 766			405 119	
3. Infrastructures	127 050			125 123	1 254
4. Renouveau urbain et villageois	6 391			5 056	
TOTAL	566 161			555 165	1 254

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme consiste à susciter et à soutenir l'essor économique, culturel et social de la Métropole afin d'en favoriser le progrès, le dynamisme et le rayonnement. De plus, il vise à fournir un soutien financier d'appui à la réalisation d'initiatives ayant comme objectifs le développement et la promotion de la Métropole tout en agissant comme catalyseur et rassembleur pour la promotion de ses intérêts. Il facilite la concertation entre de nombreux partenaires métropolitains, tant du secteur privé que public, notamment en matière d'aménagement du territoire, veille à la cohérence des actions gouvernementales sur ce territoire et assume la responsabilité de la politique gouvernementale en matière de gouvernance locale et régionale.

		58 976			2 000		
		14 888			2 000		1
	1 800						
	1 800	73 864			4 000		1

Ce programme procure le financement requis pour faciliter la construction de réseaux d'aqueduc et d'égout ainsi que l'assainissement des eaux usées municipales au sein de toutes les régions du Québec. Il permet d'apporter un soutien financier à la réfection d'infrastructures au sein des municipalités, des communautés métropolitaines de même qu'en milieu nordique particulièrement par les programmes d'infrastructures et de Renouveau urbain et villageois.

		19 867			3 087		
		405 119			4 647		
242		123 627			1 927		
		5 056			1 335		
242		553 669			10 996		

AFFAIRES MUNICIPALES ET RÉGIONS

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	
PROGRAMME 3 Sommaire : page 1-22		COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES ET AIDE FINANCIÈRE AUX MUNICIPALITÉS			
1. Compensation tenant lieu de taxes sur les immeubles du gouvernement	23 950			23 950	
2. Compensation tenant lieu de taxes sur les immeubles des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation	258 062			258 062	
3. Compensation tenant lieu de taxes à l'égard des immeubles des gouvernements des autres provinces, des gouvernements étrangers et des organisations internationales	2 463			2 463	
4. Aménagement du territoire municipal	1 197			1 197	
5. Aide financière aux municipalités et aux villages nordiques Permanents ¹	52 839 292	10 782		40 226	
6. Mesures financières du pacte fiscal	358 528			358 528	
TOTAL	697 331	10 782		684 426	
1 Loi concernant la ville de Schefferville, (L.Q., 1986, c. 51).					

PROGRAMME 4
Sommaire : page 1-22

ADMINISTRATION GÉNÉRALE

1. Direction Permanents ¹	5 735 9			5 610 7	2 991
2. Gestion Ne nécessitant pas de crédits	53 501	1	1 606	44 096 2 764	32 789
TOTAL	59 245	1	1 606	52 477	35 780
1 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).					

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Par ce programme, le gouvernement fournit aux municipalités des compensations financières tenant lieu de taxes sur les immeubles du gouvernement, des réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation ainsi que des gouvernements étrangers. Il permet de soutenir le regroupement volontaire de municipalités et aussi d'accorder une aide financière au milieu municipal et aux villages nordiques. Il couvre le soutien aux municipalités régionales de comté, notamment pour l'aménagement du territoire. Il englobe également les mesures financières du pacte fiscal, entente conclue avec le monde municipal.

		23 950					
		258 062					
		2 463					
		1 197					
196		40 030			1 782		49 292
		358 528					
<u>196</u>		<u>684 230</u>			<u>1 782</u>		<u>341</u>

Ce programme comprend la direction du Ministère et les unités responsables de la planification, la direction et la coordination des ressources nécessaires à la gestion des différents programmes du Ministère et à l'élaboration des politiques. En outre, il permet d'assurer une représentation au sein des diverses régions du Québec dans la mise en oeuvre des orientations et des politiques ministérielles et gouvernementales touchant le milieu municipal et le développement de l'ensemble des régions du Québec.

1 028 7		1 591			125		2
11 268 2 764		39			2 926		4 872
<u>15 067</u>		<u>1 630</u>			<u>3 051</u>		<u>4 874</u>

AFFAIRES MUNICIPALES ET RÉGIONS

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	
PROGRAMME 5 Sommaire : page 1-22		DÉVELOPPEMENT DES RÉGIONS ET RURALITÉ			
1. Soutien au développement local et régional	59 122			58 185	
TOTAL	59 122			58 185	
PROGRAMME 6 Sommaire : page 1-22		COMMISSION MUNICIPALE DU QUÉBEC			
1. Commission municipale du Québec Ne nécessitant pas de crédits	2 776			2 421 29	1 951
TOTAL	2 776			2 450	1 951
PROGRAMME 7 Sommaire : page 1-14		HABITATION			
1. Société d'habitation du Québec	318 342			318 342	
2. Immobilière SHQ	520			520	
TOTAL	318 862			318 862	

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme offre un soutien financier au développement local et régional. Il est constitué des enveloppes budgétaires affectées au développement régional et celles sur la ruralité.

70		30 066	28 049		936		1
70		30 066	28 049		936		1

Ce programme permet d'intervenir auprès des municipalités en matière d'organisation territoriale, de régulation technique, d'enquête, de tutelle, d'adjudication et de reconnaissance pour fins d'exemption de taxe.

470					345		10
29							
499					345		10

Ce programme vise à faciliter, aux citoyens du Québec, l'accès à des conditions adéquates de logement tenant compte de leur capacité financière, de la diversité de leurs besoins et de la conjoncture économique et sociodémographique, à promouvoir l'amélioration des conditions générales de l'habitat au Québec et à favoriser le développement et la reconnaissance du savoir-faire québécois en habitation.

	2 964	315 378					
		520					
	2 964	315 898					

AFFAIRES MUNICIPALES ET RÉGIONS

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	
PROGRAMME 8					
Sommaire : page 1-22					
RÉGIE DU LOGEMENT					
1. Régie du logement	16 366		206	16 004	12 219
Ne nécessitant pas de crédits				211	
TOTAL	16 366		206	16 215	12 219
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	1 797 427	10 783	1 812	1 758 633	51 204
Permanents	2 101			1 807	
Ne nécessitant pas de crédits				3 004	
	1 799 528	10 783	1 812	1 763 444	51 204 ¹

1 Incluant 11 755 à l'égard de 109 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

En vertu de ce programme, la Régie du logement dispose des ressources pour décider des litiges qui lui sont soumis par une partie au bail d'un local d'habitation, pour informer les citoyens des droits et obligations découlant d'un bail et pour favoriser la conciliation entre les locataires et les locateurs. En outre, elle veille, dans certaines circonstances, à la conservation du parc de logements, et, dans ce cas, assure la protection des droits des locataires.

3 785					153	3	
211							
3 996					153	3	

17 059	2 964	1 659 357	28 049		21 263	3	4 933
7	1 800						294
3 004							
20 070	4 764	1 659 357	28 049		21 263	3	5 227

AFFAIRES MUNICIPALES ET RÉGIONS

TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2006

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 1 - Promotion et développement de la Métropole			
Activités régionales de l'île de Montréal et de Laval	14 889		
Équipements scientifiques - Société de gestion Marie-Victorin	19 253		
Fonds de développement de la Métropole	18 451	582	
Grand Montréal Bleu	205		
Soutien au déficit actuariel des régimes de retraite de la Ville de Montréal	23 067		
Autres			
Total du programme 1	75 865	582	
Programme 2 - Mise à niveau des infrastructures et renouveau urbain			
Amélioration des infrastructures des municipalités nordiques	9 186		
Assainissement des eaux du Québec	409 573		
Construction de réseaux d'aqueduc et d'égout	4 545		
Eaux vives du Québec	18 409		
Infrastructures Canada-Québec 2000	15 631		
Infrastructures Canada-Québec 94-97	67 256	5 280	
Infrastructures municipales en milieu nordique	3 528		
Infrastructures Québec-Municipalités	28 854	964	
Renouveau urbain et villageois	6 391		
Villages branchés du Québec	279		
Autres	782		
Total du programme 2	564 434	6 244	
Programme 3 - Compensations tenant lieu de taxes et aide financière aux municipalités			
Compensation financière pour les équipements antipollution	1 741		
Compensation tenant lieu de taxes à l'égard des immeubles des gouvernements des autres provinces, des gouvernements étrangers et des organisations internationales	2 463		
Compensation tenant lieu de taxes sur les immeubles des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation	258 062		
Compensation tenant lieu de taxes sur les immeubles du gouvernement	23 950		
Financement des services municipaux nordiques	9 513		
Mesures financières du pacte fiscal	358 528		
Programme d'aide aux municipalités régionales de comté	5 990		
Programme de neutralité	16 358		
Regroupement municipal	1 197		
Regroupement municipal supplémentaire			
Réorganisation territoriale			
Autres	8 245		
Total du programme 3	686 047		

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2006	2005
		14 888			14 888	14 388
19 253					19 253	18 363
100	2 800	14 969			18 451	20 500
	205				205	
	21 067				21 067	7 100
						463
19 353	24 072	29 857			73 864	60 814
	9 186				9 186	9 560
	404 926				404 926	345 652
	1 517				1 517	1 512
	18 350				18 350	16 581
243	12 857	2 460			15 560	5 554
599	53 384	7 756			67 019	73 704
	3 446				3 446	2 919
630	22 581	3 433			27 608	10 230
	5 056				5 056	2 966
	219				219	
	663	119			782	718
1 472	532 185	13 768			553 669	469 396
						5 171
	2 463				2 463	1 863
	258 062				258 062	240 585
	23 950				23 950	21 892
	9 513				9 513	8 424
	358 528				358 528	319 238
	5 990				5 990	5 990
	16 283				16 283	16 820
	1 197				1 197	2 216
						15 000
						4 753
	8 089	155			8 244	6 840
	684 075	155			684 230	648 792

AFFAIRES MUNICIPALES ET RÉGIONS

TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2006

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 4 - Administration générale			
Autres	1 660	23	
Programme 5 - Développement des régions et ruralité			
Fonds conjoncturel de développement	2 924		
Ruralité	20 796		
Autres	6 346	1 516	
Total du programme 5	30 066	1 516	
Programme 7 - Habitation			
Aide à l'amélioration de l'habitat	20 692		
Aide au logement social, communautaire et abordable	270 479		
Appui au développement de l'industrie québécoise en habitation	551	394	
Fonctionnement de la Société d'habitation du Québec	23 657		
Immobilière SHQ	520		
Total du programme 7	315 899	394	
Total des crédits et dépenses	1 673 971	8 759	

ENTR - Entreprises

SSS - Établissements de santé et de services sociaux

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement

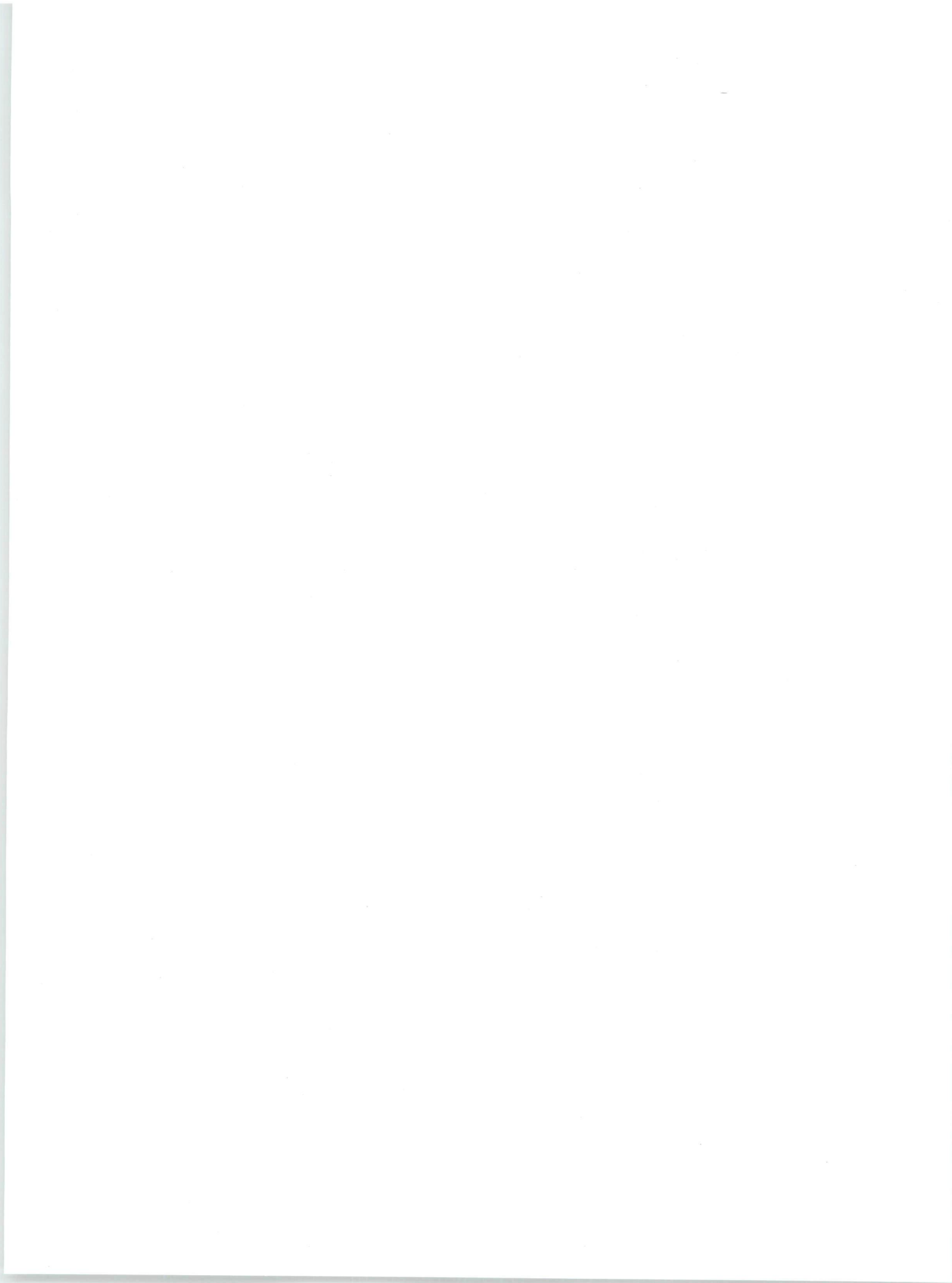
MUNI - Municipalités

OBNL - Organismes à but non lucratif

PERS - Personnes

ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2006	2005
11	121	1 475			1 630	1 452
190	511 20 161 2 606	2 413 445 2 224			2 924 20 796 6 346	1 453 21 277
190	23 278	5 082			30 066	22 730
		2 664 144 373 157	18 028 126 105		20 692 270 478 551	21 568 277 609 593
				23 657 520	23 657 520	22 773 800
		147 194	144 133	24 177	315 898	323 343
21 026	1 263 731	197 531	144 133	24 177	1 659 357	1 526 527



AFFAIRES MUNICIPALES ET RÉGIONS

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
 Année financière terminée le 31 mars 2006
 (en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2006	2005
Rémunération	25 842	22 392	17 107
Fonctionnement	1 781	1 781	7 578
Capital	345 726	345 726	240 592
Intérêt	373 650	362 487	358 819
Support	926 972	926 971	902 431
TOTAL DU PORTEFEUILLE	1 673 971	1 659 357	1 526 527

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
 Année financière terminée le 31 mars 2006
 (en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2006	2005
Support	28 986	28 049	28 833
TOTAL DU PORTEFEUILLE	28 986	28 049	28 986

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2006

(en milliers de dollars)

	2006	2005
Droits et permis		
Véhicules automobiles		
Divers	3	43
Autres		
Droit d'inscription à Agri-Traçabilité	(8)	(86)
Demande d'autorisation - zone agricole	613	562
Commercialisation des grains	206	208
Mise en marché	104	112
Abattoir et atelier	161	160
Inséminateurs	57	56
Acte déclaratoire - CPTAQ	96	89
Pêche commerciale	75	65
Préparation ou mise en conserve du poisson	51	50
Restauration et vente au détail d'aliments	8 060	7 639
Divers	111	102
	<u>9 526</u>	<u>8 957</u>
	<u>9 529</u>	<u>9 000</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Cale de halage	50	52
Cotisations - surveillance de l'utilisation du lait	468	471
Cotisations - surveillance quotas, producteurs de volailles	54	41
Aide technique et soutien	75	74
Autres aides à l'agriculteur	905	966
Financement de certaines activités en agriculture et dans le secteur des pêches	5 500	5 500
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	3 781	4 003
Divers	132	164
	<u>10 965</u>	<u>11 271</u>
Moins : Montants inscrits aux comptes à fin déterminée		
Compte pour le financement de certaines activités en agriculture et dans le secteur des pêches	5 500	5 500
Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux	3 781	4 003
	<u>1 684</u>	<u>1 768</u>
Intérêts		
Prêts aux pêcheurs	32	59
Divers	10	(14)
	<u>42</u>	<u>45</u>
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	67	17
Subventions d'années antérieures	1 187	320
Divers	22	30
	<u>1 276</u>	<u>367</u>
	<u>3 002</u>	<u>2 180</u>
Total des revenus autonomes	<u>12 531</u>	<u>11 180</u>

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2006
(en milliers de dollars)

	<u>2006</u>	<u>2005</u>
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Financement des programmes de gestion des risques agricoles	372 348 ¹	258 834
	372 348	258 834
Moins : Montants inscrits au compte à fin déterminée		
Compte relatif au financement des programmes de gestion des risques agricoles	372 348 ¹	258 834
	372 348	258 834
Total des transferts du gouvernement du Canada	<u> </u>	<u> </u>
Total des revenus	<u><u>12 531</u></u>	<u><u>11 180</u></u>

1 L'augmentation s'explique principalement par la hausse des réclamations des producteurs relatives au Programme canadien de stabilisation du revenu agricole.

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS
PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2006

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	
PROGRAMME 1					
Sommaire : page 1-16					
DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES BIOALIMENTAIRES, FORMATION ET QUALITÉ DES ALIMENTS					
1. Développement des entreprises agricoles et agroalimentaires	206 540	1	418	205 960	44 847
2. Développement des entreprises de pêche et aquacoles	13 955		185	13 709	6 575
3. Institut de technologie agroalimentaire	18 438		316	18 103	15 171
4. Centre québécois d'inspection des aliments et de santé animale	51 605		1 135	50 414	21 425
5. Direction et services à la gestion	63 051	43	14 750	45 760	25 457
Permanents ¹	50			50	
Permanents ²	205			205	
Permanents ³	22				
Ne nécessitant pas de crédits				7 912	
Ajustements négatifs de provisions ⁴				(757)	
TOTAL	353 866	44	16 804	341 356	113 475

1 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).

2 Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).

3 Loi sur l'administration publique, (L.R.Q., c. A-6.01).

4 Loi sur le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, (L.R.Q., c. M-14) pour un montant de (339), Loi sur le financement de la pêche commerciale, (L.R.Q., c. F-1.3) pour un montant de (190) et un montant de (228) afférent à des crédits votés.

PROGRAMME 2

Sommaire : page 1-16

ORGANISMES D'ÉTAT

1. Financière agricole du Québec	305 000			305 000	
2. Commission de protection du territoire agricole du Québec	8 807		350	8 305	6 894
Ne nécessitant pas de crédits				311	
3. Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec	3 819		58	3 686	2 807
TOTAL	317 626		408	317 302	9 701

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
5 834		155 279			148		13
1 735		5 399			59		2
1 591		1 341			14		5
11 642		17 347			47		9
20 303 50					691		1 807
7 912	205						22
	(757)						
<u>49 067</u>	<u>(552)</u>	<u>179 366</u>			<u>959</u>		<u>1 858</u>

Ce programme vise à promouvoir la rentabilité des exploitations agricoles en leur procurant un financement adéquat, à compenser les pertes de rendement dans les récoltes et à garantir un revenu annuel aux producteurs agricoles selon certaines modalités. Il vise aussi à favoriser la mise en marché efficace des produits agricoles et alimentaires et à préserver la vocation des sols arables.

		305 000					
1 411 311						152	
879					75		
<u>2 601</u>		<u>305 000</u>			<u>75</u>	<u>152</u>	

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	671 215	44	17 212	650 937	123 176
Permanents	277			255	
Ne nécessitant pas de crédits				8 223	
Ajustements négatifs de provisions				(757)	
TOTAL	671 492	44	17 212	658 658	123 176 ¹

¹ Incluant 14 963 à l'égard de 162 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
43 395		484 366			1 034	152	1 836
50	205						22
8 223	(757)						
51 668	(552)	484 366			1 034	152	1 858

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION

TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2006

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 1 - Développement des entreprises bioalimentaires, formation et qualité des aliments			
Aide à la recherche et au transfert technologique	16 463	1 922	
Amélioration de la santé animale	14 201	14 201	
Appui à la formation	1 341		
Appui au développement des entreprises des pêches et aquacoles	5 410	2 571	
Appui au développement en région	10 643	9 219	
Appui au secteur de la transformation	5 199	4 248	
Prime-Vert	26 714	26 408	
Remboursement des taxes foncières et de compensations aux exploitations agricoles	95 590	95 590	
Traçabilité des aliments	3 149	146	
Autres	817	549	
Total du programme 1	179 527	154 854	
Programme 2 - Organismes d'État Financière agricole du Québec	305 000	253 297	
Total des crédits et dépenses	484 527	408 151	

ENTR - Entreprises

SSS - Établissements de santé et de services sociaux

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement

MUNI - Municipalités

OBNL - Organismes à but non lucratif

PERS - Personnes

ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2006	2005
1 545		12 995			16 462	11 291
					14 201	14 450
1 180		161			1 341	975
635		2 193			5 399	9 541
		1 325			10 544	22 630
		930			5 178	3 666
		280			26 688	25 935
					95 590	86 845
		3 000			3 146	3 057
		268			817	1 010
3 360		21 152			179 366	179 400
				51 703	305 000	305 000
3 360		21 152		51 703	484 366	484 400

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION**DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2006

(en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>2006</u>	<u>2005</u>
Rémunération	40 565	40 565	40 946
Fonctionnement	11 138	11 138	21 992
Capital	22 440	22 439	23 003
Intérêt	50	49	
Support	<u>410 334</u>	<u>410 175</u>	<u>398 459</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>484 527</u>	<u>484 366</u>	<u>484 400</u>

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2006

(en milliers de dollars)

	<u>2006</u>	<u>2005</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Disposition de surplus		674
Régimes d'assurances - organismes autonomes et fonds spéciaux	3 907	3 761
	<u>3 907</u>	<u>4 435</u>
Intérêts		
Divers		15
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	5 170	3 014
Assistance-emploi - R.R.Q.		(91)
	<u>5 170</u>	<u>2 923</u>
	<u>9 077</u>	<u>7 373</u>
Total des revenus autonomes	<u>9 077</u>	<u>7 373</u>
Total des revenus	<u><u>9 077</u></u>	<u><u>7 373</u></u>

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS
PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2006

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	
PROGRAMME 1					
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR					
Sommaire : page 1-24					
1. Soutien au Conseil du trésor Permanents ¹	40 879 10	1		40 878 9	28 273
2. Fonctions gouvernementales	7 814			7 814	6 395
3. Contributions de l'employeur	45 594			45 594	45 594
4. Fonds dédiés aux sinistres	3 479			3 479	
5. Provision pour transférer entre programmes ou portefeuilles, conformément aux modalités de gestion approuvées par le Conseil du trésor, toute partie d'un crédit correspondant à la valeur d'échange convenue lors de la cession d'un bien entre ministères et organismes	100				
6. Agence des partenariats public-privé Permanents ²	2 630			2 340	
7. Équité salariale	661 055	334 924		498 400	498 400
TOTAL	761 561	334 925		598 514	578 662

1 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).

2 Loi sur l'Agence des partenariats public-privé du Québec, (L.R.Q., c. A-7.002).

PROGRAMME 2

COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE

Sommaire : page 1-24

1. Commission de la fonction publique Ne nécessitant pas de crédits	3 369		6	2 732 19	2 170
TOTAL	3 369		6	2 751	2 170

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme regroupe les dépenses visant à soutenir le Conseil du trésor dans son rôle de conseiller du gouvernement sur la gestion des ressources humaines, budgétaires, matérielles et informationnelles de la fonction publique québécoise. On y retrouve également les dépenses liées aux fonctions gouvernementales exercées par le Secrétariat du Conseil du trésor en matière de dotation et de recrutement. Ce programme pourvoit aussi au financement des programmes de reconstruction des régions sinistrées à la suite du verglas de janvier 1998 et des pluies diluviennes survenues en juillet 1996, ainsi qu'à des contributions du gouvernement à titre d'employeur.

11 492		155	958				1
9							
1 419							
			3 479				
							100
		2 340					290
							(172 269)
<u>12 920</u>		<u>2 495</u>	<u>4 437</u>				<u>(171 878)</u>

Ce programme regroupe les dépenses de la Commission qui a principalement pour mandat d'intervenir au regard de recours exercés par les fonctionnaires, de vérifier le caractère impartial et équitable des décisions les affectant, de s'assurer de l'observation des lois et des règlements relativement au système de recrutement et de promotion, de décider des demandes de certification des moyens d'évaluation, de produire des études, de donner des avis et de faire des rapports aux autorités et de donner des avis au Conseil du trésor lorsque celui-ci décide de soustraire un emploi ou une catégorie d'emplois aux dispositions de la Loi sur la fonction publique (L.R.Q., c. F-3.1.1).

562						97	534
19							
<u>581</u>						<u>97</u>	<u>534</u>

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	
PROGRAMME 3					
RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES					
Sommaire : page 1-24					
1. Régime de retraite des fonctionnaires Permanents ¹	34 149	5 000		29 149	29 149
2. Régime de retraite de certains enseignants Permanents ²	21 311			19 584	
3. Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics Permanents ³	151 476	12 000		139 476	139 476
4. Assurance collective sur la vie des employés publics Permanents ⁴	4 388 12			2 874 11	752 11
5. Régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels Permanents ⁵	9 379			9 379	9 379
6. Régime de retraite des juges Permanents ⁶	9 050			9 050	9 050
7. Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec Permanents ⁷	18 147			12 385	12 385
8. Régime de retraite du personnel d'encadrement Permanents ⁸	81 309	3 000		78 309	78 309
TOTAL	329 221	20 000		300 217	278 511

1 Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires, (L.R.Q., c. R-12).

2 Loi sur le régime de retraite de certains enseignants, (L.R.Q., c. R-9.1).

3 Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, (L.R.Q., c. R-10).

4 Loi accordant une pension à la veuve de M. Pierre Laporte, (L.Q., 1970, c. 6).

5 Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels, (L.R.Q., c. R-9.2).

6 Loi sur les tribunaux judiciaires, (L.R.Q., c. T-16).

7 Loi sur la police, (L.R.Q., c. P-13.1).

8 Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement, (L.R.Q., c. R-12.1).

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à fournir les contributions du gouvernement à certains régimes de retraite et d'assurances.

		19 584					1 727
		2 122					1 514 1
							5 762
		<u>21 706</u>					<u>9 004</u>

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	
PROGRAMME 4		FONDS DE SUPPLÉANCE			
Sommaire : page 1-24					
1. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit aux programmes des ministères et organismes à condition que le montant ainsi ajouté ne dépasse pas 25 % du crédit ainsi augmenté					
2. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit applicable à la rémunération					
3. Provision pour pourvoir, avec l'approbation du Conseil du trésor, à des besoins de liquidités temporaires des ministères et organismes à condition que le montant ainsi ajouté soit remboursé à même leur enveloppe de crédits avant la fin de l'exercice financier 2005-2006					
4. Provision pour réallouer, avec l'approbation du Conseil du trésor, toute partie de crédit applicable à des activités devant être transférées d'un portefeuille à un autre pour donner suite à la réorganisation gouvernementale annoncée le 18 février 2005	100				
TOTAL	100				
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	766 778	334 925	6	601 771	581 584
Permanents	327 473	20 000		299 692	277 759
Ne nécessitant pas de crédits				19	
TOTAL	1 094 251	354 925	6	901 482	859 343 ¹

¹ Incluant 6 446 à l'égard de 60 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à pourvoir aux dépenses imprévues qui peuvent survenir dans l'administration des programmes gouvernementaux. Il vise également à combler temporairement des manques de liquidités des ministères et organismes.

							100
							100
13 473		2 277	4 437			97	(170 021)
9		21 924					7 781
19							
13 501		24 201	4 437			97	(162 240)

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2006
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 1 - Secrétariat du Conseil du trésor			
Agence des partenariats public-privé du Québec	2 630		
Autres	155		
Total du programme 1	2 785		
Programme 3 - Régimes de retraite et d'assurances			
Assurance collective sur la vie des employés publics	3 320		1 533
Régime de retraite de certains enseignants	21 311		
Total du programme 3	24 631		1 533
Total des crédits et dépenses	27 416		1 533

ENTR - Entreprises
SSS - Établissements de santé et de services sociaux
EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement

MUNI - Municipalités
OBNL - Organismes à but non lucratif
PERS - Personnes
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

<u>EDUC</u>	<u>MUNI</u>	<u>OBNL</u>	<u>PERS</u>	<u>ORG</u>	<u>2006</u>	<u>2005</u>
				2 340	2 340	
		155			155	156
		155		2 340	2 495	156
589					2 122	1 904
19 584					19 584	17 884
20 173					21 706	19 788
20 173		155		2 340	24 201	19 944

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2006

(en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>2006</u>	<u>2005</u>
Rémunération	25 946	22 870	19 788
Fonctionnement	1 470	1 331	
Support			156
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>27 416</u>	<u>24 201</u>	<u>19 944</u>

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2006

(en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>2006</u>	<u>2005</u>
Rémunération			21
Fonctionnement	67	67	3 508
Capital	800	800	1 349
Intérêt	3 570	3 570	88
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>4 437</u>	<u>4 437</u>	<u>4 966</u>

CONSEIL EXÉCUTIF

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2006

(en milliers de dollars)

	2006	2005
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Financement de la stratégie du Défi à l'entrepreneuriat jeunesse	1	15 000
Régionalisation vers les forums jeunesse régionaux des décisions d'aide financière		2 021
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	21	
Financement de la Stratégie d'action jeunesse	7 441	35 000
Divers	12	23
	<u>7 474</u>	<u>52 044</u>
Moins : Montants inscrits aux comptes à fin déterminée		
Compte pour le financement de la stratégie du Défi à l'entrepreneuriat jeunesse	1	15 000
Compte pour la régionalisation vers les forums jeunesse régionaux des décisions d'aide financière		2 021
Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux	21	
Compte pour le financement de la Stratégie d'action jeunesse	7 441	35 000
	<u>12</u>	<u>23</u>
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	52	149
Subventions d'années antérieures	302	634
	<u>354</u>	<u>783</u>
	<u>366</u>	<u>806</u>
Total des revenus autonomes	<u>366</u>	<u>806</u>
Total des revenus	<u><u>366</u></u>	<u><u>806</u></u>

1 La diminution s'explique par la fin de l'entente entre le gouvernement et la Société de gestion du Fonds jeunesse.

CONSEIL EXÉCUTIF

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS
PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2006

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	
PROGRAMME 1					
Sommaire : page 1-24					
CABINET DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR					
1. Cabinet du lieutenant-gouverneur	1 073			1 071	534
TOTAL	1 073			1 071	534

PROGRAMME 2					
Sommaire : page 1-24					
SERVICES DE SOUTIEN AUPRÈS DU PREMIER MINISTRE ET DU CONSEIL EXÉCUTIF					
1. Cabinet du premier ministre Permanents ¹	4 847 564	1		4 815 564	3 396
2. Secrétariat général et greffe du Conseil exécutif	11 316			10 939	9 668
3. Direction générale de l'administration Permanents ² Ne nécessitant pas de crédits	15 382 9	1	263	14 598 394	7 236
4. Indemnités de l'exécutif Permanents ¹	1 617			1 617	1 617
5. Secrétariat à la communication gouvernementale	3 035			2 882	1 369
6. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de projets de communications gouvernementales	282				
TOTAL	37 052	2	263	35 809	23 286

1 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).

2 Loi sur l'administration publique, (L.R.Q., c. A-6.01).

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme vise à permettre au lieutenant-gouverneur d'assumer les fonctions qui lui sont dévolues par la loi.							
528		9					2
528		9					2

Ce programme vise à fournir au premier ministre, au Conseil exécutif et à ses comités, les ressources humaines et techniques requises dans l'accomplissement de leurs fonctions.

983		436				23	8
564							
626		645				322	55
7 362						301	219
394							9
1 513						153	
					256		26
11 442		1 081			256	799	317

CONSEIL EXÉCUTIF

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	
PROGRAMME 3					
AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES					
Sommaire : page 1-24					
1. Cabinet du ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes, de la Francophonie canadienne, de l'Accord sur le commerce intérieur, de la Réforme des institutions démocratiques et de l'Accès à l'information	980		9	965	707
Permanents ¹	49			49	
Ne nécessitant pas de crédits				9	
2. Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes	6 863		7	6 409	4 393
Ne nécessitant pas de crédits				17	
3. Représentation du Québec au Canada	1 709			1 456	695
4. Coopération intergouvernementale et francophonie	2 351			2 328	
TOTAL	11 952		16	11 233	5 795
1 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).					

PROGRAMME 4
Sommaire : page 1-24

AFFAIRES AUTOCHTONES

1. Secrétariat aux affaires autochtones	153 798		22	142 953	3 331
Permanents ¹	64			64	
Ne nécessitant pas de crédits				30	
TOTAL	153 862		22	143 047	3 331
1 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).					

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à assurer la coordination des relations du gouvernement du Québec dans ses rapports avec le gouvernement fédéral et les gouvernements des provinces du Canada.

186		72				4	2
49							
9							
2 016					100	149	198
17							
761						91	162
74		2 254				23	
<u>3 112</u>		<u>2 326</u>			<u>100</u>	<u>267</u>	<u>362</u>

Ce programme vise à assurer la coordination et le développement des politiques et des activités gouvernementales en matière d'affaires autochtones.

1 760		137 862			1 304	39	9 480
64							
30							
<u>1 854</u>		<u>137 862</u>			<u>1 304</u>	<u>39</u>	<u>9 480</u>

CONSEIL EXÉCUTIF

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	
PROGRAMME 5		JEUNESSE			
Sommaire : page 1-24					
1. Secrétariat à la jeunesse Ne nécessitant pas de crédits	9 452			7 995 8	1 432
2. Conseil permanent de la jeunesse Ne nécessitant pas de crédits	767			709 4	530
TOTAL	10 219			8 716	1 962
PROGRAMME 6		RÉFORME DES INSTITUTIONS DÉMOCRATIQUES ET ACCÈS À L'INFORMATION			
Sommaire : page 1-24					
1. Secrétariat à la réforme des institutions démocratiques	1 110			1 037	772
2. Commission d'accès à l'information Ne nécessitant pas de crédits	4 165		20	4 145 17	3 401
3. Soutien à l'accès en information et protection des renseignements personnels	587			403	331
TOTAL	5 862		20	5 602	4 504
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	217 717	2	321	202 705	37 795
Permanents	2 303			2 294	1 617
Ne nécessitant pas de crédits				479	
TOTAL	220 020	2	321	205 478	39 412 ¹

1 Incluant 10 215 à l'égard de 85 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à assurer la cohérence des politiques et initiatives en matière de jeunesse, à coordonner des dossiers à portée interministérielle, notamment la mise en œuvre de la politique québécoise de la jeunesse. La variation budgétaire s'explique principalement par la fin du Plan d'action jeunesse 2002-2005. Une nouvelle stratégie d'action jeunesse a été déposée en cours d'exercice. Un compte à fin déterminée de l'ordre de 35 M\$ a été utilisé pour financer cette nouvelle stratégie.

1 003 8		5 560			232	126	1 099
179 4							58
<u>1 194</u>		<u>5 560</u>			<u>232</u>	<u>126</u>	<u>1 157</u>

Ce programme a pour objet d'améliorer la représentativité du Parlement et la vie démocratique au Québec, de promouvoir l'accès à l'information et de permettre aux citoyens de faire appel, lorsque nécessaire, à l'organisme chargé de protéger leurs droits relatifs à la protection des renseignements personnels.

251		14				65	8
744 17							
<u>22</u>		<u>50</u>				<u>102</u>	<u>82</u>
<u>1 034</u>		<u>64</u>				<u>167</u>	<u>90</u>

18 008 677 479		146 902			1 892	1 398	11 399 9
<u>19 164</u>		<u>146 902</u>			<u>1 892</u>	<u>1 398</u>	<u>11 408</u>

CONSEIL EXÉCUTIF

TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2006
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 1 - Cabinet du lieutenant-gouverneur			
Autres	10		
Programme 2 - Services de soutien auprès du premier ministre et du Conseil exécutif			
Mission gouvernementale auprès de l'ÉNAP	275		
Autres	869	2	1
Total du programme 2	1 144	2	1
Programme 3 - Affaires intergouvernementales canadiennes			
Activités de coopération intergouvernementale	261	131	
Organismes francophones hors-Québec	1 993	70	2
Autres	73	3	1
Total du programme 3	2 327	204	3
Programme 4 - Affaires autochtones			
Entente avec la nation crie	82 037		
Entente avec les inuits	15 839		
Financement global de l'Administration régionale Kativik	30 175		
Fonds de développement pour les autochtones	8 850		423
Organismes autochtones	1 576	24	
Transfert des terres Oujé-Bougoumou	10 000		
Autres	153	5	
Total du programme 4	148 630	29	423
Programme 5 - Jeunesse			
Plan d'action jeunesse	5 527		
Autres	414		
Total du programme 5	5 941		
Programme 6 - Réforme des institutions démocratiques et accès à l'information			
Soutien en matière d'accès à l'information et de protection des renseignements personnels			
Autres	70		
Total du programme 6	70		
Total des crédits et dépenses	158 122	235	427

ENTR - Entreprises

SSS - Établissements de santé et de services sociaux

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement

MUNI - Municipalités

OBNL - Organismes à but non lucratif

PERS - Personnes

ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2006	2005
5		4			9	5
275					275	325
311	6	486			806	1 914
586	6	486			1 081	2 239
		130			261	288
136	7	1 771	7		1 993	1 966
2	3	63			72	73
138	10	1 964	7		2 326	2 327
		82 037			82 037	80 275
		15 822			15 822	15 000
		30 175			30 175	27 499
		7 681			8 104	9 397
13	3	1 528	3		1 571	1 354
		148			153	59
13	3	137 391	3		137 862	133 584
		5 087			5 147	15 614
60		413			413	517
60		5 500			5 560	16 131
						50
3		61			64	19
3		61			64	69
805	19	145 406	10		146 902	154 355

CONSEIL EXÉCUTIF**DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2006
(en milliers de dollars)**

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>2006</u>	<u>2005</u>
Capital	10 030	9 780	10 495
Intérêt	7 476	7 476	6 651
Support	<u>140 616</u>	<u>129 646</u>	<u>137 209</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>158 122</u>	<u>146 902</u>	<u>154 355</u>

CULTURE ET COMMUNICATIONS

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2006

(en milliers de dollars)

	2006	2005
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Photocopies de documents	82	56
Cours	391	408
Aide technique et soutien	151	154
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	1 408	1 431
Application de la politique d'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement des bâtiments et des sites gouvernementaux et publics	447	514
Financement des unités autonomes de service	482	413
Divers	60	96
	<u>3 021</u>	<u>3 072</u>
Moins : Montants inscrits aux comptes à fin déterminée		
Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux	1 408	1 431
Compte pour l'application de la politique d'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement des bâtiments et des sites gouvernementaux et publics	447	514
Compte pour le financement des unités autonomes de service	482	413
	<u>684</u>	<u>714</u>
Amendes et confiscations		
Divers	1	1
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	398	79
Subventions d'années antérieures	165	247
	<u>563</u>	<u>326</u>
	<u>1 248</u>	<u>1 041</u>
Total des revenus autonomes	<u>1 248</u>	<u>1 041</u>
Total des revenus	<u><u>1 248</u></u>	<u><u>1 041</u></u>

CULTURE ET COMMUNICATIONS

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS
PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2006

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	
PROGRAMME 1		GESTION INTERNE, INSTITUTIONS NATIONALES ET			
Sommaire : page 1-12		COMMISSION DES BIENS CULTURELS			
1. Gestion interne et soutien Permanents ¹	44 553		2 174	37 590	27 289
Ne nécessitant pas de crédits	10			10	
				1 389	
2. Archives nationales du Québec	8 444		157	8 283	4 138
3. Centre de conservation du Québec Ne nécessitant pas de crédits	2 113		36	2 042	1 299
				24	
4. Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec Permanents ²	18 635		611	18 016	11 503
	2		2		
5. Commission des biens culturels du Québec	429		1	428	266
TOTAL	74 186		2 981	67 782	44 495

1 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).

2 Loi sur l'administration publique, (L.R.Q., c. A-6.01).

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
10 301					34		4 755
10							
1 389							
4 145					3		1
743					1		34
24							
6 513					7		1
162							
<u>23 287</u>					<u>45</u>		<u>4 791</u>

Ce programme vise à développer une vue d'ensemble des activités culturelles et de communications au Québec, à élaborer et gérer les politiques, les orientations et les programmes en matière de culture et de communications. Il vise aussi à assurer les services de soutien à la gestion. Ce programme a également pour but de favoriser la protection et la mise en valeur du patrimoine archivistique, à assurer la restauration de biens culturels, ainsi que l'expertise et la sensibilisation en cette matière. Il vise aussi à favoriser l'enseignement des arts d'interprétation par l'intermédiaire du réseau des conservatoires. Enfin, par l'action de la Commission des biens culturels du Québec, ce programme permet de fournir des expertises favorisant la protection et la mise en valeur du patrimoine québécois.

CULTURE ET COMMUNICATIONS

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	
PROGRAMME 2 Sommaire : page 1-12		SOUTIEN À LA CULTURE, AUX COMMUNICATIONS ET AUX SOCIÉTÉS D'ÉTAT			
1. Action culturelle et communications	137 516			137 516	
2. Musées nationaux	62 292			62 292	
3. Société de la Place des Arts de Montréal et Société du Grand Théâtre de Québec Permanents ¹	15 630 2 101			15 630 2 097	
4. Société de développement des entreprises culturelles	50 878			50 878	
5. Commission de reconnaissance des associations d'artistes et des associations de producteurs	679			679	
6. Société de télédiffusion du Québec	56 881			56 881	
7. Conseil des arts et des lettres du Québec	73 873			73 873	
8. Bibliothèque nationale du Québec	45 912			45 912	
TOTAL	445 762			445 758	
1 Loi sur la Société de la Place des Arts de Montréal, (L.R.Q., c. S-11.03).					

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à soutenir les activités suivantes : assurer un soutien à la culture et aux communications en accordant de l'aide financière aux divers intervenants et partenaires, organismes, institutions, municipalités ou entreprises; promouvoir et conserver l'art québécois et international, l'histoire et les composantes de la société et assurer une présence du Québec dans les réseaux internationaux des musées; mettre à la disposition des artistes et des promoteurs des équipements majeurs de diffusion de spectacles; favoriser le développement des entreprises culturelles et de communications; assurer la reconnaissance des associations d'artistes et celles de producteurs et encadrer les relations de travail dans les domaines concernés; offrir une programmation de télévision éducative et culturelle; soutenir, dans toutes les régions du Québec, la création, le perfectionnement, l'expérimentation et la production artistique et en favoriser le rayonnement; offrir un accès démocratique à la culture et au savoir en concertation avec les bibliothèques et les institutions documentaires québécoises.

		137 516					
		62 292					
		15 630					
		2 097					4
	397	50 481					
		679					
		56 881					
		73 873					
		45 912					
	397	445 361					4

CULTURE ET COMMUNICATIONS

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	
PROGRAMME 3					
Sommaire : page 1-12					
CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE					
1. Coordination de la politique linguistique Ne nécessitant pas de crédits	1 864		4	1 757 5	680
2. Office québécois de la langue française Ne nécessitant pas de crédits	19 148		120	18 293 220	14 337
3. Conseil supérieur de la langue française Ne nécessitant pas de crédits	1 472		10	1 425 4	882
4. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation d'activités de promotion de la langue française					
TOTAL	22 484		134	21 704	15 899
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	540 319		3 113	531 495	60 394
Permanents	2 113		2	2 107	
Ne nécessitant pas de crédits				1 642	
TOTAL	542 432		3 115	535 244	60 394 ¹

1 Incluant 7 343 à l'égard de 84 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à assurer la diffusion, le développement, la qualité, le respect et la promotion du français dans tous les secteurs d'activité. Il vise également à assurer la coordination et le développement des politiques et des activités gouvernementales en matière linguistique.

102 5		975			52	50	1
3 728 220		228			699	35	1
523 4		20			35	2	
<u>4 582</u>		<u>1 223</u>			<u>786</u>	<u>87</u>	<u>2</u>
26 217 10 1 642	397	444 487 2 097			831	87	4 793 4
<u>27 869</u>	<u>397</u>	<u>446 584</u>			<u>831</u>	<u>87</u>	<u>4 797</u>

CULTURE ET COMMUNICATIONS**TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES**

Année financière terminée le 31 mars 2006

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 2 - Soutien à la culture, aux communications et aux sociétés d'État			
Bibliothèque nationale du Québec	45 912		
Commission de reconnaissance des associations d'artistes et des associations de producteurs	679		
Conseil des arts et des lettres du Québec - fonctionnement	6 107		
Conseil des arts et des lettres du Québec - programmes d'aide	67 766		
Musée d'Art contemporain de Montréal	8 592		
Musée de la Civilisation	21 921		
Musée des beaux-arts de Montréal	18 364		
Musée national des beaux-arts du Québec	13 415		
Société de développement des entreprises culturelles - fonctionnement	6 587		
Société de développement des entreprises culturelles - programmes d'aide	43 894	32 907	
Société de la Place des Arts de Montréal	13 990		
Société de télédiffusion du Québec	56 881		
Société du Grand Théâtre de Québec	3 740		
Soutien à la concertation régionale et locale	9 446		
Soutien à la coopération et au développement international	1 075	52	
Soutien à la diffusion des arts, aux événements majeurs et aux intervenants nationaux	7 850		
Soutien à la formation professionnelle, à la sensibilisation et à la formation des jeunes	10 910		
Soutien à la mise en valeur du patrimoine	5 458	33	
Soutien au développement de la lecture	12 532		
Soutien au développement des communications	5 735		
Soutien aux équipements culturels	62 876	324	97
Soutien aux institutions muséales	19 276		
Autres	2 358	20	1
Total du programme 2	445 364	33 336	98
Programme 3 - Charte de la langue française			
Promotion et diffusion de la langue française	1 204	4	
Autres	20		
Total du programme 3	1 224	4	
Total des crédits et dépenses	446 588	33 340	98

ENTR - Entreprises

SSS - Établissements de santé et de services sociaux

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement

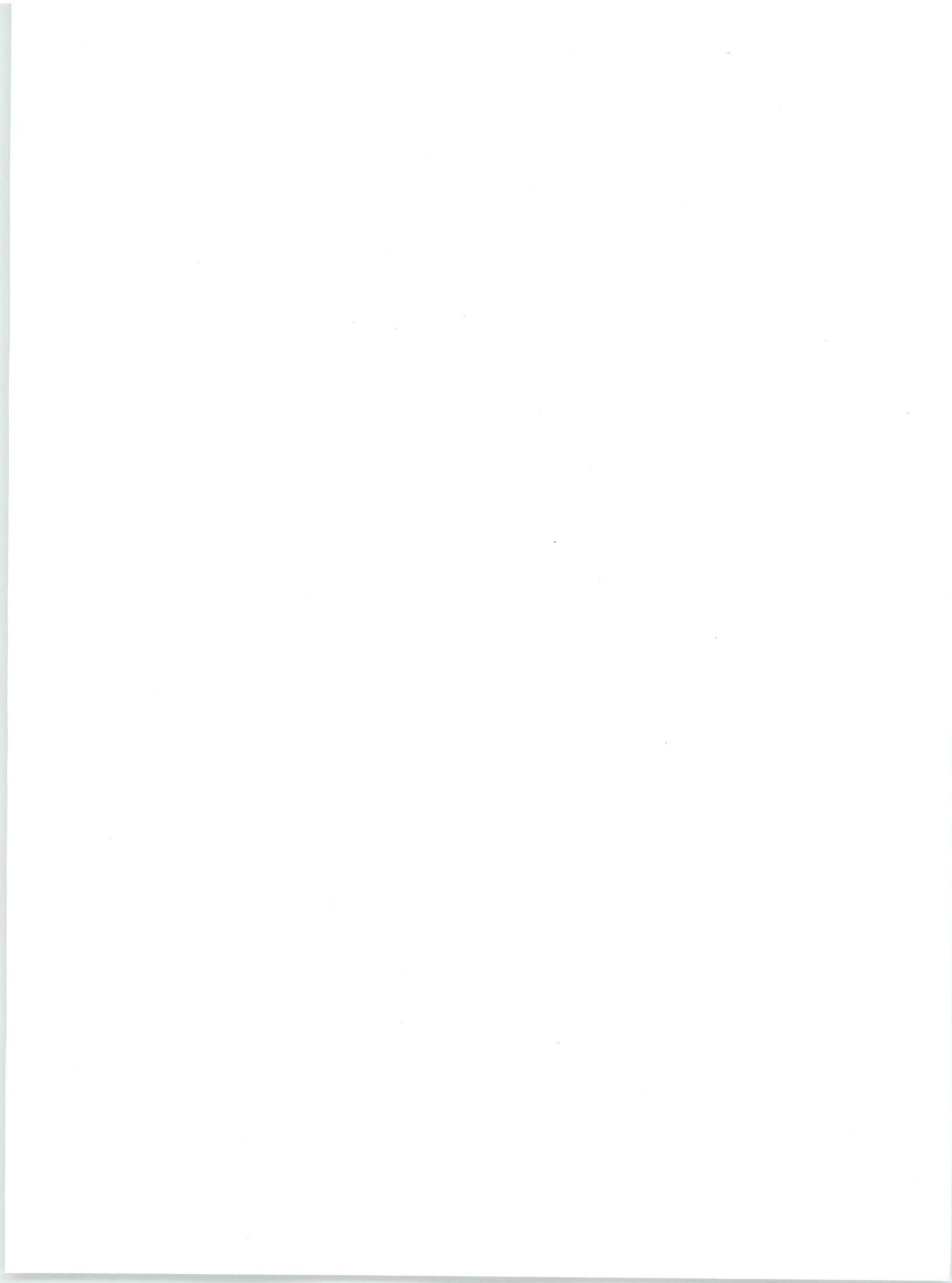
MUNI - Municipalités

OBNL - Organismes à but non lucratif

PERS - Personnes

ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2006	2005
				45 912	45 912	33 969
				679	679	678
				6 107	6 107	5 949
		58 734	8 932	100	67 766	67 990
				8 592	8 592	8 422
				21 921	21 921	20 518
		18 364			18 364	15 833
				13 415	13 415	12 858
				6 587	6 587	6 240
		9 722	593	672	43 894	43 870
				13 988	13 988	15 072
				56 881	56 881	56 689
				3 739	3 739	3 608
15	4 116	5 315			9 446	9 412
10		1 006	7		1 075	1 387
45	679	7 126			7 850	4 438
1 079		9 831			10 910	10 432
212	3 523	1 392	298		5 458	5 005
	3 281	9 251			12 532	8 892
42	160	5 499		34	5 735	4 513
882	24 992	33 564	13	3 004	62 876	66 921
	720	18 556			19 276	22 934
274	19	1 767	167	110	2 358	2 006
2 559	37 490	180 127	10 010	181 741	445 361	427 636
767		396	36		1 203	1 172
			20		20	10
767		396	56		1 223	1 182
3 326	37 490	180 523	10 066	181 741	446 584	428 818



CULTURE ET COMMUNICATIONS

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2006

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2006	2005
Rémunération	94 794	94 794	83 810
Fonctionnement	62 701	62 701	62 493
Capital	62 605	62 605	69 304
Intérêt	44 099	44 095	34 392
Support	182 389	182 389	178 819
TOTAL DU PORTEFEUILLE	446 588	446 584	428 818

DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET PARCS**DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES**

Année financière terminée le 31 mars 2006

(en milliers de dollars)

	2006	2005
Droits et permis		
Ressources hydrauliques		
Accréditation de laboratoires privés et municipaux	441	420
Régime des eaux	381	406
Sécurité des barrages	848	949
	<u>1 670</u>	<u>1 775</u>
Autres		
Attestations d'assainissement	744	909
Droits relatifs à la protection de l'environnement	1 049	1 189
Divers	2	2
	<u>1 795</u>	<u>2 100</u>
	<u>3 465</u>	<u>3 875</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formulaire, documentation et information	56	60
Terrains et bâtisses	157	95
Location et concessions	839	861
Recouvrements de tiers	8	77
Gestion des barrages publics	1 474	1 027
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	1 352	932
Gains sur disposition d'immobilisations	265	106
Fonds d'investissement du Canada pour le renouvellement de l'aide juridique	78	86
Financement des unités autonomes de service	2 519	2 143
Divers	27	15
	<u>6 775</u>	<u>5 402</u>
Moins : Montants inscrits aux comptes à fin déterminée		
Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux	1 352	932
Compte pour le financement des unités autonomes de service	2 519	2 143
	<u>2 904</u>	<u>2 327</u>
Intérêts		
Divers	40	32
Amendes et confiscations		
Infractions à diverses lois	153	294
Divers	1	1
	<u>154</u>	<u>295</u>
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	282	421
Subventions d'années antérieures	106	1 426
Divers		1
	<u>388</u>	<u>1 848</u>
	<u>3 486</u>	<u>4 502</u>
Total des revenus autonomes	<u>6 951</u>	<u>8 377</u>

DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET PARCS

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2006

(en milliers de dollars)

	2006	2005
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Inventaire des eaux de surface	200	200
Réseaux climatologiques au Québec	210	207
Environnement Baie-James et plan régional de traitement des eaux	126	246
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	476	
Divers	4	
	1 016	653
Moins : Montant inscrit au compte à fin déterminée		
Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux	476	
Total des transferts du gouvernement du Canada	540	653
Total des revenus	7 491	9 030

DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET PARCS

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS
PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2006

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	
PROGRAMME 1		PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET GESTION DES PARCS			
Sommaire : page 1-16					
1. Politiques environnementales Ne nécessitant pas de crédits	23 215		2 977	20 115 86	11 859
2. Évaluations et suivi de l'environnement	13 605		300	13 187	8 941
3. Développement durable, analyse et expertise régionales et gestion des parcs *	69 480		2 139	62 751	26 430
4. Centre de contrôle environnemental du Québec	19 686		260	19 418	15 977
5. Centre d'expertise en analyse environnementale du Québec	4 544	1	381	4 140	4 114
6. Centre d'expertise hydrique du Québec Permanents ¹	20 310 331	7	8 602	11 428 331	8 254 241
7. Direction Permanents ²	7 017 12		7	6 928 12	5 130
8. Services à la gestion Permanents ³ Permanents ⁴ Ne nécessitant pas de crédits	36 138 112 316		1 449	32 857 112	18 794
TOTAL	194 766	8	16 115	181 416	99 740

1 Loi sur le Curateur public, (L.R.Q., c. C-81).

2 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).

3 Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).

4 Loi sur l'administration publique, (L.R.Q., c. A-6.01).

PROGRAMME 2
Sommaire : page 1-16BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES
SUR L'ENVIRONNEMENT

1. Bureau d'audiences publiques sur l'environnement Ne nécessitant pas de crédits	5 899		19	5 678 59	3 709
TOTAL	5 899		19	5 737	3 709

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à assurer, dans une perspective de développement durable, la protection de l'environnement par l'élaboration et la mise en œuvre de politiques et de programmes ayant comme objectifs la prévention ou la réduction de la contamination de l'eau, de l'atmosphère et du sol, la restauration des sites contaminés et la protection des milieux de vie, des écosystèmes et des ressources. Il permet également d'assurer le développement du réseau des parcs à des fins de conservation, d'éducation ou de pratiques récréatives dans la perspective de développement durable.

855		7 401				122	1
86							
1 346		2 900				97	21
24 129		12 192			3 910	182	498
3 441						2	6
26					12		10
3 159		15			175	15	83
90							
1 542		256				49	33
12							
14 063					161	58	1 613
	112						316
10 051							
<u>58 800</u>	<u>112</u>	<u>22 764</u>			<u>4 258</u>	<u>525</u>	<u>2 581</u>

Le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement intervient principalement dans le cadre du processus d'examen et d'évaluation des impacts des projets de développement sur l'environnement par la tenue de séances de consultation et d'information de la population.

1 969					169		33
59							
<u>2 028</u>					<u>169</u>		<u>33</u>

DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET PARCS

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	199 894	8	16 134	176 502	103 208
Permanents	771			455	241
Ne nécessitant pas de crédits				10 196	
TOTAL	200 665	8	16 134	187 153	103 449 ¹

¹ Incluant 9 997 à l'égard de 104 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

* En vertu du décret 1231-2005, la Société des parcs de sciences naturelles du Québec qui était sous la responsabilité du ministre des Ressources naturelles et Faune est sous la responsabilité du ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs à compter du 14 décembre 2005.

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
50 530		22 764			4 427	525	2 298
102	112						316
10 196							
60 828	112	22 764			4 427	525	2 614

DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET PARCS**TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES**

Année financière terminée le 31 mars 2006
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 1 - Protection de l'environnement et gestion des parcs			
Assainissement de l'air	2 319		
Fonds d'action québécois en développement durable	500		
Programme de réhabilitation des terrains contaminés	5 958		
Programme national pour le développement d'un réseau privé d'aires protégées	1 718		
Saint-Laurent Vision 2000	268		
Société des établissements de plein air du Québec	3 362		
Soutien à la gestion environnementale en milieu agricole	150		
Soutien aux organismes de bassin versant	4 445		
Soutien aux organismes oeuvrant en environnement	1 654		
Subventions de recherche et de développement en environnement	269		
Autres	2 160	1	
Total du programme 1	22 803	1	
Total des crédits et dépenses	22 803	1	

ENTR - Entreprises

SSS - Établissements de santé et de services sociaux

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement

MUNI - Municipalités

OBNL - Organismes à but non lucratif

PERS - Personnes

ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2006	2005
	2 319				2 319	1 842
		500			500	1 502
	5 958				5 958	5 087
		1 718			1 718	1 348
		268			268	219
				3 362	3 362	3 893
		150			150	155
	4 445				4 445	2 275
		1 654			1 654	3 828
248		21			269	398
31	146	1 906	27	10	2 121	1 873
279	12 868	6 217	27	3 372	22 764	22 420
279	12 868	6 217	27	3 372	22 764	22 420

DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET PARCS

DÉPENSES DE TRANSFERT

VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2006

(en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>2006</u>	<u>2005</u>
Capital	4 435	4 435	5 938
Intérêt	1 548	1 548	2 654
Support	<u>16 781</u>	<u>16 781</u>	<u>13 828</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>22 764</u>	<u>22 764</u>	<u>22 420</u>

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, INNOVATION ET EXPORTATION

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2006

(en milliers de dollars)

	2006	2005
Droits et permis		
Autres		
Remboursement	985	939
Divers	67	60
	<u>1 052</u>	<u>999</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	7 213	427
Moins : Montants inscrits au compte à fin déterminée		
Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux	7 213	427
	<u>1</u>	<u>22</u>
Intérêts		
Divers		
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	290	437
Subventions d'années antérieures	10 409	8 753
	<u>10 699</u>	<u>9 190</u>
	<u>10 700</u>	<u>9 212</u>
Total des revenus autonomes	<u>11 752</u>	<u>10 211</u>
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Soutien au financement de projets d'immobilisation à l'étranger		(28)
Moins : Montant inscrit au compte à fin déterminée		
Compte pour le soutien au financement de projets d'immobilisation à l'étranger		(28)
Total des transferts du gouvernement du Canada		
Total des revenus	<u><u>11 752</u></u>	<u><u>10 211</u></u>

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, INNOVATION ET EXPORTATION

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS
PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2006

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	
PROGRAMME 1					
Sommaire : page 1-16					
DIRECTION DU MINISTÈRE					
1. Direction et services à la gestion	37 346	1	1 772	35 573	17 895
Permanents ¹	90			90	
Permanents ²	217			217	19
Ne nécessitant pas de crédits				2 913	
TOTAL	37 653	1	1 772	38 793	17 914
1	Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).				
2	Loi sur la Commission d'enquête (Gaspésia), (L.R.Q., c. C-37).				
PROGRAMME 2					
Sommaire : page 1-16					
DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET AIDE AUX ENTREPRISES					
1. Développement des politiques et programmes	18 259			18 259	6 389
2. Développement des secteurs industriels	8 961	1		8 960	7 910
3. Développement des marchés	8 477	7		8 470	5 335
4. Services aux entreprises et développement économique en région	17 155			17 155	14 926
5. Soutien à l'entrepreneuriat et au développement des entreprises et des secteurs industriels	48 069			48 069	
6. Mesures de soutien au développement économique local et régional	57 367	253		57 114	
Permanents ¹	5 123			5 123	
Ajustements négatifs de provisions				(1 243)	
7. Investissement Québec	164 309	270 000		245 309	
8. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de projets visant à accroître les investissements dans le cadre du programme FAIRE	24 500				
9. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour appuyer la réalisation de projets stratégiques d'investissements	8 340			8 340	
10. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de projets de développement économique local et régional	100				
TOTAL	360 660	270 261		415 556	34 560
1	Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).				

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à assurer la direction du Ministère et les services centraux en matière de communication et de soutien à la gestion.

16 643		1 035					
90							
198							
2 913							
<u>19 844</u>		<u>1 035</u>					

Ce programme vise à offrir un soutien technique et financier aux entreprises et aux organismes à des fins de développement industriel, commercial, coopératif et de développement des marchés pour la création d'emplois. De plus, il est constitué des enveloppes budgétaires affectées au soutien du développement local et régional.

11 870							
1 050							
3 135							
2 229							
		48 069					
		57 114					
	5 123 (1 243)						
	183 641	61 668					(351 000)
							24 500
	8 340						
							100
<u>18 284</u>	<u>195 861</u>	<u>166 851</u>					<u>(326 400)</u>

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, INNOVATION ET EXPORTATION

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	
PROGRAMME 3					
Sommaire : page 1-16					
RECHERCHE, SCIENCE ET TECHNOLOGIE					
1. Coordination et mise en oeuvre	8 121			8 121	7 288
2. Conseil de la science et de la technologie	1 348			1 348	968
3. Fonds de recherche en santé du Québec	70 125			70 125	
4. Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture	43 138			43 138	
5. Fonds québécois de la recherche sur la nature et les technologies	35 530			35 530	
6. Soutien à la recherche et à l'innovation	65 471			65 471	
7. Centre de recherche industrielle du Québec	13 500			13 500	
TOTAL	237 233			237 233	8 256
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	630 116	270 262	1 772	684 482	60 711
Permanents	5 430			5 430	19
Ne nécessitant pas de crédits				2 913	
Ajustements négatifs de provisions				(1 243)	
TOTAL	635 546	270 262	1 772	691 582	60 730 ¹

¹ Incluant 9 489 à l'égard de 92 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à assurer la mise en oeuvre et le suivi de la Politique québécoise de la science et de l'innovation et à soutenir la recherche et la formation de chercheurs, l'innovation, la liaison et le transfert, la promotion des carrières scientifiques et technologiques et la diffusion des connaissances, ainsi que le rayonnement international du Québec en matière de recherche et d'innovation.

833							
380							
		70 125					
		43 138					
		35 530					
		65 471					
		13 500					
<u>1 213</u>		<u>227 764</u>					

36 140	191 981	395 650					(326 400)
288	5 123						
2 913	(1 243)						
<u>39 341</u>	<u>195 861</u>	<u>395 650</u>					<u>(326 400)</u>

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, INNOVATION ET EXPORTATION

TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2006
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 1 - Direction du Ministère			
Autres	1 035		
Programme 2 - Développement économique et aide aux entreprises			
Aide aux entreprises	20 051	19 628	
Appui aux projets stratégiques d'investissement	62	62	
Fonds pour l'accroissement de l'investissement privé et la relance de l'emploi (FAIRE)	49 233	48 733	
Investissement Québec - aide à certains projets industriels d'intérêt économique	12 873		
Investissement Québec - subvention de fonctionnement			
Mesures de soutien au développement économique, local et régional	13 308	8 557	
Soutien à l'entrepreneuriat	10 030	525	
Soutien aux centres locaux de développement	43 581		333
Soutien aux partenariats et aux filières industrielles	5 922	485	
Autres	11 791	10 319	
Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du Trésor, tout crédit pour la réalisation de projets de développement économique local et régional	100		
Total du programme 2	166 951	88 309	333
Programme 3 - Recherche, science et technologie			
Centre de recherche industrielle du Québec	13 500		
Fonds de la recherche en santé du Québec	70 125		
Fonds québécois de la recherche sur la nature et les technologies	35 530		
Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture	43 138		2 703
Mesures de soutien à la recherche - autres	45 461	259	
Soutien à la relève et à la promotion de la culture scientifique	3 764	45	
Soutien à la valorisation des résultats de la recherche	16 246	45	
Autres			
Total du programme 3	227 764	349	2 703
Total des crédits et dépenses	395 750	88 658	3 036

ENTR - Entreprises
SSS - Établissements de santé et de services sociaux
EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement

MUNI - Municipalités
OBNL - Organismes à but non lucratif
PERS - Personnes
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2006	2005
		1 035			1 035	1 283
6		417			20 051	20 722
		500			62	
					49 233	51 909
				12 873	12 873	12 384
183	583	3 985			13 308	29 954
		9 505			10 030	5 446
	43 223	25			43 581	41 664
32	34	5 371			5 922	6 297
9		1 463			11 791	20 316
230	43 840	21 266		12 873	166 851	208 811
				13 500	13 500	15 000
				70 125	70 125	70 126
24 068			7 519	3 943	35 530	35 530
24 323			12 695	3 417	43 138	43 137
4 241		40 914		47	45 461	41 195
382		3 187	150		3 764	4 641
1 252		14 949			16 246	16 739
						1 405
54 266		59 050	20 364	91 032	227 764	227 773
54 496	43 840	81 351	20 364	103 905	395 650	437 867

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, INNOVATION ET EXPORTATION

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2006

(en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>2006</u>	<u>2005</u>
Rémunération	7 024	7 024	17 074
Fonctionnement	8 214	8 214	12 815
Capital	5 786	5 786	8 708
Intérêt	2 551	2 551	1 945
Support	<u>372 175</u>	<u>372 075</u>	<u>397 325</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>395 750</u>	<u>395 650</u>	<u>437 867</u>

ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2006

(en milliers de dollars)

	2006	2005
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Recouvrements de tiers	4 975	5 978
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	765	858
Divers	8	6
	<u>5 748</u>	<u>6 842</u>
Moins : Montants inscrits au compte à fin déterminée		
Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux	765	858
	<u>4 983</u>	<u>5 984</u>
Intérêts		
Prêts aux étudiants	<u>17 407</u>	<u>14 665</u>
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	1 325	874
Subventions d'années antérieures	534	14 451
Dépenses sous forme d'indemnités	84	25
Bourses d'études	8 283	19 295
	<u>10 226</u>	<u>34 645</u>
	<u>32 616</u>	<u>55 294</u>
Total des revenus autonomes	<u>32 616</u>	<u>55 294</u>
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Enseignement aux enfants indiens	101 881	97 549
Programme d'alphabétisation	2 683	2 762
Enseignement dans la langue de la minorité et enseignement de la langue seconde	23 406	19 335
Formation dans les pénitenciers fédéraux	4 240	4 132
Financement des bourses d'études du millénaire	73 609	69 797
	<u>205 819</u>	<u>193 575</u>
Moins : Montants inscrits aux comptes à fin déterminée		
Compte pour le programme d'alphabétisation	2 683	2 762
Compte pour l'enseignement dans la langue de la minorité et l'enseignement de la langue seconde	23 406	19 335
Compte pour la formation dans les pénitenciers fédéraux	4 240	4 132
Compte pour le financement des bourses d'études du millénaire	73 609	69 797
	<u>101 881</u>	<u>97 549</u>
Total des transferts du gouvernement du Canada	<u>101 881</u>	<u>97 549</u>
Total des revenus	<u>134 497</u>	<u>152 843</u>

1 La diminution du recouvrement des bourses d'études est attribuable au nouveau mode d'attribution de l'aide financière aux études qui a pour effet de réduire le montant des bourses versées en trop.

ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS
PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2006

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	
PROGRAMME 1					
Sommaire : page 1-14					
ADMINISTRATION ET CONSULTATION					
1. Direction Permanents ¹ Ne nécessitant pas de crédits	10 071 73		63	9 613 73 296	5 447
2. Services à la gestion Ne nécessitant pas de crédits	32 885		116	26 660 522	12 567
3. Administration de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire et secondaire Ne nécessitant pas de crédits	33 125	1	411	31 694 381	23 961
4. Administration de l'enseignement supérieur Ne nécessitant pas de crédits	8 603		74	8 421 71	7 454
5. Administration de la formation professionnelle et technique et de la formation continue Ne nécessitant pas de crédits	7 608		101	7 207 80	6 248
6. Information et communications Ne nécessitant pas de crédits	52 496		14 050	26 603 3 638	13 775
7. Conseil supérieur de l'éducation Ne nécessitant pas de crédits	2 146	1	33	2 053 15	1 474
8. Commission d'évaluation de l'enseignement collégial Ne nécessitant pas de crédits	2 170		18	2 085 18	1 709
9. Administration du loisir et du sport Ne nécessitant pas de crédits	6 261	1	1	5 394 95	3 527
TOTAL	155 438	3	14 867	124 919	76 162
1 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).					

PROGRAMME 2

Sommaire : page 1-14

FORMATION EN TOURISME ET HÔTELLERIE

1. Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	18 789			18 789	
TOTAL	18 789			18 789	

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à assurer l'administration de l'ensemble des programmes confiés au Ministère, sauf celui de l'aide financière aux études, et à soutenir l'action des réseaux d'enseignement en leur fournissant les services nécessaires à l'exercice de leur mission. Ce programme assure aussi le fonctionnement des organismes de consultation et d'évaluation du domaine de l'éducation.

1 828		2 338			376		19
73							
296							
14 093					5 250		859
522							
7 733					1 000		19
381							
967					107		1
71							
959					300		
80							
12 828					1 505		10 338
3 638							
579					50		9
15							
376					66		1
18							
1 667		200			266		599
95							
<u>46 219</u>		<u>2 538</u>			<u>8 920</u>		<u>11 845</u>

Ce programme vise à offrir des activités de formation professionnelle, technique et universitaire dans les domaines de l'hôtellerie, de la restauration et du tourisme. Il soutient également la recherche et fournit de l'aide technique et des services dans ces domaines.

		18 789					
		18 789					

ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	
PROGRAMME 3					
Sommaire : page 1-14					
AIDE FINANCIÈRE AUX ÉTUDES					
1. Bourses consécutives aux prêts	183 114			183 114	
2. Intérêts et remboursements aux banques	235 981	73 169	6 507	89 436	
Permanents ¹	30 800			30 800	
Ne nécessitant pas de crédits				6 814	
Ajustements négatifs de provisions				(18 600)	
3. Autres bourses	9 642			9 642	
4. Administration de l'aide financière aux études	20 285		287	19 909	13 319
Ne nécessitant pas de crédits				314	
TOTAL	479 822	73 169	6 794	321 429	13 319
1 Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).					

PROGRAMME 4
Sommaire : page 1-14

**ÉDUCATION PRÉSCOLAIRE ET ENSEIGNEMENT PRIMAIRE ET
SECONDAIRE**

1. Commissions scolaires	5 720 425			5 699 225	
2. Commissions scolaires à statut particulier	194 547			194 547	
3. Service de la dette des commissions scolaires	620 774			620 774	
4. Enseignement privé	378 676			378 676	
5. Soutien à des partenaires en éducation	41 457			41 457	
6. Aide au transport scolaire	249 781			249 780	
TOTAL	7 205 660			7 184 459	

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
		183 114					
		89 436					66 869
6 814	30 800						
	(18 600)						
		9 642					
6 590							89
314							
<u>13 718</u>	<u>12 200</u>	<u>282 192</u>					<u>66 958</u>

Ce programme vise à rendre accessibles aux élèves de ces niveaux les services d'enseignement et de soutien à l'enseignement en fournissant aux commissions scolaires, aux institutions privées et à divers organismes les ressources financières nécessaires à leur fonctionnement et à leur développement. Il inclut également les ressources financières attribuées pour le transport scolaire.

		5 699 225			21 200		
		194 547					
		620 774					
		378 676					
		41 457					
		249 780					1
		<u>7 184 459</u>			<u>21 200</u>		<u>1</u>

ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	
PROGRAMME 5					
ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR					
Sommaire : page 1-14					
1. Cégeps	1 227 628			1 219 439	
2. Universités	1 995 454			1 995 454	
3. Enseignement privé au collégial	80 007			79 041	
4. Service de la dette des cégeps	200 639			198 030	
5. Service de la dette des universités	269 825			269 825	
6. Soutien à des partenaires en éducation	4 622			4 621	
TOTAL	3 778 175			3 766 410	

PROGRAMME 6 **DÉVELOPPEMENT DU LOISIR ET DU SPORT**
Sommaire : page 1-14

1. Promotion du loisir et de l'action bénévole	41 951			41 951	
2. Promotion du sport et de la sécurité et recherche	23 925			23 925	
TOTAL	65 876			65 876	

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à rendre accessibles aux étudiants de ce niveau les services d'enseignement et de soutien à l'enseignement en fournissant aux établissements publics et privés les ressources financières nécessaires à leur fonctionnement. De plus, ce programme vise à fournir les ressources financières nécessaires au soutien de la recherche universitaire.

		1 219 439			8 188		1
		1 995 454					
		79 041			966		
		198 030			2 609		
		269 825					
		4 621			1		
		<u>3 766 410</u>			<u>11 764</u>		<u>1</u>

Ce programme vise à promouvoir et favoriser les activités de loisir et de sport par un soutien aux organismes du milieu et à des clientèles spécifiques. Il a également pour objectif d'appuyer l'action bénévole tout en ayant une préoccupation particulière en matière de sécurité dans la pratique d'activités récréatives et sportives.

		41 951					
		23 925					
		<u>65 876</u>					

ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	
PROGRAMME 7					
Sommaire : page 1-14					
RÉGIMES DE RETRAITE					
1. Régime de retraite des enseignants Permanents ¹	127 192	33 000		94 192	
2. Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics Permanents ²	586 989	38 000		548 989	
3. Régime de retraite du personnel d'encadrement Permanents ³	76 983	4 000		70 181	
TOTAL	791 164	75 000		713 362	
1 Loi sur le régime de retraite des enseignants, (L.R.Q., c. R-11).					
2 Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, (L.R.Q., c. R-10).					
3 Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement, (L.R.Q., c. R-12.1).					
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	11 672 887	73 172	21 661	11 457 365	89 481
Permanents	822 037	75 000		744 235	
Ne nécessitant pas de crédits				12 244	
Ajustements négatifs de provisions				(18 600)	
TOTAL	12 494 924	148 172	21 661	12 195 244	89 481 ¹

1 Incluant 11 212 à l'égard de 114 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à fournir la contribution du gouvernement aux régimes de retraite applicables au personnel des réseaux.

		94 192					
		548 989					
		70 181					2 802
		713 362					2 802

47 620		11 320 264			41 884		78 805
73	30 800	713 362					2 802
12 244	(18 600)						
59 937	12 200	12 033 626			41 884		81 607

ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT

TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2006
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 1 - Administration et consultation			
Autres	2 555		
Programme 2 - Formation en tourisme et hôtellerie			
Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	18 789		
Programme 3 - Aide financière aux études			
Bourses consécutives aux prêts	183 114		
Intérêts et remboursements aux banques	89 436		
Autres	9 642		
Total du programme 3	282 192		
Programme 4 - Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire			
Comités patronaux de négociation	13 624		
Fonctionnement			
Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire public	5 914 972		
Enseignement primaire et secondaire privé	378 676		
Programme d'action communautaire	12 970		
Service de la dette			
Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire public	620 774		
Transport scolaire	249 781		
Autres	14 863		
Total du programme 4	7 205 660		
Programme 5 - Enseignement supérieur			
Fonctionnement			
Enseignement collégial privé	80 007		
Enseignement collégial public	1 227 628		
Enseignement universitaire	1 995 454		
Service de la dette			
Enseignement collégial public	200 639		
Enseignement universitaire	269 825		
Autres	4 622		
Total du programme 5	3 778 175		
Programme 6 - Développement du loisir et du sport			
Action communautaire autonome	183		
Équipe Québec	4 845		
Kino-Québec	2 572		2 517
Promotion du loisir	14 868		
Promotion du sport	16 214		
Soutien aux équipements de loisir	1 544		
Soutien aux organismes multidisciplinaires	25 356		
Autres	294		
Total du programme 6	65 876		2 517
Programme 7 - Régimes de retraite			
Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics	548 989		
Régime de retraite des enseignants	94 192		
Régime de retraite du personnel d'encadrement	72 983		
Total du programme 7	716 164		
Total des crédits et dépenses	12 069 411		2 517

ENTR - Entreprises
SSS - Établissements de santé et de services sociaux
EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement

MUNI - Municipalités
OBNL - Organismes à but non lucratif
PERS - Personnes
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2006	2005
1 398		956	184		2 538	2 368
				18 789	18 789	17 069
			183 114		183 114	149 227
			89 436		89 436	40 976
			8 642	1 000	9 642	10 285
			281 192	1 000	282 192	200 488
		13 624			13 624	13 230
5 893 772					5 893 772	5 819 776
378 676					378 676	362 897
		12 970			12 970	12 691
620 774					620 774	571 065
249 780					249 780	222 064
		12 348		2 515	14 863	12 738
7 143 002		38 942		2 515	7 184 459	7 014 461
79 041					79 041	78 907
1 219 439					1 219 439	1 208 345
1 995 454					1 995 454	1 866 536
198 030					198 030	212 320
269 825					269 825	273 259
2 893		1 718		10	4 621	4 988
3 764 682		1 718		10	3 766 410	3 644 355
		183			183	1 247
			4 845		4 845	4 662
				55	2 572	2 570
	258	14 610			14 868	13 955
350	205	15 659			16 214	16 968
	1 544				1 544	1 469
		25 341		15	25 356	25 411
65		229			294	315
415	2 007	56 022	4 845	70	65 876	66 597
548 989					548 989	509 209
94 192					94 192	74 691
70 181					70 181	69 749
713 362					713 362	653 649
11 622 859	2 007	97 638	286 221	22 384	12 033 626	11 598 987

ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2006
(en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>2006</u>	<u>2005</u>
Rémunération	8 865 500	8 832 342	8 654 889
Fonctionnement	1 441 664	1 441 664	1 336 329
Capital	523 804	521 205	470 812
Intérêt	594 216	594 207	604 004
Support	<u>644 227</u>	<u>644 208</u>	<u>532 953</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>12 069 411</u>	<u>12 033 626</u>	<u>11 598 987</u>

EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2006

(en milliers de dollars)

	2006	2005
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Frais de perception	2 487	2 580
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	60	101
Divers	32	2
	2 579	2 683
Moins : Montants inscrits au compte à fin déterminée		
Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux	60	101
	2 519	2 582
Intérêts		
Assistance-emploi	20 338	19 737
Amendes et confiscations		
Frais - chèques sans provision	387	389
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	1 010	440
Subventions d'années antérieures	66	350
Assistance-emploi	71 442	72 966
Assistance-emploi - R.R.Q.	3 249	3 504
Assistance-emploi - pensions alimentaires	21 756	23 744
Assistance-emploi - garants défaillants	5 184	6 877
Divers	26	31
	102 733	107 912
	125 977	130 620
Total des revenus autonomes	125 977	130 620
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Entente relative au marché du travail	654 902	655 021
Application du régime québécois d'assurance parentale	200 000	1 107
Financement des projets pilotes pour les travailleurs âgés	2 393	2 484
	857 295	658 612
Moins : Montants inscrits aux comptes à fin déterminée		
Compte pour l'application du régime québécois d'assurance parentale	200 000	1 107
Compte pour le financement des projets pilotes pour les travailleurs âgés	2 393	2 484
	654 902	655 021
Total des transferts du gouvernement du Canada	654 902	655 021
Total des revenus	780 879	785 641

1 La hausse est attribuable à la contribution reçue pour l'implantation du Régime québécois d'assurance parentale au 1er janvier 2006.

EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE**DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS
PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES**

Année financière terminée le 31 mars 2006

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	
PROGRAMME 1					
Sommaire : page 1-16					
MESURES D'AIDE À L'EMPLOI					
1. Emploi-Québec	901 483			901 483	
2. Politiques d'emploi	1 344			1 344	1 248
3. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de projets favorisant l'insertion, la formation et l'aide à l'emploi					
4. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de projets de création d'emplois pour étudiants	38				
TOTAL	902 865			902 827	1 248

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à pourvoir au financement d'Emploi-Québec et de la Commission des partenaires du marché du travail (CPMT). Emploi-Québec est le service public d'emploi du Québec responsable de l'information sur le marché du travail, du placement et des mesures actives d'emploi liées à la politique active du marché du travail aux niveaux national, régional, local et sectoriel. Il est également responsable de la Loi favorisant le développement de la formation de la main-d'oeuvre (L.R.Q., c. D-7.1) et de la Loi sur la formation et la qualification professionnelle de la main-d'oeuvre (L.R.Q., c. F-5). Il vise également le développement des politiques d'emploi et favorise l'emploi d'été des étudiants dans la fonction publique du Québec.

901 483

96

							38
96			901 483				38

EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	
PROGRAMME 2					
Sommaire : page 1-20					
MESURES D'AIDE FINANCIÈRE					
1. Gestion du réseau de la sécurité du revenu	153 133	3		153 130	107 269
2. Politiques de sécurité du revenu	4 621		39	4 582	4 125
3. Assistance-emploi Permanents ¹	2 687 680 5 500	455		2 687 225 5 438	
4. Allocations de maternité	5 057			5 057	
5. Aide aux parents pour leurs revenus de travail	16 451			16 451	
6. Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris	19 340			19 340	
7. Action emploi	1 548			1 548	
8. Solidarité jeunesse	20 128			20 128	
9. Action communautaire	8 910			8 910	
10. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la création de projets favorisant la conversion des prestations d'aide financière en mesure d'aide à l'emploi					
TOTAL	<u>2 922 368</u>	<u>458</u>	<u>39</u>	<u>2 921 809</u>	<u>111 394</u>
1 Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).					

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à rendre accessible à toutes les personnes qui en démontrent le besoin, une aide de dernier recours égale à la différence entre leurs ressources et les besoins essentiels qui leur sont reconnus par l'entremise du réseau de la sécurité du revenu et celui de la ville de Montréal. Également, ce programme verse à des familles à faible revenu un supplément basé sur le revenu de travail, afin de les inciter à demeurer ou à entrer sur le marché du travail. Aussi, par l'entremise du programme Solidarité jeunesse, il soutient financièrement les jeunes de moins de 25 ans, aptes au travail, qui font une demande d'assistance-emploi en leur offrant d'entreprendre des démarches favorisant leur autonomie financière. En outre, ce programme contribue au financement des organismes communautaires en lien avec leur mission globale et il accorde à l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs crûs les sommes requises pour soutenir les activités traditionnelles des membres de cette communauté. Il vise également à pourvoir en crédits le Fonds québécois d'initiatives sociales et permet le versement des allocations de maternité. Enfin, il assure le développement des politiques de sécurité du revenu.

44 788		1 073					
457							
	5 438	2 682 425	4 800				62
		5 057					
		16 451					
		19 340					
		1 548					
		20 128					
			8 910				
<u>45 245</u>	<u>5 438</u>	<u>2 746 022</u>	<u>13 710</u>				<u>62</u>

EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	
PROGRAMME 3					
SOUTIEN À LA GESTION					
Sommaire : page 1-20					
1. Direction Permanents ¹	11 981 17	4		11 977 17	9 978
2. Services à la gestion Ne nécessitant pas de crédits	138 026	44	4	137 978 169	26 690
3. Centre de recouvrement Permanents ²	12 191 6			12 191 6	9 920
4. Planification et services aux citoyens	21 722	1		21 721	9 600
TOTAL	183 943	49	4	184 059	56 188
1 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).					
2 Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).					
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés Permanents Ne nécessitant pas de crédits	4 003 653 5 523	507	43	4 003 065 5 461 169	168 830
TOTAL	4 009 176	507	43	4 008 695	168 830 ¹

¹ Incluant 16 738 à l'égard de 186 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, informationnelles, matérielles et financières essentielles à la gestion des programmes. De plus, il permet de verser au Tribunal administratif du Québec les sommes requises pour soutenir les causes reliées au Ministère. Également, ce programme vise à pourvoir au financement des activités de planification et coordination ministérielle et de services aux citoyennes et citoyens.

1 456		543					
17							
47 454			63 834				
169							
2 271							
6							
3 642		8 479					
55 015		9 022	63 834				

100 164		2 755 044	979 027				38
23	5 438						62
169							
100 356	5 438	2 755 044	979 027				100

EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE**TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES**

Année financière terminée le 31 mars 2006
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 2 - Mesures d'aide financière			
Action emploi	1 548		
Aide aux parents pour leurs revenus de travail (APPORT)	16 451		
Allocation de maternité	5 057		
Assistance-emploi	2 682 425		
Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris	19 340		
Solidarité jeunesse	20 128	121	
Autres	1 073		
Total du programme 2	2 746 022	121	
Programme 3 - Soutien à la gestion			
Tribunal administratif du Québec	8 479		
Autres	543	4	
Total du programme 3	9 022	4	
Total des crédits et dépenses	2 755 044	125	

1 La dépense de 2006 représente les coûts pour la fin du programme lequel a été remplacé le 1er janvier 2005 par un crédit d'impôt.

ENTR - Entreprises

SSS - Établissements de santé et de services sociaux

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement

MUNI - Municipalités

OBNL - Organismes à but non lucratif

PERS - Personnes

ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

<u>EDUC</u>	<u>MUNI</u>	<u>OBNL</u>	<u>PERS</u>	<u>ORG</u>	<u>2006</u>	<u>2005</u>
			1 548		1 548	8 926
			16 451		16 451	
			5 057		5 057	6 801
			2 682 425		2 682 425	2 714 104
			17 626	1 714	19 340	18 725
		10 088	9 919		20 128	21 644
		1 073			1 073	831
		11 161	2 733 026	1 714	2 746 022	2 771 031
				8 479	8 479	8 754
		539			543	1 350
		539		8 479	9 022	10 104
		11 700	2 733 026	10 193	2 755 044	2 781 135

EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE**DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2006

(en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>2006</u>	<u>2005</u>
Rémunération	7 081	7 081	7 259
Fonctionnement	3 077	3 077	2 888
Capital	498	498	527
Intérêt	20	20	
Support	<u>2 744 368</u>	<u>2 744 368</u>	<u>2 770 461</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>2 755 044</u>	<u>2 755 044</u>	<u>2 781 135</u>

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL**VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2006

(en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>2006</u>	<u>2005</u>
Rémunération	144 113	144 113	157 387
Fonctionnement	40 613	40 613	41 039
Capital	29 304	29 304	27 247
Intérêt	2 200	2 200	2 216
Support	<u>762 797</u>	<u>762 797</u>	<u>763 365</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>979 027</u>	<u>979 027</u>	<u>991 254</u>

FAMILLE, AÎNÉS ET CONDITION FÉMININE

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2006
(en milliers de dollars)

	2006	2005
Droits et permis		
Autres		
Etudes de dossiers	68	40
Honoraires - dossiers publics	12 598	8 492
Divers	19	147
	<u>12 685</u>	<u>8 679</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	46	
Divers	2	1
	<u>48</u>	<u>1</u>
Moins : Montant inscrit au compte à fin déterminée		
Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux	46	
	<u>2</u>	<u>1</u>
Intérêts		
Avances aux comptes sous administration	160	146
Intérêts sur remise en retard de biens non réclamés		172
	<u>160</u>	<u>318</u>
Amendes et confiscations		
Divers		1
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	73	127
Subventions d'années antérieures	4 333	
Biens non réclamés remis à l'état	25 006	30 091
Subventions d'années antérieures - exo et services de garde		371
	<u>29 412</u>	<u>30 589</u>
	<u>29 574</u>	<u>30 909</u>
Total des revenus autonomes	<u>42 259</u>	<u>39 588</u>
Total des revenus	<u><u>42 259</u></u>	<u><u>39 588</u></u>

FAMILLE, AÎNÉS ET CONDITION FÉMININE

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS
PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2006

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	
PROGRAMME 1 Sommaire : page 1-20		PLANIFICATION, RECHERCHE ET ADMINISTRATION			
1. Planification, recherche et administration Permanents ¹ Ne nécessitant pas de crédits	29 281 43	1	2 492	20 450 43 822	11 647
TOTAL	29 324	1	2 492	21 315	11 647
1 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).					

PROGRAMME 2 Sommaire : page 1-20		MESURES D'AIDE À LA FAMILLE			
1. Gestion des services à la famille	18 155		54	16 986	13 027
2. Soutien financier aux centres de la petite enfance et aux autres services de garde Permanents ¹ Ajustements négatifs de provisions	1 445 718 100			1 430 594 (60)	
3. Service de la dette des centres de la petite enfance	4 573			391	
4. Régime de retraite à l'intention d'employés oeuvrant dans le domaine des services de garde à l'enfance	42 542			40 867	
5. Soutien aux enfants Permanents ¹	40 303 4 399			30 176 4 399	
6. Organismes communautaires	14 335			14 320	
7. Conseil de la famille et de l'enfance	1 137			1 089	795
TOTAL	1 571 262		54	1 538 762	13 822
1 Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).					

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
7 054		1 749			652	529	5 157
43							
822							
<u>7 919</u>		<u>1 749</u>			<u>652</u>	<u>529</u>	<u>5 157</u>

Ce programme vise à assurer, d'une part, la réalisation de recherches, l'élaboration et l'évaluation de politiques favorables à l'épanouissement des familles, des enfants, des aînés en concertation avec les ministères et organismes gouvernementaux. De plus, ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les activités administratives essentielles à la gestion des programmes.

968		2 991			120	348	647
		1 430 594			4 000		11 124
	(60)						100
		391			3 873		309
		40 867					1 675
		30 176			3 600		6 527
	4 399						
		14 320					15
<u>294</u>					<u>8</u>	<u>27</u>	<u>13</u>
<u>1 262</u>	<u>4 339</u>	<u>1 519 339</u>			<u>11 601</u>	<u>375</u>	<u>20 410</u>

Ce programme assure le financement de la gestion des services à la famille et à l'enfance. Il permet de développer et de favoriser l'accès à des services de garde éducatifs de qualité tout en assurant leur soutien financier. En outre, il a comme objectif de pourvoir au financement du service de la dette des centres de la petite enfance ainsi que du Régime de retraite à l'intention d'employés oeuvrant dans le domaine des services de garde à l'enfance. Il permet le financement de l'administration des prestations du soutien aux enfants, le financement d'organismes communautaires et il assure le fonctionnement du Conseil de la famille et de l'enfance.

FAMILLE, AÎNÉS ET CONDITION FÉMININE

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	
PROGRAMME 3					
Sommaire : page 1-20					
CONDITION DES AÎNÉS					
1. Conseil des aînés	708			706	517
2. Secrétariat aux aînés	2 042			1 911	431
TOTAL	2 750			2 617	948
PROGRAMME 4					
Sommaire : page 1-20					
CONDITION FÉMININE					
1. Conseil du statut de la femme Ne nécessitant pas de crédits	4 431		23	4 175 3	3 011
2. Secrétariat à la condition féminine Ne nécessitant pas de crédits	2 584			2 315 10	1 000
TOTAL	7 015		23	6 503	4 011

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme assure le financement du Conseil des aînés et du Secrétariat aux aînés afin de soutenir la valorisation de la participation des aînés dans la société québécoise et cela en vue d'un Québec équitable pour toutes les générations.

189						1	1
109		1 371			40	12	79
298		1 371			40	13	80

Ce programme vise à promouvoir l'égalité et le respect des droits et du statut des femmes. Il vise également à assurer la coordination et le développement des politiques et activités gouvernementales en matière de condition féminine.

1 164 3					60	129	44
275 10		1 040			120	45	104
1 452		1 040			180	174	148

FAMILLE, AÎNÉS ET CONDITION FÉMININE

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	
PROGRAMME 5					
Sommaire : page 1-20					
CURATEUR PUBLIC					
1. Curateur public	44 120		7 565	31 181	22 267
Permanents ¹	14 638			14 206	10 819
Ne nécessitant pas de crédits				2 166	
Ajustements négatifs de provisions				(3)	
TOTAL	58 758		7 565	47 550	33 086
1 Loi sur le Curateur public, (L.R.Q., c. C-81).					
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	1 649 929	1	10 134	1 595 161	52 695
Permanents	19 180			18 648	10 819
Ne nécessitant pas de crédits				3 001	
Ajustements négatifs de provisions				(63)	
TOTAL	1 669 109	1	10 134	1 616 747	63 514 ¹

1 Incluant 6 296 à l'égard de 62 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à assurer la protection et la représentation dans leurs droits et leurs biens des citoyens déclarés inaptes. Il vise également à remettre les biens non réclamés aux ayants droit ou au gouvernement.

8 914					1 191	512	3 671
3 387							432
2 166							
	(3)						
<u>14 467</u>	<u>(3)</u>				<u>1 191</u>	<u>512</u>	<u>4 103</u>

18 967		1 523 499			13 664	1 603	29 366
3 430	4 399						532
3 001							
	(63)						
<u>25 398</u>	<u>4 336</u>	<u>1 523 499</u>			<u>13 664</u>	<u>1 603</u>	<u>29 898</u>

FAMILLE, AÎNÉS ET CONDITION FÉMININE

TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2006
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 1 - Planification, recherche et administration			
Autres	2 697	2	
Programme 2 - Mesures d'aide à la famille			
Administration du soutien aux enfants par la Régie des rentes du Québec	34 803		
Allocation familiale	3 300		
Allocation pour enfant handicapé	2 200		
Organismes communautaires - famille	14 335		
Régime de retraite à l'intention d'employés oeuvrant dans le domaine des services de garde à l'enfance	42 542		
Service de la dette des centres de la petite enfance	4 573	391	
Subvention annuelle des garderies	258 704	256 288	
Subventions de développement et d'investissements	3 891		
Subventions de fonctionnement des centres de la petite enfance	1 183 123		
Autres	3 616		
Total du programme 2	1 551 087	256 679	
Programme 3 - Condition des aînés			
Organismes communautaires - aînés	900		
Autres	591	1	
Total du programme 3	1 491	1	
Programme 4 - Condition féminine			
Programme «À égalité pour décider»	1 000		
Autres	40	3	
Total du programme 4	1 040	3	
Total des crédits et dépenses	1 556 315	256 685	

ENTR - Entreprises

SSS - Établissements de santé et de services sociaux

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement

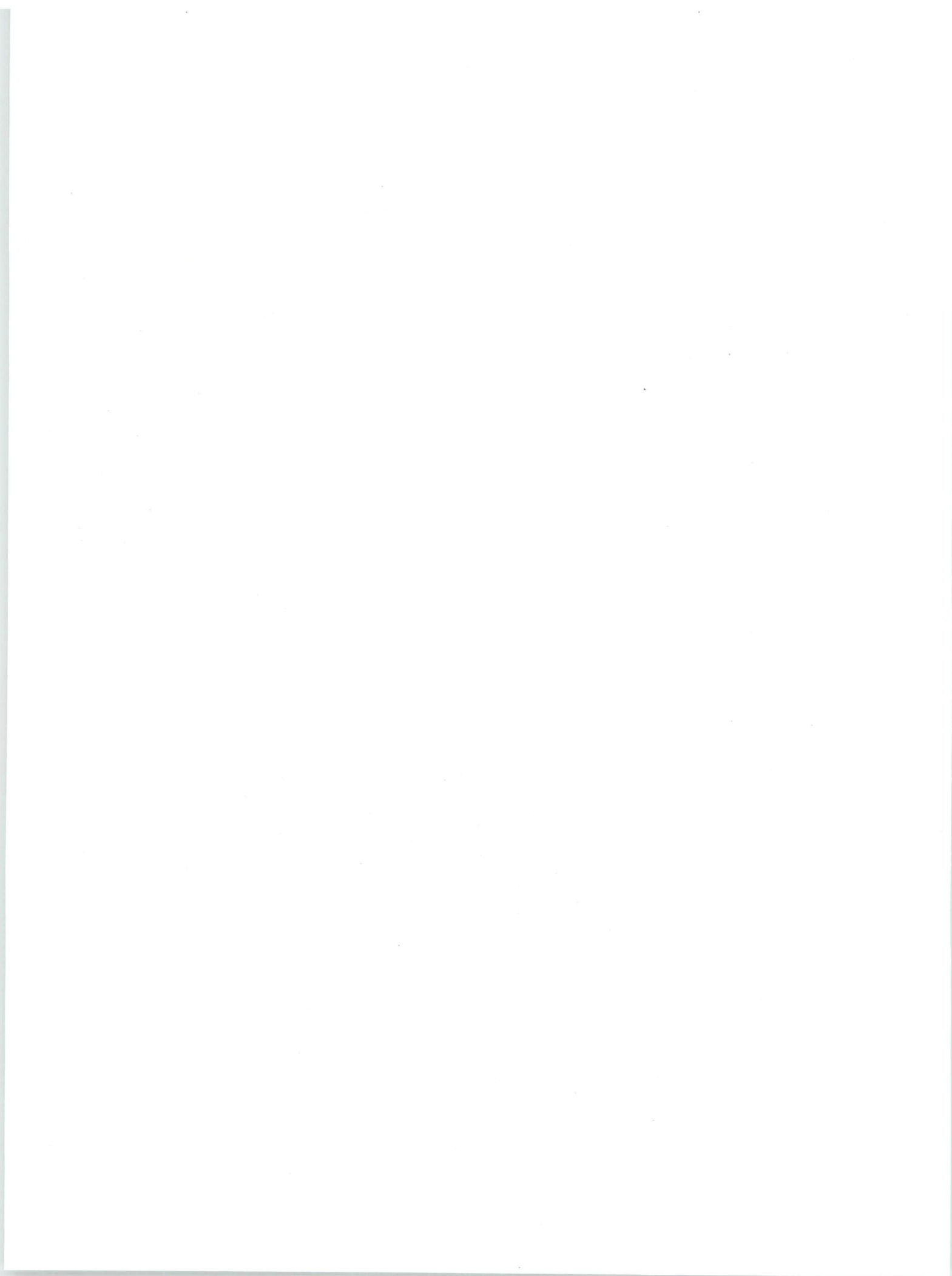
MUNI - Municipalités

OBNL - Organismes à but non lucratif

PERS - Personnes

ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2006	2005
1	13	1 733			1 749	962
				26 267	26 267	25 895
			2 166		2 166	
			1 743		1 743	
	24	14 296			14 320	13 105
			40 867		40 867	39 900
					391	
					256 288	225 838
		1 398			1 398	1 301
		1 172 908			1 172 908	1 126 219
		2 991			2 991	2 941
	24	1 191 593	44 776	26 267	1 519 339	1 435 199
		900			900	
	2	468			471	1 378
	2	1 368			1 371	1 378
		1 000			1 000	1 000
	1	34	2		40	40
	1	1 034	2		1 040	1 040
1	40	1 195 728	44 778	26 267	1 523 499	1 438 579



FAMILLE, AÎNÉS ET CONDITION FÉMININE

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2006
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2006	2005
Fonctionnement	31 155	26 267	25 895
Capital	6 632	1 264	1 028
Intérêt	362	53	
Support	1 518 166	1 495 915	1 411 656
TOTAL DU PORTEFEUILLE	1 556 315	1 523 499	1 438 579

FINANCES

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2006

(en milliers de dollars)

	2006	2005
Impôt sur le revenu et les biens		
Cotisations au Fonds des services de santé		
Cotisations des employeurs	4 848 653	4 698 089
Cotisations des particuliers	198 303 ¹	175 531
	<u>5 046 956</u>	<u>4 873 620</u>
Droits et permis		
Autres		
Constitution des institutions de dépôts		17
Création et modification de personnes morales	10 393	9 421
Publicité légale des entreprises	33 924	33 979
Divers	53	40
	<u>44 370</u>	<u>43 457</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Photocopies de documents	164	146
Recouvrements de tiers	50	
Cotisations des compagnies d'assurance		4
Gains sur disposition d'immobilisations		4 893
Cotisations des courtiers et agents immobiliers		146
Garantie de prêts - sociétés d'état	165 005	163 208
	<u>165 219</u>	<u>168 397</u>
Intérêts		
Comptes de banque	365	185
Compte du gouvernement du Canada	20	173
Fonds des rentes de survivants	33 229 ²	5 591
Divers		1
	<u>33 614</u>	<u>5 950</u>
Amendes et confiscations		
Dépôts judiciaires	1 086	768
Frais - chèques sans provision	62	58
Divers		3
	<u>1 148</u>	<u>829</u>

1 L'augmentation s'explique principalement par une hausse des revenus issus d'autres sources que l'emploi.

2 L'augmentation s'explique d'une part par l'amortissement des plus ou moins values et d'autre part par la hausse du taux de rendement du placement en 2005-2006.

FINANCES

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2006

(en milliers de dollars)

	2006		2005
Revenus divers (suite)			
Recouvrements			
Dépenses d'années antérieures	18 608		5 165
Appropriation des soldes - comptes inactifs			62
	<u>18 608</u>		<u>5 227</u>
	<u>218 589</u>		<u>180 403</u>
Revenus provenant des entreprises du Gouvernement			
Société des alcools du Québec	657 000	^{3,4}	545 000
Loto-Québec	1 537 000	³	1 511 000
Hydro-Québec	1 126 000	^{3,5}	1 350 000
Autres		³	
	<u>3 320 000</u>		<u>3 406 000</u>
Total des revenus autonomes	<u>8 629 915</u>		<u>8 503 480</u>
Transferts du gouvernement du Canada			
Péréquation	4 798 070	^B	5 221 295
Transferts pour la santé	3 148 713	^C	3 331 628
Transferts pour l'enseignement postsecondaire et les autres programmes sociaux	1 033 973	^D	
Autres programmes	(96 088)	^E	(371 447)
	<u>8 884 668</u>		<u>8 181 476</u>
Total des transferts du gouvernement du Canada	<u>8 884 668</u>		<u>8 181 476</u>
Total des revenus	<u>17 514 583</u>		<u>16 684 956</u>
3 Solde de la quote-part du gouvernement dans les résultats:			
Société des alcools du Québec	(51)		761
Loto-Québec	(76)		305
Hydro-Québec	1 196 641	⁵	1 055 446
Autres	37 321	^A	(116 920)
	<u>1 233 835</u>		<u>939 592</u>
Dividendes déclarés	<u>3 320 000</u>		<u>3 406 000</u>
	<u>4 553 835</u>		<u>4 345 592</u>

4 L'augmentation est principalement attribuable à la hausse des ventes nettes. Les résultats de l'exercice précédent avaient été affectés par un conflit de travail.

5 Le gouvernement a décrété un dividende de 1 126 000 en 2006 comparativement à 1 350 000 en 2005, montant qui tenait compte du gain réalisé sur la vente de Noverco. Les dividendes décrétées se situent à l'intérieur de la limite prescrite par la Loi sur Hydro-Québec, dont le calcul s'appuie sur les résultats financiers annuels d'Hydro-Québec. En conséquence, la solde de la quote-part du gouvernement dans les revenus d'Hydro-Québec pour 2006 a augmenté.

FINANCES

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2006

(en milliers de dollars)

	2006	2005
A) Autres		
Capital financière agricole inc.	(261)	(1 014)
Corporation d'hébergement du Québec	11 544	(3 388)
Financement-Québec	13 567	13 933
Fonds d'indemnisation du courtage immobilier	765	228
Immobilière SHQ	14 489	5 007
IQ FIER inc.	(1 029)	(300)
IQ Immigrants Investisseurs inc.	13 415	11 480
Société de développement de la Baie James	(3 530)	(2 999)
Société de l'assurance automobile du Québec	(41 074)	(50 166)
Société des établissements de plein air du Québec	(3 200)	340
Société générale de financement du Québec	43 517	24 046
Société Innovatech du Grand Montréal	541	(82 295)
Société Innovatech du Sud du Québec	(9 272)	(7 281)
Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches	1 852	(12 941)
Société Innovatech Régions Ressources	(4 003)	(11 570)
	<u>37 321</u>	<u>(116 920)</u>
B) Péréquation		
2005-2006	4 798 070	
2004-2005		5 250 949
2003-2004		(37 829)
2002-2003		18 776
2001-2002 et années antérieures		(10 601)
	<u>4 798 070</u>	<u>5 221 295</u>
C) Transferts pour la santé		
Droits totaux		
2005-2006	7 132 050	
2004-2005		8 968 975
2003-2004		(32 701)
2002-2003		19 500
2001-2002		5 768
	<u>7 132 050</u>	<u>8 961 542</u>
Transferts fiscaux		
2005-2006	(2 424 590)	
2004-2005		(3 806 465)
2003-2004		7 292
2002-2003		(12 064)
2001-2002		104
	<u>(2 424 590)</u>	<u>(3 811 133)</u>

6 L'augmentation s'explique principalement par une hausse des revenus de location en 2005-2006.

7 L'augmentation est principalement due aux gains lors de la vente de certains placements à long terme et à l'augmentation des résultats dans certains secteurs.

8 L'augmentation est principalement due à la non-réurrence des dépenses liées aux investissements et à la privatisation qui ont eu lieu en 2004-2005.

9 L'augmentation est principalement due aux plus-values réalisées sur la vente de placements et aux variations des plus-values non matérialisées à la suite du changement de la norme comptable (placement à la JVM plutôt qu'au coût).

FINANCES

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2006

(en milliers de dollars)

	2006	2005
C) Transferts pour la santé (suite)		
Abattements spéciaux (13,5 points d'impôt sur le revenu des particuliers)		
2005-2006	(1 706 006)	
2004-2005		(2 702 970)
2003-2004		579
2002-2003		(73 669)
2001-2002		(12 471)
	<u>(1 706 006)</u>	<u>(2 788 531)</u>
Fonds fiduciaire pour la santé et l'immunisation		96 010
Écart Romanow		236 162
Fonds fiduciaire pour la réduction du temps d'attente	147 259	147 602
Équipement médical		118 081
Transfert visant la réforme des soins de santé (2004-2005)		354 243
Transfert visant la réforme des soins de santé (2003-2004)		(60)
Apprentissage des jeunes et les services de garde à la petite enfance		17 712
	<u>147 259</u>	<u>969 750</u>
	<u>3 148 713</u>	<u>3 331 628</u>
D) Transferts pour l'enseignement postsecondaire et les autres programmes sociaux		
Droits totaux	3 565 629	
Transferts fiscaux	(1 486 039)	
Abattements spéciaux (13,5 points d'impôt sur le revenu des particuliers)	(1 045 617)	
	<u>1 033 973</u>	
E) Autres programmes		
Fiducie pour l'apprentissage et la garde des jeunes enfants	165 040	
Transfert fiscal allocations aux jeunes (remboursement de l'abattement fiscal) (3 points d'impôt sur le revenu des particuliers)		
2005-2006	(606 651)	
2004-2005		(296 186)
2003-2004		(292 857)
2002-2003		(22 928)
	<u>(606 651)</u>	<u>(611 971)</u>
Bilinguisme		
2005-2006	38 524	
2004-2005		38 524
	<u>38 524</u>	<u>38 524</u>
Régime canadien de prêts aux étudiants	159 462	150 810
Équipement médical	112 000	
Part de l'impôt spécial sur les dividendes d'actions privilégiées	30 184	32 681
Subside basé sur la population	5 353	5 353
Droit à l'exportation du bois d'œuvre		13 156
	<u>(96 088)</u>	<u>(371 447)</u>

FINANCES

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS
PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2006

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	
PROGRAMME 1					
Sommaire : page 1-24					
DIRECTION DU MINISTÈRE					
1. Direction et services à la gestion	30 862	1	1 122	24 276	12 311
Permanents ¹	10			10	
Ne nécessitant pas de crédits				1 106	
2. Le Registraire des entreprises *	18 666	1	1 607	13 953	9 902
Permanents ²	1			1	
Permanents ³	4				
Ne nécessitant pas de crédits				457	
3. Institut de la statistique du Québec	13 894			13 394	
TOTAL	63 437	2	2 729	53 197	22 213
1	Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).				
2	Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).				
3	Loi sur l'administration publique, (L.R.Q., c. A-6.01).				
PROGRAMME 2					
Sommaire : page 1-24					
POLITIQUES BUDGÉTAIRES ET FISCALES, ANALYSES ÉCONOMIQUES ET DIRECTION DES ACTIVITÉS FINANCIÈRES ET COMPTABLES DU GOUVERNEMENT					
1. Politiques budgétaires et fiscales, analyses des politiques économiques et institutions financières	23 832			13 869	12 524
Ne nécessitant pas de crédits				89	
2. Financement, gestion de la dette et opérations financières	7 262		138	5 831	5 766
3. Frais de services bancaires Permanents ¹	10 379			9 248	
4. Contrôleur des finances et comptabilité gouvernementale	19 692	1	985	13 922	12 535
Ne nécessitant pas de crédits				172	
5. Affaires fiscales et financières et recherches institutionnelles	10 751			7 238	
6. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour des initiatives concernant les revenus	20 181				
TOTAL	92 097	1	1 123	50 369	30 825
1	Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).				

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
11 765 10 1 106		200			2 457	1 242	1 764
4 051	1				743		2 362
457							4
		13 394			500		
<u>17 389</u>	<u>1</u>	<u>13 594</u>			<u>3 700</u>	<u>1 242</u>	<u>4 130</u>

Ce programme vise à assurer la direction des activités financières et comptables du gouvernement, l'élaboration des orientations en matière fiscale et budgétaire et la réalisation d'analyses économiques.

1 345 89					8 900	242	821
65						553	740
9 248							1 131
1 387 172					1 461	717	2 606
4 207		2 581	450		2 200		1 313
					18 400		1 781
<u>16 513</u>		<u>2 581</u>	<u>450</u>		<u>30 961</u>	<u>1 512</u>	<u>8 392</u>

FINANCES

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	
PROGRAMME 3 Sommaire : page 1-28		SERVICE DE LA DETTE ET INTÉRÊTS SUR LE COMPTE DES RÉGIMES DE RETRAITE			
1. Service de la dette directe Permanents ¹	4 257 445			4 043 803	
2. Intérêts sur le compte des régimes de retraite Permanents ²	2 956 555	125 000		2 831 555	
TOTAL	7 214 000	125 000		6 875 358	
<p>1 Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).</p> <p>2 Les crédits permanents réfèrent aux lois suivantes : Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires, (L.R.Q., c. R-12), Loi sur le régime de retraite de certains enseignants, (L.R.Q., c. R-9.1), Loi sur le régime de retraite des enseignants, (L.R.Q., c. R-11), Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, (L.R.Q., c. R-10), Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale, (L.R.Q., c. C-52.1), Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels, (L.R.Q., c. R-9.2), Loi sur les tribunaux judiciaires, (L.R.Q., c. T-16), Loi sur la police, (L.R.Q., c. P-13.1) et Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement, (L.R.Q., c. R-12.1).</p>					
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	145 140	3	3 852	92 483	53 038
Permanents	7 224 394	125 000		6 884 617	
Ne nécessitant pas de crédits				1 824	
TOTAL	7 369 534	125 003	3 852	6 978 924	53 038 ¹

¹ Incluant 10 166 à l'égard de 100 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

* Depuis le 25 janvier 2006, en vertu de l'article 9 de la Loi sur l'exécutif (L.R.Q., c. E-18) et du décret 12-2006, les fonctions du programme 1 élément 2 «Le Registraire des entreprises» sont sous la responsabilité du ministre du Revenu.

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à pourvoir au paiement des intérêts sur la dette directe et le compte des régimes de retraite.

				4 043 803			213 642
				2 831 555			
				6 875 358			213 642

22 820		16 175	450		34 661	2 754	11 387
9 258	1			6 875 358			214 777
1 824							
33 902	1	16 175	450	6 875 358	34 661	2 754	226 164

FINANCES**TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES**

Année financière terminée le 31 mars 2006
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 1 - Direction du ministère			
Institut de la statistique du Québec	13 894		
Autres	200		
Total du programme 1	14 094		
Programme 2 - Politiques budgétaires et fiscales, analyses économiques et direction des activités financières et comptables du gouvernement			
Institut de finance mathématique de Montréal	2 550		
Autres	2 487		
Total du programme 2	5 037		
Total des crédits et dépenses	19 131		

ENTR - Entreprises

SSS - Établissements de santé et de services sociaux

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement

MUNI - Municipalités

OBNL - Organismes à but non lucratif

PERS - Personnes

ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

<u>EDUC</u>	<u>MUNI</u>	<u>OBNL</u>	<u>PERS</u>	<u>ORG</u>	<u>2006</u>	<u>2005</u>
				13 394	13 394	14 832
		200			200	70
		200		13 394	13 594	14 902
		2 550			2 550	2 250
			31		31	4 627
		2 550	31		2 581	6 877
		<u>2 750</u>	<u>31</u>	<u>13 394</u>	<u>16 175</u>	<u>21 779</u>

FINANCES

**DÉPENSES DE TRANSFERT
 VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**
Année financière terminée le 31 mars 2006

 (en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>2006</u>	<u>2005</u>
Rémunération	11 612	11 112	15 827
Fonctionnement	2 282	2 282	
Support	<u>5 237</u>	<u>2 781</u>	<u>5 952</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>19 131</u>	<u>16 175</u>	<u>21 779</u>

**DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
 VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**
Année financière terminée le 31 mars 2006

 (en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>2006</u>	<u>2005</u>
Fonctionnement	<u>450</u>	<u>450</u>	<u>950</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>450</u>	<u>450</u>	<u>950</u>

IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2006

(en milliers de dollars)

	2006	2005
Droits et permis		
Autres		
Demande d'engagement d'un garant - ressortissants étrangers	2 657	1 882
Demande d'un employeur relative à un emploi temporaire	1 078	487
Certificat de sélection - ressortissants étrangers	21 018	20 183
Certificat d'acceptation - ressortissants étrangers	3 903	3 384
	<u>28 656</u>	<u>25 936</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Évaluation comparative des études effectuées hors du Québec	1 431	1 374
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	47	348
Divers	13	30
	<u>1 491</u>	<u>1 752</u>
Moins : Montants inscrits au compte à fin déterminée		
Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux	47	348
	<u>1 444</u>	<u>1 404</u>
Intérêts		
Divers		<u>14</u>
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	43	20
Divers	8	32
	<u>51</u>	<u>52</u>
	<u>1 495</u>	<u>1 470</u>
Total des revenus autonomes	<u>30 151</u>	<u>27 406</u>
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Intégration des immigrants	172 622	156 430
Total des transferts du gouvernement du Canada	<u>172 622</u>	<u>156 430</u>
Total des revenus	<u>202 773</u>	<u>183 836</u>

IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS
PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2006

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	
PROGRAMME 1 Sommaire : page 1-14		IMMIGRATION, INTÉGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES			
1. Immigration	14 222	3		14 218	11 774
2. Francisation	44 422		79	44 338	22 581
3. Intégration, régionalisation et relations interculturelles	29 987		118	29 868	14 645
4. Direction, information et services de soutien centralisés	30 360	2	3 388	25 738	12 326
Permanents ¹	16			16	
Ne nécessitant pas de crédits				1 649	
TOTAL	119 007	5	3 585	115 827	61 326
1 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).					
PROGRAMME 2 Sommaire : page 1-26		ORGANISME RELEVANT DU MINISTRE			
1. Conseil des relations interculturelles Ne nécessitant pas de crédits	710		4	665 5	461
TOTAL	710		4	670	461

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à assurer le recrutement, la sélection et l'intégration linguistique, sociale et économique des immigrants, de même qu'à favoriser une société ouverte au pluralisme et propice au rapprochement interculturel.

2 444							1
12 268		9 489					5
1 782		13 441					1
13 082 16 1 649		330					1 232
<u>31 241</u>		<u>23 260</u>					<u>1 239</u>

Ce programme vise à permettre au Ministère d'obtenir un éclairage sur des problématiques particulières touchant l'intégration et les relations interculturelles.

204 5					20		21
<u>209</u>					<u>20</u>		<u>21</u>

IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	119 701	5	3 589	114 827	61 787
Permanents	16			16	
Ne nécessitant pas de crédits				1 654	
TOTAL	119 717	5	3 589	116 497	61 787 ¹

¹ Incluant 4 392 à l'égard de 53 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
29 780 16 1 654		23 260			20	1 260	
31 450		23 260			20	1 260	

IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES

TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2006
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 1 - Immigration, intégration et communautés culturelles			
Exercice de la citoyenneté	383		
Programme d'accompagnement des nouveaux arrivants	6 179		
Accueil et installation des réfugiés	2 384		
Programme d'aide financière pour l'intégration linguistique des immigrants	9 489		
Programme d'appui aux relations civiques et interculturelles	1 210		
Programme de reconnaissance et de soutien des organismes communautaires autonomes engagés dans les champs de mission du Ministère	440		
Programme de soutien à des projets pilotes afin de faciliter l'admission aux ordres professionnels	170		
Programme régional d'intégration	2 675		
Autres	330		
Total du programme 1	23 260		
Total des crédits et dépenses	23 260		

ENTR - Entreprises

SSS - Établissements de santé et de services sociaux

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement

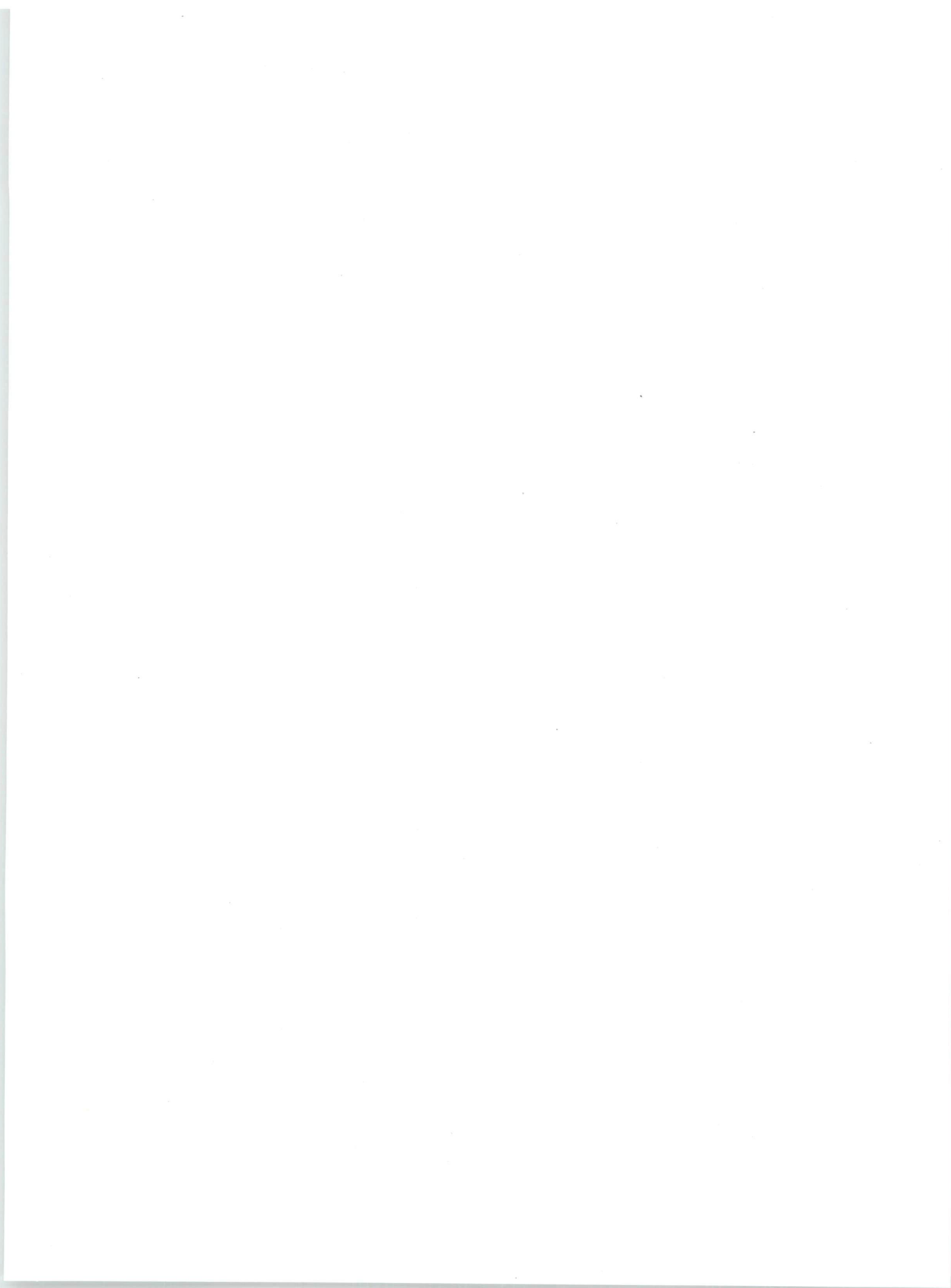
MUNI - Municipalités

OBNL - Organismes à but non lucratif

PERS - Personnes

ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2006	2005
		383			383	309
		6 179			6 179	8 384
			2 384		2 384	2 179
			9 489		9 489	9 489
		1 210			1 210	1 372
		440			440	753
		170			170	57
29	1 344	1 302			2 675	1 298
11		319			330	496
40	1 344	10 003	11 873		23 260	24 337
40	1 344	10 003	11 873		23 260	24 337



IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES

DÉPENSES DE TRANSFERT

VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2006

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2006	2005
Support	23 260	23 260	24 337
TOTAL DU PORTEFEUILLE	23 260	23 260	24 337

JUSTICE

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2006

(en milliers de dollars)

	2006	2005
Droits et permis		
Autres		
Publicité légale des entreprises	29	365
Vendeurs itinérants	193	219
Studio de santé	80	74
Agents de voyage	732	685
Certificat d'exemption	52	53
Divers	36	25
	<u>1 122</u>	<u>1 421</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formules et documents	363	171
Location de chambres et pension	97	98
Fonds d'investissement du Canada pour le renouvellement de l'aide juridique	3 430	4 730
Recouvrements de tiers	162	217
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	203	525
Actes judiciaires	32 107	31 854
Actes juridiques	27 171	18 316
Divers	8	14
	<u>63 541</u>	<u>55 925</u>
Moins : Montants inscrits aux comptes à fin déterminée		
Compte pour l'investissement du Canada pour le renouvellement de l'aide juridique	3 430	4 730
Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux	203	525
	<u>59 908</u>	<u>50 670</u>
Intérêts		
Prêts	796	
Divers		1
	<u>796</u>	<u>1</u>
Amendes et confiscations		
Dépôts et cautionnements	127	81
Infractions au code de la sécurité routière	40 503	41 884
Infractions au code criminel	7 223	8 280
Infractions à diverses lois	21 107	12 004
Aide aux victimes d'actes criminels	11 478	10 654
Divers	8	6
	<u>80 446</u>	<u>72 909</u>
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	2 133	316
Surplus - fonds spéciaux et organismes	561	1 301
	<u>2 694</u>	<u>1 617</u>
	<u>143 844</u>	<u>125 197</u>
Total des revenus autonomes	<u>144 966</u>	<u>126 618</u>

JUSTICE

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2006

(en milliers de dollars)

	2006	2005
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Application de l'Accord relatif à la loi sur les contraventions	455	383
Aide juridique	22 776	22 819
Conseillers juridiques auprès des autochtones	491	479
Mesures québécoises de justice familiale	2 843	2 742
Divers	84	78
	26 649	26 501
Moins : Montants inscrits au compte à fin déterminée		
Compte pour l'application de l'Accord relatif à la loi sur les contraventions	455	383
Total des transferts du gouvernement du Canada	26 194	26 118
Total des revenus	171 160	152 736

JUSTICE

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS
PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2006

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	
PROGRAMME 1					
Sommaire : page 1-26					
ACTIVITÉ JUDICIAIRE					
1. Magistrature Permanents ¹	2 462 57 861		238	1 917 57 861	1 495 51 769
2. Déontologie judiciaire et perfectionnement des juges Permanents ¹	2 393		238	2 155	324
3. Soutien à la magistrature	23 661		951	22 631	20 250
4. Comité sur la rémunération des juges Permanents ¹	200			2	
TOTAL	86 577		1 427	84 566	73 838
1 Loi sur les tribunaux judiciaires, (L.R.Q., c. T-16).					

PROGRAMME 2					
Sommaire : page 1-26					
ADMINISTRATION DE LA JUSTICE					
1. Soutien administratif à l'activité judiciaire Permanents ¹	77 588 6	32	326	76 697 5	51 456
Permanents ²	7			7	
2. Affaires juridiques et législatives	34 252			34 236	32 376
3. Poursuites publiques	57 883		16	57 570	43 151
4. Direction, planification et services à l'organisation Permanents ²	134 262 6 500	1	6 344	125 173 5 308	29 468
Permanents ³	4 504			4 504	4 504
Permanents ⁴	33			33	
Ne nécessitant pas de crédits				13 289	
5. Traitement des infractions et perception des amendes	14 156		3 241	8 576	5 905
6. Système intégré d'information de justice	5 201		3 141		
TOTAL	334 392	33	13 068	325 398	166 860
1 Loi sur l'administration publique, (L.R.Q., c. A-6.01).					
2 Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).					
3 Loi sur les tribunaux judiciaires, (L.R.Q., c. T-16).					
4 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).					

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à rendre la justice par la formulation de jugements selon les juridictions des diverses cours de justice. Il assure le respect des règles déontologiques qui régissent la magistrature, le perfectionnement des juges et leur fournit le soutien administratif nécessaire. Il vise également à évaluer le traitement, le régime de retraite et les autres avantages sociaux des juges de la Cour du Québec et des cours municipales et à formuler des recommandations au gouvernement.

422					297		10
6 092							
1 831							
2 381					53		26
2							198
<u>10 728</u>					<u>350</u>		<u>234</u>

Ce programme vise à assurer le soutien administratif nécessaire au fonctionnement des cours de justice et de la publicité des droits, à fournir un soutien d'ordre juridique, législatif et réglementaire à toutes les activités gouvernementales et à assurer l'application du Code criminel et des lois pénales du Québec.

23 018		1 415	808		440		93
5							1
7							
1 860					11		5
3 891			10 528		275		22
95 362		343			331		2 413
	5 308						1 192
33							
13 289							
2 671					72		2 267
							2 060
<u>140 136</u>	<u>5 308</u>	<u>1 758</u>	<u>11 336</u>		<u>1 129</u>		<u>8 053</u>

JUSTICE

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	
PROGRAMME 3					
Sommaire : page 1-26					
JUSTICE ADMINISTRATIVE					
1. Contribution du ministère de la Justice au Tribunal administratif du Québec	14 284	3 764		10 469	
2. Conseil de la justice administrative	370			359	159
TOTAL	14 654	3 764		10 828	159

PROGRAMME 4
Sommaire : page 1-20

AIDE AUX JUSTICIAIBLES

1. Commission des services juridiques	177 666	42 908		134 758	
2. Fonds d'aide aux recours collectifs	714			714	
3. Indemnisation des victimes d'actes criminels Permanents ¹	75 526			75 526	
4. Loi sur le civisme Permanents ²	853			853	
5. Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse Ne nécessitant pas de crédits	13 867		365	13 317 182	10 029
TOTAL	268 626	42 908	365	225 350	10 029

1 Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels, (L.R.Q., c. I-6).

2 Loi visant à favoriser le civisme, (L.R.Q., c. C-20).

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
		10 469			49		2
200					11		
200		10 469			60		2

Ce programme vise à assurer une part du financement du Tribunal administratif du Québec, qui a pour fonction, dans les cas prévus par la Loi sur la justice administrative (L.R.Q., c. J-3), de statuer sur les recours formés contre une autorité administrative ou une autorité décentralisée. De plus, ce programme comprend le Conseil de la justice administrative, organisme à vocation déontologique.

Ce programme vise à assurer une aide juridique, financière ou sociale aux personnes économiquement faibles et défavorisées ainsi qu'aux enfants et à la famille aux prises avec certains problèmes sociaux ayant un rapport avec la justice ou des groupes de personnes susceptibles d'avoir un recours commun et à assurer aide, support et compensation financière aux victimes d'actes criminels ou aux personnes blessées en accomplissant un acte de civisme. De plus, ce programme comprend le budget de la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse.

		134 758					
		714					
9 970		65 556					
164		689					
3 288					180		5
182							
13 604		201 717			180		5

JUSTICE

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	
PROGRAMME 5 Sommaire : page 1-26		ORGANISME DE PROTECTION RELEVANT DU MINISTRE			
1. Office de la protection du consommateur Ne nécessitant pas de crédits	7 453		28	7 402 80	5 797
TOTAL	7 453		28	7 482	5 797
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	563 819	46 705	14 650	493 819	200 086
Permanents	147 883		238	146 254	56 597
Ne nécessitant pas de crédits				13 551	
TOTAL	711 702	46 705	14 888	653 624	256 683 ¹

1 Incluant 10 132 à l'égard de 118 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à assurer le financement des activités reliées à la protection des droits des consommateurs.

1 605					22		1
80							
1 685					22		1

134 698		147 699	11 336		1 741		6 904
18 104	5 308	66 245					1 391
13 551							
166 353	5 308	213 944	11 336		1 741		8 295

JUSTICE**TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES**

Année financière terminée le 31 mars 2006
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 2 - Administration de la justice			
Autres	1 781		
Programme 3 - Justice administrative			
Contribution du ministère de la Justice au Tribunal administratif du Québec	10 518		
Programme 4 - Aide aux justiciables			
Actes de civisme	689		
Aide juridique	46 662		
Commission des services juridiques	88 096		
Fonds d'aide aux recours collectifs - aide aux bénéficiaires	298		
Fonds d'aide aux recours collectifs - fonctionnement	416		
Indemnisation des victimes d'actes criminels	65 556		
Total du programme 4	201 717		
Total des crédits et dépenses	214 016		

ENTR - Entreprises

SSS - Établissements de santé et de services sociaux

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement

MUNI - Municipalités

OBNL - Organismes à but non lucratif

PERS - Personnes

ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2006	2005
21	225	1 512			1 758	1 842
				10 469	10 469	10 741
			689		689	596
			46 662		46 662	46 795
				88 096	88 096	80 831
			298		298	298
				416	416	427
			65 556		65 556	62 113
			113 205	88 512	201 717	191 060
21	225	1 512	113 205	98 981	213 944	203 643

JUSTICE

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
 Année financière terminée le 31 mars 2006
 (en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>2006</u>	<u>2005</u>
Rémunération	128 331	128 282	120 465
Fonctionnement	16 834	16 834	16 564
Capital	527	527	1 765
Support	68 324	68 301	64 849
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>214 016</u>	<u>213 944</u>	<u>203 643</u>

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
 Année financière terminée le 31 mars 2006
 (en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>2006</u>	<u>2005</u>
Rémunération	449	449	215
Fonctionnement	408	359	977
Support	10 528	10 528	9 292
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>11 385</u>	<u>11 336</u>	<u>10 484</u>

RELATIONS INTERNATIONALES

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2006

(en milliers de dollars)

	2006	2005
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	1 335	485
Divers	3	
	1 338	485
Moins : Montants inscrits au compte à fin déterminée		
Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux	1 335	485
	3	
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	77	99
Divers	7	9
	84	108
	87	108
Total des revenus autonomes	87	108
Total des revenus	87	108

RELATIONS INTERNATIONALES

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS
PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2006

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	
PROGRAMME 1					
Sommaire : page 1-18					
AFFAIRES INTERNATIONALES					
1. Direction, analyse et politiques Permanents ¹	11 894 656	3		11 888 653	5 721
2. Représentation du Québec à l'étranger	44 147	199		43 496	26 182
3. Affaires bilatérales et francophonie	28 012	10		27 809	5 946
4. Protocole, événements et services ministériels Ne nécessitant pas de crédits	20 533	21	1 203	18 048 843	10 070
TOTAL	105 242	233	1 203	102 737	47 919
1 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).					

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	104 586	230	1 203	101 241	47 919
Permanents	656	3		653	
Ne nécessitant pas de crédits				843	
TOTAL	105 242	233	1 203	102 737	47 919 ¹

¹ Incluant 7 389 à l'égard de 74 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à planifier, organiser et diriger l'action du gouvernement du Québec à l'étranger ainsi que celle de ses ministères et organismes.

1 040 653		5 127					6
6 564			10 750		258		194
1 630		20 233					193
7 939 843		39			508	715	38
18 669		25 399	10 750		766	715	431

17 173 653 843		25 399	10 750		766	715	431
18 669		25 399	10 750		766	715	431

RELATIONS INTERNATIONALES

TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2006
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 1 - Affaires internationales			
Francophonie	9 490	737	
Organismes voués à la jeunesse	2 866		
Office Québec-Amériques pour la jeunesse	2 000		
Programmes de coopération	1 589	47	43
Québec sans frontières et autres	3 424		
Soutien à l'implantation d'organisations internationales	3 469		
Subventions dans le cadre des affaires bilatérales	950	13	
Autres	1 810	10	2
Total du programme 1	25 598	807	45
Total des crédits et dépenses	25 598	807	45

ENTR - Entreprises

SSS - Établissements de santé et de services sociaux

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement

MUNI - Municipalités

OBNL - Organismes sans but lucratif

PERS - Personnes

ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2006	2005
5	55	5 933 2 866	3	2 695	9 428 2 866	7 613 2 866
571		375 3 424 3 469	518	2 000 15	2 000 1 569 3 424 3 469	2 000 1 589 3 409 3 755
136	3	505	141	45	843	894
893	25	503	348	19	1 800	1 714
1 605	83	17 075	1 010	4 774	25 399	23 840
1 605	83	17 075	1 010	4 774	25 399	23 840

RELATIONS INTERNATIONALES

DÉPENSES DE TRANSFERT
 VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
 Année financière terminée le 31 mars 2006
 (en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>2006</u>	<u>2005</u>
Support	25 598	25 399	23 840
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>25 598</u>	<u>25 399</u>	<u>23 840</u>

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
 VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
 Année financière terminée le 31 mars 2006
 (en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>2006</u>	<u>2005</u>
Rémunération	238	238	244
Fonctionnement	8 942	8 942	9 490
Capital	1 008	1 008	981
Intérêt	562	562	466
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>10 750</u>	<u>10 750</u>	<u>11 181</u>

RESSOURCES NATURELLES ET FAUNE

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2006

(en milliers de dollars)

	2006	2005
Droits et permis		
Ressources forestières		
Coupe de bois - usage domestique	211	218
Usines de transformation du bois	711	698
Permis d'intervention - approvisionnement de bois sur les terres publiques	388 400	422 969
Érablières	1 567	1 562
Intervention - travaux d'utilité publique	214	83
Intervention - activités minières	106	154
Intervention - aménagement faunique et récréatif	76	121
Autres droits sur la gestion des forêts	62	134
Traitements sylvicoles réguliers	(152 336)	(173 758)
Programmes de mise en valeur des ressources du milieu forestier	(8 874)	(10 303)
Contribution à SOPFIM-SOPFEU	(16 936)	(16 419)
Plans spéciaux - récupération et mise en production	(27 021)	(1 769)
Transfert au Fonds forestier	(128 900)	(107 900)
Divers	37	8
	<u>57 317</u>	<u>115 798</u>
Ressources minières		
Exploitation minière	42 788	16 437
Claim	6 412	6 967
Exploitation par baux	1 463	1 444
Recherche de réservoir souterrain	145	58
Exploration	154	307
Exploitation - sable, gravier et autres	1 942	1 954
Divers	47	34
	<u>52 951</u>	<u>27 201</u>
Ressources hydrauliques		
Forces hydrauliques	13 452	9 662
Énergie électrique produite	61 715	68 107
Régime des eaux	1 539	1 483
	<u>76 706</u>	<u>79 252</u>
Autres		
Recherche de pétrole et de gaz naturel	534	372
Baux d'exploitation de réservoir souterrain	66	55
Permis d'utilisation - équipement pétrolier à risque élevé	1 798	1 974
Permis de chasse, pêche et piégeage	26 167	27 203
Permis commerciaux et particuliers	239	265
Droits pour activités commerciales	1 270	1 122
Divers	32	35
	<u>30 106</u>	<u>31 026</u>
	<u>217 080</u>	<u>253 277</u>

1 La variation s'explique par l'aide financière accordée aux industriels forestiers pour la récupération du bois endommagé par les feux de forêt de l'été 2005.

2 La variation s'explique par le financement additionnel pour les programmes suivants : mise en valeur des ressources du milieu forestier (volet II), mise en valeur des forêts privées et création d'emploi en forêt.

3 L'augmentation s'explique par la hausse des profits miniers de compagnies suite à une augmentation du prix des métaux sur le marché.

RESSOURCES NATURELLES ET FAUNE**DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)**

Année financière terminée le 31 mars 2006

(en milliers de dollars)

	2006	2005
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formules et documents	158	144
Terres de l'état	2 755	2 798
Location de terrains pour aménagement de forces hydrauliques	120	95
Frais de vente et de location de terrains	444	432
Location et concessions	9 681	9 066
Enregistrement de transferts	129	199
Frais d'inscription aux tirages au sort	93	89
Gains sur disposition d'immobilisations	204	318
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	851	1 288
Financement de mesures de protection, de sécurisation, de réaménagement et de restauration de sites miniers	11	2 135
Divers	152	84
	14 598	16 648
Moins : Montants inscrits aux comptes à fin déterminée		
Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux	851	1 288
Compte pour le financement de mesures de protection, de sécurisation, de réaménagement et de restauration de sites miniers	11	2 135
	13 736	13 225
Intérêts		
Autres revenus à percevoir	839	582
Droits sur les profits d'exploitation minière	125	860
Paiements de redevances hydrauliques	789	691
Divers	25	47
	1 778	2 180
Amendes et confiscations		
Infractions aux lois et règlements - Faune et Parcs	189	510
Infractions à la Loi sur les forêts	187	127
Divers	42	58
	418	695
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	(3 922)	(513)
Subventions d'années antérieures	886	1 218
	(3 036)	705
	12 896	16 805
Total des revenus autonomes	229 976	270 082

RESSOURCES NATURELLES ET FAUNE

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2006

(en milliers de dollars)

	2006	2005
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Projet de coopération avec la Bolivie dans le secteur minier	481	495
Moins : Montants inscrits au compte à fin déterminée		
Compte pour le projet de coopération avec la Bolivie dans le secteur minier	481	495
Total des transferts du gouvernement du Canada		
Total des revenus	229 976	270 082

RESSOURCES NATURELLES ET FAUNE

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS
PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2006

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	
PROGRAMME 1					
Sommaire : page 1-18					
GESTION DES RESSOURCES NATURELLES ET FAUNIQUES					
1. Connaissance et gestion du territoire	21 831	1	1 910	19 314	15 141
Permanents ¹	8			8	
Ne nécessitant pas de crédits				1 751	
2. Gestion de la ressource forestière	155 768	2	1 025	145 165	8 861
Permanents ¹	879			879	
Permanents ²	40 998			40 998	
Ne nécessitant pas de crédits				2 643	
3. Faune	94 624	3	9 155	79 401	50 518
Permanents ¹	75				
Permanents ³	35			35	
Permanents ⁴	192				
Ne nécessitant pas de crédits				4 660	
Ajustements négatifs de provisions				(74)	
4. Développement énergétique	37 000		44	34 919	5 407
Permanents ¹	502			502	
Ne nécessitant pas de crédits				693	
5. Gestion et développement de la ressource minérale	25 220		1 968	21 523	13 171
Permanents ¹	1 589			1 589	
Ne nécessitant pas de crédits				1 586	
6. Direction du Ministère et services à la gestion	73 511	1	4 114	39 516	13 925
Permanents ¹	1			1	
Permanents ⁵	10			10	
Ne nécessitant pas de crédits				3 246	
7. Financement forestier	1 380			1 380	
Permanents ⁶	20			20	
8. Société des parcs de sciences naturelles du Québec *	11 432			11 397	839
9. Mise en œuvre du Rapport sur la gestion de la forêt publique	2 051				
TOTAL	467 126	7	18 216	411 162	107 862
1 Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).					
2 Loi sur les forêts, (L.R.Q., c. F-4.1).					
3 Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune, (L.R.Q., c. C-61.1)					
4 Loi sur l'administration publique, (L.R.Q., c. A-6.01).					
5 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).					
6 Loi sur le crédit forestier, (L.R.Q., c. C-78).					
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	422 817	7	18 216	352 615	107 862
Permanents	44 309			44 042	
Ne nécessitant pas de crédits				14 579	
Ajustements négatifs de provisions				(74)	
TOTAL	467 126	7	18 216	411 162	107 862

1 Incluant 14 663 à l'égard de 164 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

* Depuis le 14 décembre 2005, en vertu du décret 1231-2005, les fonctions du programme 1 élément 8 «Société des parcs de sciences naturelles du Québec» sont sous la responsabilité du ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs.

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à assurer le développement, la protection, la connaissance et la mise en valeur du territoire québécois et des ressources fauniques, forestières, minières et énergétiques dans une perspective de développement harmonisé et durable.

4 152		21			299	164	143
1 751	8						
18 104		5 808	112 392		8 984		592
40 998	879						
2 643							
21 083		7 800			592		5 473
35							75
4 660							192
	(74)						74
800		4 312	24 400		1 885	79	73
693	502						
3 702		4 650			1 354	150	225
1 586	1 589						
11 562		1 653	12 376		13 538	484	15 858
10	1						
3 246							
		1 380					
		20					
		10 558				35	
					1 000		1 051
<u>115 025</u>	<u>2 905</u>	<u>36 202</u>	<u>149 168</u>		<u>27 652</u>	<u>912</u>	<u>23 756</u>

59 403		36 182	149 168		27 652	912	23 415
41 043	2 979	20					267
14 579							
	(74)						
<u>115 025</u>	<u>2 905</u>	<u>36 202</u>	<u>149 168</u>		<u>27 652</u>	<u>912</u>	<u>23 682</u>

RESSOURCES NATURELLES ET FAUNE

TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2006
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 1 - Gestion des ressources naturelles et fauniques			
Agence de l'efficacité énergétique	3 857		
Aide à la recherche et au développement	788		
Aide à l'exploration minérale	3 252	1 880	
Assistance à l'industrie minérale	398	3	
Consortium de recherche minérale (COREM)	1 000		
Développement de l'industrie forestière	5 808	4 828	
Enfouissement des fils électriques	275		
Extension du réseau gazier	1 155	1 155	
Prêts forestiers	1 400	1 400	
Société des parcs de sciences naturelles du Québec	10 559		
Soutien dans les milieux autochtones	9 314	433	
Autres	876		
Total du programme 1	38 682	9 699	
Total des crédits et dépenses	38 682	9 699	

ENTR - Entreprises

SSS - Établissements de santé et de services sociaux

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement

MUNI - Municipalités

OBNL - Organismes à but non lucratif

PERS - Personnes

ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2006	2005
				2 094	2 094	2 697
38		750			788	1 152
				1 372	3 252	2 055
95		300			398	942
		1 000			1 000	2 053
		980			5 808	978
	275				275	
					1 155	1 155
					1 400	1 400
		10 558			10 558	11 244
	554	7 529		361	8 877	7 023
7	64	503	2	21	597	607
140	893	21 620	2	3 848	36 202	31 306
140	893	21 620	2	3 848	36 202	31 306



RESSOURCES NATURELLES ET FAUNE

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2006

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2006	2005
Rémunération	2 069	2 069	2 897
Fonctionnement			529
Capital	2 989	1 228	285
Intérêt	9 686	9 686	7 245
Support	23 938	23 219	20 350
TOTAL DU PORTEFEUILLE	38 682	36 202	31 306

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL

VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2006

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2006	2005
Rémunération	70 689	67 213	77 018
Fonctionnement	27 031	25 710	30 126
Capital	12 400	12 400	
Intérêt	12 000	12 000	24 400
Support	33 500	31 845	29 157
TOTAL DU PORTEFEUILLE	155 620	149 168	160 701

REVENU**DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES**

Année financière terminée le 31 mars 2006

(en milliers de dollars)

	2006	2005
Impôt sur le revenu et les biens		
Impôt sur le revenu des particuliers	16 466 191	16 324 030
Impôt des sociétés	4 786 461 ¹	4 253 103
Impôt sur les successions	(90)	
	<u>21 252 562</u>	<u>20 577 133</u>
Taxes à la consommation		
Vente	9 614 140	9 240 721
Carburants	1 657 350	1 710 385
Tabac	751 591 ²	901 235
Boissons alcooliques	414 453	403 000
	<u>12 437 534</u>	<u>12 255 341</u>
Droits et permis		
Boissons alcooliques		
Divers	10	20
Ressources forestières		
Profits d'exploitation forestière	21 324	14 553
Autres		
Publicité légale des entreprises	507	170
Enregistrements d'abris fiscaux et d'actions accréditives	350	199
Transporteurs internationaux et interprovinciaux	770	769
Divers	3	44
	<u>1 630</u>	<u>1 182</u>
	<u>22 964</u>	<u>15 755</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Frais de perception	(323)	416
Perception - R.R.Q.	13 803	13 559
Actes judiciaires	145	153
Décisions anticipées	134	85
Gestion de la taxe sur les produits et services	124 664	125 113
Divers	155	95
	<u>138 578</u>	<u>139 421</u>
Moins : Montants inscrits au compte à fin déterminée		
Compte pour la gestion de la taxe sur les produits et services	124 664	125 113
	<u>13 914</u>	<u>14 308</u>

1 L'augmentation est principalement attribuable à une hausse des bénéfices des sociétés et à un nombre plus élevé de sociétés cotisées en 2005-2006 par rapport à 2004-2005.

2 La diminution est principalement attribuable à une baisse de consommation des produits du tabac.

REVENU

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2006

(en milliers de dollars)

	2006	2005
Revenus divers (suite)		
Intérêts		
Impôt à percevoir sur le revenu des particuliers	170 543	228 549
Impôt à percevoir sur les profits des sociétés et le capital	158 944	87 838
Taxe à percevoir sur la vente	58 802	(7 570)
Taxe à percevoir sur les carburants	(316)	654
Taxe à percevoir sur le tabac	650	2 154
Autres revenus à percevoir	(643)	(434)
	<u>387 980</u>	<u>311 191</u>
Amendes et confiscations		
Dépôts judiciaires	(34)	(227)
Pénalités	209 576	158 538
Frais - chèques sans provision	2 325	1 887
Infractions aux lois fiscales	810	868
Divers	5	8
	<u>212 682</u>	<u>161 074</u>
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	162	261
Divers		1
	<u>162</u>	<u>262</u>
	<u>614 738</u>	<u>486 835</u>
Total des revenus autonomes	<u>34 327 798</u>	<u>33 335 064</u>
Total des revenus	<u>34 327 798</u>	<u>33 335 064</u>

3 L'augmentation est due principalement à l'intensification des activités de récupération fiscale.

Notes

	2006	2005
Les remboursements suivants ont été déduits des revenus :		
Impôt sur le revenu des particuliers	5 941 258	4 891 190
Impôt des sociétés	1 637 290	1 729 773
Vente	5 175 060	4 656 177
Carburants	83 551	75 597
Tabac	41 070	37 768
Profits d'exploitation forestière	1 339	5 364
Divers	444	2 743

REVENU

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS
PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2006

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			Dépenses	RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations			
PROGRAMME 1						
ADMINISTRATION FISCALE						
Sommaire : page 1-26						
1. Opérations régionales	128 671	56	28	125 498	121 884	
2. Opérations concentrées	60 989	13	71	58 626	37 468	
Permanents ¹	29 280			21 908		
3. Technologies de l'information	60 960	1	8	57 193	29 609	
4. Administration et support	107 125		1 387	97 809	41 018	
Permanents ²	10			10		
Permanents ³	25					
Ne nécessitant pas de crédits				1 622		
5. Perception	37 308			37 308		
Permanents ⁴	497 309			497 309		
6. Pensions alimentaires	39 450			38 689		
7. Recherche et développement en matière de lutte contre l'évasion fiscale	62 137	19		61 526	49 798	
TOTAL	1 023 264	89	1 494	997 498	279 777	

1 Loi sur le ministère du Revenu, (L.R.Q., c. M-31) (Intérêts sur remboursements de revenus).

2 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).

3 Loi sur l'administration publique, (L.R.Q., c. A-6.01).

4 Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	496 640	89	1 494	476 649	279 777
Permanents	526 624			519 227	
Ne nécessitant pas de crédits				1 622	
TOTAL	1 023 264	89	1 494	997 498	279 777 ¹

1 Incluant 31 682 à l'égard de 379 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à percevoir les impôts et les taxes ainsi qu'à administrer des programmes sociaux à caractère fiscal et tout autre programme de perception que lui confie le gouvernement.

3 614					2 600	441	48
21 158					1 457	758	64
21 908							7 372
27 584					1 100	2 658	
25 430		124	31 237		6 000	1 495	434
10							25
1 622							
			37 308				
	497 309						
			38 689			761	
9 450			2 278				592
<u>110 776</u>	<u>497 309</u>	<u>124</u>	<u>109 512</u>		<u>11 157</u>	<u>6 113</u>	<u>8 535</u>

87 236		124	109 512		11 157	6 113	1 138
21 918	497 309						7 397
1 622							
<u>110 776</u>	<u>497 309</u>	<u>124</u>	<u>109 512</u>		<u>11 157</u>	<u>6 113</u>	<u>8 535</u>

REVENU**TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES**

Année financière terminée le 31 mars 2006
(en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>Dépenses</u>	
		<u>ENTR</u>	<u>SSS</u>
Programme 1 - Administration fiscale			
Subventions à des organismes	124		
Total des crédits et dépenses	124		

ENTR - Entreprises
SSS - Établissements de santé et de services sociaux
EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement

MUNI - Municipalités
OBNL - Organismes à but non lucratif
PERS - Personnes
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

<u>EDUC</u>	<u>MUNI</u>	<u>OBNL</u>	<u>PERS</u>	<u>ORG</u>	<u>2006</u>	<u>2005</u>
		124			124	123
		124			124	123

REVENU**DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2006

(en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>2006</u>	<u>2005</u>
Support	124	124	123
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>124</u>	<u>124</u>	<u>123</u>

**DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2006

(en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>2006</u>	<u>2005</u>
Rémunération	57 496	57 099	62 346
Fonctionnement	20 334	20 201	19 738
Capital	27 634	27 439	28 375
Intérêt	4 808	4 773	5 019
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>110 272</u>	<u>109 512</u>	<u>115 478</u>

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2006

(en milliers de dollars)

	2006	2005
Droits et permis		
Autres		
Hôpitaux privés et autres institutions	1 549	1 533
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Tierces responsabilités - internes	3 953	3 941
Tierces responsabilités - externes	753	839
Assurance-hospitalisation - étrangers	121	175
Tierce responsabilité - Fonds d'assurance automobile du Québec	88 654	88 654
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	2 521	1 777
Financement de services aux personnes âgées en perte d'autonomie	30 000	30 000
Financement du programme d'aide aux joueurs pathologiques	22 000	17 000
Divers	21	30
	148 023	142 416
Moins : Montants inscrits aux comptes à fin déterminée		
Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux	2 521	1 777
Compte pour le financement de services aux personnes âgées en perte d'autonomie	30 000	30 000
Compte pour le financement du programme d'aide aux joueurs pathologiques	22 000	17 000
	93 502	93 639
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	230	660
Subventions d'années antérieures	(95)	(251)
	135	409
	93 637	94 048
Total des revenus autonomes	95 186	95 581
Transferts du gouvernement du Canada		
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux		
Adaptation des soins de santé primaires	36 644	16 605
Autres programmes		
Loi des jeunes contrevenants	38 738	39 056
Participation des personnes handicapées au marché du travail	45 893	45 893
Services de traitement et de réadaptation	3 071	2 750
Services aux personnes ayant été infectées du virus de l'hépatite C	2 016	7 600
	89 718	95 299
Total des transferts du gouvernement du Canada	126 362	111 904
Total des revenus	221 548	207 485

1 L'augmentation est attribuable à la hausse de 10 000 des contributions pour 2005-2006 et aux ajustements à la baisse en 2004-2005 pour des ajustements des années antérieures.

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS
PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2006

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	
PROGRAMME 1					
Sommaire : page 1-12					
FONCTIONS NATIONALES					
1. Direction et gestion ministérielle Permanents ¹ Ne nécessitant pas de crédits	95 977 36	8	1 104	94 865 36 1 672	49 123
2. Organismes-conseils	8 004			8 004	4 482
3. Activités nationales Permanents ²	162 800 418			162 800 181	10
TOTAL	267 235	8	1 104	267 558	53 615

1 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).

2 Loi sur la protection de la santé publique, (L.R.Q., c. P-35).

PROGRAMME 2
Sommaire : page 1-12

FONCTIONS RÉGIONALES

1. Agences de développement de réseaux locaux de services de santé et de services sociaux	86 651			86 651	
2. Établissements de santé et de services sociaux Permanents ¹	9 844 172 2 565 500 ^a			9 844 172 2 523 478 ^a	
3. Organismes communautaires et autres organismes	343 514			343 514	
4. Activités connexes Permanents ² Permanents ³	1 225 708 575 764 85 247		39 000 5 000	1 225 708 536 764 80 247	
5. Service de la dette	560 753			560 753	
TOTAL	15 287 309	44 000		15 201 287	

1 Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec, (L.R.Q., c. R-5).

2 Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, (L.R.Q., c. R-10).

3 Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement, (L.R.Q., c. R-12.1).

a Incluant un montant de 2 565 500 représentant la part, attribuée au ministère de la Santé et des Services sociaux, des cotisations prévues des employeurs et des particuliers versées au Fonds des services de santé pour une dépense de 2 523 478.

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à procurer au Ministère et aux organismes-conseils les ressources et les services nécessaires pour établir, mettre en oeuvre et contrôler leurs programmes de santé et de services sociaux. Il vise également à permettre la participation de la population à la définition de ses besoins, à assurer la coordination nationale du développement et de la prestation des services de santé et des services sociaux et à financer les activités nationales.

45 742							
36							
1 672							
3 424		98					
10 796		151 994					
		181					237
61 670		152 273					237

Ce programme vise à assurer à la population les services favorisant l'atteinte des objectifs définis par la Politique de la santé et du bien-être en matière d'adaptation sociale, de santé physique, de santé publique, de santé mentale et d'intégration sociale.

		86 651					
		9 844 172					
		2 523 478					42 022
		343 514					
21 199		1 204 509					
		536 764					
		80 247					
		560 753					
21 199		15 180 088					42 022

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	
PROGRAMME 3					
OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC					
Sommaire : page 1-12					
1. Services aux personnes handicapées	46 729			46 729	
2. Direction et administration Ne nécessitant pas de crédits	10 292		105	10 187 167	7 892
TOTAL	57 021		105	57 083	7 892

PROGRAMME 4					
RÉGIE DE L'ASSURANCE MALADIE DU QUÉBEC					
Sommaire : page 1-12					
1. Services médicaux Permanents ¹	3 210 037			3 210 037	
2. Services optométriques Permanents ¹	33 842			33 842	
3. Services dentaires Permanents ¹	92 016			92 016	
4. Services pharmaceutiques et médicaments Permanents ¹	1 856 512			1 782 185	
5. Autres services Permanents ¹	129 477			129 443	
6. Administration Permanents ¹	98 802			98 802	
TOTAL	5 420 686 ^a			5 346 325 ^a	

1 Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec, (L.R.Q., c. R-5).

a Incluant un montant de 2 565 500 représentant la part, attribuée à la Régie de l'assurance maladie du Québec, des cotisations prévues des employeurs et des particuliers versées au Fonds des services de santé pour une dépense de 2 523 478, et la prévision de la contribution du fonds consolidé du revenu de 2 795 414 pour une dépense de 2 822 847.

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	12 384 600	8	1 209	12 383 383	61 507
Permanents	8 647 651	44 000		8 487 031	
Ne nécessitant pas de crédits				1 839	
TOTAL	21 032 251	44 008	1 209	20 872 253	61 507 ¹

1 Incluant 7 719 à l'égard de 82 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme vise à assurer l'exercice des droits des personnes handicapées.							
		46 729					
2 295							
167							
<u>2 462</u>		<u>46 729</u>					

Ce programme vise à défrayer le coût des services assurés dans le cadre des régimes d'assurance maladie, d'assistance maladie et d'assurance médicaments ainsi que les frais d'administration afférents.

		3 210 037					
		33 842					
		92 016					
		1 782 185					74 327
		129 443					34
		<u>98 802</u>					
		<u>5 346 325</u>					<u>74 361</u>
83 456		12 238 420					
36		8 486 995					116 620
1 839							
<u>85 331</u>		<u>20 725 415</u>					<u>116 620</u>

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX**TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES**

Année financière terminée le 31 mars 2006

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 1 - Fonctions nationales			
Programme d'intervention - Hépatite C	1 020		341
Services hospitaliers hors-Québec	108 943		
Autres	42 548		2 020
Total du programme 1	152 511		2 361
Programme 2 - Fonctions régionales			
Achat de vaccins et de produits biologiques	49 383		48 340
Aide financière aux personnes handicapées pour divers besoins spéciaux	78 379		
Fonctionnement			
Agences de la santé et des services sociaux	86 651		
Directions de santé publique	64 858		19 407
Établissements privés	367 215		367 215
Établissements publics	11 883 540		11 837 496
Loyer - établissements du réseau	145 199		145 199
Organismes communautaires	343 514		
Programme d'exonération financière pour les services d'aide domestique	47 123		
Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics	536 764		536 764
Régime de retraite du personnel d'encadrement	80 247		80 247
Rémunération des internes et résidents	119 996		119 996
Ressources de type familial	173 919		173 919
Service de la dette	560 753		560 753
Système du sang	246 499		243 323
Transporteurs ambulanciers	259 683	179 362	
Autres	178 386		119 711
Total du programme 2	15 222 109	179 362	14 252 370
Programme 3 - Office des personnes handicapées du Québec			
Centres de travail adapté	45 898	45 898	
Organismes de promotion des droits des personnes handicapées	430		
Autres	401		
Total du programme 3	46 729	45 898	
Programme 4 - Régie de l'assurance maladie du Québec			
Aides techniques	119 757		
Bourses d'études, de recherche et primes	9 720		
Frais afférents à l'administration des régimes d'assurance maladie et d'assurance médicaments	98 802		
Services dentaires	92 016		
Services médicaux	3 210 037		
Services optométriques	33 842		
Services pharmaceutiques et médicaments	1 856 512		
Total du programme 4	5 420 686		
Total des crédits et dépenses	20 842 035	225 260	14 254 731

ENTR - Entreprises
 SSS - Établissements de santé et de services sociaux
 EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement

MUNI - Municipalités
 OBNL - Organismes à but non lucratif
 PERS - Personnes
 ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2006	2005
		483		196	1 020	1 354
			108 942		108 942	97 322
629	6	19 401	14 249	6 006	42 311	50 751
629	6	19 884	123 191	6 202	152 273	149 427
				1 043	49 383	72 292
			78 379		78 379	77 693
		86 651			86 651	90 361
		45 220		231	64 858	58 576
					367 215	369 157
				4 023	11 841 519	11 357 930
					145 199	120 205
		343 514			343 514	320 275
			47 123		47 123	48 231
					536 764	507 467
					80 247	76 516
					119 996	112 416
					173 919	163 064
					560 753	536 079
			3 170	6	246 499	265 013
			21 817	58 504	259 683	201 849
462		27 804		30 409	178 386	162 731
462		503 189	150 489	94 216	15 180 088	14 539 855
					45 898	42 961
		430			430	288
49		210		142	401	473
49		640		142	46 729	43 722
			119 723		119 723	113 862
			9 720		9 720	9 081
				98 802	98 802	92 677
			92 016		92 016	94 528
			3 210 037		3 210 037	3 206 638
			33 842		33 842	32 483
			1 782 185		1 782 185	1 686 650
			5 247 523	98 802	5 346 325	5 235 919
1 140	6	523 713	5 521 203	199 362	20 725 415	19 968 923



SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2006

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2006	2005
Rémunération	13 782 212	13 735 834	13 367 188
Fonctionnement	3 840 334	3 829 827	3 628 844
Capital	336 235	336 234	292 522
Intérêt	257 138	257 138	272 085
Support	2 626 116	2 566 382	2 408 284
TOTAL DU PORTEFEUILLE	20 842 035	20 725 415	19 968 923

SÉCURITÉ PUBLIQUE**DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES**

Année financière terminée le 31 mars 2006

(en milliers de dollars)

	2006	2005
Droits et permis		
Boissons alcooliques		
Détaillants	20 332	19 791
Production industrielle de boissons	592	547
	<u>20 924</u>	<u>20 338</u>
Concours publicitaires et appareils d'amusement		
Concours publicitaires	4 412	4 374
Appareils d'amusement	3 427	3 347
Bingo	1 584	1 357
Loteries	2 703	2 711
Courses	191	185
	<u>12 317</u>	<u>11 974</u>
Autres		
Études de dossiers	945	912
Agences d'investigation ou de sécurité	1 397	1 245
Organisation - spectacles sportifs de combat	202	111
Permis d'explosifs	243	321
Divers	38	43
	<u>2 825</u>	<u>2 632</u>
	<u>36 066</u>	<u>34 944</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Location de chambres et pension	3 105	3 278
Conciliation et enquête - déontologie policière	653	594
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	1 063	462
Financement du programme d'aide aux joueurs pathologiques	3 000	3 000
Financement des unités autonomes de service	3 300	2 997
Divers	64	45
	<u>11 185</u>	<u>10 376</u>
Moins : Montants inscrits aux comptes à fin déterminée		
Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux	1 063	462
Compte pour le financement du programme d'aide aux joueurs pathologiques	3 000	3 000
Compte pour le financement des unités autonomes de service	3 300	2 997
	<u>3 822</u>	<u>3 917</u>
Intérêts		
Débiteurs	52	46
Amendes et confiscations		
Alco-frein	1 072	1 255
Saisie d'argent - drogue et stupéfiants	1 022	1 364
Divers	55	37
	<u>2 149</u>	<u>2 656</u>

SÉCURITÉ PUBLIQUE

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2006

(en milliers de dollars)

	2006	2005
Revenus divers (suite)		
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	848	1 151
Subventions d'années antérieures	60	32
Recouvrement de dépenses CARRA	158	
Divers	1	2
	<u>1 067</u>	<u>1 185</u>
	<u>7 090</u>	<u>7 804</u>
Total des revenus autonomes	<u>43 156</u>	<u>42 748</u>
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Administration de la Loi sur les armes à feu	4 487	5 595
Aide financière - catastrophes	(103)	
Financement du programme conjoint de protection civile	360	1 825
Divers	8	8
	<u>4 752</u>	<u>7 428</u>
Moins : Montants inscrits aux comptes à fin déterminée		
Compte pour l'administration de la Loi sur les armes à feu	4 487	5 595
Compte pour le financement du programme conjoint de protection civile	360	1 825
	<u>(95)</u>	<u>8</u>
Total des transferts du gouvernement du Canada	<u>(95)</u>	<u>8</u>
Total des revenus	<u><u>43 061</u></u>	<u><u>42 756</u></u>

SÉCURITÉ PUBLIQUE

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS
PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2006

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	
PROGRAMME 1					
Sommaire : page 1-26					
SÉCURITÉ, PRÉVENTION ET GESTION INTERNE					
1. Direction et services supports à la gestion Permanents ¹	19 583 10		564	19 009 10	16 279
2. Services correctionnels	205 135	2	88	204 897	159 979
3. Expertises judiciaires	6 283	1		6 282	4 903
4. Affaires policières et sécurité-protection Permanents ²	56 446 2 194	1		56 445 2 194	18 176 2 194
5. Sécurité civile et sécurité incendie Permanents ³	12 416 18 375		211 1	12 199 18 374	9 163 1 927
6. Éléments de gestion centrale Permanents ⁴ Ne nécessitant pas de crédits	102 182 34		3 404	96 411 32 4 884	23 987
TOTAL	422 658	4	4 268	420 737	236 608
1	Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).				
2	Loi sur l'Assemblée nationale, (L.R.Q., c. A-23.1).				
3	Loi sur la protection des personnes et des biens en cas de sinistre, (L.R.Q., c. P-38.1).				
4	Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).				

PROGRAMME 2
Sommaire : page 1-26

SÛRETÉ DU QUÉBEC

1. Protection de la société, des citoyens et de leurs biens Permanents ¹	319 980 1 025	437		319 543 1 025	167 080 1 025
2. Gestion interne et soutien Ne nécessitant pas de crédits	174 308	72	10 373	163 862 12 275	35 132
TOTAL	495 313	509	10 373	496 705	203 237
1	Loi sur le ministère de la Justice, (L.R.Q., c. M-19).				

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources requises pour la gestion des programmes. Il vise également à protéger la société en suscitant sa participation à l'administration de la justice et en assurant aux adultes en probation, détention et libération conditionnelle des services pour faciliter leur réinsertion sociale, à fournir des expertises diverses en matière judiciaire, à assurer la sécurité des personnes et de leurs biens de même que de certains édifices gouvernementaux, à assurer l'inspection des services de police et à financer les services policiers autochtones. Il comprend un poste de gestion centrale où sont imputées des dépenses faites aux bénéficiaires des éléments de ce programme et de certains autres programmes du Ministère.

2 554		176			10		
10							
44 703		215			147		1
1 379							
7 311		30 958					
1 236		1 800			5		1
1 436		15 011					
72 424					2 367		
4 884	32						2
<u>135 937</u>	<u>32</u>	<u>48 160</u>			<u>2 529</u>		<u>4</u>

Ce programme vise à protéger la société, ses citoyens et leurs biens.

13 905			138 558				
67 743			60 987				1
12 275							
<u>93 923</u>			<u>199 545</u>				<u>1</u>

SÉCURITÉ PUBLIQUE

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	
PROGRAMME 3					
ORGANISMES RELEVANT DU MINISTRE					
Sommaire : page 1-26					
1. Régie des alcools, des courses et des jeux Permanents ¹	16 978 3		201	13 175	10 112
2. Commission québécoise des libérations conditionnelles	2 977		78	2 827	1 932
3. Bureau du coroner	6 927		73	6 790	3 707
4. Commissaire à la déontologie policière	2 743		5	2 653	2 100
5. Comité de déontologie policière	1 958		12	1 933	1 394
TOTAL	31 586		369	27 378	19 245
1 Loi sur les loteries, les concours publicitaires et les appareils d'amusement, (L.R.Q., c. L-6).					
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	927 916	513	15 009	906 026	453 944
Permanents	21 641		1	21 635	5 146
Ne nécessitant pas de crédits				17 159	
TOTAL	949 557	513	15 010	944 820	459 090 ¹

1 Incluant 72 361 à l'égard de 821 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
3 063					859		2 743 3
895					9		63
3 083					12		52
553					78		7
539					8		5
<u>8 133</u>					<u>966</u>		<u>2 873</u>
219 388		33 149	199 545		3 495		2 873
1 446	32	15 011					5
17 159							
<u>237 993</u>	<u>32</u>	<u>48 160</u>	<u>199 545</u>		<u>3 495</u>		<u>2 878</u>

SÉCURITÉ PUBLIQUE**TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES**

Année financière terminée le 31 mars 2006

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 1 - Sécurité, prévention et gestion interne			
Formation des policiers et des pompiers	8 196		
Lutte contre le commerce illégal des produits du tabac	1 090		
Sécurité civile	15 017	893	
Sécurité incendie	660		
Services policiers en milieu autochtone	19 227		
Subventions en matière de prévention de la criminalité	3 419	1	
Autres	551	1	
Total du programme 1	48 160	895	
Total des crédits et dépenses	48 160	895	

ENTR - Entreprises

SSS - Établissements de santé et de services sociaux

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement

MUNI - Municipalités

OSBL - Organismes sans but lucratif

PERS - Personnes

ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OSBL	PERS	ORG	2006	2005
		200		7 996	8 196	8 832
	1 090				1 090	885
	6 995	54	7 075		15 017	15 572
	610	50			660	980
	19 227				19 227	19 759
	3 108	263	2	45	3 419	3 321
	3	543		4	551	763
	<u>31 033</u>	<u>1 110</u>	<u>7 077</u>	<u>8 045</u>	<u>48 160</u>	<u>50 112</u>
	31 033	1 110	7 077	8 045	48 160	50 112

SÉCURITÉ PUBLIQUE
DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2006
(en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>2006</u>	<u>2005</u>
Fonctionnement	7 996	7 996	
Capital	37	37	38
Support	40 127	40 127	50 074
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>48 160</u>	<u>48 160</u>	<u>50 112</u>

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2006
(en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>2006</u>	<u>2005</u>
Rémunération	159 747	159 747	147 374
Fonctionnement	35 124	35 124	37 508
Capital	4 674	4 674	5 923
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>199 545</u>	<u>199 545</u>	<u>190 805</u>

SERVICES GOUVERNEMENTAUX

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2006
(en milliers de dollars)

	2006	2005
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Disposition de surplus	671	
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	178	
Divers	(15)	
	834	
Moins : Montant inscrit au compte à fin déterminée		
Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux	178	
	656	
	656	
Total des revenus autonomes	656	
Total des revenus	656	

SERVICES GOUVERNEMENTAUX

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS
PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2006

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	
PROGRAMME 1					
Sommaire : page 1-26					
SERVICES GOUVERNEMENTAUX					
1. Direction et services à l'organisation	14 016	3	540	13 473	7 962
Permanents ¹	19			15	
Ne nécessitant pas de crédits				12	
2. Services Québec	26 693		4 906	21 787	639
Permanents ²	98				
Ne nécessitant pas de crédits				1 821	
3. Gouvernement en ligne	7 883			7 882	3 583
4. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de projets reliés au gouvernement en ligne	17 408				
5. Services administratifs	50 380		1 513	48 867	3 097
Permanents ³	2 372			2 372	
Ne nécessitant pas de crédits				270	
TOTAL	118 869	3	6 959	96 499	15 281
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	116 380	3	6 959	92 009	15 281
Permanents	2 489			2 387	
Ne nécessitant pas de crédits				2 103	
TOTAL	118 869	3	6 959	96 499	15 281 ¹

1 Incluant 4 429 à l'égard de 54 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme regroupe les dépenses visant à offrir des services aux citoyens, aux entreprises, ainsi qu'à l'Administration et aux réseaux gouvernementaux. On y retrouve également les sommes afférentes au gouvernement en ligne ainsi qu'une provision pour la réalisation de projets à cet égard. Finalement, ce programme inclut les activités d'acquisition et d'aliénation découlant de la Loi sur le Service des achats du gouvernement (L.R.Q., c. S-4).

5 201		310					
15							4
12							
21 148							98
1 821							
3 854		445					1
							17 408
1 570			44 200				
		2 372					
270							
<u>33 891</u>		<u>3 127</u>	<u>44 200</u>				<u>17 511</u>

31 773		755	44 200				17 409
15		2 372					102
2 103							
<u>33 891</u>		<u>3 127</u>	<u>44 200</u>				<u>17 511</u>

SERVICES GOUVERNEMENTAUX**TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES**

Année financière terminée le 31 mars 2006
(en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>Dépenses</u>	
		<u>ENTR</u>	<u>SSS</u>
Programme 1 - Services gouvernementaux			
Fonds de la société de l'information	445		
Autres	3 602		
Total du programme 1	4 047		
Total des crédits et dépenses	4 047		

ENTR - Entreprises
SSS - Établissements de santé et de services sociaux
EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement

MUNI - Municipalités
OBNL - Organismes sans but lucratif
PERS - Personnes
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

<u>EDUC</u>	<u>MUNI</u>	<u>OBNL</u>	<u>PERS</u>	<u>ORG</u>	<u>2006</u>	<u>2005</u>
		445			445	1 330
		310		2 372	2 682	
		755		2 372	3 127	1 330
		755		2 372	3 127	1 330



SERVICES GOUVERNEMENTAUX

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2006

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2006	2005
Fonctionnement	5	5	110
Capital	21	21	57
Support	4 021	3 101	1 163
TOTAL DU PORTEFEUILLE	4 047	3 127	1 330

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL

VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2006

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2006	2005
Support	44 200	44 200	
TOTAL DU PORTEFEUILLE	44 200	44 200	

TOURISME

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS
PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2006

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	
PROGRAMME 1					
Sommaire : page 1-18					
PROMOTION ET DÉVELOPPEMENT DU TOURISME					
1. Tourisme Québec	74 607				74 598
Permanents ¹	9				9
2. Société du Centre des congrès de Québec	14 740				14 740
3. Société du Palais des congrès de Montréal	39 600				39 599
4. Régie des installations olympiques	30 000				30 000
TOTAL	158 956				158 946
1 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).					
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	158 947				158 937
Permanents	9				9
TOTAL	158 956				158 946

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à favoriser l'essor de l'industrie touristique du Québec en orientant et concertant l'action gouvernementale et privée en matière de tourisme, en suscitant et soutenant le développement de l'offre, en assurant la promotion du Québec et de ses expériences touristiques ainsi qu'en aménageant et exploitant des installations publiques à caractère touristique.

			74 598 9				9
		14 740					
		39 599					1
		30 000					
		<u>84 339</u>	<u>74 607</u>				<u>10</u>
		84 339	74 598 9				10
		<u>84 339</u>	<u>74 607</u>				<u>10</u>

TOURISME

TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2006

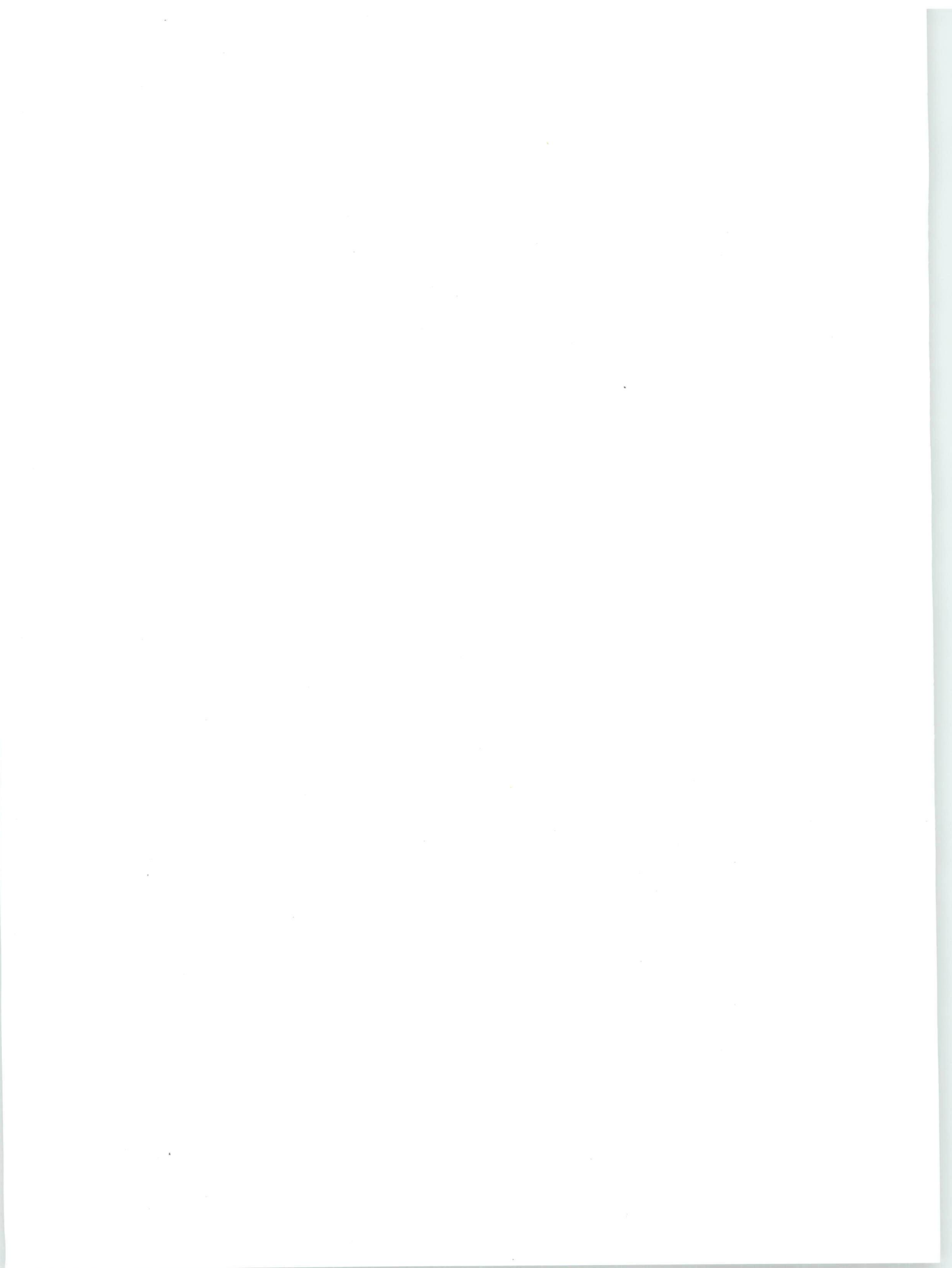
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 1 - Promotion et développement du tourisme			
Régie des installations olympiques	30 000		
Société du Centre des congrès de Québec	14 740		
Société du Palais des congrès de Montréal	39 599		
Total du programme 1	84 339		
Total des crédits et dépenses	84 339		

ENTR - Entreprises
 SSS - Établissements de santé et de services sociaux
 EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement

MUNI - Municipalités
 OBNL - Organismes sans but lucratif
 PERS - Personnes
 ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

<u>EDUC</u>	<u>MUNI</u>	<u>OBNL</u>	<u>PERS</u>	<u>ORG</u>	<u>2006</u>	<u>2005</u>
				30 000	30 000	30 750
				14 740	14 740	13 700
				<u>39 599</u>	<u>39 599</u>	<u>37 000</u>
				<u>84 339</u>	<u>84 339</u>	<u>81 450</u>
				<u>84 339</u>	<u>84 339</u>	<u>81 450</u>



TOURISME

**DÉPENSES DE TRANSFERT
 VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2006

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2006	2005
Rémunération	18 818	18 818	18 268
Fonctionnement	30 528	30 528	20 005
Capital	14 735	14 735	15 407
Intérêt	20 258	20 258	27 770
TOTAL DU PORTEFEUILLE	84 339	84 339	81 450

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2006

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2006	2005
Rémunération	10 708	10 708	10 100
Fonctionnement	31 670	31 661	29 954
Support	32 238	32 238	23 093
TOTAL DU PORTEFEUILLE	74 616	74 607	63 147

TRANSPORTS**DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES**

Année financière terminée le 31 mars 2006

(en milliers de dollars)

	2006	2005
Droits et permis		
Véhicules automobiles		
Immatriculation - droits	639 993	627 163
Conducteurs et chauffeurs	80 380	80 704
Transport commercial public	712	706
Frais d'inscription et de mise à jour - catégorie A1	2 186	2 117
Frais d'inscription et de mise à jour - catégorie A2	2 011	2 032
Frais d'inscription et de renouvellement - intermédiaires en services de transport	118	119
	<u>725 400</u>	<u>712 841</u>
Autres		
Transfert de permis	798	794
Divers	27	24
	<u>825</u>	<u>818</u>
	<u>726 225</u>	<u>713 659</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Disposition de surplus	683	548
Gestion de halte routière	1 266	1 391
Terrains et bâtisses	8 846	2 914
Location de terrains et bâtisses	1 997	1 442
Aide technique et soutien	42	80
Gains sur disposition d'immobilisations	523	83
Frais de publication - demandes de permis	107	137
Analyse en laboratoire	50	64
Frais d'atterrissage	60	61
Frais de débarcadère	389	365
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	37	60
Divers	61	88
	<u>14 061</u>	<u>7 233</u>
Moins : Montants inscrits au compte à fin déterminée		
Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux	37	60
	<u>14 024</u>	<u>7 173</u>
Intérêts		
Débiteurs	157	56
Divers	4	6
	<u>161</u>	<u>62</u>
Amendes et confiscations		
Dépôts et cautionnements	113	22
Divers	4	6
	<u>117</u>	<u>28</u>

TRANSPORTS

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2006

(en milliers de dollars)

	2006	2005
Revenus divers (suite)		
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	(1 944)	1 155
Subventions d'années antérieures	417	619
Dépenses sous forme d'indemnités	5 701	3 285
	<u>4 174</u>	<u>5 059</u>
	<u>18 476</u>	<u>12 322</u>
Total des revenus autonomes	<u>744 701</u>	<u>725 981</u>
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Code canadien de sécurité	1 183	
Caisse des passages à niveau	54	
Entretien de chemins fédéraux	128	126
Aménagement d'aéroports	201	201
Programme d'infrastructures	37 529	37 190
Financement de travaux d'amélioration du réseau routier de juridiction municipale de la région québécoise de l'Outaouais	22	77
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	1 446	
Programme d'aide aux immobilisations aéroportuaires	2 098	2 399
	<u>42 661</u>	<u>39 993</u>
Moins : Montants inscrits aux comptes à fin déterminée		
Compte relatif au programme d'infrastructures	37 529	37 190
Compte pour le financement de travaux d'amélioration du réseau routier de juridiction municipale de la région québécoise de l'Outaouais	22	77
Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux	1 446	
Compte pour le Programme d'aide aux immobilisations aéroportuaires	2 098	2 399
	<u>1 566</u>	<u>327</u>
Total des transferts du gouvernement du Canada	<u>1 566</u>	<u>327</u>
Total des revenus	<u><u>746 267</u></u>	<u><u>726 308</u></u>

TRANSPORTS

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS
PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2006

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	
PROGRAMME 1					
Sommaire : page 1-18					
INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT					
1. Construction des infrastructures de transport Permanents ¹ Ne nécessitant pas de crédits	675 320 9 265		10 236	665 084 6 513 103 710	
2. Entretien des infrastructures de transport Ne nécessitant pas de crédits	445 965	14	18 393	414 773 474	107 193
3. Aide financière au réseau routier local	114 463			114 463	
TOTAL	1 245 013	14	28 629	1 305 017	107 193
1 Loi sur l'administration publique, (L.R.Q., c. A-6.01).					

PROGRAMME 2
Sommaire : page 1-18

SYSTÈMES DE TRANSPORT

1. Transport terrestre	311 753		36	308 666	6 337
2. Transport maritime	60 698		1	60 422	791
3. Transport aérien	6 055			5 874	752
4. Commission des transports du Québec Ne nécessitant pas de crédits	13 180		1 937	10 900 1 070	8 296
TOTAL	391 686		1 974	386 932	16 176

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
418			664 666				
103 710			6 513				2 752
302 403 474		4 897	280		12 785		
355		114 108					
<u>407 360</u>		<u>119 005</u>	<u>671 459</u>		<u>12 785</u>		<u>2 752</u>

Ce programme vise à assurer l'amélioration, la réfection, de même que l'entretien des infrastructures de transport terrestre, maritime et aérien.

Ce programme vise à établir les politiques et la réglementation relatives aux systèmes de transport de personnes et de marchandises, à apporter une aide financière aux organismes offrant des services de transport, à délivrer des permis de transport ou de location pour différents modes de transport et à gérer le Registre des propriétaires et exploitants de véhicules lourds.

2 323		300 006			2 537	514	
7 597		52 034			91	182	2
1 208		3 914			47	134	
2 604 1 070						4	339
<u>14 802</u>		<u>355 954</u>			<u>2 675</u>	<u>834</u>	<u>341</u>

TRANSPORTS

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	
PROGRAMME 3 ADMINISTRATION ET SERVICES CORPORATIFS					
Sommaire : page 1-18					
1. Direction Permanents ¹	6 736 20		14	6 591 20	5 515
2. Services administratifs Permanents ² Ne nécessitant pas de crédits	72 022 300	5	9 009	52 888 300 6 827	41 139
3. Planification, recherche et développement	14 958		94	14 266	11 158
TOTAL	94 036	5	9 117	80 892	57 812
1 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).					
2 Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).					

PROGRAMME 4
Sommaire : page 1-18PROMOTION ET DÉVELOPPEMENT DE
LA CAPITALE-NATIONALE

1. Développement de la Capitale-Nationale Ne nécessitant pas de crédits	36 824		2	36 814 8	1 531
TOTAL	36 824		2	36 822	1 531

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés Permanents Ne nécessitant pas de crédits	1 757 974 9 585	19	39 722	1 690 741 6 833 112 089	182 712
TOTAL	1 767 559	19	39 722	1 809 663	182 712 ¹

1 Incluant 21 018 à l'égard de 257 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
714 20		362			38	86	7
11 749	300				6 081	1 223	2 816
6 827							
2 125		983			117	476	5
<u>21 435</u>	<u>300</u>	<u>1 345</u>			<u>6 236</u>	<u>1 785</u>	<u>2 828</u>

Ce programme vise à fournir les divers services de soutien à la gestion des activités du Ministère et à assurer l'élaboration des plans de transport de personnes et de marchandises. Il vise aussi à favoriser l'expertise en soutenant les activités de recherche et de développement.

278 8		33 461	1 544				8
<u>286</u>		<u>33 461</u>	<u>1 544</u>				<u>8</u>

331 774 20 112 089	300	509 765	666 490 6 513		21 696	2 619	3 177 2 752
<u>443 883</u>	<u>300</u>	<u>509 765</u>	<u>673 003</u>		<u>21 696</u>	<u>2 619</u>	<u>5 929</u>

TRANSPORTS

TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2006
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 1 - Infrastructures de transport			
Aide financière au réseau routier local	114 108		
Transport terrestre	4 897	1 985	
Total du programme 1	119 005	1 985	
Programme 2 - Systèmes de transport			
Aide à l'adaptation des véhicules pour personnes handicapées	8 157		
Société des Traversiers du Québec	41 450		
Transport aérien	3 961	2 550	
Transport en commun			
Agence métropolitaine de transport	55 310		
Fonctionnement	29 451		
Immobilisations et service de la dette	135 133		
Transport adapté aux personnes handicapées	60 705	4 286	
Transport maritime	10 675	5 860	
Transport terrestre	5 518	1 525	
Autres	7 391	242	9
Total du programme 2	357 751	14 463	9
Programme 3 - Administration et services corporatifs			
Autres	1 501		
Programme 4 - Promotion et développement de la Capitale-Nationale			
Centres locaux de développement de la région de la Capitale-Nationale	5 474		
Commission de la capitale nationale du Québec	13 869		
Fonds de développement économique et fonds de développement touristique	12 118	185	
Programme de soutien aux projets économiques	2 000		
Total du programme 4	33 461	185	
Total des crédits et dépenses	511 718	16 633	9

ENTR - Entreprises
SSS - Établissements de santé et de services sociaux
EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement

MUNI - Municipalités
OBNL - Organismes à but non lucratif
PERS - Personnes
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2006	2005
	114 108				114 108	104 153
	2 912				4 897	5 118
	117 020				119 005	109 271
			6 857		6 857	
	791	235	338	41 450	41 450	38 916
					3 914	3 960
	29 451			55 273	55 273	42 097
	135 130				29 451	33 412
	55 272		1 121		135 130	130 189
	1 536	3 188			60 679	50 931
	3 215	236	415		10 584	9 916
24	6 182	738		30	5 391	6 686
					7 225	6 930
24	231 577	4 397	8 731	96 753	355 954	323 037
300	16	1 020		9	1 345	1 261
	5 474				5 474	5 296
11	7 217	4 705		13 869	13 869	15 199
		2 000			12 118	14 054
					2 000	287
11	12 691	6 705		13 869	33 461	34 836
335	361 304	12 122	8 731	110 631	509 765	468 405

TRANSPORTS

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
 Année financière terminée le 31 mars 2006
 (en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>2006</u>	<u>2 005</u>
Rémunération	38 916	38 916	41 462
Fonctionnement			3 347
Capital	149 095	148 999	150 551
Intérêt	82 330	82 328	78 027
Support	<u>241 377</u>	<u>239 522</u>	<u>195 018</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>511 718</u>	<u>509 765</u>	<u>468 405</u>

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
 Année financière terminée le 31 mars 2006
 (en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>2006</u>	<u>2 005</u>
Rémunération	66 783	66 783	72 538
Fonctionnement	34 051	34 051	31 391
Capital	324 813	324 813	270 447
Intérêt	247 356	247 356	211 204
Support			<u>1 544</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>673 003</u>	<u>673 003</u>	<u>587 124</u>

TRAVAIL

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2006

(en milliers de dollars)

	2006	2005
Droits et permis		
Autres		
Ventes de gaz de pétrole liquéfié	283	474
Enregistrement - exploitation de gaz de pétrole liquéfié	167	187
Droits d'inspection - distribution du gaz	1 029	2 099
Installations électriques	8 164	12 570
Installations de machines fixes	1 682	2 355
Entrepreneur en tuyauterie	3 212	4 914
Entrepreneur de construction	13 884	19 517
Jeux et remontées mécaniques	(4)	196
Appareils de levage	738	1 192
Divers	6	16
	<u>29 161</u>	<u>43 520</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formules et documents	83	68
Financement du bureau d'évaluation médicale	2 037	2 199
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	168	208
Divers	3	1
	<u>2 291</u>	<u>2 476</u>
Moins : Montants inscrits aux comptes à fin déterminée		
Compte pour le financement du bureau d'évaluation médicale	2 037	2 199
Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux	168	208
	<u>86</u>	<u>69</u>
Intérêts		
Divers	4	5
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	223	10
Divers	1	1
	<u>224</u>	<u>11</u>
	<u>314</u>	<u>85</u>
Total des revenus autonomes	<u>29 475</u>	<u>43 605</u>
Total des revenus	<u><u>29 475</u></u>	<u><u>43 605</u></u>

TRAVAIL

**DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS
PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES**
Année financière terminée le 31 mars 2006
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	
PROGRAMME 1					
Sommaire : page 1-28					
TRAVAIL					
1. Relations du travail	27 698	5	954	25 799	11 725
Permanents ¹	10			10	
Permanents ²	1			1	
Permanents ³	2				
Ne nécessitant pas de crédits				950	
2. Conseil consultatif du travail et de la main-d'oeuvre	425			395	233
Ne nécessitant pas de crédits				4	
3. Commission de l'équité salariale	6 206		244	5 231	3 879
Ne nécessitant pas de crédits				48	
4. Conseil des services essentiels					
Permanents ⁴	2 852		12	2 840	2 073
Ne nécessitant pas de crédits				19	
5. Régie du bâtiment du Québec	45 149	1	3 099	19 241	14 536
Permanents ²	102			102	
Ne nécessitant pas de crédits				1 008	
6. Contribution financière du ministère du Travail à la Commission des relations du travail	7 451			7 451	
TOTAL	89 896	6	4 309	63 099	32 446
1 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).					
2 Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).					
3 Loi sur l'administration publique, (L.R.Q., c. A-6.01).					
4 Code du travail, (L.R.Q., c. C-27).					

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	86 929	6	4 297	58 117	30 373
Permanents	2 967		12	2 953	2 073
Ne nécessitant pas de crédits				2 029	
TOTAL	89 896	6	4 309	63 099	32 446 ¹

1 Incluant 5 546 à l'égard de 33 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à élaborer, mettre en oeuvre, surveiller l'application et coordonner l'exécution des politiques et des mesures en matière de conditions minimales de travail, de relations du travail, d'équité salariale, de qualité des bâtiments, de sécurité des usagers d'édifices publics et d'installations techniques. Il vise également à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques, financières et informationnelles nécessaires à la gestion du ministère du Travail.

5 042 10		9 032				536	404
	1						2
950							
162 4							30
1 352 48						153	578
767 19							
4 705	102				10 503		12 305
1 008							
		7 451					
<u>14 067</u>	<u>103</u>	<u>16 483</u>			<u>10 503</u>	<u>689</u>	<u>13 319</u>

11 261 777 2 029	103	16 483			10 503	689	13 317 2
<u>14 067</u>	<u>103</u>	<u>16 483</u>			<u>10 503</u>	<u>689</u>	<u>13 319</u>

TRAVAIL

TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2006
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 1 - Travail			
Commission des relations du travail	7 451		
Lutte contre le travail au noir et l'évasion fiscale dans l'industrie de la construction	8 856		
Autres	185		
Total du programme 1	16 492		
Total des crédits et dépenses	16 492		

ENTR - Entreprises
SSS - Établissements de santé et de services sociaux
EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement

MUNI - Municipalités
OBNL - Organismes à but non lucratif
PERS - Personnes

<u>EDUC</u>	<u>MUNI</u>	<u>OBNL</u>	<u>PERS</u>	<u>ORG</u>	<u>2006</u>	<u>2005</u>
				7 451	7 451	7 448
				8 856	8 856	9 500
		76		100	176	170
		76		16 407	16 483	17 118
		76		16 407	16 483	17 118

TRAVAIL**DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2006
(en milliers de dollars)**

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>2006</u>	<u>2005</u>
Support	<u>16 492</u>	<u>16 483</u>	<u>17 118</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>16 492</u>	<u>16 483</u>	<u>17 118</u>

SECTION

3

Informations financières
sommaires sur les fonds
spéciaux

The first part of the document discusses the importance of maintaining accurate records of all transactions. It emphasizes that every entry, no matter how small, should be recorded to ensure the integrity of the financial statements. This includes not only sales and purchases but also expenses, income, and transfers between accounts.

Next, the document outlines the process of reconciling bank statements with the company's records. This involves comparing the bank's record of transactions with the company's ledger to identify any discrepancies. Common reasons for discrepancies include timing differences, such as deposits in transit or outstanding checks, and errors in recording or omission of transactions.

The document then provides a detailed explanation of the accounting cycle, which consists of eight steps: 1) identifying and recording transactions, 2) journalizing, 3) posting to the ledger, 4) determining debits and credits, 5) preparing a trial balance, 6) adjusting entries, 7) preparing financial statements, and 8) closing the books. Each step is described in detail, including the necessary journal entries and ledger postings.

Finally, the document discusses the importance of internal controls to prevent fraud and errors. It suggests implementing a system of checks and balances, such as requiring two people to authorize transactions, separating duties, and conducting regular audits. The document also provides a checklist of internal control procedures to help companies assess their current state and identify areas for improvement.

SECTION 3**INFORMATIONS FINANCIÈRES SOMMAIRES SUR LES FONDS SPÉCIAUX**

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
Sommaire des états financiers des fonds spéciaux.....	3-2

SOMMAIRE DES ÉTATS FINANCIERS DES FONDS SPÉCIAUX

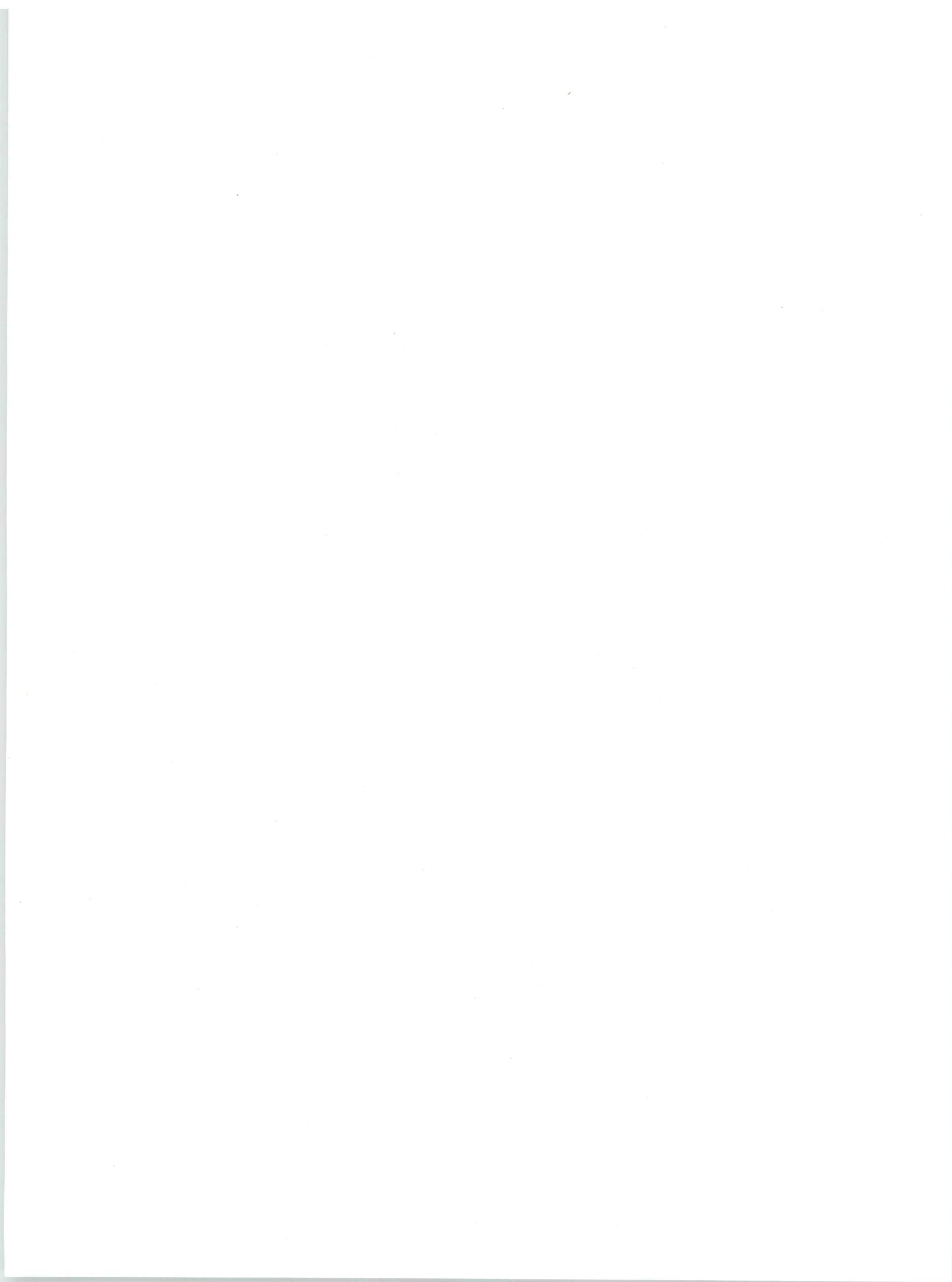
Année financière terminée le 31 mars 2006

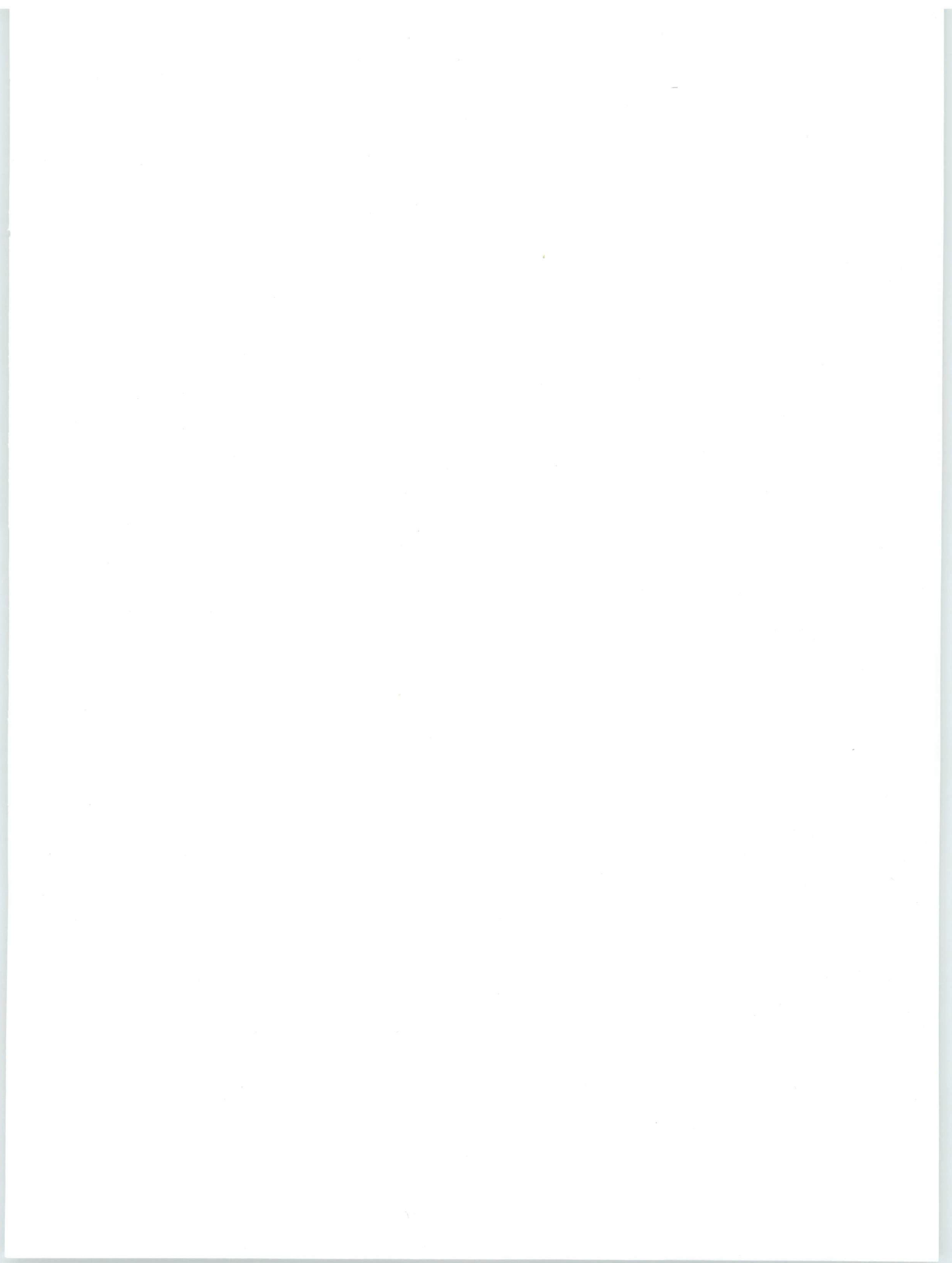
(en milliers de dollars)

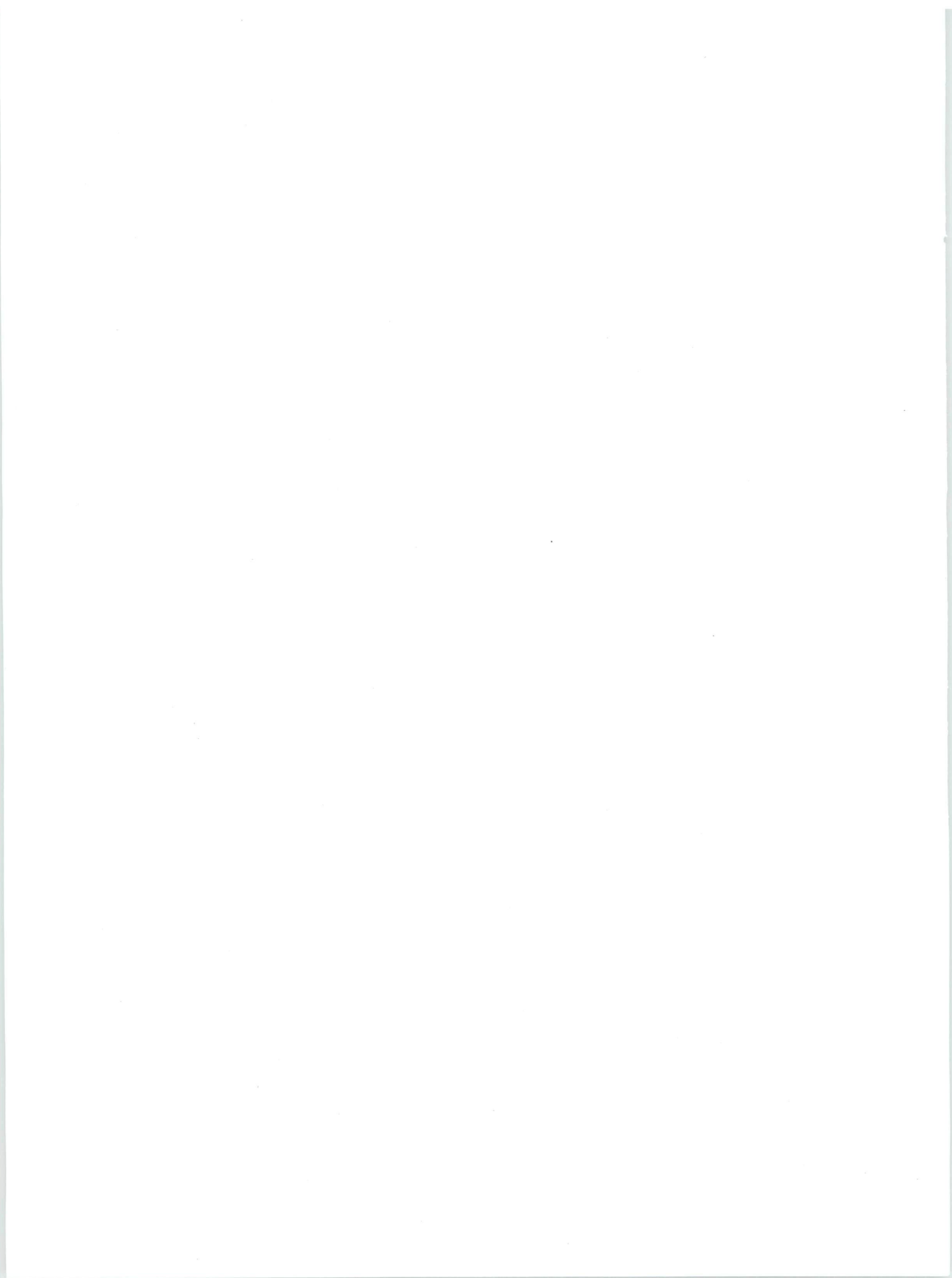
	2006
	Revenus
Fonds d'aide à l'action communautaire autonome	26 314
Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels	14 116
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts de collèges d'enseignement général et professionnel du Québec	11 406
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts de commissions scolaires du Québec	14 573
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts d'établissements universitaires du Québec	12 213
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts d'organismes de santé et de services sociaux du Québec	29 527
Fonds d'assistance financière pour certaines régions sinistrées	(6 907)
Fonds de conservation et d'amélioration du réseau routier	689 643
Fonds de développement du marché du travail	945 878
Fonds de développement régional	32 761
Fonds de financement	17 478
Fonds de fourniture de biens ou de services du ministère du Revenu	12 470
Fonds de gestion de l'équipement roulant	78 311
Fonds de la gestion des immeubles du Québec à l'étranger	11 592
Fonds de l'assurance médicaments	2 474 408
Fonds de l'état civil	15 904
Fonds de l'industrie des courses de chevaux	12 969
Fonds de l'information gouvernementale *	27 836
Fonds de partenariat touristique	115 540
Fonds de perception	82 295
Fonds des contributions des automobilistes au transport en commun	67 727
Fonds des pensions alimentaires (excluant la partie fiduciaire)	40 212
Fonds des registres du ministère de la Justice	29 552
Fonds des services de police	428 910
Fonds des services de santé	6 066 192
Fonds des services gouvernementaux *	186 470
Fonds des technologies de l'information du Conseil du trésor	958
Fonds des technologies de l'information du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	36 853
Fonds des technologies de l'information du ministère du Revenu	33 981
Fonds d'information foncière	124 235
Fonds d'information géographique	2 136
Fonds du Centre financier de Montréal	1 290
Fonds du Service aérien gouvernemental	59 666
Fonds forestier	288 459
Fonds pour la vente de biens et services du ministère des Transports	4 949
Fonds québécois d'initiatives sociales	4 800
Fonds relatif à la tempête de verglas	27 015
Fonds spécial olympique	66 113

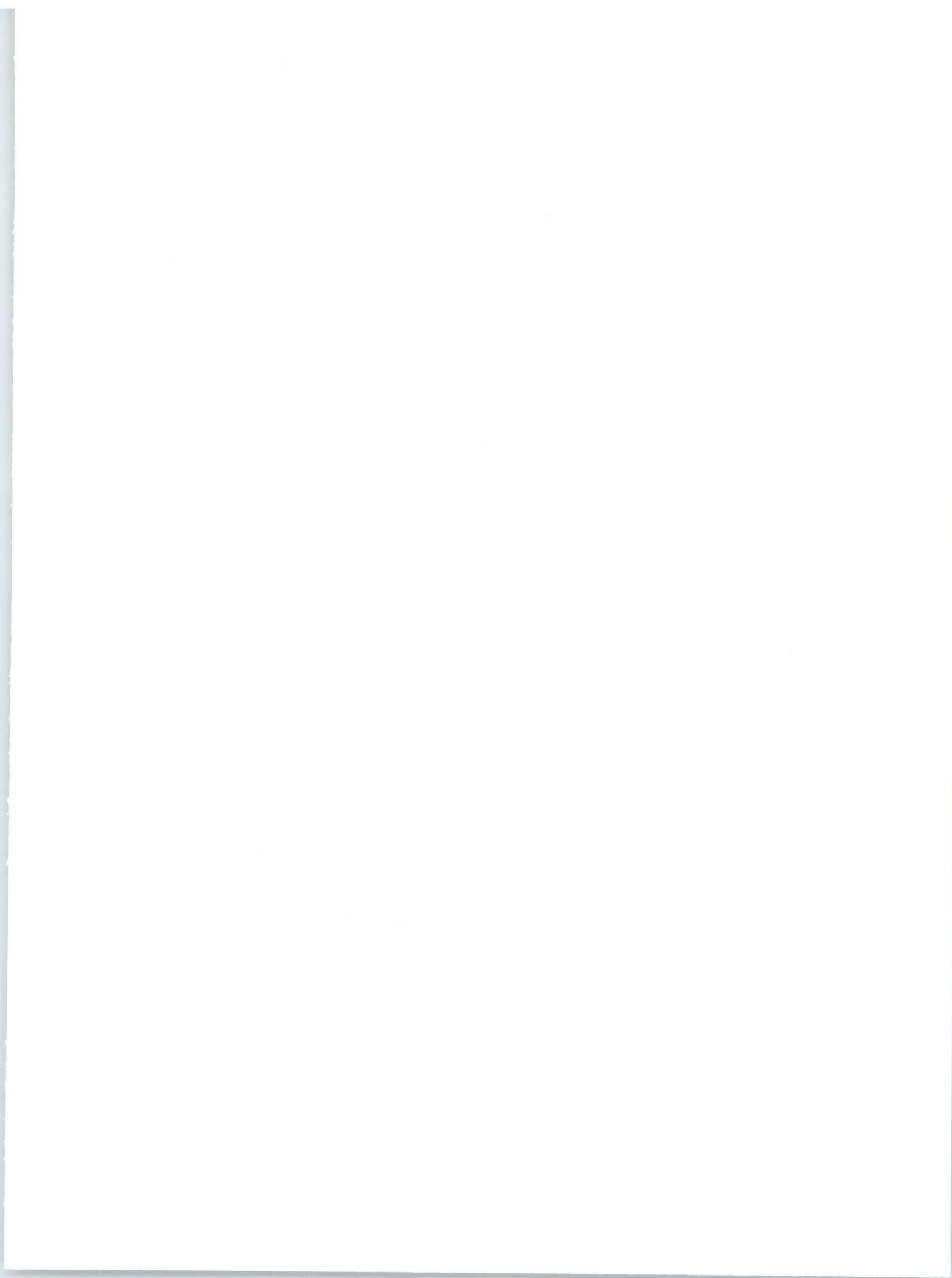
* Les activités de ces fonds se sont terminées le 30 novembre 2005.

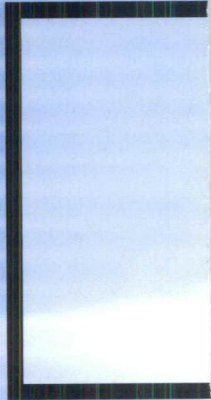
2006					2005 (redressé)	
Dépenses	Excédent des revenus sur les dépenses	Actif	Passif	Solde du fonds	Solde du fonds	
25 243	1 071	3 780	1 299	2 481	1 410	
8 947	5 169	14 236	143	14 093	8 924	
2 981	8 425	157 571	2 976	154 595	181 011	
12	14 561	253 239		253 239	274 163	
9	12 204	258 023	4 023	254 000	243 036	
21 359	8 168	169 096	21 351	147 745	179 961	
(6 907)		121 219	121 219			
689 643		6 150 572	6 150 572			
955 819	(9 941)	98 390	84 007	14 383	24 324	
32 761		27 980	27 980			
1 374	16 104	15 502 640	15 374 180	128 460	112 356	
12 470		4 055	4 055			
78 274	37	146 003	145 775	228	191	
11 592		14 060	13 075	985	985	
2 474 408		695 832	695 832			
16 642	(738)	7 422	1 583	5 839	6 577	
12 969		1 029	1 029			
27 296	540	15 918	14 323	1 595	1 055	
116 359	(819)	33 087	29 149	3 938	4 757	
79 718	2 577	23 534	5 228	18 306	15 729	
67 727		16 069	16 069			
40 212		37 861	37 861			
21 578	7 974	26 422	1 861	24 561	16 587	
428 910		117 335	117 335			
6 066 192		230 599	230 599			
189 191	(2 721)	333 696	297 668	36 028	84 681	
958		3 963	3 963			
36 853		87 185	87 185			
33 981		204 377	204 377			
82 729	41 506	403 045	25 367	377 678	336 172	
2 025	111	4 411	2 612	1 799	1 688	
1 300	(10)	1 918		1 918	1 928	
57 657	2 009	221 992	173 887	48 105	46 096	
282 234	6 225	88 964	49 914	39 050	32 825	
4 502	447	6 702	5 133	1 569	1 122	
9 024	(4 224)	2 625	432	2 193	6 417	
27 015		115	115			
66 801	(688)	76	3 443	(3 367)	(2 679)	











Finances

Québec

